

Arts et Spectacles : le Printemps de Bourges

Le Monde

15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14997 - 7 F

JEUDI 15 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les Khmers rouges contre la paix

EN quittant subrepticement Phnom-Penh, mardi 13 avril, les Khmers rouges ont porté un nouveau coup dur au plan de paix des Nations unies au Cambodge. Non que les autres signataires des accords de Paris aient jamais eu confiance dans la bonne foi des partisans de Pol Pot. Mais la décision de la faction la moins représentative, qui avait été contrainte à signer les accords de paix n'est pas de bon augure.

Les élections prévues du 23 au 28 mai prochain sous supervision de l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU) s'annoncent du plus en plus mal. Menacées d'être mises « hors la loi » par l'ONU s'ils continuent à en saboter la préparation par des attentats sanglants, fustigés par M. Boutros Ghali et par le prince Sihanouk, les Khmers rouges ont montré le peu de cas qu'ils faisaient des condamnations aussi longtemps qu'elles restaient inopérantes. Ils ont montré qu'ils sont prêts à tout pour que le scrutin ne puisse se tenir.

FIGURE de papier armé sur place à prix d'or, l'APRONUC n'a pas su se faire respecter par les protagonistes au conflit, bien au contraire. Les Khmers rouges ont été les premiers à s'en rendre compte, et à en profiter, dès qu'ils ont vu que les bérets bleus n'osaient pas pénétrer dans leurs zones comme ils l'avaient fait dans le reste du pays. Ils n'ont pas été les seuls, le régime de Phnom-Penh - composé d'ex-communistes et d'ex-Khmers rouges - en ayant lui aussi tiré avantage, pour se donner les meilleures chances de remporter les élections face à ses rivaux albanais et nationalistes.

Tout comme dans l'ex-Yougoslavie, la coûteuse impuissance de l'ONU a en fin de compte encouragé les plus enragés à élever leurs prétentions, et il n'est pas sûr qu'un tardif réveil permettra d'arrêter le désastre. Certes, les Khmers rouges n'ont pas coupé tous les ponts : ils ne quittent Phnom-Penh que « provisoirement ». Mais plus rien, désormais, ne peut entraver leur volonté de jouer la politique du pire. Souffrant sur les brisées d'un sentiment anticolonialiste, ils ont été, par des massacres bien choisis, les immigrants venus de l'Est à fuir dans le panique.

COMBIEN de temps encore l'APRONUC affichera-t-elle son impuissance face à l'ambition de Pol Pot de reprendre le pouvoir, quatorze ans après avoir été chassé ? Aura-t-elle le courage de montrer du doigt une Thaïlande qui reste le seul pays à soutenir encore officiellement - pour protéger les intérêts mercantiles de certains généraux - ceux qui avaient massacré leur propre peuple ?

Plutôt que de se préparer à partir peu après les élections, l'APRONUC doit prendre les mesures pour s'assurer que l'ordre sera maintenu, que le régime de Phnom-Penh n'abusera pas de son pouvoir pour fausser le scrutin, et ne refusera pas de céder la place s'il venait à être défait. Mais surtout pour que les Khmers rouges, devenus hors-la-loi par leur refus d'appliquer les accords, soient marginalisés dans leurs forêts. Combien de temps faudra-t-il encore pour que les va-t-en-guerre de Pol Pot, qui ne comprennent que la force, soient ramenés à la raison ?

Lire nos informations page 6

M0147 - 0415 0 - 7.00 F



Tandis que Hosni Moubarak reçoit Itzhak Rabin

La reprise des négociations israélo-arabes semble acquise

La reprise des négociations israélo-arabes - fixée au 20 avril par les Américains - paraît désormais acquise. Le premier ministre israélien Itzhak Rabin s'est rendu mercredi 14 avril à Ismaïlia, en Egypte, pour s'entretenir avec le président Hosni Moubarak, dans le cadre des efforts diplomatiques destinés à convaincre les Palestiniens de revenir à la table des pourparlers, malgré l'expulsion de quelque quatre cents des leurs par Israël.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La formule magique qui permettra à chacune des parties en cause dans le conflit israélo-arabe de reprendre bientôt sa place à la table des négociations sans perdre la face est presque au point. Sauf imprévu, la conférence de paix, inaugurée il y a dix-sept mois à Madrid et suspendue depuis le 17 décembre 1992 - date à laquelle le gouvernement israélien a expulsé au Liban plus de quatre cents Palestiniens, - devrait reprendre le 20 avril à Washington. Tel est l'espoir des Israéliens,

tel est le vœu des Américains, le souhait des Syriens, des Libanais et des Jordaniens. Tel est aussi, en fond, le désir des Palestiniens et de l'OLP. Officiellement, la participation ou non des partisans arabes d'Israël ne sera décidée qu'à la veille du prochain week-end, lors d'une réunion interarabe qui aura lieu à Damas. Mais, si tout fonctionne comme prévu, ce ne pourrait être qu'une formalité. Bien sûr, comme à l'accoutumée et jusqu'à la dernière minute, les marchandages se poursuivent.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 6

La sécurité et la répression de l'immigration clandestine au conseil des ministres

Charles Pasqua veut donner à la police de plus larges facilités juridiques

Le conseil des ministres du mercredi 14 avril devait entendre une communication du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire sur « la sécurité en France ». Reléguent au second plan les récentes « bavures » policières, M. Pasqua veut donner à la police de plus larges facilités juridiques. Outre la lutte contre la drogue, il se fixe

comme mission prioritaire de rendre effectives les mesures de reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière et de donner à la police un « cadre légal renforcé ». D'autre part le gouvernement saisira dès le 5 mai prochain l'Assemblée nationale de la proposition de loi réformant le code de la nationalité votée par le Sénat le 21 juin 1990.

« Des événements malheureux... » Tout en rappelant que la police doit travailler dans le strict respect du droit républicain, M. Pasqua n'a pas été au-delà de cette formule convenue pour évoquer la récente série de « bavures » policières mortelles. Son propos était autre : définir le cadre de l'action du nouveau gouvernement en matière de sécurité. De ce point de vue, la réforme de la police ne semble pas être sa priorité. M. Pasqua ayant brièvement souligné l'existence de « pesanteurs » liées à l'organisation du travail, à la dispersion des missions et aux conséquences mal maîtrisées de la récente départementalisation des

services. En revanche, il s'est longuement étendu sur la dégradation de la situation dans les grandes agglomérations, estimant qu'une « véritable fracture sociale » se fait jour. Critiquant les politiques menées par ses prédécesseurs, il a affirmé que l'un des priorités de son ministère sera de rendre effectives les mesures de reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière. S'en prenant aux « détournements de procédure » qui reconviennent le regroupement familial, les mariages de complaisance et les certificats d'hébergement, il a affirmé qu'il y avait là « le terreau d'une nouvelle délinquance ».

L'autre priorité de M. Pasqua est de donner aux services de police de plus larges facilités juridiques pour mener leur action répressive. Dans ce domaine, il a insisté, sans préciser le contenu d'éventuelles modifications législatives, sur les contrôles d'identité, dont la jurisprudence actuelle remettrait en cause le principe même ; sur l'impunité dont bénéficieraient les mineurs récidivistes ; et, enfin, sur les entraves que la récente réforme de la procédure pénale aurait apporté à l'efficacité des investigations policières.

Lire nos informations page 22

L'Albanie sous perfusion

Grâce à l'humanitaire et aux travailleurs émigrés le pays a survécu. Il reste à le reconstruire

TIRANA

de notre envoyée spéciale

Le pont en construction, sur la rive de l'aéroport, n'a guère avancé. « Je crois, d'ailleurs, qu'il recule », constate le plus sérieusement du monde un fonctionnaire albanais. Un pont qui recule ? En Albanie, c'est possible : quand les matériaux de construction sont introuvables sur le marché, on se sert sur les chantiers, quitte à démanteler l'ouvrage, d'autant plus facilement qu'ils sont abandonnés depuis belle lurette.

Ainsi va la vie à Tirana deux ans après l'effondrement de la dictature. Si ailleurs, en Europe de l'Est, on évoque la « sortie du

communisme », ici c'est plutôt de sortie de l'apocalypse qu'il faudrait parler. Coupé du reste du monde pendant quarante ans par une autarcie moyenâgeuse, puis livré au chaos avec le choc de la liberté retrouvée, le pays tout entier est un spectacle de désolation, à l'image de ses artères d'abord coupées, puis rognées jusqu'à la racine pour fournir du chauffage aux habitants frigorifiés.

Ici, il y avait une forêt, imagine-t-on en longeant une route bordée d'un terrain hérissé de ces misérables trognons. Il y a eu aussi un champ d'extraction pétrolière dans cette vallée de Patos où des derrick d'un autre

âge voisinent avec des citernes rouillées aux trous béants ; parfois, une pompe lourde dans le vide, des hommes sont allongés sur un rocher, quelques vaches maigricheuses paissent dans l'herbe noire.

Il a dû y avoir des usines, là où ne sont plus que murs éventrés et vitres brisées, tout comme il y avait un troupeau traversant cette chaussée, peu avant Lushnjë, où l'on ralentit pour éviter les cadavres de moutons jonchant le bitume, les visières encore palpitantes, après le passage d'un autocar qui n'a pas jugé utile de s'arrêter.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 4

G 7 : le Japon accroît son aide à la Russie



Lire les articles de PHILIPPE PONS et ERIK IZRAELEWICZ page 14 et nos informations page 22

LE MONDE diplomatique

Avril 1993

• **ÉCONOMIE** : Ces « élites » qui règnent sur des masses de chômeurs, par Claude Julien. - Le GATT c'est « l'Amérique d'abord », par Marie-France Toinet. - Les fermentations corrosives de la récession, par Michel Chossudovsky. - « Parler de soi quand on n'est rien », par Christian de Brie. - La droite française s'apprête à relancer la privatisation, par Danièle Gervais. - La Banque de France va-t-elle redevenir le « mur d'argent » ?, par Serge Rahimi. - Chaotique interdépendance, par Jacques Decroix.

• **EUROPE** : Intellectuels est-allemands sur la sellette, par Brigitte Patzold. - La résistance des paysans d'Europe centrale, par Marie-Claude Mauré. - La CEE est-elle l'avenir de l'Est ?, par Marie Lavigne.

• **AFRIQUE** : Au Sénégal, une démocratie sans alternance, par Donald B. Cruise O'Brien. - Au Rwanda, les massacres ethniques au service de la dictature. - Atons et failles de l'Erythrée indépendante, par Gérard Prunier.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Tous paysans !

Les emplois industriels suivent-ils la même évolution à la baisse que ceux de l'agriculture ?

par Alain Lebaube

« Nous sommes tous des paysans ! » En forme de slogan, qui rappelle le fameux « Nous sommes tous des juifs allemands ! » scandé en 1968 pour soutenir Daniel Cohn-Bendit, l'affirmation pourrait bien faire florès. Paradoxalement, elle résumerait mieux qu'un discours, l'analogie de situation qui existe déjà entre le sort depuis longtemps réservé aux agriculteurs et celui qui, à cause du chômage, attendrait les salariés de l'industrie, voire, demain, les employés du tertiaire. Telle une sombre prédiction, elle annoncerait un univers économique et social où, tout en produisant toujours davantage, pourquoi pas jusqu'aux surplus, l'activité humaine se réduirait comme peau de chagrin, faute de travail pour tous.

Absurde ? Quand la part des sans-emploi atteint les 10,5 % de la population active, et que l'enr

nombre dépasse les trois millions, l'hypothèse d'un lent et long déclin ne peut plus être écartée. Par leur « fatalisme », que la droite reprochait aux socialistes, ou par leur prudence, manifeste dans le désir du gouvernement de M. Balladur de ne se laisser enfermer par aucune promesse, les dirigeants de ce pays ont pris conscience de ce risque. Des patrons, qui voient plus loin que le bout de leur nez, et donc qui ne se soucient pas de leurs seuls intérêts immédiats, commencent à s'en inquiéter. Certains d'entre eux le disent ; ils craignent maintenant que la machine étant devenue infernale, la désintégration d'une société soit, aussi, le revers de la performance.

Avec une croissance négative comme aujourd'hui, ou, dans un futur proche, qu'on espère stable, modeste et même relativement forte, les paramètres de l'équation à résoudre ne changent guère.

Lire la suite page 15

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 350 dr ; Hongrie, 120 F ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 180 esc ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.

DÉBATS

Gauche

Point d'orgue

par Anicet Le Pors

Le processus de décomposition politique de la gauche vient de franchir une importante étape qui peut, à terme, déboucher sur une nouvelle donne si toutes les conséquences en sont tirées. Mais il ne semble pas que ce soit le cas pour le moment.

Rien ne laisse supposer que le Parti socialiste, malgré son implosion, soit prêt à tirer la leçon de la sanction reçue pour avoir manqué à l'espérance.

Le Parti communiste vient de procéder à une analyse surréaliste de ses résultats pour tenter de masquer la poursuite de son déclin : nouvelle réduction de son implantation nationale, pertes sensibles dans ses bastions, affaiblissement de son identité dans une démarche électorale protestataire.

Par ailleurs, ceux qui avaient pris quelque distance avec les appareils politiques (Mouvement des citoyens, Refondateurs communistes, SÉGA...) et pensaient, à ce titre, pouvoir compter sur la reconnaissance du peuple de gauche ont connu un échec relatif en raison de la faible lisibilité de leur message et de l'illusion que l'on pouvait prendre des raccourcis avec la décomposition.

En effet, rien n'est plus important que de caractériser correctement le moment où nous sommes. Il faut mesurer les ruptures qui viennent de se produire en quelques années : rupture de la représentation de la société rêvée (l'utopie), rupture du modèle (le socialisme), rupture de l'instrument (le parti-gauche et son projet révolutionnaire), rupture de l'individualité (la religiosité politique). Des choses doivent mourir pour que d'autres vivent. Un travail de deuil est indispensable qui sacrifie méthodiquement des conceptions d'appareils, de comportements, de mentalités constitués de l'ordre ancien et nous permet de prendre conscience des contradictions récurrentes à l'œuvre et d'intervenir dans leur développement.

Mais le naufrage électoral de la gauche ne peut-il également être regardé comme le point de départ de sa recomposition, de la relance de l'action sociale et d'une nouvelle créativité idéologique ?

Considérons ainsi qu'un puissant mouvement de mondialisation est à l'œuvre, qui appelle la nécessité de promouvoir un état de droit sur l'ensemble de la planète. La fin des espaces clos relatifs le rôle, jusqu'à présent, des États-nations et de leurs Parlements. Des régions continentales, telle l'Europe, se dotent de cadres institutionnels de plus en plus formalisés. Les diverses collectivités territoriales revendiquent des compétences plus étendues. L'individualité connaît elle-même de profonds changements. Le principe de subsidiarité appliqué à ces différents niveaux de souveraineté devient une question politique majeure dont il convient de préciser le contenu et les mécanismes de contrôle.

Comprendre notre époque, c'est aussi la dénommer. La logique capitaliste existe, on la reconstruit. Elle continue de présenter dans les pays développés, comme dans nombre de pays sous-développés, un caractère dominant. Il s'agit, pourtant, dans ses différentes acceptions, d'un système complexe, hybride, dans lequel s'exprime la

contradiction entre, d'une part, une logique d'exploitation et d'exclusion, d'accumulation et de profit et, d'autre part, une logique de socialisation effective, marquée notamment par l'affirmation croissante de missions de service public. Considérer « le » capitalisme comme le seul état objectif capable d'efficacité auquel un projet de gauche apporterait du social, ou bien le contester en se bornant à préconiser son dépassement dans une étape historique ultérieure, ne rend pas compte de cette réalité dynamique, complexe et contradictoire pour laquelle le vocabulaire nous manque.

Une large mouvance progressiste

L'effondrement des régimes dits du socialisme réel a condamné, de même, toute représentation figée de l'alternative démocratique aux systèmes dans lesquels domine la logique capitaliste. « Le » socialisme défini comme système social reposant sur la propriété sociale des grands moyens de production et d'échange, le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés et la démocratie poussée jusqu'au bout, n'est plus qu'un archaïsme. « Le » socialisme en tant que source d'inspiration des diverses expériences social-démocrates n'a plus de consistance, si tant est qu'il ait jamais eu. Mais, aux tenants de l'ultralibéralisme, il demeure néanmoins nécessaire d'opposer la perspective d'une transformation sociale démocratique progressive dont

les avancées pourraient être appréciées par rapport aux trois dimensions suivantes :

- la promotion des valeurs universelles, généralisation aujourd'hui possible des valeurs dites de gauche, qui englobent des normes éthiques et nourrissent des contractions non strictement liées à l'antagonisme capital/travail (paix-développement scientifique, droit au développement-protection de l'écosystème, droits individuels, droits du genre humain...);

- la recherche de l'efficacité sociale, concept prenant en compte la pluralité des utilités sociales non marchandes (environnement, aménagement du territoire, formation, innovation, etc.), jusqu'à l'implication traitée dans le cadre des missions de service public;

- l'affirmation du principe de responsabilité, à la fois sous ses formes individuelles et collectives, principal moyen d'assurer l'articulation entre l'autodétermination de la société et l'autodétermination des citoyens.

Sans doute cette réflexion ne prend-elle pas la place de l'indispensable intervention populaire; mais celle-ci ne se décline pas.

Elle ne dispense pas non plus de rechercher les moyens de reconstruire et de réorganiser une large mouvance progressiste dans le respect de l'identité de chacune de ses composantes. S'agissant de la diaspora des hommes et des femmes de sensibilité communiste ou en affinité avec un progressisme fort, c'est pas un méconnaissance d'un 28^e congrès, déroulant son proces-

sus selon des règles obsolètes, qui répondra à leur attente. Car comment pourrait-on faire confiance au centralisme démocratique pour abolir le centralisme démocratique ? Par définition, on ne le peut pas.

Plus généralement, il est vain d'espérer des appareils qu'ils rompent d'eux-mêmes avec une logique de survie qui leur tient lieu de stratégie politique. Mais nous ne devons pas attendre, non plus, la fin de la décomposition pour rassembler et organiser, alors que s'amorcent les premières entreprises d'un réformisme confus, les forces encore nombreuses d'un progressisme fort et rigoureux. Cela suppose que soient surmontées les divisions d'obédience et que celles-ci soient elles-mêmes expurgées des miasmes de la décomposition.

Dans ce temps suspendu, point d'orgue d'une terrible déception, la convergence des conceptions sur quelques questions-clés : promotion de normes mondiales et européennes démocratiques, élaboration de critères d'efficacité sociale développant l'emploi et la formation, contestation du présidentialisme dans la perspective d'une République, genèse d'une nouvelle éthique de l'action civique, etc., n'est-elle pas le bon terrain pour engager cette construction nouvelle ?

► Anicet Le Pors est ancien ministre.

Un socialisme du vingt et unième siècle

par Maurice Duverger

La révolution de palais qui a renversé Laurent Fabius et investi Michel Rocard montre que le successeur est meilleur tacticien que le prédécesseur, plus rapide. Sa manœuvre a été moins traumatisante pour des militants qui ne sont pas encore guéris de leur déplorables congrès de Rennes. Sur la route de la renaissance d'une organisation désagrégée par le tremblement de terre des 21-28 mars, ce premier pas était probablement nécessaire. Mais il n'est sûrement pas suffisant parce qu'il ne touche pas à l'essentiel. Comme tous ses congénères européens, le Parti socialiste français souffre moins d'un défaut d'organisation ou d'une insuffisance de ses dirigeants que d'une absence de projet.

Sans le dire, il s'est rallié, voici dix ans, au système social-démocrate que les Scandinaves, les Anglais et les Allemands ont pu à peu près établir depuis la Libération, sans modèle préconçu, en amalgamant des faits empiriques. Le New Deal du démocrate américain Roosevelt, les idées sur le plein emploi des libéraux anglais Keynes et Beveridge et les thèses du socialiste suédois Gunnar Myrdal. Par touches successives plus ou moins différentes suivant les pays, ils ont ainsi édifié des régimes mixtes où les excès et les insuffisances des mécanismes du marché sont corrigés par des interventions de la puissance publique. Non seulement pour réduire les inégalités par une redistribution des revenus, notamment sous forme de sécurité sociale, mais aussi pour stimuler la production par l'éducation populaire, l'aide à la recherche, certaines nationalisations, et pour régulariser le développement économique par la politique conjoncturelle.

Paradoxalement, le succès même de cette transformation profonde de l'Europe occidentale est aujourd'hui l'un des facteurs essentiels de la crise que traversent les partis socialistes. Contrairement à l'opinion que les médias conservateurs n'ont cessé de répandre, ils ne sont guère touchés par l'effondrement des dictatures communistes, bien qu'elles aient prétendu incarner « le socialisme réel » : car ils n'ont plus rien de commun avec elles depuis longtemps, mis à part quelques survivances d'un langage marxiste qui nui ne prend au sérieux, mais parvenus qu'ils sont maintenant au terme de l'installation de régimes sociaux-démocrates que le centre et la droite modérée ne songent plus à détruire. Les socialistes ont ainsi glissé de la situation de réformistes à celle de gestionnaires, comme les libéraux au début du siècle, une fois installés le suffrage universel, les prérogatives des Parlements et les libertés publiques.

Le désarroi devant une telle évolution est plus profond chez les militants socialistes français.

Fraîchement convertis à la social-démocratie sans qu'on leur ait clairement expliqué les raisons, ils regrettent le langage pur et dur des vieilles idéologies d'opposition. Mais un retour en arrière serait pire que l'immobilité actuelle de leur congénères étrangers parce qu'il serait encore plus éloigné de la réalité, qu'il faut affronter désormais. Le succès des régimes sociaux-démocrates installés dans le demi-siècle écoulé ne risque pas de transformer les partis socialistes en gestionnaires, parce que les régimes en question ont été bouleversés dans le demi-siècle qui s'ouvre par une transformation radicale de l'économie, dont nous commençons à peine à entrevoir l'ampleur et l'extension du chômage, la concurrence de produits à bas prix reposant sur des bas salaires, le transfert des entreprises vers les pays à plus faible protection sociale, le déclin d'une agriculture qui concerne la civilisation autant que l'économie, sont les prodromes d'un nouveau capitalisme sauvage d'une échelle inconnue jusqu'ici.

Des moyens de puissance publique

Il ne peut plus être contenu par les régimes sociaux-démocrates nationaux parce que les États de notre continent n'ont pas séparément une dimension suffisante, en face de l'hégémonie des États-Unis et même de la puissance du Japon. Seule la construction d'une Europe unie permettrait à l'ensemble des peuples la possibilité de faire contrepoids et de lutter d'égal à égal dans une compétition économique où les plus forts feront la loi, comme dans les guerres militaires. Mais l'évolution actuelle de cette construction va plutôt en sens contraire, car elle tend à dépeupler progressivement les États des moyens de puissance publique qui leur ont permis de construire les régimes sociaux-démocrates sans qu'elle transfère ces moyens à la Communauté. Transformée ainsi en zone de libre-échange ouverte à tous les produits, celle-ci devient structurellement un obstacle au socialisme, quels que soient les efforts d'un Jacques Delors. Mais elle tourne en même temps le dos à son objectif essentiel, qui est de permettre à l'Europe de résister à la pression des États-Unis.

Tout projet socialiste ouvert sur le vingt et unième siècle doit d'abord surmonter cette contradiction fondamentale. Elle ne peut être que par une réforme profonde des structures de la Communauté. A cet égard, le traité de Maastricht est très insuffisant : mais il ouvre une voie qui resterait fermée sans lui. Nécessaire aussi pour mettre les institutions communautaires en accord avec la mentalité de peuples

profondément marqués par les acquis des social-démocraties établies, une telle réforme doit également tenir compte de leur attachement aux nations dont la diversité fait la richesse de notre continent. Doter la Communauté de moyens efficaces de puissance publique n'implique pas qu'on la transforme en super-Etat, mais qu'on imagine une architecture politique originale dont les linéaments commencent à se dessiner.

D'autre part, il ne suffit pas de transformer au niveau de l'Union européenne les techniques des social-démocraties des États membres. Un projet socialiste devra élaborer des modalités particulières de combinaisons entre le marché concurrentiel et la puissance publique communautaire. Parmi les nombreuses pistes à explorer dans ce domaine, deux peuvent servir d'exemples. La première concerne l'autonomie de la Banque européenne, qui décidera de l'émission de la monnaie unique et du niveau des taux d'intérêt; de même que l'autonomie du pouvoir judiciaire vis-à-vis du législatif et de l'exécutif, celle d'un tel pouvoir financier est acceptable. Mais à condition qu'il soit équilibré par un pouvoir de politique économique communautaire. Un gouvernement des banquiers serait aussi dangereux qu'un gouvernement des juges.

Par ailleurs, dans une économie mondiale où les besoins en capitaux sont considérables et où ceux-ci deviennent des denrées rares, la liberté d'action économique des capitaux privés apparaît essentielle; pour favoriser la naissance et le développement d'entreprises dans les secteurs de pointe; pour engager des recherches fondamentales à rentabilité aléatoire et lointaine; pour empêcher des OPA transformant l'économie de marché en économie de casino. Des institutions comme la Caisse des dépôts paraissent fondamentales à cet égard. Les notions de privatisation ou de nationalisation devraient être repensées dans une telle optique. L'argent public n'est pas plus sale que l'argent privé et beaucoup moins que l'argent des mafias dont 80 % au moins sont réinvestis tranquillement.

Beaucoup d'autres réflexions devront nourrir les futurs États généraux dont les socialistes français sont devenus friands. Mais ceux-ci ne seront vraiment généraux que s'ils s'ouvrent aux autres partis de gauche, sans lesquels ils seraient érudits dans une opposition permanente. Et surtout, s'ils s'élargissent progressivement aux partis équivalents dans les autres pays de la Communauté. Car il n'est plus possible aujourd'hui d'élaborer des projets socialistes dans le cadre de chaque nation considérée isolément, mais dans celui de ses rapports avec l'ensemble de l'Union européenne.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

L'Etat, la société et les juges

Contesté par la « société civile », limité par l'influence des experts et des juges, grignoté par le régionalisme d'une part, l'Europe de l'autre, le pouvoir d'Etat est en crise. Une situation difficile à vivre dans un pays aussi traditionnellement centralisateur que le nôtre.

LES cohabitations se suivent et ne se ressemblent pas. Celle de 1986 s'était installée sous la signe de l'ultra-libéralisme thatcherien, porté par la « bande à Léo » et auquel semblait à être rallié Jacques Chirac; en 1993, les premiers mots de M. Balladur ont été pour souhaiter « le raffermissement de l'Etat ». La tonalité gaullio-pompidolienne de ce propos sonnait comme un coup d'arrêt aux évolutions centrifuges qui se manifestent dans la société française, que ce soit par le renforcement de la régionalisation, prônée par l'UDF durant la campagne électorale, ou par l'apologie de la « société civile » qu'avait symbolisée Bernard Kouchner, dans la précédente gouvernance.

Plus d'Etat, moins d'Etat... La France est particulièrement sensible à ce débat, tant pèse sur elle la tradition républicaine incarnée par le pouvoir central et l'administration publique. Mais les questions qui se multiplient sur ce thème traduisent l'inquiétude causée par l'affaiblissement des principaux piliers de la vie publique. Paul Thibaud observe, dans un dialogue avec Alain Touraine organisé par la revue *Projet*, pour un dossier intitulé « Citoyen en quel Etat ? », la double affaiblissement de la société, travaillée par la décomposition des mécanismes d'intégration (chômage, marginalité), et de l'Etat, qui « affiche son impuissance à remédier aux grands désordres et à scandales sociaux ». De son côté, Alain Touraine remarque que l'internationalisation de l'économie, le recul du syndicalisme et l'atomisation des rapports sociaux ont disloqué l'action collective. « Il faut que la politique reconstruise la société que le marché ne cesse de dissoudre », affirme-t-il. Pour lui, « la grande affaire de la société est d'apprendre aux gens à vivre ensemble, à respecter leurs différences, tout en cherchant des dérivés d'unité ».

L'appel aux experts

Mais qui peut s'en charger ? Le fait nouveau est que les politiques – et leur bras exécutif : l'administration – se voient contestés la compétence et la légitimité qui leur permettaient de faire ce travail. D'où l'appel aux experts, aux techniciens du social, aux personnalités qualifiées, aux spécialistes de l'audit... chargés de « réinjecter du social » là où la machine se grippe ou na fonctionne plus du tout. Le recordien Patrick Vivier évoque les « nouveaux outils démocratiques » nécessaires pour permettre au pouvoir de gouverner : l'évaluation des politiques publiques, la possibilité d'expertises contradictoires (notamment dans des secteurs viraux comme la santé ou le nucléaire), la possibilité de prendre en compte, dans la fabrication des lois, les phénomènes nouveaux de société qui échappent à l'appareil politico-technocratique.

Dans ce paysage, l'Etat n'apparaît plus comme le souverain, à qui la légitimité populaire confère l'infaillibilité, mais comme un arbitre attentif, un manager avisé, un éveillé. Un « animateur », selon les sociologues Jacques Donzelot et Philippe Esbène, évoquant ces nouveaux personnages que sont les « chefs de projet », chargés du développement des quartiers en difficulté et qui agissent en toute indépendance pour mettre en œuvre un contrat passé entre l'Etat et une municipalité.

Un autre personnage a pris ces derniers temps une importance considérable face à l'Etat : c'est, bien sûr, le juge. Philippe Raynaud, dans un dossier que le *Débat* consacre au pouvoir du

droit, analyse la montée en puissance du pouvoir juridique en France, du fait à la fois de la création du Conseil constitutionnel, des compétences accordées à la Cour européenne de Luxembourg ou du nouveau droit d'ingérence humanitaire, auquel on pourrait ajouter le développement du droit administratif ou du droit social. Sans aller jusqu'au cas limite que nous offre actuellement l'Italie, on peut constater, avec Pierre Avril, que le développement du juridique vient à point nommé combler la « déficience démocratique » dont souffrent les sociétés modernes : l'image grandissante du juge – surtout s'il est « petit » – relaie celle passablement défectueuse du politique. Le droit, censé être stable et impartial, viendrait ainsi se substituer à la versatilité du suffrage populaire. Mais Pierre Avril étire, à juste titre, l'attention sur l'« illusion » qui consiste à « faire régler par le juge ce qui relève de la responsabilité politique, et donc, en dernière instance, du suffrage universel ».

Cette évolution est d'autant plus problématique qu'elle va à l'encontre de la tradition républicaine française, qui distingue très nettement le rôle du juge, chargé d'« appliquer » la loi, de celui du fonctionnaire, qui a en charge l'organisation et la régulation de la société, comme le rappelle Olivier Beaud dans son introduction au premier de deux numéros spéciaux de la revue *Droits* consacrés à l'Etat. « La différence de tradition, explique-t-il, entre les pays de la common law et la France se traduit également par la différence de statut – juridique et social – des juges et des fonctionnaires. Sociologiquement, la conversion de la France à l'Etat de droit signifierait une inversion des rôles, et elle serait ainsi, contraire à la Constitution révisée de la France – composée par le droit mais aussi par les mœurs, – qui est d'abord une Constitution administrant avant d'être une Constitution judiciaire ».

Le mal absolu de la corruption

Mais, même dans les pays anglo-saxons, le pouvoir juridique se développe au détriment de celui de l'Etat, comme le montre le renforcement, aux Etats-Unis, des « multinationales de l'expertise », décrites par Yves Dezalay dans *Actes de la recherche en sciences sociales*. Ces grands cabinets d'avocats, spécialisés dans le lobbying, se constituent en centres-pouvoirs face aux administrations et aux grands groupes capitalistes. La « position de ces experts, aux marges du pouvoir économique, les conduit à essayer de structurer le marché international en se faisant les porte-parole de l'intérêt général. Paradoxalement, la défiance des Etats-nations les mène ainsi à « produire » de l'Etat ».

Dans les pays européens, où la fonction politique jouit traditionnellement d'une forte autorité, son déclin se nourrit, malheureusement, de la faiblesse des élus eux-mêmes. Comme l'explique Jean-Fabien Spitz dans le *Débat*, le mal absolu qui ronge la politique est la corruption des hommes politiques. Le seul bien commun, dans une République, est la justice, c'est-à-dire l'égalité de tous devant la loi. Si ceux qui ont la charge de faire la loi se servent de leur pouvoir pour détourner à leur profit, à s'enrichir, du même coup, le principe qui fonde le communisme social. « C'est bien parce que la corruption attaque l'égalité et la justice des règles qu'elle est destructrice du lien social : les pratiques qu'elle autorise dialoguent les liens mutuels d'obligation et sapent les fondements de la liberté ».

Qu'il soit modeste ou régulier, arbitre ou souverain, le pouvoir d'Etat doit d'abord être honnête... Faute de quoi, comme on vient d'en avoir la démonstration, le juge la fait trembler et le peuple le révoque...
► *Projet*, n° 233, printemps 1993, 60 F, 14, rue d'Assas, 75006 Paris.
► *Le Débat*, n° 74, mars-avril 1993, Gallimard.
► *Droits*, n° 15, PUF, 1992.
► *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 99/97, mars 1993, 90 F. Diffusion Le Seuil.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lacroix, gérant
directeur de la publication
Bernard Pons
directeur de la rédaction
Jean-Pierre Gauthier
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Saut
adjoints au directeur
de la rédaction

Yves Agnès
Thierry Fournier
Philippe Gaudin
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Benoit-Salvy (1944-1958)
Jacques Fauriol (1958-1962)
André Lemaire (1962-1965)
André Fontaine (1965-1981)

RÉDACTION ET SERVEUR SOCIAL :
15, RUE FAUBOURG
75001 PARIS CEDEX 10
Tél. : (1) 40-35-25-26
Tél. : (1) 40-35-25-28
Tél. : (1) 40-35-25-29
Tél. : (1) 40-35-25-30
Tél. : (1) 40-35-25-31
Tél. : (1) 40-35-25-32
Tél. : (1) 40-35-25-33
Tél. : (1) 40-35-25-34
Tél. : (1) 40-35-25-35
Tél. : (1) 40-35-25-36
Tél. : (1) 40-35-25-37
Tél. : (1) 40-35-25-38
Tél. : (1) 40-35-25-39
Tél. : (1) 40-35-25-40
Tél. : (1) 40-35-25-41
Tél. : (1) 40-35-25-42
Tél. : (1) 40-35-25-43
Tél. : (1) 40-35-25-44
Tél. : (1) 40-35-25-45
Tél. : (1) 40-35-25-46
Tél. : (1) 40-35-25-47
Tél. : (1) 40-35-25-48
Tél. : (1) 40-35-25-49
Tél. : (1) 40-35-25-50
Tél. : (1) 40-35-25-51
Tél. : (1) 40-35-25-52
Tél. : (1) 40-35-25-53
Tél. : (1) 40-35-25-54
Tél. : (1) 40-35-25-55
Tél. : (1) 40-35-25-56
Tél. : (1) 40-35-25-57
Tél. : (1) 40-35-25-58
Tél. : (1) 40-35-25-59
Tél. : (1) 40-35-25-60
Tél. : (1) 40-35-25-61
Tél. : (1) 40-35-25-62
Tél. : (1) 40-35-25-63
Tél. : (1) 40-35-25-64
Tél. : (1) 40-35-25-65
Tél. : (1) 40-35-25-66
Tél. : (1) 40-35-25-67
Tél. : (1) 40-35-25-68
Tél. : (1) 40-35-25-69
Tél. : (1) 40-35-25-70
Tél. : (1) 40-35-25-71
Tél. : (1) 40-35-25-72
Tél. : (1) 40-35-25-73
Tél. : (1) 40-35-25-74
Tél. : (1) 40-35-25-75
Tél. : (1) 40-35-25-76
Tél. : (1) 40-35-25-77
Tél. : (1) 40-35-25-78
Tél. : (1) 40-35-25-79
Tél. : (1) 40-35-25-80
Tél. : (1) 40-35-25-81
Tél. : (1) 40-35-25-82
Tél. : (1) 40-35-25-83
Tél. : (1) 40-35-25-84
Tél. : (1) 40-35-25-85
Tél. : (1) 40-35-25-86
Tél. : (1) 40-35-25-87
Tél. : (1) 40-35-25-88
Tél. : (1) 40-35-25-89
Tél. : (1) 40-35-25-90
Tél. : (1) 40-35-25-91
Tél. : (1) 40-35-25-92
Tél. : (1) 40-35-25-93
Tél. : (1) 40-35-25-94
Tél. : (1) 40-35-25-95
Tél. : (1) 40-35-25-96
Tél. : (1) 40-35-25-97
Tél. : (1) 40-35-25-98
Tél. : (1) 40-35-25-99
Tél. : (1) 40-35-25-100

ÉTRANGER

• Le Monde • Jeudi 15 avril 1993 3

Le conflit dans l'ex-Yugoslavie

Les appels à la communauté internationale pour qu'elle vienne en aide à la population de Srebrenica, en Bosnie orientale, se sont intensifiés, mardi 13 avril. La présidence bosnienne a ainsi demandé au Conseil de sécurité des Nations unies de « prendre toutes les mesures supplémentaires nécessaires pour mettre fin aux souffrances de la population de Srebrenica et sauver le processus de paix en Bosnie-Herzégovine », tandis que plusieurs responsables du HCR ont multiplié les appels.

L'envoyé spécial du HCR dans l'ex-Yugoslavie, Jose Maria Mendiluce, a indiqué à Zagreb que son organisation a « un énorme respect pour ce que le général Morillon a fait pour l'accès à Srebrenica »

et qu'elle souhaite que la FORPRONU réussisse à déployer des « casques bleus » dans la ville.

De son côté, l'ancien premier ministre britannique, Margaret Thatcher, a vivement critiqué, mardi, l'attitude « passive » de l'Europe face au conflit en Bosnie-Herzégovine, et plaidé pour la fourniture d'armes aux Musulmans, qui ont « droit à l'autodéfense », ainsi que pour un ultimatum aux Serbes de Bosnie sur le plan de paix.

« On ne peut pas laisser des personnes innocentes se faire massacrer comme elles le sont maintenant », a déclaré Lady Thatcher sur la BBC. « On ne peut pas continuer cette politique, [qui consiste à] nourrir les gens mais à les laisser se

faire massacrer ». L'ancien premier ministre, qui a dit « avoir honte » de la Communauté européenne, a accusé les pays occidentaux « d'être un peu comme des complices du massacre en Bosnie-Herzégovine ».

« La politique actuelle d'aide humanitaire, associée à des négociations et à des tentatives d'obtention d'un cessez-le-feu, n'a clairement pas fonctionné », a affirmé Lady Thatcher, estimant que deux politiques restent possibles. « La première est de veiller à ce que les Musulmans de Bosnie soient armés », a-t-elle affirmé, ajoutant qu'ils devraient bénéficier « d'un soutien sérieux total » si besoin est. L'alternative, a poursuivi l'an-

ciens premier ministre, est un ultimatum aux Serbes sur le plan de paix de Cyrus Vance et David Owen, qui est « le seul actuellement sur la table de négociations », que l'on approuve ses termes ou pas. Le message aux Serbes de Bosnie devrait être : « Acceptez ce plan dans un certain nombre de jours ou bien nous intervenons », a-t-elle conclu. Le vice-ministre russe des affaires étrangères, Vitaly Tchoukine, arrivé à Belgrade mardi pour une troisième série d'entretiens avec les responsables serbes, a immédiatement rencontré le président Slobodan Milosevic.

L'ambassadeur américain, Reginald Bartholomew, était attendu à Belgrade mercredi.

Les organisations humanitaires se préparent au « pire des scénarios » à Srebrenica

ZAGREB

de notre correspondant

A son regret, Jose Maria Mendiluce, l'envoyé spécial dans l'ex-Yugoslavie du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), a fait, mardi 13 avril à Zagreb, la chronique de la mort programmée de Srebrenica. A entendre M. Mendiluce parler, plus souvent au futur qu'au conditionnel, on imagine déjà une interminable colonne de milliers de personnes, femmes, enfants, vieillards - « j'espère qu'il y aura aussi les hommes », a-t-il dit - marchant dans la neige, trébuchant pendant une cinquantaine de kilomètres à travers les montagnes, vers Tuzla, fuyant l'enclave musulmane en ruines de Srebrenica tombée aux mains des Serbes. L'envoyé spécial du HCR a estimé, lors d'une conférence de presse dans la capitale croate, que « Srebrenica ne pourrait être sauvée sans une action décisive au plus haut niveau international ».

Ne cachant pas son pessimisme, M. Mendiluce a révélé que son organisation « travaillait sur le pire scénario » : la prise de l'enclave musulmane de l'est de la Bosnie par les forces serbes qui l'assiègent depuis le

début de la guerre et l'attaquent avec une rare violence depuis quelques semaines, tuant, dans la seule journée de lundi 12 avril, au moins 70 personnes, selon des observateurs de l'ONU sur place. Après la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), M. Mendiluce a « dénoncé de façon la plus ferme ces atrocités commises, malgré le cessez-le-feu, contre la population civile de Srebrenica, surpeuplée de personnes déplacées ». Il a dit exercer « autant de pressions » qu'il pouvait « pour que la communauté internationale fasse tout ce qu'elle peut faire pour arrêter ces atrocités ».

Sans illusions, le HCR a déjà un plan pour assister l'évacuation de toute la population de l'enclave, a précisé M. Mendiluce. En cas d'offensive finale ou de panique qui déclencherait une fuite de Srebrenica, « nous déploierons, a-t-il expliqué, toutes les ressources que nous avons dans cette zone et celles, en réserve, que nous pouvons envoyer de Zagreb ou d'ailleurs en trois ou quatre heures » afin de fournir de l'assistance sur « toutes les routes que les réfugiés vont tenter d'emprunter pour aller, à pied, vers la région de Tuzla. Nous fournirons des camions, quel-

ques bus, avec de la nourriture, des couvertures. Et nous essayerons de transporter ceux qui ne pourront continuer à marcher ». M. Mendiluce a jugé « impossible d'évacuer 60 000 personnes en bus ou camions » car cela nécessiterait « des centaines » de véhicules. Mais, a-t-il poursuivi, « nous établirons, avec des unités mobiles du HCR équipées de radio, une sorte de corridor », dont le tracé dépendra finalement de la situation militaire.

Un imprévisible « degré de folie »

La seule protection à laquelle l'envoyé spécial du HCR pense « est de demander un cessez-le-feu, de demander aux Serbes d'autoriser les gens à traverser ». En attendant, il pense que la solution pour Srebrenica n'est pas l'évacuation de toutes les femmes et des enfants, ce qui faciliterait une offensive finale serbe, mais « d'arrêter l'agression, d'arrêter les bombardements, d'arrêter la ruée, de garantir le déplacement dans la région des Forces de protection des Nations unies ».

Selon M. Mendiluce, à cette demande de la FORPRONU, le chef des forces serbes de Bosnie, le gé-

ral Ratko Mladic, a répondu que si le secrétaire général de l'ONU demandait « par les canaux appropriés » à la République serbe de Bosnie (autoproclamée) le déplacement de troupes, la requête serait examinée par son Parlement. « Ce qui, de l'avis du représentant du HCR, veut dire que nous aurons une réponse dans quelques années et que cela sera trop tard ». Il a donc estimé que le HCR, accusé d'assister la « purification ethnique » pour avoir déjà évacué près de 8 000 personnes de l'enclave, dont 800 mardi 13 avril, « ne pouvait condamner des femmes et des enfants à mourir tous les jours sous les bombardements ou suite de soins médicaux, condamner des blessés qui doivent être évacués ». Pour ceux qui peuvent rester, « une évacuation au dernier moment est possible », car M. Mendiluce ne pense pas qu'une attaque massive contre des civils fuyant Srebrenica bénéficierait aux Serbes.

Un éventuel massacre - non programmé - semble dépendre de ce qu'il a appelé un imprévisible « degré de folie ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Les réserves de vivres s'épuisent et la famine menace de nouveau en Bosnie

GENÈVE

de notre correspondant

« J'espère que le commandant qui a organisé le bombardement de Srebrenica flambera dans le coin le plus brûlant de l'enfer. Quant aux soldats qui ont chargé leurs armes et ouvert le feu, j'espère que toutes leurs nuits seront pour toujours hantées de cauchemars : que leur sommeil est déchiré par les cris des enfants et les sanglots des mères [qui] n'ont plus d'autre choix que d'être transbahutés comme des bœufs ou abattus comme des moutons. » C'est un responsable du Haut-Commissariat pour les réfugiés en Bosnie, le Britannique Larry Hollingworth, qui faisait, mardi 13 avril, ces déclarations. Qu'il en vienne, comme d'autres responsables du HCR, à renoncer à ce point à toute fausse sérénité diplomatique (et au flegme britannique) donne la mesure de l'indignation qui règne dans les rangs de l'organisation humanitaire internationale.

La cause n'en est pas uniquement le harcèlement que les forces serbes font subir aux populations de Bosnie orientale, mais aussi le spectre de la famine qui de nouveau menace. Le HCR a dû lancer, mardi à Genève, un nouveau cri d'alarme : les réserves s'épuisent, la communauté internationale ne répond plus aux demandes pressantes de fonds indispensables pour sauver de la faim plus de 3 800 000 personnes en ex-Yugoslavie. L'appel lancé au mois de mars pour réunir 817 millions de dollars destinés aux activités des divers organismes humanitaires de l'ONU sur le terrain jusqu'en décembre prochain, n'a pratiquement pas eu d'écho.

La situation est particulièrement désespérée en Bosnie-Herzégovine où, comme l'a écrit le haut-commissaire Sadako Ogata dans une

lettre adressée, mardi, aux ministres des affaires étrangères des pays donateurs, « la survie de 3 300 000 personnes dépend de l'assistance internationale » et « la pénurie actuelle de ressources aggrave considérablement les risques qu'elles encourrent [...] Nous avons maintenant atteint le seuil critique où il manque plus de la moitié des vivres essentiels pour la période avril-juin ».

Chaque semaine, le HCR réunit à son siège de Genève des représentants des pays donateurs pour leur demander d'accomplir un effort financier, mais il n'a recueilli ces derniers temps aucune réaction tangible. La Communauté européenne, qui avait couvert depuis presque une année 90 % des besoins élémentaires de la Bosnie, n'envoie plus rien depuis la fin du programme d'hiver.

Le HCR s'est par conséquent vu obliger de « détourner » 7 400 000 dollars versés par la CEE pour un tout autre programme d'ordre plus général, afin de pouvoir procurer des secours élémentaires d'urgence à ceux qui en ont le plus besoin. Il ne dispose dans ces stocks, situés à l'extérieur de la Bosnie, que de la nourriture suffisante pour cinq jours au maximum, soit 12 tonnes de farine de blé, 500 tonnes de viande en conserve et 500 tonnes de poisson également en conserve.

Selon Sylvana Foa, porte-parole du HCR, il n'y a aucune chance pour que les vivres puissent parvenir à leurs destinataires avant la fin du mois. Ils ne couvriront à cette date que la moitié des besoins essentiels. M^{me} Foa a ajouté que le président bosnien Alije Izetbegovic, s'est adressé aux pays islamiques qui n'auraient jusqu'à présent apporté aucune aide humanitaire conséquente.

ISABELLE VICHNIAC

POINT DE VUE

Adieu la Bosnie

par Hugues Dewavrin

C'EST maintenant clair, ni les Nations unies, ni l'Europe, ni le gouvernement ne veulent, ni ne peuvent sans doute, sauver la Bosnie. C'est fini. Le rideau va tomber.

Bien évidemment, la télévision, pendant tout ce conflit, nous aura ramené l'image que nous attendions de nous-mêmes : un général plein de panache, le franch doctor au cœur de la tempête, les cols de nos bambins. L'humanitaire n'est jamais que la forme la moins indolente du renoncement politique...

Mais je ne voudrais pas, vraiment pas, que nos gouvernements qui sont mes amis continuent de prendre cet air navré en nous expliquant qu'il y a un an tout était possible et que la ligne rouge

aujourd'hui se situe au Kosovo et en Macédoine. Soyons plus directs. La « purification ethnique » mise en place par les Serbes a gagné face à notre impuissance. Toute initiative militaire telle que le pilonnage de certaines positions mettrait maintenant au grand danger nos « casques bleus ». L'opinion publique ne l'accepterait pas. Nous allons donc faire semblant. Le strict minimum, sans même laisser aux Bosniaques la possibilité de s'armer pour ne pas mourir à mains nues.

J'ai le vague sentiment que dans un passé récent nous avions été un peu plus exigeants. Excusez le dérangement.

► Hugues Dewavrin est secrétaire national du Parti républicain.

Le « New York Times » et « Newsday » reçoivent le prix Pulitzer pour leur couverture de la guerre

Les journalistes John Burns du New York Times et Roy Gutman de Newsday, autre quotidien new-yorkais, ont tous deux obtenu, mardi 13 avril, le prix Pulitzer du reportage international pour leur couverture de la guerre dans l'ex-Yugoslavie. John Burns a été distingué pour ses articles « complets et courageux » sur la destruction de Sarajevo et les atrocités de la guerre en Bosnie-Herzégovine. Roy Gutman a été récompensé pour ses reportages révélant les violations des droits de l'homme en Croatie et en Bosnie.

D'autres prix Pulitzer - la plus prestigieuse récompense américaine dans le domaine du journalisme - sont allés en Washington Post pour ses articles sur le candidat à la présidence Bill Clinton et au Los Angeles Times pour sa couverture « équilibrée et complète » des émeutes qui avaient suivi l'en dernier l'arrestation des policiers blancs accusés d'avoir passé à tabac Rodney King. (AFP)

Le groupe RPR et l'action du général Morillon

Selon Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, les élus rpo-gaullistes ont rendu, mardi 13 avril, lors de leur réunion hebdomadaire, un « hommage unanime et sans réserve » au général Morillon, qui, « dans des circonstances particulièrement difficiles et là où les gouvernements occidentaux avaient fait preuve de leur carence, pour ne pas dire de leur démission », avait eu un courage, un panache et un sens de l'initiative qui méritaient d'être salués. « Par contre », a ajouté M. Pons, en ce qui concerne la durée de sa mission, le groupe RPR considère que ce sont les autorités compétentes qui doivent en décider et que le RPR n'a pas à s'immiscer dans des décisions qui relèvent essentiellement du ministre de la défense ».

En fait, les vifs éloges lors de la réunion des députés n'ont pas été aussi unanimes. Si Jean de Lipkowski (Charente-Maritime) a effectivement rendu un hommage vibrant au général Morillon, les députés ont également prêté une oreille très attentive aux propos de Robert-André Vivien (Val-de-Marne), qui s'est élevé contre la « médiation » que cultive l'officier français, avant de souligner que le mandat de celui-ci était terminé.

► CROATIE : renforcement de la FORPRONU. - Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a recommandé, lundi 12 avril, de renforcer de quelque 2 000 hommes la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) déployée en Croatie, afin de mettre en œuvre l'accord intervenu la semaine dernière entre les autorités de Zagreb et les représentants des Serbes de Krajina (Croatie). Les parties doivent s'engager à accepter que la FORPRONU s'occupe de toutes les fonctions de police dans ces zones. (AFP)

► MACÉDOINE : négociations à New-York. - Les médiateurs internationaux, Cyrus Vance et David Owen, espèrent obtenir d'ici à la fin du mois un accord de principe sur les différends qui opposent la Grèce et la Macédoine, à l'indiqué,

mardi 13 avril, leur porte-parole Fred Eckhard, à l'issue d'une première série de négociations à New-York. Athènes et Skopje négocient par l'entremise des coprésidents de la conférence de paix sur l'ex-Yugoslavie la question du nom définitif de l'Etat admis la semaine dernière par l'ONU sous l'appellation provisoire d'« ex-République yougoslave de Macédoine », et autres « mesures de confiance », parmi lesquelles le drapeau de ce pays et ses frontières internationales, a ajouté M. Eckhard. A Paris, le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a affirmé, mardi, qu'il souhaitait que la médiation de l'ONU « aboutisse vite » de sorte que les Douze « puissent prendre d'un commun accord leur décision ».

DIPLOMATIE

La réunion de Copenhague

Les pays de l'Est réclament un meilleur accès aux marchés d'Europe de l'Ouest

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

Priorité au libre-échange ! Les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) qui, avec la disputation du COMECON et l'implosion de l'URSS, ont perdu l'essentiel de leurs débouchés traditionnels, réclament avec insistance un meilleur accès aux marchés de leurs voisins occidentaux, et en particulier une application moins restrictive des accords d'association que la plupart d'entre eux ont conclus avec la Communauté.

Tel a été le thème central des interventions de leurs ministres, mardi 13 avril, à Copenhague, lors de la première journée de la conférence sur le développement économique en Europe centrale et orientale organisée par le gouvernement danois entre représentants d'Europe de l'Est et de l'Ouest (1). La délégation française était conduite par Alain Lamassoure, le ministre chargé des affaires européennes.

Sir Leon Brittan, le vice-président de la Commission de Bruxelles, partage l'idée que l'ouverture des marchés des Douze aux produits des PECO constitue le moyen le plus sûr de faciliter leur transition vers l'économie de marché. Il s'est employé à

dénoncer la campagne de désinformation tendant à présenter la possibilité d'exportation à bas prix des pays de l'Est comme un danger redoutable pour les économies occidentales et à exiger, dans la foulée, des mesures de protection aux frontières des Douze.

En fait, a souligné M. Brittan, la Communauté apparaît comme le vrai bénéficiaire de la reorientation du commerce des PECO. Ses échanges avec ceux-ci, traditionnellement déficitaires, sont devenus excédentaires depuis deux ans (plus 1,3 milliard de dollars avec la Pologne, la Hongrie, les Républiques tchèque et slovaque, la Bulgarie). En 1992, les exportations de la CEE vers les PECO ont progressé plus vite que ses importations (20 % contre 11 %).

Tendances protectionnistes

Mettre en avant des statistiques concernant certains secteurs sensibles, tels les produits sidérurgiques ou les textiles, masque cette réalité et peut provoquer « un alarmisme injustifié », a observé M. Brittan. Selon lui, en cas de dumping « démonté », la Communauté dispose de moyens tout à fait suffisants

pour se défendre mais, a-t-il averti, son intention n'est d'en faire usage qu'avec prudence et modération.

Une promesse qui sera appréciée par ses interlocuteurs de l'Est. Plusieurs d'entre eux, à l'instar de Luben Berov, premier ministre de la Bulgarie, ont regretté que l'ouverture « asymétrique » des marchés (les barrières protégeant ceux de l'Ouest doivent être éliminées plus rapidement) que prévoient les accords d'association avec la CEE, soit remise en cause par « un usage abusif de droits antidumping, de clauses de sauvegarde ou de mesures de protection rétroactive ». La décision récemment prise par Bruxelles d'interdire les importations dans la Communauté d'animaux vivants, de viande et de produits laitiers pour faire barrage à la fièvre aphteuse a ainsi été dénoncée comme illustrant les tendances protectionnistes de la Communauté.

Admettant que « le commerce est plus efficace que l'aide financière », M. Lamassoure s'est prononcé, lui aussi, en faveur d'échanges plus ouverts, à condition cependant que les pays de l'Est respectent des conditions de concurrence loyale. Mais le ministre des affaires européennes a particulièrement insisté sur la nécessité de revitaliser le commerce entre les pays de l'Est eur-

mêmes. « Il est paradoxal que des barrières commerciales se dressent entre la Bohême et la Slovaquie, ou entre la Slovaquie et la Croatie ou moment où on veut les faire disparaître entre la CEE et ces pays », a-t-il fait valoir.

M. Lamassoure a expliqué qu'il ne s'agissait, dans son esprit, « ni de reconstruire le COMECON, ni de chercher à différer indéfiniment des adhésions à l'union européenne. Tout au contraire... » La France fera des propositions pour encourager des regroupements du type de celui de Visegrad qui rassemble la Hongrie, la Pologne, la Bulgarie, les Républiques tchèque et slovaque, étant entendu que « ce n'est pas à nous de définir les limitations géographiques et le contenu de tels accords régionaux ».

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Participent à cette conférence, outre les représentants des pays d'Europe centrale et orientale, ceux de la Communauté, de l'Association européenne de libre-échange (AELE), de la Commission européenne, de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

EUROPE

RUSSIE : le procès des putschistes

« Mikhaïl, tu es fatigué, prends trois jours de repos... »

Guennadi Ianaev, principal acteur de la tentative de coup d'Etat d'août 1991 à Moscou raconte les « événements » et ses démêlés avec Gorbatchev et les « fossoyeurs » de l'URSS

MOSCOU

de notre envoyé spécial

A le voir ainsi, en pantoufles et en pull-over, dans son appartement cosy du centre de Moscou, on lui donnerait le Kremlin sans confession à Guennadi Ianaev ! Le chef, da moins officiellement, des putschistes d'août 1991, l'homme qui durant quelques dizaines d'heures s'est tenu au monde entier, avant de sombrer, avec ses complices, dans la trappe comédienne, s'explique aujourd'hui presque naïvement sur ce qu'il appelle avec pudeur « les événements » d'août 1991. « Même si votre journal m'a attaqué pendant vingt ans, préviens-t-il d'emblée, je vais tout vous dire, car, comme chrétien, je n'ai pas de rancune. »

Mais, sous cette apparence paternelle, il faut se méfier. L'homme dont les mains tremblaient lorsqu'il lut la première déclaration des putschistes est le symbole même de ces « apparatchiks » russes, maîtrisant parfaitement la langue de bois et qui sait, au détour d'une phrase apparemment banale, décocher le trait assassin. Ainsi, s'il accorde son « pardon » au monde, il ne manifeste aucune tolérance pour ceux qu'il considère comme les fossoyeurs de l'URSS. A commencer par Boris Eltsine, « le chef du coup d'Etat contre-révolutionnaire » et qui devra, un jour, « répondre de ses actes ». Eltsine qui, selon Ianaev, veut d'abord profiter de ce procès pour se

débarrasser définitivement de Gorbatchev. « C'est son rêve », dit Ianaev, qui estime que les deux hommes « s'aiment d'un amour... zoologique » (zoologicheskaya lyubov). L'ancien vice-président, qui jouit d'une solide réputation de bon vivant et dont on a souvent dit qu'il était ivre au moment du putsch, souhaite que Boris Eltsine vienne témoigner au procès, mais, ajoute-t-il perfidement, « c'est un homme très occupé et ce sera aussi très difficile de trouver un moment où il sera sobre ».

« Le torturé de Foros »

Autre cible : l'actuel ministre de la défense, le général Pavel Gratchev, qui commandait à l'époque les troupes aéroportées soviétiques, et qui aurait obéi aux ordres des putschistes, tout en tenant la Maison blanche informée. « Il a trahi. Autrefois, dans l'armée soviétique, si un officier trahissait le code d'honneur, il devait jouer à la roulette russe. »

Mais, pour l'ancien vice-président, le vrai responsable, c'est Gorbatchev, « un personnage provincial, médiocre, qui considérait la politique comme une balançoire ». Lui, un spécialiste en matière de construction de l'Etat ? Allons, il était illettré,

assène Ianaev, qui poursuit : « Il ne savait jamais rien, en mars 1991, par exemple, il a donné l'ordre de faire entrer des troupes à Moscou, mais, en même temps, il me disait de tout faire pour éviter les heurts. C'est tout Gorbatchev, ça ! Il y avait eu un mort, eh bien, il aurait dit qu'il n'y avait pour rien, et c'est moi qu'on aurait accusé ! »

Guennadi Ianaev en vient alors à cette rencontre capitale, le dimanche 18 août, quelques heures avant la proclamation de l'état d'urgence, entre une délégation des « futurs » putschistes, dont il ne faisait pas partie, et Mikhaïl Gorbatchev. « Ils l'ont averti de ce qu'ils voulaient faire, mais, lui, a répondu qu'il était d'accord pour instaurer l'état d'urgence à condition que ce soit le Soviet suprême qui prenne la décision. » Ianaev poursuit : « Alors ils se sont adressés à lui d'une manière simple, populaire, et ils lui ont dit : Mikhaïl, repose-toi pendant trois jours, on fera tout, comme si tu n'étais au courant de rien, on fera semblant de te couper le téléphone. Comme cela, tu ne recevras pas de appels téléphoniques. Après nous convoqueront le Soviet suprême qui instaurera l'état d'urgence et tu n'auras qu'à revenir et accomplir les fonctions de président. »

Aujourd'hui, le chef des putschistes se dit « certain » que Gorbatchev a donné sa « bénédiction implicite » à cette délégation. « Connaissant les gens qui sont allés voir Gorbatchev, je vous assure que s'ils n'avaient pas été sûrs de son soutien, jamais ils n'auraient engagé cette action. » La preuve, selon Ianaev, de sa soudaine impitoyabilité : « Il n'avait pas été d'accord avec Gorbatchev, mais il avait pu nous faire arrêter, car il avait sa

garde personnelle chez lui, il aurait pu prendre l'astuce, son avion était là, et rentrer à Moscou. » Il s'est limité à lire sa déclaration historique devant ses proches, ironise l'ancien vice-président. Selon lui, Gorbatchev attendait : « En cas de victoire du Comité pour l'état d'urgence, il n'aurait pas de souci à se faire, il



nous connaissait très bien et savait que nous ne le trahirions pas. »

Et si les démocrates devaient l'emporter ? « Il pensait revenir à Moscou, explique Ianaev, s'entendre avec Eltsine et garder sa place de président, estimant, en plus, que l'image du torturé de Foros allait encore augmenter sa popularité. » Mais il a perdu. Pourquoi ? « Sans doute n'avait-il pas pris en considération ce facteur subjectif : à savoir ses relations avec Eltsine. » De l'influence des « amitiés zoologiques » sur le destin d'un homme.

Outre cette faute majeure d'avoir fait confiance à Gorbatchev, quelles

sont les autres raisons qui expliquent l'échec du putsch ? « On a écrit que nous avons été lâches, que nous n'avons pas été capables d'organiser un vrai putsch, d'arrêter Eltsine ou quelques députés, que nous n'étions pas des professionnels », s'insurge Ianaev. Or, « ce n'est pas du tout cela ! D'abord, nous avons perdu du temps, c'est en octobre 91 que la lutte avait atteint son apogée entre les forces qui étaient pour un Etat uni et le socialisme et celles qui étaient favorables à la destruction de cet Etat et l'instauration d'un capitalisme dans sa variante latino-américaine et mafieuse. » Selon Ianaev, le Parti communiste, déchiré par « les ennemis de l'intérieur », ne pouvait plus réagir de manière adéquate. « Que voulez-vous, regrette-t-il. Quand un organisme ne produit plus d'adrénaline... »

Autre erreur : avoir appelé des troupes à Moscou. « Même s'il fallait bien protéger les objets de grande importance économique contre les éventuelles provocations des démocrates », d'ailleurs, les militaires avaient reçu l'ordre de ne pas se servir de leurs armes, jure Ianaev, qui pense que les putschistes « auraient dû s'adresser au peuple, aux collectifs de travailleurs. »

« Putschistes, nous ? », interroge Ianaev, faussement naïf. « Eltsine était sur son char, et nous n'avons même pas coupé l'électricité à la Maison blanche ! » En fait, ce qu'il fallait faire, conclut l'ancien vice-président, c'était convoquer le Congrès avant la signature du traité de l'Union, qui, malheureusement, selon lui, le début du processus de désintégration et de démantèlement de l'URSS. « On aurait dû demander aux députés de démettre le président. Et, peut-être, de le juger pour haute trahison. » Peut-être ?

JOSÉ-ALAIN FRALON

Les mains tremblantes qui ont changé l'histoire...

Le 19 août 1991 en début d'après-midi, les Russes sont devant leurs postes de télévision, à guetter la retransmission annoncée, en direct, d'une conférence de presse des représentants du Comité pour l'état d'urgence - le « Gekatchépé » - dont la radio avait annoncé au petit matin qu'il assumait le pouvoir pour sauver l'URSS. Au centre de la tribune, celui qui est présenté comme leur président, Guennadi Ianaev. Une journaliste russe s'enthousiasme, demande si ce dernier est « compris » qu'il a lancé un coup d'Etat. Pendant que Ianaev balbutie une réponse, la télévision cadre en gros plan ses mains qui tremblent. Beaucoup de Russes raconteront ensuite que c'est à ce moment précis qu'ils ont compris, eux, le peu d'efficacité de l'entreprise, à laquelle Eltsine avait appelé à résister, juché sur son char.

Il faudra encore une journée d'extrême tension, où des milliers de Moscovites entourant la « Maison Blanche », dont l'assaut a été annoncé, et, dans la soirée, trois morts dans une foule entourant des chars, avant que l'épilogue se joue, le 21, à Foros. Les représentants des putschistes qui se sont rendus auprès de Gorbatchev dans sa villa de la mer Noire sont cueillis sur place et arrêtés. Celui qui perdra trois mois plus tard son poste de président d'une Union soviétique disparue va déclarer : « Dieu me garde de raconter tout ce que je sais. » Il doit comparaître au procès comme témoin.

du MERCREDI 14 AVRIL
au 30 AVRILVENTE
à
PRIX
COUTANT

sur les articles suivants...

(Prix coutant déposés chez Maitres PINOT et FARRUCH
Huissiers de justice à PARIS)Tous les articles annoncés
existent et sont garantis

*Châles laine et cachemire garnis pompons Renard (différents coloris)	1.150 ⁰	PRIX COUTANT	534 ⁰
*Parkas microfil capuche bordée Renard	1.350 ⁰	PRIX COUTANT	593 ⁰
*Parkas laine et cachemire capuche bordée Renard	1.450 ⁰	PRIX COUTANT	652 ⁰
*Parkas microfil, Intex, Lapin, capuche bordée Renard	2.350 ⁰	PRIX COUTANT	1008 ⁰
*Pelisses int. Lapin, col Vison	2.390 ⁰	PRIX COUTANT	1410 ⁰
*Vestes Ragondin marron	4.850 ⁰	PRIX COUTANT	2323 ⁰
*Vestes Rat d'Amérique (clair)	4.250 ⁰	PRIX COUTANT	1603 ⁰
*Vestes Rat d'Amérique (foncé)	4.250 ⁰	PRIX COUTANT	1603 ⁰
*Vestes Marmotte	6.580 ⁰	PRIX COUTANT	2965 ⁰
*Manteaux Rat d'Amérique (clair)	5.250 ⁰	PRIX COUTANT	2056 ⁰
*Manteaux Rat d'Amérique (foncé)	5.250 ⁰	PRIX COUTANT	2056 ⁰
*Manteaux Vison lunoréine	21.950 ⁰	PRIX COUTANT	9090 ⁰
*Manteaux Vison dark	14.250 ⁰	PRIX COUTANT	7187 ⁰
*Manteaux Vison ranch	13.750 ⁰	PRIX COUTANT	6750 ⁰
*3/4 Vison black	15.380 ⁰	PRIX COUTANT	6590 ⁰
*Manteaux Vison 1/2 Buff	21.750 ⁰	PRIX COUTANT	10090 ⁰
*Blousons Vison et Cuir	11.850 ⁰	PRIX COUTANT	5141 ⁰
*3/4 Renard argenté	17.950 ⁰	PRIX COUTANT	8390 ⁰
*Toques Vison	1.750 ⁰	PRIX COUTANT	662 ⁰
*Toques Renard	1.750 ⁰	PRIX COUTANT	662 ⁰
*Bandeaux Renard (différents coloris)	980 ⁰	PRIX COUTANT	458 ⁰
*Toques Mouton doré	870 ⁰	PRIX COUTANT	241 ⁰

PRIX COUTANT sur les Manteaux et Vestes en
Zibeline, Chinchilla, Castor, Lynx, Pékan...FOURRURES
GEORGE V22,24 Avenue Hoche. Paris 8^e
Parking : Hoche - Métro : Etoile, Ternes.L'Albanie
sous perfusion

Suite de la première page

Y a-t-il eu un service de nettoyage des ordres ? A en juger par les tas qui encombrant les trottoirs des petites villes ou des faubourgs de Tirana, c'était il y a bien longtemps.

Sans doute y a-t-il eu un pays ici, puisque, pour le défendre, Ender Hoxha a fait construire ces 700 000 petits bunkers qui, eux, restent debout comme autant de pieux de guerre à ses successeurs. Des statues de Lénine de Staline ou de Hoxha, on en a déboulonné partout, y compris en Albanie. Mais quand tout est à faire, peut-on s'offrir le luxe de dynamiter 700 000 bunkers ?

Pourtant, en 1993 à Tirana, tout le monde vous dira que « ça va beaucoup mieux qu'il y a un an ». C'est objectivement vrai : les coupures d'électricité sont un peu moins fréquentes, les femmes ont de nouveaux sortir seules l'après-midi - le soir il n'en est toujours pas question - et, surtout, on trouve à manger. Cher, bien sûr, mais une armée de vendeurs à la sauvette nu, plus sérieux, de petits commerçants insouciants, des boutiques proposant des privatisées de chocolat, Marlboro, oranges grecques ou cuisinières électriques turques, et apprennent les règles de la concurrence.

Pour un peuple qui en a été réduit à piller les dépôts d'aide alimentaire en risque de se faire tuer, c'est énorme. Dans les campagnes, il arrive de voir des paysans (des femmes, surtout) travailler la terre qui est à présent la leur. Le pays est calme - un miracle quand on pense que le revenu réel de 1991 à 1992 a chuté de 35 %. « L'ordre public a été rétabli », se félicite le président Sali Berisha, dont le Parti démocratique a obtenu en mars son premier anniversaire d'exercice du pouvoir. L'an dernier, l'Albanie a importé plus de réfugiés que qu'en chypriote arc. Pour lui, c'est indéniable, « il existe une reprise économique albanaise ». Et même si « l'Albanie vit des jours difficiles, en un an, nous a-t-il affirmé, la réforme économique a donné des résultats qui rendent irréversible le processus de transition vers l'économie de marché ».

Le FMI

est content

Sur le papier en effet, le FMI est satisfait, ses sacro-saints critères respectés : contrôle de la masse monétaire, du déficit budgétaire, pas d'hyperinflation, taux de change relativement stable, prix libérés. Dans la réalité, bien des signes vien-

nent tempérer le bel enthousiasme du président Berisha, cardiologue de son état, un homme chaleureux, bourré d'énergie et doté d'un certain charisme.

C'est cette économie de marché, en vérité, fonctionne d'une drôle de manière : si l'Albanie a pu importer des réfrigérateurs, ce n'est pas grâce aux revenus de sa production intérieure, qui demeurent paralysés, mais à ceux des Albanais partis travailler à l'étranger, c'est-à-dire dans les pays qui les acceptent. Diverses estimations chiffrent à quelque 300 000 le nombre d'Albanais travaillant, légalement ou clandestinement, en Grèce, et à 75 000 ceux qui se trouvent en Italie, soit au total un peu plus de 10 % de la population albanaise, qui rapportent quelque 400 millions de dollars par an.

Dans le sud du pays, chaque famille a au moins un membre expatrié, grâce auquel elle subsiste. Les Albanais seraient évidemment beaucoup plus nombreux à émigrer si la frontière grecque et l'Europe leur étaient plus ouvertes. Et si, au contraire, on fermait la soupape grecque ? « Ce serait la guerre civile », vous répond-on invariablement. Au bout du compte, si l'Albanie survit aujourd'hui, c'est portée à bout de bras de l'extérieur, par ses expatriés et par l'aide humanitaire d'urgence de la CEE. Un pays, en somme, sous perfusion.

« Dans tous les pays pauvres, l'émigration a joué un grand rôle, justifie le président Berisha. Regardez l'Italie, l'Espagne, le Portugal... Le marché aux dévies de Tirana, aux abords de la place Skanderbeg, où on peut acheter des groupes d'hommes debout, calculée en main, s'échangeant librement des lasses de drachmes et de leas, pourrait donner l'illusion qu'il y a de l'argent. Mais elle tourne artificiellement puisque, le pays ne produisant pas grand-chose, l'argent gagné en Grèce arrive en Albanie où il permet d'acheter... des produits importés de Grèce. »

Cinq millions
d'oliviers

« L'Albanie ne produit pas, n'a pas de pétrole, mais consomme et enrichit les pays voisins en recevant l'argent qu'il s'y gagna », ironise Gennaro Paschito, ex-cofondateur, avec Berisha, du Parti démocratique avec lequel il a rompu l'an dernier pour fonder l'Alliance démocratique. « Les Albanais font en Grèce des travaux plus nombreux à émigrer si la frontière grecque et l'Europe leur étaient plus ouvertes. Et si, au contraire, on fermait la soupape grecque ? »

« Ce serait la guerre civile », vous répond-on invariablement. Au bout du compte, si l'Albanie survit aujourd'hui, c'est portée à bout de bras de l'extérieur, par ses expatriés et par l'aide humanitaire d'urgence de la CEE. Un pays, en somme, sous perfusion.

La rafle des clandestins

KAKAVIA
(frontière gréco-albanaise)

de notre envoyé spécial

Les premiers à faire demi-tour, à pied, sont un jeune couple. Elle est blonde et s'appuie sur son mari. Souffrant, de-elle, d'un problème de thyroïde, elle voulait se faire soigner en Grèce, où la chimie, travaille depuis deux ans dans une boutique de jeans. Mais son dossier médical n'a pas convaincu les policiers grecs, qui l'ont refusée.

Cinq minutes plus tard, un bus bleu de la police se gare côté grec. Une trentaine d'hommes en descendant et, piteux troupeau, franchissent la tête basse, le no-mani land qui les sépare de l'Albanie : retour à la case départ. C'est la rafle quodienne des clandestins. A leurs habits, on reconnaît ceux qui ont réussi à traverser plusieurs mois avant de se faire pincer. Leonardo, les traits

creusés, n'a pas eu cette chance : cela faisait à peine cinq jours qu'il était passé en Grèce, à pied dans la montagne. Il venait de trouver un travail dans l'agriculture. Maintenant, il va retourner chez lui, à Vlorë, à une centaine de kilomètres. Comment ? Il ne sait pas, quelle importance.

Mynyr, lui, travaillait depuis six mois dans une écurie près d'Athènes. Il voulait changer d'emploi et s'est fait contrôler en achetant un billet d'autocar. Il faudra bien qu'il y retourne, ne serait-ce que pour récupérer l'argent qu'il n'a pas eu le temps de prendre à Amers. Ils disent avoir été traités « comme des animaux ». Pourtant, ils recommenceront : « On n'a pas le choix. Ici, il n'y a pas de travail. » L'ambassade de Grèce à Tirana donne des visas, « pas assez ». « Mais plus, relève un autre, que l'ambassade de France ! »

S. K.

Reste que cette assistance, comme son nom l'indique, est une aide d'urgence. Qu'elle ne résoud pas le problème de la reconstruction du secteur d'Etat, ni le drame de la misère du Nord albanaise, ni celui de l'absolu dénuement des services publics : éducation, santé, équipement... Elle fournit le déjeunier pour les seuls de la maternité, mais pas les couches ni les armoires d'eau qui pourraient permettre aux accouchées de se lever.

Pour passer à l'étape suivante, il manque encore aux Albanais la conscience du bien commun, ce « sens de l'importance à un pays », comme dit Gennaro Paschito, susceptible de les motiver. Il faut aussi que le président Berisha évite de se laisser distraire dans sa tâche par l'aine radicale de son parti, plus préoccupée par de vaines éparpilles, par une pseudo-justice sociale (qui l'amène à remettre en question la privatisation des petites entreprises ou à faire harceler le maire socialiste privé par une épouée financière omnipotente) et par la préservation de son propre pouvoir que par la reconstruction du pays.

SYLVIE KAUFFMANN

فكرنا من الأصل

VERS UNE ETHIQUE
BIOMÉDICALE

EUROPE

L'Italie en quête d'air pur

II. - Une action économique d'envergure à laquelle le temps va manquer

Après avoir évoqué la vie quotidienne en Calabre (le Monde du 14 avril), nous poursuivons notre série sur l'Italie avec le premier bilan des réformes économiques engagées par le gouvernement de M. Amato.

Étonnante économie italienne ! Alors que la crise politique menace les efforts de redressement accomplis depuis l'été, la lire s'est redressée, mardi 13 avril, sur les marchés des changes. Alors que les ministres du gouvernement Amato démissionnent les uns après les autres, que les inculpations s'accumulent sur une personne, les chefs d'entreprise font montre d'un moral à toute épreuve. Illusions d'un peuple sur ses propres capacités à se réformer et à rejoindre le club des grands pays industrialisés ? Peut-être. Mais pourquoi, alors, les investisseurs étrangers font-ils à nouveau confiance à l'Italie en y plaçant leurs capitaux ?

« Nous avons mené une très bonne politique économique », assure sans rire un banquier milanais. Avant d'ajouter, après un silence plein d'humour : « Bien involontairement. » Allusion est ainsi faite à la forte dévaluation de la lire qui, depuis la crise de septembre, a perdu 21 % de sa valeur contre le franc et 22 % contre le mark. Avec ces chiffres en tête, on comprend mieux pourquoi les industriels italiens ont retrouvé une grande partie de leur optimisme.

Les disciplines du SME (système monétaire européen) ont longtemps gêné les pays à monnaie faible alors qu'ils favorisaient les pays à monnaie forte, c'est-à-dire à l'inflation contenue. Alors que la sous-évaluation du franc déplaçait les performances françaises à l'exportation, la surévaluation de la lire freinait les ventes italiennes sur les marchés étrangers. Ce que les partisans du traité de Maastricht et de ses disciples appellent « les effets vertueux du SME » était probablement en train d'être étouffé par la inflation forte comme la Grande-Bretagne, l'Espagne et bien entendu l'Italie. D'une certaine façon, et faute d'avoir corrigé les déséquilibres devenus complètement irrécupérables, la crise monétaire de septembre a remis les pendules à l'heure au détriment des pays dont les monnaies sont restées dans le SME. « Appelez cela la revanche italienne sur l'Allemagne », suggère un homme d'affaires italien qui ajoute au guichet d'excuse : « Il n'y avait pas de revanche à prendre sur la France. » Il n'empêche.

Les calculs fort compliqués de la Banque centrale montrent qu'avant la crise monétaire de septembre les coûts unitaires s'étaient alourdis nettement plus vite en Italie que dans les autres pays d'Europe. Les coûts de compétitivité étaient évalés à environ 10 %. La lire ayant perdu un peu plus de 20 % de sa valeur vis-à-vis des monnaies fortes, on peut, *grasso modo*, estimer que les exportateurs italiens bénéficient maintenant d'une confortable prime de compétitivité. Prime dont ils profitent pour augmenter leurs marges et gagner beaucoup d'argent, vis-à-vis des pays de la CEE, tandis que leurs exportations progressent à des rythmes réellement étonnants dans le reste du monde (25 % sur un an). L'optimisme italien apparaît tout de même un peu égaré s'il ne se fonde que sur la dévaluation plus ou moins forcée de la lire. Dévaluation sauvage et, pour l'heure, très avantageuse, mais qui renferme en elle-même bien des

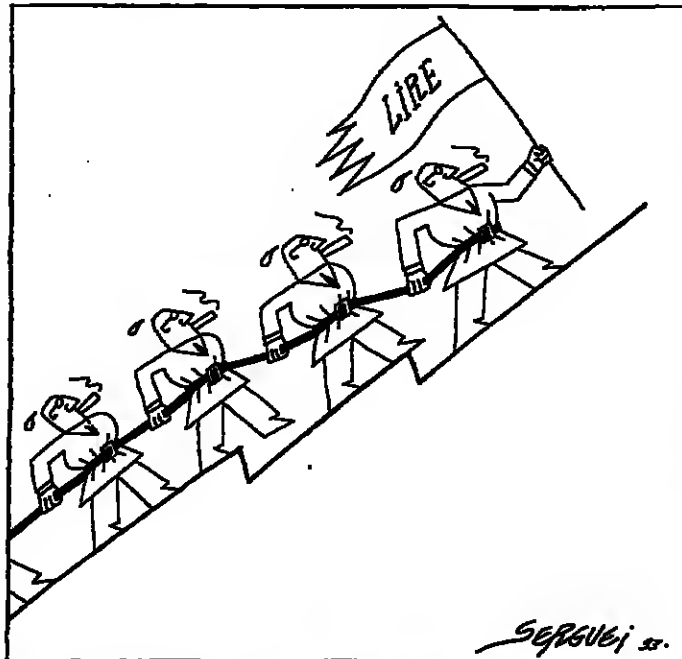
□ **RECTIFICATIF.** - C'est par erreur que nous avons écrit, dans le Monde du 27 mars, que le président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, avait participé lorsqu'il était étudiant à un ébahit dirigé contre Manuel Fraga Iribarne, qui dirigeait lui-même alors le gouvernement. M. Fraga Iribarne n'a jamais occupé ce poste. Il était à l'époque de ces faits ministre du tourisme et de l'information du général Franco, poste où il fut nommé en 1962 et qu'il occupa sept ans.

dangers, et d'abord celui d'un remariage de l'inflation. Si les chefs d'entreprise et, semble-t-il, une bonne partie de la population, ne se laissent pas abattre par la crise politique, espérant toujours faire partie de l'Europe de Maastricht, c'est qu'ils ont l'impression que les mesures de rigueur imposées par M. Amato sont les bonnes. Aussi douloureuses soient-elles.

« Désinflation des salaires »

En dix mois d'existence, le gouvernement de M. Giuliano Amato n'a pas eu, c'est le moins qu'on puisse dire, la tâche facile. Nommé en juin 1992 à la suite d'une vague de scandales à répétition, alors même que les difficultés économiques s'aggravaient dans le pays, M. Amato n'a guère lésiné sur les moyens. Dès le mois de juillet, un premier train de mesures de restrictions budgétaires était annoncé, accompagné d'une ferme volonté de réaliser la « désinflation des salaires ». Premier volet des mesures d'urgence : un plan d'économies budgétaires destiné à contenir le déficit public en 1992. Au cours des années 80, la situation des finances publiques italiennes s'était fortement détériorée, jusqu'à atteindre en 1985 le niveau record du 13,8 % du produit intérieur brut (PIB). En dépit de quelques progrès réalisés depuis, les objectifs ambitieux annoncés chaque année à l'occasion de la présentation du budget n'avaient jamais été réalisés.

En 1991, le déficit budgétaire italien s'élevait à 130 000 milliards de francs (environ 520 milliards de francs) - 10,7 % du PIB - soit le taux le plus élevé de la CEE après celui de la Grèce. Un niveau qui reste très supérieur aux conditions fixées par le traité de Maastricht : pas plus de 3,3 % du PIB. Le déficit primaire (hors service de la dette) a été fortement réduit au cours de la deuxième partie des années 80, revenant de 6 % du PIB en 1985 à



0,5 % en 1991. Mais cet effort n'a pas été suffisant pour compenser la charge croissante des intérêts versés au titre d'une dette publique exorbitante : 60 % du PIB en 1980, 104 % en 1991.

Annoncé au mois de juillet 1992, lors du traditionnel collectif budgétaire de milieu d'année, le premier plan Amato visait donc à redresser en priorité les dérapages enregistrés depuis l'adoption de la loi de finances pour 1992, qui prévoyait initialement un déficit de 128 000 milliards de francs, soit 8,5 % du PIB. Ces nouvelles mesures devaient engendrer près de 30 000 milliards de francs d'économies - l'équivalent d'une centaine de milliards de francs ou 2 % du PIB - et ramener le déficit budgétaire de l'année en cours à son niveau de 1991. Elles étaient constituées pour un tiers par des réductions de dépenses liées à la moindre

progression des salaires publics. Côté recettes, le plan instaurait une imposition exceptionnelle sur le patrimoine : 0,2 % sur les immeubles et 0,6 % sur les dépôts bancaires et postaux. Une mesure jugée maladroite, qui a miné la confiance sans rapporter grand-chose. Figurait aussi dans le plan une hausse des contributions sociales à la charge des travailleurs autonomes (+ 1 %) et des salariés (+ 0,8 %). Enfin, le nouveau gouvernement annonçait une accélération du programme de privatisations, programme à l'étude depuis plusieurs années : les quatre grandes entreprises publiques italiennes (IRI, ENI, ENEL et INA) furent placées sous l'autorité centralisée du Trésor et transformées début juillet en sociétés par actions.

Le plan d'urgence adopté par le conseil de l'été 1992 comportait une seconde partie aussi importante qu'indispensable : la rigueur sala-

riale. Fin juillet, à l'issue de négociations tripartites, le gouvernement obtenait des syndicats la suppression de l'échelle mobile, quarante-six ans après son adoption. Réclamée depuis longtemps par la Confindustria (le patronat italien), qui tenait depuis plusieurs années la *scala mobile* pour responsable de l'inflation et de la perte de compétitivité de l'industrie, cette suppression s'est accompagnée d'un gel du traitement des fonctionnaires en 1993. Avec, pour seule compensation, une augmentation mensuelle de 20 000 francs (70 francs), dont devaient également bénéficier les salariés du secteur privé, l'accroissement du salaire nominal serait donc limité à 1 % sur dix-huit mois.

En réalité, la hausse des salaires s'était déjà nettement ralentie depuis le début de 1992. Sur l'ensemble de l'année dernière, l'augmentation des salaires dans l'ensemble de l'économie n'était limitée à 4,7 %. Grâce aux gains de productivité, les coûts salariaux unitaires ont augmenté nettement moins vite, eux aussi : + 4 % après + 8 % en 1991.

L'ensemble de ces mesures n'avait pourtant pas suffi à rassurer complètement les marchés. La prime de risque payée sur les taux d'intérêt était restée très forte, tandis que l'agence de notation Moody's déclassait au mois d'août, pour la deuxième fois en un an, la dette publique italienne libellée en devises. Enfin, l'annonce faite par le gouvernement de geler, en juillet, le passif extérieur de l'EFIM, l'un des plus grands holdings publics du pays, avait encore accentué la déprime des marchés.

Par trois fois pendant l'été 1992, la Banque centrale d'Italie avait été obligée de relever son taux d'escompte - passé de 12 % en juillet à 15 % en septembre - afin de maintenir la lire à l'intérieur de la bande étroite du SME, intégré en janvier 1990. Cette politique n'avait cependant pas suffi pour compenser le peu de crédibilité dont souffrait l'économie. On sait ce qu'il advint en septembre. Trois jours seulement après la sortie de la lire du SME, le gouvernement annonçait un nouveau plan d'austérité : « Nous avons à payer le prix fort et à faire des sacrifices douloureux pour redonner du crédit à notre politique », déclarait alors M. Amato.

Depuis l'automne 1992, le taux d'escompte de la Banque centrale d'Italie a été ramené progressivement à 11,5 %.

« De véritables réformes structurelles »

Voté le 12 novembre 1992 par le Sénat et définitivement adopté un temps record, le 22 décembre, par le Parlement italien (le Monde du 31 décembre 1992), le nouveau « plan Amato » comprend des mesures drastiques d'économies budgétaires. Au total, près de 93 000 milliards de francs - l'équivalent de 320 milliards de francs ou 6 % du PIB - doivent être économisés en 1993, permettant, dans le cadre du programme d'ajustement budgétaire triennal (1993-1995), de stabiliser le déficit public à 130 000 milliards de francs en 1993 (9,3 % du PIB) et de le réduire par la suite à 7,3 % du PIB en 1994 puis à 4,7 % en 1995.

« Contrairement aux expédients déployés par les gouvernements précédents, le plan Amato a convaincu par son souci de mettre en place de véritables réformes structurelles », souligne une économiste de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). En novembre 1992, le programme de privatisation annoncé au mois de juillet était pour la première fois largement détaillé, confirmant notamment la volonté du gouvernement de réduire le contrôle de l'État sur le système bancaire et financier italien. Outre la mise en œuvre progressive de ce programme, dont le gouvernement vient d'approuver le calendrier, le plan Amato prévoit une augmentation des recettes de l'ordre de 50 000 milliards de francs, provenant principalement d'un durcissement de

l'imposition directe. Certaines exonérations fiscales en cas d'acquisition de logement, de primes d'assurance et de frais médicaux disparaissent ; les travailleurs indépendants, dans une volonté de lutte contre la fraude fiscale, seront dorénavant soumis à une taxe minimum calculée à partir d'une estimation forfaitaire des revenus. Enfin, les collectivités locales percevront le produit d'un nouvel impôt sur les immeubles et les zones industrielles, représentant 0,6 % de la valeur cadastrale.

Côté dépenses, 43 000 milliards de francs pourraient être économisés. Outre le gel des salaires dans la fonction publique en 1993, annoncé au mois de juillet 1992, le gouvernement s'est vu confier au mois d'octobre des pouvoirs spéciaux dans les domaines de la santé, des pensions et des transferts aux collectivités locales. En matière de retraites, les nouvelles dispositions réduisent les pensions, d'ores et déjà indexées sur l'inflation programmée et non plus sur l'évolution des salaires réels. L'âge de la retraite sera progressivement porté de cinquante-cinq à soixante ans pour les femmes et de soixante à soixante-cinq ans pour les hommes. Dans le domaine de la santé, au-delà de plafonds variables selon les revenus, les ménages ne bénéficieront plus de la gratuité des soins, sauf en cas d'hospitalisation. Le ticket modérateur, par ailleurs, sera relevé pour les services publics de santé.

Si ce vaste plan d'austérité a largement contribué à rassurer les investisseurs et les bailleurs de fonds internationaux - la CEE a consenti en début d'année un prêt de 8 milliards d'euros à l'Italie, en fonction toutefois des progrès de l'assainissement budgétaire - il intervient dans une période de récession économique qui n'a guère épargné le pays. Sur l'ensemble de l'année dernière, la croissance s'est limitée à 1,2 % et le gouvernement vient de ramener de 1,5 % à 0,5 % ses prévisions pour 1993.

Parallèlement à une chute de la production industrielle de 3 % en 1992, le taux de chômage atteignait +1,3 % de la population active à la fin de l'année dernière contre 10,9 % en 1991. L'application du plan Amato ne va pas stimuler la consommation des ménages, longtemps le moteur de la croissance italienne. Au second semestre 1992, son ralentissement s'est accentué, sous le double effet de la diminution des salaires réels et de la compression du pouvoir d'achat des revenus disponibles après impôts. Signe des temps : les ventes d'automobiles sont en fort recul, phénomène rare en Italie.

D'une certaine façon, la crise politique, dont on attend la fin, soulève les espoirs d'un pays qui a beaucoup travaillé et beaucoup investi depuis quinze ans. Un pays dont la foi européenne semble toujours aussi grande ; malgré les sacrifices qu'imposera pendant longtemps aux Italiens la volonté de rejoindre l'union économique et monétaire. Aux côtés de la France et de l'Allemagne « qui a si mal soutenu la lire dans la tempête de septembre 1992... »

OLIVIER PIOT
et ALAIN VERNHOLLES

Prochain article :

Pérouse, l'optimiste

□ **Suicide d'un conseiller municipal de Pescara.** - Valterio Cirillo, un conseiller municipal démocrate-chrétien de la ville de Pescara, mis en cause dans les conditions d'attribution d'un contrat de travaux publics en informatique, s'est donné la mort, lundi 12 avril, en se jetant du toit de son immeuble, ce qui porte à sept le nombre de suicides liés au scandale de la corruption en Italie, a rapporté mardi la radio publique GR-1. Il a laissé une lettre dans laquelle il proclamait son innocence et demandait une réforme du système politique. - (Reuter.)

Un plan de privatisations ambitieux

Annoncé par M. Amato dès la formation de son gouvernement, en juin 1992, et présenté au Parlement en novembre, le plan de privatisations du secteur public a été finalement approuvé, jeudi 8 avril, par le gouvernement italien (le Monde du 10 avril). Il concerne les quatre grands groupes publics italiens, l'Institut national d'assurance (INA), la compagnie nationale d'électricité (ENEL), la compagnie nationale d'énergie (ENI) et l'Institut pour la reconstruction industrielle (IRI).

Au total, le plan triennal de cession d'actifs de certaines des filiales de ces holdings devrait rapporter près de 27 000 milliards de francs (environ 95 milliards de francs) à l'État, soit 7 000 milliards de francs en 1993, et 10 000 milliards de francs chacune des deux années suivantes. Un fonds spécial - Fondo d'amortamento - a été un autre créé pour recueillir le produit de ces privatisations, en vue d'une réduction de la dette publique italienne.

A titre de comparaison, « le produit annuel moyen des privatisations au Royaume-Uni de 1982 à 1991 a représenté l'équivalent de 8 000 milliards de francs », rappelle la direction de la prévision. En janvier 1992, un premier obstacle à ces privatisations avait été levé grâce à l'adoption d'une loi permettant aux entreprises à capitaux publics d'être transformées en sociétés anonymes.

En juin de la même année, les quatre groupes sont donc convertis en sociétés par actions, avec le Trésor pour principal actionnaire. Au total, soit le produit des cessions des entreprises du groupe IRI, estimé à 12 000 milliards de francs, ne reviendrait pas au Trésor, mais servirait à combler une perte des dettes du holding (68,4 milliards de francs). Selon une étude de la Banque de France (1), les quatre groupes publics représentent désormais une capitalisation de 55 000 milliards de francs, soit 30 % du marché des actions.

Un marché étroit

Jusqu'ici dans sa phase préparatoire - la restructuration des filiales les plus saines et la recapitalisation, voire la liquidation, des activités déficitaires - le calendrier de la vente des actifs vient d'être précisé par le gouvernement italien, accélérant des procédures jugées trop lentes par M. Amato. Les premières privatisations devraient débiter le mois prochain et concerner des sociétés dont le chiffre d'affaires annuel représente un total de 177 000 milliards de francs, soit l'équivalent de 800 milliards de francs.

Si le plan prévoit des délais assez longs pour la cession des filiales de l'ENI - en dehors de la société industrielle Nuovo Pignone (turbines à gaz), privatisable en mai -, de l'ENEL (seule-

ment à partir de 1994) et de la STET (téléphone-télégraphe) entre 1994 et 1995, la privatisation du SME (produits alimentaires du groupe IRI) est prévue pour mai, suivie en juin-juillet de celle de son secteur restauration.

La vente des activités d'assurance de l'INA suivra, accompagnée du désengagement de l'État du secteur bancaire de l'IRI, avec la cession, en août, de sa participation dans la banque publique Credito Italiano, la dernière banque italienne - où l'IRI détient 67 % - de la Banca commerciale italiana (57 %), au mois de décembre, et Banco di Roma (35 %) ensuite.

Étant donné l'étroitesse du marché italien, le gouvernement a prévu différentes mesures afin de faciliter le transfert des titres de ces sociétés. La Consob (l'autorité de tutelle des Bourses italiennes) recommande l'utilisation des techniques d'offre publique d'achat (OPA) ou de vente, dans le but de favoriser la transparence des opérations. Des avantages fiscaux et des facilités de souscription - comme l'utilisation des bons du Trésor pour l'achat des titres - ont été arrêtés. Enfin, l'ouverture aux capitaux étrangers et la création de fonds de pension privés devraient être favorisés.

O. P.

(1) « La situation économique à l'étranger, Italie », Banque de France, n° 82, janvier 1993.

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

Avril
1993
2^e dossier

VERS UNE ÉTHIQUE
BIOMÉDICALE

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

Le Monde
HORS-SÉRIE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La droite sans partage

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UNE CROISIÈRE
SUR LE NIL

pour deux personnes avec SNVB

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après l'assassinat de Chris Hani

Couvre-feu dans la région du Cap

Trois villes de la région du Cap ont été déclarées « zones de troubles » par le gouvernement, mardi 13 avril, à la veille des multiples rassemblements prévus dans tout le pays à la mémoire de Chris Hani, dirigeant du Congrès national africain (ANC) et du Parti communiste sud-africain (SACP) assassiné samedi dernier.

Trois personnes ont été tuées dans la journée, lors d'incidents entre manifestants et forces de l'ordre, dans la province du Cap. La qualification « zone de troubles » implique notamment un couvre-feu, l'interdiction du port d'armes et des pouvoirs accrus pour les forces de l'ordre. « La situation est très sérieuse et s'aggrave nettement, mais nous arrivons à la maîtriser », a déclaré un porte-parole de la police. En raison des obsèques de Chris Hani, fixées au lundi 19 avril, les négociations multipar-

tites sur l'avenir du pays ont été reportées d'une semaine, à la demande de l'ANC. Elles devaient reprendre le 26 avril.

Mardi, la police a reconnu pour la première fois que les éléments en sa possession tendaient à prouver que l'assassinat de Chris Hani était bien politique. Elle a également annoncé qu'elle enquêtait sur l'hypothèse selon laquelle le meurtrier d'aurait pas agi seul, d'autres suspects étant recherchés. Un groupe d'extrême droite prônant la suprématie blanche en Afrique du Sud, les « Loups blancs », a affirmé mardi que l'assassin présumé, James Walus, était un de ses militants. Le chef du parti néonazi AWB, Eugene Terreblanche, avait révélé lundi que cet homme était membre de son parti depuis 1986. (AFP, Reuters)

CAMBODGE : affirmant qu'elle n'y est plus en sécurité

La délégation des Khmers rouges a quitté Phnom-Penh

Les Khmers rouges ont quitté, mardi matin 13 avril, la résidence qu'ils occupaient à Phnom-Penh, à proximité du Palais royal. Ce départ, qui n'avait pas été annoncé à l'avance, a pris la capitale cambodgienne par surprise. Il ne reste en effet plus aucun Khmer rouge sur place, tout le personnel, y compris les chauffeurs et les gardes ayant suivi Khieu Samphan, qui dirigeait la délégation. Ce dernier, selon diverses sources à Phnom-Penh, a laissé un message d'explication adressé au prince Sihanouk, président du CNS (Conseil national suprême qui regroupe les quatre factions khmères).

Dans ce texte, il assure que les Khmers rouges « demeurent fidèles aux accords de Paris (...) ». A en juger par la situation actuelle, nous constatons que nous n'avons pas

suffisamment de sécurité pour continuer à travailler avec le CNS à Phnom-Penh. Accusant le chef de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), Yasushi Akashi, et le premier ministre du régime de Phnom-Penh, Hun Sen, d'avoir mis en cause la responsabilité des Khmers rouges dans l'escalade de la violence dans le pays, Khieu Samphan ajoute : « En portant une telle accusation contre nous, ils créent une situation qui ne peut pas nous garantir suffisamment de sécurité pour continuer à travailler à Phnom-Penh. Voilà pourquoi nous nous voyons contraints de quitter provisoirement notre bureau. » La délégation devait regagner une des zones khmères rouges joignant la Thaïlande, sans doute celle de Pailin. (AFP, UPI, Reuters, AP)

ASIE

Les pourparlers sur Hongkong

Un compromis fragile semble avoir été trouvé entre Londres et Pékin

LONDRES

de notre correspondant

Les discussions sino-britanniques concernant l'avenir de Hongkong reprendront le 22 avril, à Pékin. Cette décision, annoncée simultanément, mardi 13 avril, dans les capitales chinoise et britannique, marque la fin - du moins momentanément - d'une polémique qui n'a cessé de prendre de l'ampleur depuis cinq mois à la suite de l'annonce des propositions de réformes faites par M. Chris Patten, gouverneur de Hongkong (le Monde du 10 avril).

Ces pourparlers seront consacrés aux dispositions envisagées pour les élections de 1994 et 1995, les premières désignant les conseils de districts, les secondes devant permettre le renouvellement des membres du Conseil législatif (Legco), assemblée dont le rôle sera déterminé après 1997, lorsque Hongkong reviendra à la Chine.

M. Patten avait provoqué l'ire des dirigeants chinois en rendant publiques, le 7 octobre 1992, ses propositions visant à démocratiser le Legco. Le gouverneur estime que cette réforme va dans le sens de la déclaration conjointe sino-britannique de 1984 sur l'avenir du territoire et respecte la Loi fondamentale (Basic Law), sorte de mini-Constitution qui régira Hongkong après 1997.

Alors que Londres cherche à rendre le Legco aussi autonome que possible avant cette échéance incertaine, les Chinois sont hostiles à toute initiative qui permettrait au territoire de s'entourer de garde-

fous démocratiques. La polémique a pris un tour acerbé ces derniers mois, Pékin demandant le rappel à Londres du gouverneur. Celui-ci menaçait, faute d'accord, de demander au Legco de voter sur ses propositions; la Chine, de son côté, agissait le menace de représailles commerciales. Le compromis, qualifié par M. Patten de « victoire du bon sens », semble justifier la détermination de Londres, tout en restant extrêmement fragile.

Il tient en effet à la composition de la délégation britannique. La Chine a accepté que trois de ses membres soient des représentants de la colonie, revenant ainsi sur sa position de principe selon laquelle les pourparlers doivent être menés par les seuls délégués de « deux Etats souverains ». Londres, pour sa part, admet que les représentants de Hongkong ne figurent dans sa délégation que pour « soutenir » son chef, Sir Robin McLaren. L'accord permet donc de sauver la face de chaque pays, mais ne préjuge pas d'une quelconque évolution de la position chinoise.

Il est en effet probable que Pékin va chercher à utiliser ces nouvelles discussions pour continuer un lent travail psychologique auprès de la population de Hongkong : si celle-ci est, dans l'ensemble, plutôt favorable au gouverneur et à ses propositions démocratiques, les milieux d'affaires, en revanche, ne veulent à aucun prix irriter les dirigeants chinois.

LAURENT ZECCHINI

A TRAVERS LE MONDE

HAÏTI

Les États-Unis envisagent de participer à la réorganisation de l'armée

« Dans le cadre d'une solution politique globale », les États-Unis « pourraient participer » à la réorganisation et à la professionnalisation de l'armée haïtienne, a déclaré, mardi 13 avril, le porte-parole de la Maison Blanche, George Stephanopoulos. Cette question a été évoquée comme élément d'un « possible accord » pour résoudre la crise haïtienne, a-t-il poursuivi, précisant que les États-Unis « espèrent que les négociations vont continuer et aboutir ».

Le porte-parole s'exprimait à l'issue d'un entretien avec le président Clinton et M. Dante Caputo, représentant spécial de l'ONU et de l'Organisation des États américains (OEA). Ce dernier devait entamer mercredi une cinquième mission à Port-au-Prince, dans le but de faciliter une issue négociée à la crise provoquée par le renversement, le 30 septembre 1991,

du président élu Jean-Bertrand Aristide. De son côté, le premier ministre haïtien Marc Bazin a exposé mardi un plan prévoyant notamment une « armée générale et équilibrée » en échange de la « reconnaissance » de la légitimité du Président Aristide en tant que président élu. (AFP, Reuters)

IRAK

Nouvelle mise en garde des Occidentaux

A la suite d'un récent incident entre avions américains et DCA irakiens au nord du 36^e parallèle (le Monde du 11-12 avril), les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont adressé, mardi 13 avril, un nouvel avertissement à Bagdad pour lui signifier leur détermination à faire respecter la zone d'exclusion aérienne dans ce secteur.

Les représentants à l'ONU de ces trois pays ont convoqué leur homologue irakien, M. Nizar Hamdoun, pour lui faire part de leur préoccupation à la suite de cet « incident inadmissible ». Le Pentagone avait affirmé vendredi dernier que la défense antiaérienne irakienne avait ouvert le feu sans les atteindre sur quatre avions américains, qui avaient riposté en larguant des bombes à fragmentation. (AFP)

MAROC

Amnesty International demande la libération des « disparus »

Dans un rapport publié mercredi 14 avril, Amnesty International a lancé un appel au gouvernement marocain « pour qu'il libère les derniers « disparus » et mette une fois pour toutes un terme aux « disparitions ».

Les témoignages de personnes « disparues » pendant des périodes allant jusqu'à dix-huit ans révoltent, selon l'organisation humanitaire, l'attention au Maroc de centres de détention secrets, où « les prisonniers sont totalement coupés du monde extérieur et détenus sans inculpation ni jugement, le plus souvent dans des conditions effroyables qui mettent leur vie en danger ». Amnesty International invite les autorités marocaines à nommer une commission d'enquête « indépendante et impartiale », chargée de visiter tous les lieux réputés être de tels centres de détention, et demande la libération de toutes les personnes incarcérées « illégalement ».

PROCHE-ORIENT

La reprise des négociations israélo-arabes

Suite de la première page

La rencontre d'Amman, mercredi 14 avril, entre le roi égyptien et le chef de l'exécutif israélien, la seconde depuis le retour au pouvoir de M. Rabin en juin dernier, s'inscrit dans le cadre des efforts diplomatiques intenses qui ont été déployés ces quatre derniers mois sous la houlette des Américains.

En fait, la reprise du processus de paix n'est jamais apparue aussi urgente qu'en ce moment. Au Liban sud, dans la « zone de sécurité » occupée depuis une dizaine d'années par Israël, les combattants chiites du Hezbollah pro-iranien ont tenu mardi aux soldats juifs une embuscade à la bombe télecommandée qui a fait trois morts et deux blessés graves (le Monde du 14 avril). Israël, qui a perdu deux autres soldats depuis le début de l'année, a riposté par de puissantes canonades (deux cents obus), des tirs de roquettes, plusieurs raids aériens et des mitraillages au sol par hélicoptères de combat de type Cobra. Au moins cinq personnes seraient été blessées.

An même moment, dans les territoires occupés de Gaza et de Cisjordanie, l'atmosphère est de plus en plus tendue. Le ransage des camps de réfugiés par l'armée se poursuit activement et près de quarante militaires ont été tués, dans le même temps, les manifestations populaires contre la présence des soldats continuent. En deux semaines, 4 Palestiniens ont été tués et 66 blessés par des tirs de l'armée. Bousculés depuis la fin du mois dernier et jusqu'à une date indéterminée, des milliers de familles, parmi les près de deux millions de personnes qui vivent dans les territoires, commencent à manquer d'argent pour se nourrir.

« Pas question de lever le bouclage », a répété M. Rabin. « La priorité des priorités, c'est la sécurité des Israéliens. » Sans 5 000 Palestiniens, parmi les 70 000 qui avaient un emploi régulier et légal en Israël, on ne peut reprendre leur travail. Plus de 12 000 autres, interdits d'entrée sur le territoire israélien avant la fin mars, n'ont pas reçu leurs salaires pour le mois en question. La levée du blocus ainsi imposé aux populations palestiniennes figure parmi les gestes de bonne volonté que le président Mubarak, à la demande de Yasser Arafat, va solliciter de son hôte israélien.

Fort de l'appui du président Clinton, dont il était l'hôte au début de la semaine dernière, et de la confiance relative des parties au cessez-le-feu, le roi, qui dirige le seul pays arabe à avoir fait la paix avec l'État juif il y a quinze ans, joue à merveille un rôle d'intermédiaire qui ne peut, dans son esprit, que rebaisser le prestige régional de son pays. Mardi, à la veille de son sommet avec Itzhak Rabin, M. Mubarak a donc reçu au Caire le président de l'OLP, Yasser Arafat, ainsi que celui qui apparaît de plus en plus comme son second, Fayçal al-Husseini, chef en titre, désormais, des délégations palestiniennes aux négociations bilatérales et multilatérales avec les Israéliens. A l'issue des entretiens aux- quels il a participé le chef de la diplomatie égyptienne Amr Moussa s'est déclaré « optimiste » quant à la reprise du processus de paix.

L'acceptation par Israël du numéro un de l'OLP dans les territoires occupés, en tant que délégué palestinien à part entière, constitue, selon l'entourage de M. Rabin, une partie du prix politique que l'État juif se devait de payer, après l'expulsion massive de décembre, pour sauver la conférence de paix. Ce geste, dont la signifi-

cation fait l'objet d'interprétations divergentes, est reçu par les Palestiniens comme un double signe.

D'abord, il illustre la reconnaissance progressive du rôle de l'OLP dans les négociations. Ensuite, M. Hussein étant résident de la partie orientale de Jérusalem, officiellement annexée par Israël en 1967, son inclusion dans la délégation indiquait que l'État juif, qui a proclamé la ville sainte sa « capitale éternelle », serait prêt à en discuter, plus tard, le statut définitif. Cette interprétation est évidemment liée avec la dernière énergie par les dirigeants juifs. Reste que les Palestiniens, eux aussi, considèrent la ville comme la capitale de leur futur État et ont insisté et qu'on ne voit pas très bien comment un accord total et définitif entre les parties pourrait être conclu sans une négociation sur ce délicat sujet. En tout état de cause, Jérusalem n'est pas à l'ordre du jour.

Le problème des expulsés

Sous la pression des Américains et des autres parties arabes - Syrie, en tête -, les Palestiniens ont accepté, au grand dam des Israéliens, de se concentrer dans un « no man's land » au sud-liban, de ne plus faire du retour immédiat des quelque quatre cents bannis, le préalable à leur participation au processus. « Plus de mille deux cents autres Palestiniens ont été expulsés à vie de leurs territoires depuis l'occupation israélienne de 1967 », a rappelé Fayçal Hussein. Manière de dire que le retour de ces vétérans, pour la plupart activistes de l'OLP, peut paraître plus urgent que celui des quatre cents de décembre. Après tout, sursoit-on dans les milieux palestiniens modernes de Jérusalem, ces gens, outre qu'ils appartenaient pour l'essentiel à des mouvements fondamentalistes opposés à l'OLP et au processus de paix, n'ont été bannis que « temporairement », c'est-à-dire jusqu'à la fin de cette année.

De source proche de la présidence du conseil israélien, on indique que M. Rabin serait prêt à autoriser le

retour chez eux d'une cinquantaine d'anciens exilés perpétuels. Yasser Arafat en demanderait le double. Dans le même temps, cohésion et cohérence politico-nationales obligent, il insiste pour que l'ordre d'expulsion temporaire des quatre cents soit révisé de quatre en cinq mois. Sur ce point, les Israéliens semblent entendre que les commissions militaires spéciales qui avaient été mises en place sur l'insistance des États-Unis, vont réviser les dossiers des bannis et permettre le retour anticipé d'un certain nombre d'entre eux.

Une liste de cent une personnes, autorisées à rentrer immédiatement, avait été mise au point il y a deux mois, mais à la demande « pressante » de leurs leaders sur place, les expulsés de décembre avaient rejeté en bloc, ce qu'ils appelaient une « tentative de séparation » des Palestiniens israéliens s'opposant maintenant à publier les noms des 101 « amnisties » et à en ajouter d'autres. M. Rabin avait également accepté de prendre l'engagement, auprès de son allié américain et non vis-à-vis des Palestiniens en tant que tels, de ne plus recourir à l'arme des expulsions « sauf dans des circonstances exceptionnelles ».

De toute façon, a encore déclaré mardi M. Moussa, plus que les expulsés, « c'est après qui compte surtout pour les Palestiniens », c'est-à-dire la autodétermination et de l'échange des territoires contre la paix. En clair, il est question maintenant de l'essence même du processus de paix. C'est cela qui a été abordé mardi entre le roi et ses hôtes palestiniens. C'est de cela dont il devait être question mercredi à Washington à l'occasion d'une série de « préconversations » entre les délégués palestiniens et certains de leurs homologues des pays arabes avec l'administration Clinton. L'idée est évidemment d'essayer d'obtenir davantage de concessions immédiates, mais aussi, et peut-être surtout, de « s'assurer de la garantie américaine que les « gestes » consentis par M. Itzhak Rabin, seront effectivement suivis d'effet ».

PATRICE CLAUDE

sont les combats les plus meurtriers depuis l'offre de pourparlers de paix faite par le président Fidel Ramos peu après son investiture en juin 1992. (Reuters)

○ RWANDA : 900 000 réfugiés menacés de famine et d'épidémies. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé, mardi 13 avril à Genève, un appel urgent en faveur de 900 000 Rwandais, regroupés dans des camps et menacés par la famine et les épidémies. Ces personnes, qui ont fui les combats opposant les forces armées et le Front patriotique rwandais (FPR), dans le nord du pays, « risquent une catastrophe majeure sur le plan humanitaire », selon le CICR.

○ SALVADOR : les assassinats politiques continuent malgré la fin de la guerre civile. « Bien que les violations des droits de l'homme aient diminué ces derniers mois, depuis la fin d'une guerre civile de douze années, les assassinats pour motifs politiques continuent au Salvador, a signalé la mission d'observateurs des Nations unies (ONUSAL) dans son dernier rapport publié mardi 13 avril. Entre juin 1992 et janvier 1993, 106 assassinats et 165 cas de menaces de mort pour motifs politiques ont été répertoriés. Des groupes organisés agissent impunément, constate la mission, qui met l'accent sur la nécessité d'une réforme de l'appareil judiciaire. (AFP)

○ VIETNAM : Hanoi dément les informations du New York Times sur les prisonniers de guerre américains. Hanoi a rejeté, mardi 13 avril, les informations du New York Times selon lesquelles un rapport secret aurait minimisé le nombre de prisonniers de guerre américains détenus dans ses gères pendant la guerre du Vietnam (le Monde du 14 avril). Il s'agit d'une « invention mal intentionnée » a affirmé le ministre des affaires étrangères de Hanoi. Pour sa part, Washington a demandé à rencontrer le général vietnamien Tran Van Quang, qui serait l'auteur de ce document, pour « discuter du problème directement avec lui ». (AFP)

○ ZAIRE : des militaires ont exécuté les résistances de M. Tshisekedi et de plusieurs de ses ministres. Des militaires ont exécuté, mardi 13 avril, à Kinshasa, les résistances d'Etienne Tshisekedi et de plusieurs des ministres de son cabinet. Le gouvernement de Faustin Birindwa les accuse d'avoir emporté des biens de l'État. M. Tshisekedi, démis par le président Mobutu en février et soutenu par l'opposition, avait nommé vendredi son propre gouvernement, par décret. D'autre part, un porte-parole de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a indiqué mardi que l'un des fils de M. Tshisekedi a été victime d'une tentative d'enlèvement, lundi, à Bruxelles. (AFP)

EN BREF

○ AFGHANISTAN : reprise des affrontements entre factions moudjahidines à Kaboul. Des dizaines de civils ont été blessés à Kaboul lors de violents échanges de tirs, lundi soir 12 et mardi 13 avril, entre factions rivales de moudjahidins, a-t-on appris de sources hospitalières. Cette reprise des affrontements qui intervient malgré le cessez-le-feu signé par huit factions de moudjahidins il y a cinq semaines, a aussi fait des morts. La plupart de ces affrontements ont opposé les chefs du Hezb-i-Wahdat aux forces loyales au ministre de la défense, Ahmed Chah Massoud, ont indiqué des blessés, mais, selon un collaborateur du commandant Massoud, des roquettes ont été tirées par des forces de Gulbudin Hekmatyar, chef des fondamentalistes du Hezb-i-Islami.

○ ALGERIE : un officier de police assassiné. Trois hommes armés de pistolets-mitrailleurs ont tué lundi 12 avril le chef de la sûreté de la sous-préfecture de Larbaa, au sud d'Alger, a-t-on indiqué de sources policières. Les agresseurs ont réussi à prendre la fuite. Par ailleurs, un gendarme a été blessé, mardi à Blida, par quatre hommes armés, qui sont eux aussi parvenus à s'enfuir. Depuis le début du mois, deux membres des forces de l'ordre et onze civils ont été tués dans des attentats attribués aux moudjahidins. (AFP)

○ ANGOLA : les combats continuent malgré les pourparlers d'Abidjan. Des combats opposaient les forces gouvernementales et celles de l'UNITA à Kuito, dans le centre du pays, mardi 13 avril, tandis que les pourparlers de paix se poursuivaient à Abidjan (le Monde du 14 avril). D'autre part, l'état-major de l'armée a accusé l'UNITA d'avoir partiellement détruit, vendredi 9 avril, le siège du gouvernement dans l'enclave de Cabinda.

○ ÉTATS-UNIS : M. Clinton nommé responsable de la sécurité nucléaire. Le président Bill Clinton a nommé, mardi 13 avril, Ashton Carter au poste de secrétaire adjoint à la défense chargé des affaires de sécurité nucléaire et de la non-prolifération des armements. Jusqu'alors directeur du Centre pour la science et les affaires internationales à l'université Harvard, M. Carter est un spécialiste reconnu des questions stratégiques. (AFP)

○ GABON : barrages de protestation sur les routes. Des barrages routiers, bloquant toute circulation dans le centre et le sud du Gabon, ont été mis en place par des habitants qui veulent protester contre leurs conditions de vie, a-t-on appris mardi 13 avril de sources informées. A Owea, des manifestants armés de fusils de chasse interdisent l'accès à la ville depuis plus d'une semaine afin de dénon-

cer l'absence de réseau de distribution d'eau et d'électricité. Pour ces mêmes motifs et pour réclamer le gouvernement des routes, d'autres barrages seraient en place à Mouila, et sur les principaux axes routiers de cette région du sud du pays. (AFP)

○ MONGOLIE : le président sortant candidat de l'opposition à l'élection présidentielle. Le chef de l'État mongol, Punsalmaagyn Ochirbat, démis de la course présidentielle par le Parti populaire révolutionnaire (PPRM), ex-communiste au pouvoir, a accepté, lundi 12 avril, de se présenter au nom de la coalition d'opposition des partis national-démocratique et social-démocratique à l'élection du 6 juin prochain, la première au suffrage universel. Le PPRM avait choisi comme candidat Lodogyn Toudrev, connu pour sa rigueur idéologique communiste. (Reuters)

○ PHILIPPINES : 42 morts dans des combats entre l'armée et les rebelles communistes. Des combats entre l'armée et les maquisards communistes ont fait 42 morts au cours du week-end aux Philippines, a-t-on appris, lundi 12 avril, de sources autorisées. Ces affrontements ont eu notamment pour théâtre la ville de Jone, dans la province montagneuse d'Isabela, à 230 kilomètres au nord de Manille : trente membres de la Nouvelle Armée du peuple (NAP) et deux soldats y ont été tués. Ce

هكذا من الأصل

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

M. Séguin souhaite «redonner un sang nouveau» à la procédure des questions au gouvernement

L'Assemblée devait inaugurer, mercredi 14 avril, la nouvelle formule des questions au gouvernement destinée à «redonner un sang nouveau» à une procédure entrée en vigueur en 1974 dans le but d'instaurer un dialogue direct entre les députés et les ministres sur des sujets d'actualité.

«Le poids de prérogatives reconnues au gouvernement pour contenir les excès du parlementarisme est devenu excessif. (...) Il est impératif de convenir d'une pratique nouvelle». Lorsque le nouveau président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, a solennellement réaffirmé, le 2 avril, la nécessité d'une réhabilitation du rôle du Parlement, les habitants du Palais-Bourbon se sont souvenus que ses prédécesseurs, au premier rang desquels Laurent Fabius, avaient déjà sacrifié à un tel plaidoyer, devenu quasi rituel. Le thème de la «réhabilitation du travail parlementaire» avait même connu son heure de gloire dans les années 1990-1991 mais une telle mobilisation n'avait pas eu les effets escomptés.

Les bonnes intentions de M. Séguin sont-elles promises à un pareil enlèvement ? A entendre le nouvel occupant de l'hôtel de Lassay, auvergne, ce ne sera pas à l'évolution «pour la cause des députés», on est toutefois enclin à

accorder le bénéfice du doute à une formule qui n'hésite pas à dramatiser de la sorte l'enjeu de la partie qui s'engage.

Comme il n'était pas nécessaire d'attendre très longtemps pour adresser un premier «signal», la conférence des présidents de l'Assemblée nationale a annoncé, le 8 avril, que le moment était venu de «redonner un sang nouveau» à la traditionnelle séance des questions au gouvernement. Découlant de l'article 48 de la Constitution qui prévoit qu'«une séance par semaine est réservée par priorité aux questions des membres du Parlement et aux réponses du gouvernement», la procédure actuelle est véritablement entrée en vigueur à partir de juin 1974 en vertu d'un consensus établi conjointement entre l'exécutif et le législatif, et entre les groupes politiques (1). Ouverte chaque mercredi à 15 heures, la séance voit se succéder durant une heure cinquante questions des députés et le temps de parole est proportionnel aux effectifs des groupes - et réponses des ministres concernés, ces derniers ayant été informés environ deux heures auparavant du sujet des questions.

La retransmission télévisée en direct sur France 3, devenue systématique à partir d'octobre 1981, a contribué à faire de ce rendez-vous, auquel assiste très souvent le premier ministre, un événement attendu. Même si l'opinion ne retient le plus souvent que les échanges de quolibets

et les claquements de pupitres, près d'un million de téléspectateurs suivent assidûment ce rituel de la vie parlementaire française où chacun se plaît à identifier «son» député dans l'encombrement des travées.

Une confidentialité difficile à respecter

La formule a toutefois fini par donner quelques signes de faiblesse en raison de son manque de spontanéité. Le spectacle de ministres lisant mécaniquement des notes rédigées par leurs cabinets en a éliminé l'intérêt. La pose que prennent souvent ces derniers transfigurés par un éphémère honneur éternel a ajouté à cette dérive dans l'artifice. Consécutif de ces travers, Laurent Fabius, ancien président de l'Assemblée, avait déjà instauré, en complément de ces questions au gouvernement de mercredi, la formule dite des «questions critiques» à l'occasion desquelles, chaque jeudi entre 15 h et 16 h, les députés «posent au cabinet» l'activité d'un ministre donné. La règle est que celui-ci ne soit pas tenu informé des questions. Cette réforme a toutefois été d'un intérêt incertain, trop de questions restant empruntées de considérations locales limitées à la circonscription du député (2).

Le nouveau chantier qui s'ouvre se propose d'abandonner ces «questions critiques» pour se concentrer uniquement sur la séance des questions au gouvernement de mercredi. Ainsi

a-t-il été décidé de réduire la durée de cette séance de une heure cinquante à une heure vingt (le RPR disposera de trente minutes, l'UDF de vingt-cinq minutes, le PS de quinze minutes) et surtout d'interdire la communication préalable du thème de la question aux ministres. Si la première innovation n'introduit pas une réelle rupture dans la tradition - la durée n'était que d'une heure sous la cinquième et sixième législatures - la seconde ne jouera pleinement que pour les députés de l'opposition.

Faut-il en effet croire Bernard Pons, président du groupe RPR, lorsqu'il prétend que les députés de la majorité «joueront le jeu» de cette confidentialité ? Comment celle-ci pourra-t-elle être sauvegardée dans un contexte marqué par la multiplicité des connexions nouées entre le gouvernement et sa majorité ? A moins d'imaginer un renforcement des liens entre les deux parties, le respect scrupuleux de cette consigne s'annonce pour le moins délicat. Il sera en tout cas l'occasion de vérifier la sincérité des bonnes résolutions affichées.

FÉDÉRIC BOBIN

(1) Les Questions à l'Assemblée nationale (Assemblée nationale, 1992).

(2) Le Travail parlementaire sous la cinquième République, de Jean-Pierre Camby et Pierre Servant (Montchrestien, 1992).

La réforme du code de la nationalité sera examinée à partir du 5 mai

Les députés et les sénateurs devront patienter encore un peu. Quinze jours après sa nomination, les cartons d'Edouard Balladur sont en effet toujours vides de textes de loi. Dans l'attente du collectif budgétaire prévu pour la mi-mai, comme le premier ministre l'a indiqué mardi 13 avril devant le groupe UDFC, le gouvernement comptera sur l'initiative parlementaire.

Pour tromper l'attente des députés, un débat d'orientation sur la ville et les banlieues sera organisé le 27 avril, et se poursuivra éventuellement le 28 ou le 29, mais les véritables travaux législatifs débuteront début mai avec le 4. L'examen d'une proposition de loi sur l'extension du droit de vote par procuration aux retraités et aux étudiants, et surtout, le 5 mai, la discussion de la proposition de loi réformant le code de la nationalité votée par le Sénat le 21 juin 1990.

A l'initiative de Charles Pasqua, alors président du groupe RPR au palais du Luxembourg, cette proposition de loi, inspirée d'une proposition déposée à l'Assemblée nationale en juin 1989 par Pierre Mazeaud (RPR), avait été votée à l'improvise au cours d'une séance de nuit, sans examen préalable par une commission. La gauche n'avait pas pris part au vote après avoir quitté l'hémicycle pour montrer son hostilité à la procédure utilisée par la majorité sénatoriale.

A l'Assemblée nationale, les étapes classiques de l'examen législatif seront respectées afin d'éviter de donner prise à la polémique. En réponse aux députés UDFC devant lesquels il s'est engagé à venir tous

les quinze jours, M. Balladur s'est contenté d'indiquer qu'il y aura la nationalité ne devra pas être confondue avec la sécurité.

La commission des lois devrait donc désigner, jeudi 15 avril, son président, M. Mazeaud, comme rapporteur de la proposition de loi. M. Mazeaud avait déjà été rapporteur du dernier projet de loi réformant le code de la nationalité, en octobre 1972. La commission commencera ses travaux par l'audition, le jeudi suivant, de Marcel Long, qui présida la commission des sages sur la nationalité dont les conclusions avaient été reprises dans la proposition de loi rédigée par M. Mazeaud. Le débat en séance publique de la proposition de loi devrait durer du 5 au 7 mai.

Une troisième proposition de loi, d'origine UDFC, portant sur la décentralisation de la formation professionnelle, pourrait ensuite être examinée le 11 mai. Le groupe UDFC ne compte cependant pas se cantonner dans un rôle de pourvoyeur de textes de loi. Son président, Charles Millon (UDF-PR), a indiqué en effet sur RTL, mardi 13 avril, que ses députés «ne veulent être ni avides ni bœuf-ouï» et «qu'ils auront une exigence de sérieux sur la mise en œuvre des réformes» du nouveau gouvernement. Des propos relayés par Philippe Vasseur (UDF-PR), secrétaire général du Parti républicain, qui a affirmé, mercredi 14 avril, sur Europe 1, que le PR sera «un parti discipliné mais loyal» au sein de la majorité.

GILLES PARIS

Succédant à Jean-Pierre Soisson

Jean-François Bazin (RPR) est élu président de la région Bourgogne

Ce qu'il n'avait pu réaliser le 27 mars 1992 avec Dominique Parthenay, député, et maire de Chalon-sur-Saône, la RPR le réussit aujourd'hui avec Jean-François Bazin. L'adjoint au maire de Dijon, Robert Poujade, qui avait conduit la liste de l'Union pour l'avenir de la Bourgogne (RPR-UDF) en Côte-d'Or, a été élu mardi 13 avril, au troisième tour, président du conseil régional de Bourgogne par 23 voix contre 17 à Claudette Brunet-Lechenault (MRG), 6 à Pierre Jaboulet-Varchasse (FN), 3 à Jean-Marie Langoureau (PC), 1 à Jean-Pierre Soisson, 1 bulletin blanc et 1 abstention.

DIJON

de notre correspondante

M. Bazin, conseiller régional depuis 1978 et premier vice-président de Marcel Lucotte, puis de Raymond Janot, de 1985 à 1992, succède à Jean-Pierre Soisson qui, un an après son élection controversée, s'était démis du poste de président de la majorité des législatives après que le budget ait été voté avec les voix du Front national.

Le vote est intervenu au bout de quatre heures d'une séance interrompue par six suspensions à la demande de la majorité des groupes de l'Assemblée. Jusqu'au troisième tour, le groupe des 21 élus solidaires de Jean-Pierre Soisson (10 PS, 2 MRG, 5 Verts, 2 Génération Ecologie et 2 France unie) ont tenté de convaincre l'ancien président de se présenter à sa propre succession. Arithmétiquement, Jean-Pierre Soisson se trouvait en effet capable de

rassembler sur son nom autant de voix (23) que l'Union pour l'avenir de la Bourgogne, les deux élus Bourgogne-nature-tradition, s'étant ralliés à lui pour voter le budget 1993. En vain.

En milieu de journée, le maire d'Auxerre, réélu député le 28 mars, confirmait son refus, déclarant : «Si le budget avait été voté dans d'autres conditions (NDLR : sans les voix du FN), si l'ouverture que j'appelle de mes vœux était devenue effective, je ne me serais pas présenté aux élections législatives et j'aurais gardé la présidence de la Bourgogne». En outre, alors que les voix de France unie s'étaient portées aux deux premiers tours du scrutin sur le candidat socialiste, Enguebe Tessier, Jean-Pierre Soisson suscitait, au troisième tour, la candidature-surprise de Louis Vincent (divers droite). L'espérance que grâce à cet ancien élu de l'Union pour l'avenir de la Bourgogne, qui a rejoint en septembre dernier les représentants de Chasse, Nature, Pêche, Traditions, des voix UDF manqueraient à Jean-François Bazin.

Ce stratagème n'a pas en les effets escomptés. Jean-François Bazin a été élu avec les 23 voix de son groupe, pas une de plus, pas une de moins, alors que la candidature soutenue par Jean-Pierre Soisson a retiré 5 voix à la candidate «de rassemblement» présentée par les socialistes et les écologistes, Claudette Brunet-Lechenault (MRG). «C'est un vote clair et incontestable», devait dire le nouveau président qui ne redoutait qu'une chose : que le FN ne l'emporte dans le piège tendu il y a un an à Jean-Pierre Soisson.

Libéré de cette inquiétude, Jean-François Bazin a, dès son élection, annoncé un discours d'ouverture en direction des écologistes et des élus Chasse, Nature, Pêche, Traditions auxquels il a proposé une vice-présidence. Au nom des écologistes, Thierry Grassein, porte-parole des Verts, a répondu cette offre : «Il n'est pas question de cautionner votre politique», a-t-il dit. Le groupe des deux chassesurs, en revanche, proposé un candidat pour la troisième et dernière vice-présidence. France unie leur a emboîté le pas en acceptant également de participer à l'exécutif. Quant à la première vice-présidence, elle revient à Jean-Marc Nesme, député UDF et maire de Paray-le-Monial, qui avait brigué le fauteuil de président lors des primaires au sein de l'UAB.

CHRIS MAISIAT

[Né le 26 juillet 1942 à Dijon, journaliste, Jean-François Bazin a été élu au conseil municipal de sa ville natale en mars 1971. Membre du RPR, adjoint au maire depuis mars 1977, il siège au conseil régional depuis 1978 et il en avait été le premier vice-président de 1983 à mars 1992.]

La nomination de trente-neuf secrétaires nationaux

M. Juppé veut mettre le mouvement chiraquien «en ordre de bataille» pour la présidentielle

Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et secrétaire général du RPR, a défini, mardi 13 avril, les objectifs que s'assigne le mouvement chiraquien dans un contexte marqué par l'entrée dans le gouvernement de nombreux membres de son ancien énième.

Selon M. Juppé, le RPR poursuivra le triple objectif de «se mettre en ordre de bataille pour assurer l'élection de Jacques Chirac» au prochain scrutin présidentiel, de «soutenir l'action du gouvernement» et de «faire en sorte que notre puissance militante, qui a fait merveille, ne tombe pas en sommeil». M. Juppé a précisé que le conseil national du mouvement se réunira le 28 avril pour «ratifier» son soutien au poste de secrétaire général du parti. L'élection du nouveau trésorier - Jacques Boyon, qui occupait cette fonction, a été élu président de la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale - et des trente membres du bureau politique aura également lieu à cette occasion.

Outre vingt et on délégués généraux (le Monde du 14 avril), la nouvelle «commission exécutive» du RPR comprend trente-neuf secrétaires nationaux :

Christiane Albanel (culture), Paul Auréli (mouvements associés), Nour-dine Cherkaoui (jeunesse), Colette Codacciotti (solidarité et vie communautaire), Bertrand Cousin (communication), Olivier Dessaut (relations économiques extérieures), Christian Estron (sécurité civile), Hervé Fabre-Aubrespy (questions énergétiques), Danièle Giazzi (vie associative), Jean-Pierre Girso (emploi), Jean Goupy (transports et télécommunications), Marie-Thérèse Hermange (famille et problèmes de notre temps), Marie-Antoinette Jaurard (Français de l'étranger), Antoine Joly (affaires du secrétaire général), René Yves Joseph (enseignement-Français de l'étranger), Pierre Lataillade (problèmes de la mer), Jean-Claude Laurent (Français musulmans), Gérard Leban (vie de l'entreprise), Jean-

Louis Léonard (technologies nouvelles), Serge Lepeltier (infrastructures), Vincent Le Roux (animation, action militante et vie du mouvement), André Leneur (DOM-TOM), Thierry Mariani (tourisme), Jean-Claude Migon (Europe centrale et orientale), Renaud Muselier (relations avec le monde méditerranéen), Arnel Pocheul (enseignement supérieur et recherche), Pierre-André Périssol (logement), Clarisse Perout (développement industriel), Eric Raoult (jeunesse), Marie-Thérèse Raymond (anciennes combattantes), Georges Repczyk (sections d'entreprises et professionnelles), Simone Rignault (éducation), Monique Rousseau (emploi féminin), Frédéric de Saint-Sernin (affaires du secrétaire général), Suzanne Souvigo (rapatriés), Michel Toullet (services publics et fonction publique), Jean Tibéri (Ile-de-France), Jean Ueberschiag (apprentissage), Bruno Vincent (commerce, artisanat).

Dénouant une «manipulation»

Jean-Pierre Chevènement ne participera pas aux états généraux du PS

Jean-Pierre Chevènement a rendu public, mardi 13 avril, une «Lettre ouverte aux socialistes», datée du 7 avril, dans laquelle il appelle les militants du PS à ne pas cautionner «la manipulation d'états généraux qui servirait de prétexte à une démission, à un vrai-faux congrès». «N'acceptez pas la transformation du parti, fondé il y a vingt-deux ans à Epinay, en un parti démocratique à l'américaine, où vous seriez réduits, demain, à jeter des confettis sous les pas d'un candidat imposé par l'establishment !» écrit le député du Territoire de Belfort.

«Chers camarades, laoc M. Chevènement, vous n'êtes pas des serfs attachés à la glèbe, qu'on pourrait s'adjuger avec le domaine, ni des esclaves qu'on vendrait à la criée, des «encartés» à la merci d'un vote effectué à la sourette, par une nuit sans lune, au sein d'un comité sol-disant directeur, né d'un congrès tenu il y a trois ans et sans représentativité. Vous êtes des militants responsables !» L'ancien ministre de la Défense invite les socialistes à participer aux assemblées nationales du Mouvement des citoyens, qu'il anime, les 1^{er} et 2^{es} mai prochains à Paris.

Proche de Michel Rocard et membre de la direction provisoire du PS, Jean-Paul Huchon répond, mercredi, dans *Globe-Hédo*, à la proposition de «primaires» pour la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle, faite par François Hollande, proche de Jacques Delors, dans l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* (daté 13 avril). Selon M. Huchon, une telle formule ne peut être envisagée, «d'une part, à cause des liens d'amitié très forts entre les hommes et, d'autre part, parce que si un candidat est mieux placé que l'autre, celui-ci se retirera en sa faveur». L'élection présidentielle, ajoute-t-il, est, «pour le moment, une question que [Michel Rocard] ne veut pas se poser», car «ce qui compte, c'est de reconstruire un espace de gauche qui ait du crédit».

Selon un sondage de l'institut Louis-Harris, réalisé par téléphone auprès de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus, les 8 et 9 avril, pour l'hebdomadaire *Profession politique* à paraître le 16 avril, 63 % des personnes interrogées et, parmi elles, 60 % des sympathisants socialistes estiment que Jacques Delors est «un meilleur candidat» face à la droite» que Michel Rocard (24 %).

des personnes interrogées et 34 % des sympathisants socialistes estiment le contraire, 13 % ne se prononcent pas). 55 % de l'ensemble des électeurs et 66 % des socialistes, selon cette enquête, «soutiennent que Jacques Delors s'impose d'avantage dans la vie politique française».

Les députés désignent leurs représentants à la Haute Cour de justice

Dernière étape de l'installation de la nouvelle Assemblée, les députés devaient désigner, mercredi 14 avril, les membres de la Haute Cour de justice, dont la réforme devrait faire l'objet de «réflexions immédiates», comme l'a annoncé Edouard Balladur dans son discours de politique générale.

Pour les douze juges titulaires, dont la répartition au sein des différents groupes a fait l'objet d'un accord, le RPR a désigné cinq candidats : Nicole Catala, Jacques Limouzy, Pierre Mazeaud, Patrick Dillier et Suzanne Sauvageo ; l'UDF quatre candidats : Jean-François Deniau, Alain Grilloiray, Jean-Jacques Hyst, Jean-Pierre Pierre-Bloch. Le PS a désigné deux candidats, Jean-Pierre Michel et Didier Migaud, et le PCF un seul, Georges Hage. Pour les six juges suppléants, le RPR a désigné Xavier Deniau et Claude Dhinnin, l'UDF Henri Jean-Baptiste et Georges Messin, le PS Roger-Gérard Schwartzberg et le PCF André Génin.

Le FLNC-canal habituel rappelle les «aspirations du peuple corse». Le FLNC-canal habituel a tenu dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 avril une conférence de presse clandestine en Haute-Corse pour avertir l'Etat qu'il entend rester «le bouclier anticolonial et l'accompagnement attentif des aspirations du peuple corse, sans hégémonie». Commentant le changement de majorité et de gouvernement, le mouvement nationaliste a affirmé attendre sans «priori» les premières initiatives du pouvoir. Il a cependant invité les instances européennes de Bruxelles à «faire pression sur l'Etat français pour que la Corse retrouve sa souveraineté nationale».

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.

volvic L'EAU DES SAVEURS INTACTES

SOCIÉTÉ

Une majorité pour le départ du secrétaire général Richard Gerbaudi

La Fédération autonome des syndicats de police au bord de l'implosion

La crise interne secouant la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), majoritaire chez les gradés et gardiens de la paix, a franchi un seuil supplémentaire après la réunion qui s'est tenue, du vendredi matin 9 avril au lendemain vers 2 heures du matin, au siège parisien de la Maison de la police républicaine. Une majorité s'est rassemblée pour demander le départ du secrétaire général, Richard Gerbaudi, mais celui-ci, démentant le droit de vote aux syndicats qui ne s'étaient pas acquittés de leurs cotisations, a refusé de démissionner.

Pivot du syndicalisme policier depuis une vingtaine d'années, la Fédération majoritaire dans la police en tenue est menacée d'implosion. Un maéstron de difficultés, mêlant les problèmes financiers aux inculpations de certains de ses dirigeants, tandis que l'autorité de M. Gerbaudi se voyait de plus en plus contestée, a plongé la FASP dans un état de coma syndical dont il est trop tôt pour dire s'il pourra être nu nnn déposé.

Lors de la réunion marathon qui s'est tenue, quinze heures durant, à la Maison de la police républi-

caine, le siège fédéral à Paris, deux des trois principales composantes - le Syndicat national de la police en tenue (SNPT, majoritaire chez les gradés et gardiens de province), et le Syndicat national indépendant de la police (SNIP-CRS, majoritaire dans les Compagnies républicaines de sécurité) - ont réussi à dégager une majorité de voix, en ralliant notamment les organisations syndicales des enquêteurs et des personnels administratifs et techniques. Cette majorité numérique aurait dû entraîner la « démission » de M. Gerbaudi, dont la « ligne politique » est de plus en plus contestée (le Monde du 16 février).

Dissidence des CRS et des policiers de province

Mais M. Gerbaudi a refusé d'entériner sa propre destitution : pas question de laisser voter des organisations qui n'ont pas honoré le paiement de leurs cotisations fédérales, a-t-il argumenté, en s'appuyant sur une étude des statuts fédéraux qu'il avait demandée à un avocat. Cette interprétation des statuts, contestée par les opposants, revient notamment à empêcher le Syndicat national indépendant de la police-CRS de voter. Les contestataires dénoncent à présent le « 18 Brumaire de Richard Gerbaudi », qui avait lui-même été élu,

deux ans et demi plus tôt, après une autre révolution de palais ayant permis l'élection de son prédécesseur, Bernard Deleplace.

Dans un communiqué sibyllin, diffusé samedi 10 avril, le secrétaire général de la FASP a expliqué qu'un certain nombre de syndicats n'ont pas acquitté leur cotisation, pour certains depuis des mois, pour d'autres depuis des années, et nous c'est nous... » Joignant le geste à la parole, les deux secrétaires généraux adjoints représentant les policiers de province et les CRS ont aussitôt démissionné de leurs fonctions aux côtés du secrétaire général de la fédération.

M. Gerbaudi n'en reste pas moins déterminé à aller au terme de son mandat à la tête de la FASP. Initialement prévu en juin, le congrès fédéral ne devrait cependant pas être convoqué tant que toutes les organisations affiliées n'auront pas payé leur quote-part au financement de la fédération. Mais personne ne voit, pour l'heure, comment la FASP sortira de cette crise sans précédent qui n'est pas sans affecter l'influence de la gauche au sein de la police nationale, les dirigeants de la FASP étant traditionnellement proches du PS ou du PCF.

ERICH INCIVAN

ENVIRONNEMENT

Après la sécheresse de l'hiver

Le niveau des nappes phréatiques est préoccupant

La direction de l'eau au ministère de l'environnement a publié l'état des sols et des nappes après la sécheresse très marquée de l'hiver. « Sur les trois derniers mois, la pluviométrie est restée déficitaire sur la quasi-totalité du pays, principalement sur sa moitié sud. Sur 90 % du territoire, on observe des sols plus secs que la normale, avec même des zones de déficit record dans le Nord (entre Abbeville et Lille), à l'ouest des Vosges (de Lureuil à Saint-Dizier), sur les Alpes du Nord, dans la vallée du Rhône (entre Carpentras et Nîmes) et sur quelques points isolés (Dax, Cognac, Saint-Etienne, Embrun). »

En ce qui concerne la recharge des nappes, « quatre zones apparaissent comme déficitaires, dans lesquelles la recharge des nappes aura été faible : l'Île-de-France et son pourtour ouest et sud, l'Est (de l'Alsace et la Lorraine au nord de Rhône-Alpes) ; le Sud-Est (de Béziers à Valence et Nîmes) ; le littoral atlantique (de l'Ille-et-Vilaine à la Gironde-Merluze) ». La vidange des nappes s'est « amorcée prématurément. Il en résulte des niveaux très bas à peu près partout, sauf dans le quart nord du pays. On signale particulièrement les niveaux préoccupants de la nappe des calcaires de Beauce et de la nappe de la craie dans l'Eure. Les débits des rivières s'en ressentent : la Braye, la région Centre, le Poitou-Charentes, le Bassin parisien, la Bourgogne, la Franche-Comté et Rhône-Alpes, une bonne partie des bassins de la Loire, de la Garonne et de leurs affluents.

En conclusion, la direction de l'eau estime que « dans la plupart des régions, les ressources en eau n'auront pas atteint l'état le plus confortable qui permettrait de s'affranchir sans difficultés d'un été chaud et sec. La situation reste donc fragile, même si elle est loin d'être aussi tendue qu'en 1989 et 1990 et une grande vigilance des usagers de l'eau et des gestionnaires de la ressource est donc indispensable ».

Deuxième faute en un mois à l'usine de fabrication de combustible nucléaire de Romans-sur-Isère. Une fuite d'hexafluorure d'uranium (UF6) a été constatée sur un four de l'usine FBFC (Franco-belge de fabrication de combustible nucléaire) de Romans-sur-Isère (Drôme), a-t-on appris mardi 13 avril. L'incident a été classé au niveau 1 sur l'échelle de gravité des accidents et incidents nucléaires, qui en comporte six. La contamination a été confinée au local où s'est produite la fuite et n'a pas eu de conséquence pour le personnel, selon la direction de la FBFC. Un incident de même nature avait eu lieu le 15 mars.

JUSTICE

L'affaire Roseau

Une lettre de M^e Blanchot

Après la publication d'un article faisant état du souhait de la famille de Gérard Hantz, meurtrier présumé de Jacques Roseau, de voir ce dernier changer d'avocat (le Monde du 10 avril), nous avons reçu de M^e Blanchot la lettre suivante :

Certains membres de la famille de Gérard Hantz, influencés ou manipulés par de faux amis, mais vrais rabatteurs de dossiers pour le compte d'autrui, ont tenté de persuader leur parent de changer d'avocat. Vous en parlez, ce qui est votre droit (...). Mais, sur le fond, j'estime que vous portez atteinte à mon éthique professionnelle lorsque vous écrivez que, si M. Hantz accordait au désir de sa famille en désignant un autre conseil, il « pourrait peut-être en dire plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent ». Même si, sur la forme, l'insinuation est utilisée, il est difficile de dire plus clairement que je constitue par ma seule présence une entrave éventuelle à la manifestation de la vérité. Je tiens donc à préciser, dans un souci de clarté obéissant à une logique implacable et pour faire cesser toute controverse possible, que :

- MM. Hantz et Lozano, membres de l'USOIFRA, ont préféré choisir l'avocat habituel de cette

association plutôt que le conseil du RPR, du PC, du PS ou du FN ;

- Dans le même temps où les complices ou auteurs présumés du meurtre de Jacques Roseau étaient arrêtés, l'état-major de l'USOIFRA était relâché après une audition de quelques heures, exigée, par les nécessités de l'enquête. Cela, n'a déplaçé à certains, démontre l'absence totale de liens entre les dirigeants de cette association et les personnes arrêtées.

(La famille de Gérard Hantz a souhaité que celui-ci change d'avocat, considérant que M^e Blanchot, par ailleurs porte-parole du Conseil national supérieur des rapatriés, pourrait être soumis à un conflit d'intérêts si M. Hantz devait être amené à mettre en cause d'une manière ou d'une autre son association. Vendredi 9 avril, Gérard Hantz a d'ailleurs envoyé au juge d'instruction une lettre dans laquelle il demandait à être défendu par M^e Jean-Robert Phung, avocat à Montpellier. Durant le week-end de Pâques, cependant, et après avoir rencontré M^e Blanchot, M. Hantz a écrit au même juge une seconde lettre, annulant la précédente, choisissant, outre M^e Blanchot, deux avocats issus comme lui des milieux policiers, Béatrice Vanderpol, associée de René Blanchot à Marseille, et Emmanuel Pinton, inscrit au barreau de Toulouse. - J. M.)

BIBLIOGRAPHIE

« La justice en France », de Dominique Vernier

Etat des lieux

A l'heure où la justice traverse une grave crise, Dominique Vernier, journaliste à l'Agence France-Presse, dresse l'état des lieux de ce secteur en situation difficile. Dans un style direct et concis, Dominique Vernier, qui a consacré en 1989 un « Que sais-je? » sur la cour d'assises avec le chroniqueur judiciaire du Monde Maurice Peyrot, décrit avec précision l'originalité de la justice française, les juridictions civiles, pénales et administratives, la justice des mineurs, l'administration pénitentiaire et les institutions péri-ou para-judiciaires, avant de s'attarder, dans un dernier chapitre, sur la profession de magistrat.

« La grande réforme de la seconde moitié du vingtième siècle sera très certainement celle du code pénal, mais il ne suffit pas de rénover les

textes pour que la machine se mette à fonctionner correctement, conclut-elle. Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait être en mesure d'apporter des réponses à trois questions : quel doit être le rôle du magistrat ? Quel doit être le champ de compétence de la justice ? La justice peut-elle être crédible tant qu'elle ne dispose pas d'une autonomie institutionnelle plus affirmée vis-à-vis du pouvoir exécutif ? Enrichi de nombreuses statistiques, ce petit livre répondra sans doute aux interrogations de tous ceux qui souhaitent découvrir un secteur qui nourrit abondamment l'actualité.

A. C.

► La Justice en France, de Dominique Vernier, éd. La Découverte, collection « Repères », 124 pages, 45 F.

rackert fiscal, sera désormais instruite par le président de la chambre lui-même, Jean-Claude Mistral. Le juge Murciano avait notamment inculpé d'escroquerie, le 6 août 1992, Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional de PACA, pour création d'un emploi fictif, et son directeur de cabinet, Claude Bertrand (le Monde des 19 et 20 décembre 1991 et des 7 et 8 août 1992). (Corresp.)



18 Vols Non-Stop Par Semaine Vers Les U.S.A.

Villes	Jours Deservis	Départs	Arrivées
Paris - New York (JFK)	Quotidien	12 h 20	14 h 45
Paris - Atlanta	Quotidien	11 h 35	15 h 15
Paris - Cincinnati	Ma, Je, Sa, Di	13 h 05	16 h 45

Delta Air Lines vous propose 18 vols non-stop hebdomadaires, au départ de Paris à destination de 3 aéroports américains. De là, le réseau Delta vous permet de vous rendre dans plus de 250 villes aux Etats-Unis.

Si New York est votre destination, vous y trouverez notre Delta Flight Center, au sein duquel vous pourrez bénéficier de notre propre service de douane et d'immigration, qui facilitera vos formalités d'arrivée.

A Atlanta, siège de Delta, notre terminal international exhauffe facilitera de même votre entrée sur le territoire américain.

En voyageant sur Delta, à destination des Etats-Unis, vous apprécierez aussi des prérogatives telles que la réservation du siège et l'obtention de la carte d'embarquement jusqu'à 60 jours à l'avance.

Vous bénéficiez d'un personnel parlant français, tant dans l'avion qu'au terminal d'arrivée à New York, afin de vous assister pour vos correspondances éventuelles.

De plus, un service gratuit d'hélicoptère est à votre disposition, à New York, de ou vers Manhattan, si vous êtes passager de première classe, de classe affaires ou de classe économie (plein tarif).

Et, en tant que membre du programme "Frequent Flyer" de Delta, vous pouvez aussi gagner des voyages gratuits et des surclassements en première classe et en classe affaires.

Pour plus d'information et pour toute réservation, contactez votre agent de voyage ou appelez Delta au (1) 47.68.92.92, ou pour la province au N° vert 05.35.40.80, ou tapez 3615 GO U.S. rubrique Delta.

DELTA AIR LINES
L'Amour Du Métier Nous Donne Des Ailes.

Horaires sujets à changements sans préavis. © 1993 Delta Air Lines, Inc.

COMMUNICATION

Après le choix d'un agent artistique comme conseiller de ses activités audiovisuelles internationales

Le Crédit lyonnais de nouveau contesté à Hollywood

LOS ANGELES
correspondance

Règlement de comptes hollywoodien ou réel conflit d'intérêts? Le Crédit lyonnais vient encore de défier la chronique d'Hollywood en annonçant le 25 mars qu'il choisissait Michael Ovitiz, directeur de l'agence Creative Artists Agency (CAA), comme conseiller de ses activités audiovisuelles internationales.

La CAA devra guider le Crédit lyonnais dans la gestion de son portefeuille d'investissements actuels, estimés à 3 milliards de dollars (17 milliards de francs), et dans la définition de ses futurs projets. Mais le principal concurrent de Michael Ovitiz, Jeffrey Berg, directeur de International Creative Management (ICM), autre agence artistique influente à Hollywood, a aussitôt dénoncé publiquement cet accord, en arguant qu'il crée un véritable conflit d'intérêts, voire une viola-

tion des lois anti-trusts, puisque la banque française est aussi propriétaire de la MGM.

«Ainsi donc les gens qui conseillent le Crédit lyonnais sont ceux-là mêmes qui vendent les acteurs, les réalisateurs et les projets de films à un studio... que la banque possède?», interroge Jeffrey Berg, qui a lancé une campagne médiatique pour forcer Michael Ovitiz, une des figures les plus puissantes de Hollywood, à renoncer à cet accord qui, selon lui, «dépose les bornes». Craignant une concurrence déloyale, le responsable d'ICM souhaite que soient divulgués les tenants et aboutissants de ce deal d'un genre particulier, ainsi que son contenu financier.

«Si le Crédit lyonnais a chargé Michael Ovitiz de vendre la MGM, je veux le savoir!», insiste Jeffrey Berg. Michael Ovitiz avait précédemment négocié l'achat de Columbia Pictures par la firme japonaise Sony, puis celui de MCA Universal par Matsushita

Electric Industrial Co. «Dans ces deux cas, Sony et Matsushita étaient des sociétés d'électronique, complètement étrangères à Hollywood, et qui souhaitaient entrer dans ce secteur, alors que le Crédit lyonnais est déjà propriétaire à 98,5 % de la MGM et possède des intérêts dans une vingtaine d'autres compagnies, y compris Carolco. Nous sommes engagés actuellement dans une centaine de transactions qui concernent la MGM et ses sociétés de production.»

Est-ce que, comme le craint Jeffrey Berg, CAA pourrait avoir accès aux contrats que son rival ICM signe avec ces compagnies? L'enjeu serait alors de taille: ICM est l'agent d'Arnold Schwarzenegger - vedette des films Terminator, produits par Carolco - ainsi que d'Éddie Murphy, Jodie Foster, Mel Gibson, etc., tandis que CAA représente Tom Cruise, Jack Nicholson, Kevin Costner, Barbra Streisand, Michael Jackson, Madonna, et a diversifié ses activités en concevant notam-

ment la dernière campagne de publicité de Coca-Cola. Or les grandes agences hollywoodiennes exercent un rôle-clé sur la négociation des films.

Jeffrey Berg a rencontré Alexis Wolkenstein et Guy Dufour, responsables du Crédit lyonnais, mais n'est pas satisfait des réponses de ces banquiers, de passage à Los Angeles. «Je leur ai dit qu'ils n'étaient pas à Hollywood en tant que banquiers ou prêteurs, mais comme des opérateurs des propriétaires d'un studio.» Le porte-parole de Michael Ovitiz nie, quant à lui, l'existence d'un problème, en précisant que CAA travaillera directement avec Paris et ne s'impliquera pas dans la gestion quotidienne des sociétés hollywoodiennes liées au Crédit lyonnais.

Toutefois, la réglementation commerciale régissant les agences et les syndicats hollywoodiens pourrait bien donner raison à Jeffrey Berg. En effet, une agence ayant pour fonction la représentation des artistes ne peut, sauf circonstances particulières, être nommée par un producteur de films. Il existe un précédent en la matière: en 1962, l'agence MCA, qui était aussi propriétaire du studio Universal, fut contrainte de renoncer à ses activités de représentation. Les syndicats de la profession (Screen Actors Guild, Writers Guild, etc.) doivent se réunir prochainement à Los Angeles pour discuter de la légitimité de l'accord conclu entre le Crédit lyonnais et CAA.

CLAUDINE MULARD

□ Télécommunications Incorporated injecte 2 milliards de dollars dans la fibre optique. - Télécommunications Inc. (TCI), le plus gros câble-opérateur américain avec près de 12 millions d'abonnés a annoncé, lundi 12 avril, son projet d'investir 2 milliards de dollars dans les quatre prochaines années pour moderniser son réseau. La fibre optique devrait être ainsi remplacée progressivement par de la fibre optique. TCI est en compétition directe avec Time Warner, le second câble-opérateur américain et le groupe Hughes qui s'apprête à inonder les États-Unis d'images par satellite dès 1994.

Malgré 85 millions de francs d'amendes

TF1 annonce des bénéfices en hausse de 32 % en 1992

TF1 a publié mardi 13 mars des résultats consolidés en hausse de 32 % pour 1992. Le résultat net du groupe TF1 a atteint 451 millions de francs (341 millions en 1991) et le chiffre d'affaires a progressé de 13,7 %, soit 7,4 milliards de francs contre 6,5 milliards en 1991. Pour TF1 SA (la chaîne elle-même), le résultat net grimpe de 60,3 % (465 millions de francs contre 290 millions en 1991). Le chiffre d'affaires s'établit à 5,8 milliards de francs contre 5,2 milliards en 1991 (+ 12,7 %).

TF1 souligne, dans un communiqué, avoir «conservé son leadership en termes d'audience et conforté sa part de marché publicitaire en dépit d'un cadre réglementaire toujours aussi pesant». La part d'audience moyenne 92 a baissé à 41 % contre 42 % en 1991, et ce malgré la mort de La Cinq il y a un an.

La Une égratignée aussi ses concurrents publics France 2 et France 3, mettant en cause «la dérive commerciale des chaînes d'Etat, qui se traduit par un accès déréglé pour ces chaînes aux recettes publicitaires et par une sur-enchère sur le marché d'acquisition des droits».

La diversification (édition, vidéo, disque, télé-achat, chaîne sportive câblée Eurosport, soit 16 % du total des activités) a augmenté son chiffre d'affaires de 15,2 % (1,2 milliard de francs), «consolidant ses positions et défendant ses marges sur un marché atone».

L'édition musicale et la distribution de programmes ont «progressé», et Eurosport, «première chaîne thématique sportive européenne», a «poursuivi son développement» pour être maintenant reçue par 38,5 millions de foyers en Europe. Le récent rapprochement d'Eurosport avec le Réseau européen du sport, par un partenariat avec Canal Plus et Capital Cities/ABC, «renforce» en 1993 ses positions, ajoute TF1.

Les résultats pour 1992, indique enfin la Une, tiennent compte de la «plus-value» dans la vente d'une

partie de l'immeuble de la rue Cognac-Jay, du déménagement au nouveau siège de Boulogne, de la restructuration d'Eurosport et des «pénalités infligées à TF1»: on affirmait mardi soir à la direction qu'étaient ainsi «pris en charge» tant l'amende de 30 millions de francs infligée par le CSA sur les quotas que les 55 millions de francs de dommages-intérêts versés à France 2 dans l'affaire des «Marchés de la gloire».

Une assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée le 10 juin se verra proposer un dividende de 10 F par action plus 5 F d'avoir fiscal, contre 8 F et 4 F en 1992.

Selon le «Financial Times»

M. Berlusconi s'apprêterait à fusionner ses activités dans l'édition

Selon le Financial Times du 14 avril, Silvio Berlusconi, président du groupe Fininvest, s'apprêterait à regrouper l'ensemble de ses activités éditoriales. Silvio Berlusconi Editore (SBE), filiale de Fininvest spécialisée dans l'édition de journaux consacrés à la télévision et à l'information, formerait une société unique avec l'éditeur Mondadori, un groupe spécialisé dans l'édition de livres et de magazines. M. Berlusconi avait acquis le contrôle de Mondadori à la fin des années 80, à l'issue d'une âpre bataille boursière contre Carlo De Benedetti. L'ensemble représenterait un chiffre d'affaires de près de 600 millions de francs. Cette opération de fusion donnerait également lieu à une augmentation de capital dont les modalités ne semblent pas encore définitivement arrêtées. Si elle avait lieu, Fininvest conserverait néanmoins la majorité du capital du nouvel ensemble éditorial.

Une étude du Centre national de la cinématographie

Les salles de province diffusent plus largement les films américains

L'étude que vient d'achever le Centre national de la cinématographie (CNC) sur la diffusion des films français et américains dans les salles devrait nourrir la réflexion que mène actuellement le Conseil de la concurrence sur la politique de programmation des grands circuits. Après avoir amené Gaumont à renoncer à programmer des salles indépendantes à Paris (le Monde du 25 mars), le Conseil devrait être conduit à formuler prochainement une recommandation concernant le réseau de salles UGC à Paris.

Or l'intérêt de l'étude réalisée en février par le CNC est de montrer que c'est à Paris que les films français ont la meilleure exposition. Au plan national, les statistiques du CNC confirment tout d'abord l'évidence, à savoir que, sur l'année

1991, le cinéma américain a eu un indice d'occupation des salles et un nombre de spectateurs par séance supérieurs à ceux des films français. En moyenne nationale, cela signifie que sur neuf semaines d'exploitation une salle en consacre trois aux films nationaux, cinq aux films américains et une seule aux films d'autres nationalités.

Mais, en réalité, la place faite aux films tricolores varie fortement selon la taille des communes. C'est à Paris que le taux d'occupation des écrans par les films français est le plus fort: 19,6 semaines contre 16,3 dans la périphérie, soit moins que la moyenne nationale (17,5 semaines). Plus les villes sont importantes et jouissent d'un parc de salles important, plus l'exposition du film français est favorable: 18,3 semaines

dans les villes de plus de 100 000 habitants, contre 15,5 semaines dans les villes de 5 000 à 50 000 habitants. Curieusement, dans les communes rurales où la population ne dépasse pas 5 000 habitants, le film français approche un seuil d'exposition proche de celui de la capitale, avec 18,3 semaines.

L'étude du CNC ne dit cependant rien sur la politique des circuits en matière de programmation. De source proche du CNC, on indique cependant que, en 1991, Gaumont programmat à Paris plus de 50 % de films français dans ses salles. En revanche, Pathé et surtout UGC avaient des taux d'occupation de salles par des films américains très sensiblement supérieurs à la moyenne.

YVES MAMOU



AVEC 2,260 MILLIARDS DE LITRES D'EAU MINÉRALE ACHETÉS CHAQUE ANNÉE PAR SES AUDITEURS, RTL EST LA PLUS GRANDE STATION THERMALE.

RTL VOIT GRAND

EAU MINÉRALE, SOURCE SECODIP

IP
RTL

IP REGIE DE RTL, 31 RUE DU COLISÉE, 75008 PARIS. TEL. (1) 40.75.50.50.

مركز من الأصل

Toulon s'off

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

La fronde des enseignants britanniques

Les principaux syndicats de professeurs menacent le ministre anglais de l'éducation de boycotter les examens. C'est l'avenir de la réforme des études secondaires qui est en jeu

LONDRES

de notre correspondant

JOHN PATTEN, le ministre de l'éducation, n'a pas voulu ignorer l'ampleur du mouvement de protestation et le déterminisme des enseignants. Depuis l'adoption, en 1988, de la réforme de l'éducation, qui repose sur la mise en place de programmes nationaux (national curriculum) et d'examen réguliers tout au long de la scolarité, la menace n'a fait que grandir et se préciser. Depuis un an, la position des principaux syndicats a été exprimée à de multiples reprises, sans que jamais un vrai débat puisse s'instaurer avec le gouvernement. Le ministre de l'éducation est aujourd'hui dépassé par la vague de fond que représente la « fronde des professeurs », parce qu'il a commis l'erreur de croire que cette rébellion était limitée, une fois de plus, aux syndicats politisés, plutôt hostiles au gouvernement conservateur. Bref, il n'a pas su discerner un large mouvement corporatiste qui ébranle tout le système de l'éducation.

L'Association des professeurs et assistants (ATL), syndicat pourtant modéré, a voté à l'unanimité, le 8 avril, en faveur de l'organisation d'une consultation de ses 100 000 membres sur la question du boycott des examens prévus cet été. Il est probable que l'ATL adhère à cette position sur celle déjà adoptée par l'Association nationale des instituteurs et professeurs féminins (NAS/UWT) et par l'Union nationale des professeurs (NUT), qui se sont prononcés en faveur de ce mouvement de « grève ». Ensemble, ces trois organisations syndicales regroupent plus de 300 000 membres, soit les trois quarts des enseignants britanniques. Si leur décision conjointe de boycott est coordi-

née, ce sont plus d'un million d'enfants qui seront affectés par ce mouvement.

Celui-ci provoquera une désorganisation générale de tout le système éducatif, puisque l'examen qui attend les élèves de quatorze ans dans quelques mois est l'une des principales composantes de la réforme du national curriculum, c'est-à-dire l'instauration d'un programme scolaire national et obligatoire.

Le gouvernement a pris la mesure d'un tel enjeu : le premier ministre, John Major n'a nul besoin d'une révolte des enseignants en moment où il est déjà confronté à un mouvement de reprise des actions syndicales (chemins de fer, mineurs, pompiers) inédit depuis de nombreuses années. Pourtant, il semble déjà trop tard : l'appel lancé par M. Patten à la responsabilité des enseignants - « Ce sera dur pour ces enfants de quatorze ans dont le travail depuis trois ans ne sera pas reconnu et dont les faiblesses ne seront pas identifiées avant qu'ils se présentent au GCSE (1) » - a, apparemment, été ignoré.

Des examens à 7, 11, 14 et 16 ans

Le différend entre syndicats et gouvernement ne porte pas sur le principe du national curriculum, les syndicats ne contestent pas le bien-fondé de la réforme, mais sur son contenu (inflationnisme complexe) et sur ses conséquences, c'est-à-dire une multiplication des examens tout au long de la scolarité des élèves.

Le constat dressé par le gouvernement n'est cependant guère contestable : jusque-là, les enfants avaient tendance à abandonner des matières importantes, comme les sciences, la technologie et les langues vivantes, et à se spéciali-



AVEC TOUTS CES CONTRÔLES IL FAUDRAIT PLUS DE PROFES. DONC PLUS D'EXAMENS!

ser trop tôt. Les professeurs, de leur côté, bénéficiaient d'une entière liberté de choisir les programmes et des méthodes pédagogiques.

La loi vise à améliorer la qualité de l'enseignement en imposant un programme commun dans un certain nombre de matières. Or, si la préoccupation pédagogique n'est pas niable, les considérations d'ordre politique ne le sont pas moins, dans la mesure où le contrôle du gouvernement sur le système éducatif est nettement renforcé.

D'autre part, le national curriculum fait partie d'une plus vaste « révolution » du système d'éducation, avec l'introduction de la notion de « marché » : la compétition entre écoles sera désormais la règle, les parents pourront choisir, en fonction des résultats de chaque établissement, lesquels échapperont de plus en plus au contrôle des collectivités locales.

Ce programme national comprend trois « matières fondamentales » (anglais, mathématiques et sciences) et sept autres matières de base (technologie, histoire, géo-

graphie, musique, éducation artistique, éducation physique et une langue vivante), la religion conservant, de plus, une place privilégiée. Au cours de leur scolarité, les connaissances des enfants sont testées par des examens à sept, onze, quatorze et seize ans. A chacun de ces « stades » scolaires correspondent des « objectifs » fixés pour chaque matière, ainsi que des « niveaux » que doivent atteindre les élèves. Le contenu des programmes et des niveaux requis est établi avec un luxe de prescriptions (les trois pièces de Shakespeare que les enfants de quatorze ans doivent avoir lues sont nommément citées...).

Gigantesque bureaucratie

Les tests sont a priori destinés à aider les professeurs à évaluer le niveau de chaque élève, mais ils ont aussi pour fonction de permettre une comparaison des « performances » de chaque école. L'ensemble du système s'accompagne inévitablement d'une gigantesque

bureaucratie, comme l'a démontré la première application de la réforme, c'est-à-dire les tests imposés, en 1991, aux enfants de sept ans.

Telle est la principale critique des enseignants : le national curriculum, estimant-ils, va devenir une énorme machine administrative, ingérable, qui va accaparer le temps et l'énergie des enseignants, au détriment de leur fonction pédagogique. John Patten n'a pas voulu entendre les objections des enseignants et s'est tourné vers la Haute Cour pour lui demander de statuer sur les menaces de boycott des examens. Or celle-ci a décidé, vendredi 2 avril, que la position des enseignants était parfaitement légitime. Le ministre de l'éducation a fait quelques concessions pour simplifier sa réforme, mais il n'entend pas revenir sur son principe.

Que le national curriculum soit ou non amendé, il apparaît, en tout état de cause, urgent de réviser le système d'enseignement britannique. Toutes les études menées, en effet, que la Grande-Bretagne se situe loin derrière ses principaux partenaires : alors que l'enseignement universitaire reste réputé, la masse des élèves quittent l'école à seize ans avec des qualifications extrêmement limitées. A niveaux égaux, le taux de réussite dans trois matières de base (mathématiques, sciences et langue nationale) s'établit ainsi entre jeunes âgés de seize ans : 66 % (France), 62 % (Allemagne), 50 % (Japon) et 27 % (Grande-Bretagne).

LAURENT ZECCHINI

(1) Le GCSE - certificat général de l'enseignement secondaire - est l'examen principal passé par les élèves vers l'âge de seize ans.

Lycées : réforme en suspens

La commission présidée par M. Sepiours et chargée, la semaine dernière par le ministre de l'éducation nationale de réexaminer la réforme du lycée, a été constituée, mardi 13 avril, par la désignation d'une dizaine de membres : elle sera composée de cinq proviseurs de lycée, dont celui de Louis-le-Grand à Paris, et de MM. Jacques Gremadeils, inspecteur d'académie et directeur des services départementaux de l'éducation nationale du Rhône, Daniel Guansse, directeur de l'école centrale et président de la Conférence des grandes écoles, Christian Morin, vice-président du Haut Comité éducation-économie, Henri Peretti, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale, et Pierre Vialle, président de l'université Lyon-II. En outre, M. Bayrou a demandé à la commission d'entendre en priorité trois personnalités : Maurice Allais, prix Nobel d'économie, Pierre-Gilles de Gennes, prix Nobel de physique, et Jacqueline de Romilly, de l'Académie française.

Après ces entretiens, la commission pourra toujours nourrir sa réflexion avec les résultats d'un sondage réalisé au mois de mars à la demande de l'ancienne équipe de la rue de Grenelle. Réalisée par l'Institut CSA auprès d'un échantillon de 608 enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur, cette enquête, non publiée, montre, que, si le corps enseignant est globalement favorable au principe de la rénovation pédagogique du lycée, il reste très sceptique sur son efficacité.

Frès de deux enseignants sur trois (64 %) se déclarent favorables à cette réforme, y compris les professeurs de lycée (65 %). La proportion d'avis positifs est toutefois beaucoup moins forte parmi les agrégés (51 %) que chez les espérans (67 %) et à Paris (56 %) qu'en province (67 %).

Le scepticisme des profs

Deux des principales dispositions de la réforme sont bien accueillies par les enseignants. Ainsi, les trois heures hebdomadaires de modules consacrées à l'apprentissage des méthodes de travail ou à l'aide aux élèves en difficulté frisent l'unanimité : 93 % d'avis positifs. Le regroupement des filières menant au baccalauréat n'obtient pas un tel écart, mais recueille toutefois 59 % d'opinions favorables, et 52 % parmi les professeurs de lycée.

Cet accord de principe masque mal, cependant, un réel scepticisme des enseignants sur l'efficacité des mesures mises en œuvre cette année en classe de seconde et qui devaient être prolongées en première à partir de la prochaine rentrée. Une majorité d'entre eux ne pensent pas que la réforme atteindra ses objectifs. Ainsi, 43 % estiment qu'elle ne permettra pas d'éviter une orientation trop précoce des élèves. Le pourcentage monte jusqu'à 63 % parmi les enseignants de lycée. Le secteur privé, généralement un peu mieux disposé que le public à l'égard de ladite réforme, effiche les mêmes réserves, puisque près d'un enseignant sur deux y doute des effets de ces mesures.

De la même façon, à la question de savoir si la réorganisation des séries peut permettre d'éviter la sélection par certaines filières, comme c'était le cas pour la série C, les professeurs de lycée répondent « non » à 66 %.

Enfin, concernant les effets de cette réforme sur les lycéens eux-mêmes, l'ensemble des enseignants estimant qu'elle devrait principalement leur permettre d'acquiescer davantage d'autonomie par l'assimilation de méthodes de travail personnelles. En revanche, les professeurs de lycée sont nombreux à estimer que la première conséquence de cette réforme serait de compliquer les emplois du temps. Bref, ce n'est pas l'enthousiasme!

M. A.

Toulon s'offre une Maison de l'étudiant

Malgré quelques déceptions, le Béal s'est imposé comme le lieu de vie du campus

Toulon

de notre envoyé spécial

Une Maison de l'étudiant de l'université de Toulon et du Var a pris, en ce début du mois d'avril, ses quartiers d'été. Si l'on ne fait pas encore assez chaud pour se rafraîchir les oreilles dans le bassin pompomment appelé piscine, les étudiants armés de lunettes de soleil ont pris possession des tables installées à l'extérieur de ce bâtiment aux façades vitrées. Inauguré en avril 1992, le Béal (de royaume en provençal) est la première maison de l'étudiant de France à être sortie de terre. L'entreprise est une réussite pour Patrick Musso, responsable local du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS). Le Béal s'est imposé, en quelques mois, comme le véritable centre nerveux de la fac. Mille étudiants, sur les 6 300 de l'université, s'y donnent rendez-vous chaque jour.

L'investissement fut lourd pour cette université de taille moyenne : 5 millions de francs, financés en grande partie par le CROUS (1,5 million de francs), le conseil général du Var (0,5 million de francs), l'Etat (0,5 million de francs) et l'université (0,25 million de francs), le reste étant réparti entre l'Organisation pour le tourisme universitaire (OTU) et l'aménagement de ce secteur.

An res-de-chassée, une cafétéria, gérée par le CROUS, propose un service de restauration rapide à des tarifs dignes d'un restaurant universitaire. Cette brasserie sert en moyenne quatre à cinq cents repas journaliers. Au premier étage, s'est installé le service commun universitaire d'information et d'orientation (SCUIO) et, sur une mezzanine, cent mètres carrés ont été réservés à l'espace « services » : une banque, une librairie universitaire, un service de reprographie et de traitement de texte, et une antenne de l'OTU accueillent les étudiants.

En ne livrant pas le Béal aux seuls entrepreneurs privés, l'expérience

toulonnaise a évité de dénaturer le concept des maisons de l'étudiant. La présence du SCUIO et de la cafétéria en fait un lieu de passage, même si l'absence de local pour les associations d'étudiants vide cette maison d'une partie de son sens. Parmi les sociétés qui ont investi la mezzanine, la plus satisfaisante est, sans aucun doute, celle qui gère l'espace de reprographie. Les étudiants y sont nombreux et le bruit sourd des photocopieuses permanent. L'administration de l'université elle-même utilise ses services.

Déception des libraires

Les autres, en revanche, excepté l'OTU, restent sur leur faim. S'il paraissait évident que la banque (de Crédit agricole) ne pouvait fonctionner à plein régime en se contentant d'installer un simple bureau d'information, la surprise est venue de la librairie. Quartier latin, déjà implantée sur trois cents mètres carrés, dont la moitié est réservée aux étudiants, dans le centre commercial voisin de quelques centaines de mètres, n'arrive pas à faire décoller son anneau sur le campus. Les manuels universitaires restent délibérément sur leurs prétoires, et cet espace réduit est étrangement vide alors que le Béal résonne de rires et de discussions animées.

Ces difficultés ont surpris les libraires. Enthousiastes à l'idée de développer une antenne au sein même du campus, ils ont rapidement déchanté. « Il nous paraissait évident qu'en apportant un service supplémentaire aux étudiants qui sont déjà habitués de la librairie, nous ne pourrions que remporter un succès », explique Magali Girard, propriétaire de Quartier latin. « En fait, cette antenne ne fonctionne pas du tout, et représente même pour nous un manque à gagner. Si nous y restions encore aujourd'hui, c'est uniquement par crainte de voir un concurrent s'y installer. » Quartier latin a pourtant tout essayé : les manuels universitaires, les guides pratiques, les nouveautés

en édition de poche, la carterie, la papeterie, les commandes pour le lendemain... Rien d'y fait.

La spirale de l'échec est incrovable. Non rentable, la librairie du Béal n'est plus ouverte que quelques heures par jour. Cette faible présence est certainement un handicap et accentue encore la faiblesse des ventes. « Les étudiants se rendent toujours dans la grande librairie, comme si l'antenne du Béal n'existait pas. On dirait qu'ils ont besoin de s'échapper du campus, de s'en aller », A moins que ce ne soit le concept d'antenne d'une librairie rebute les étudiants. Les difficultés d'une librairie toulonnaise, qui tente la même expérience sur le campus du Mirail (Le Monde du 28 janvier), celles rencontrées aujourd'hui à Toulon par Quartier latin montrent, en tout cas, les limites des succursales de librairies sur les sites universitaires.

Pas de solution miracle

Le Béal est géré par le CROUS. A l'origine, les maisons de l'étudiant devaient être administrées par les étudiants eux-mêmes ou en association avec eux. Telle était, en tout cas, la philosophie de ces nouveaux espaces imaginés en septembre 1990 par les pouvoirs publics et les syndicats d'étudiants, lors de l'élaboration du plan social étudiant. Ce texte, qui sert désormais de base aux discussions sur les mesures sociales à prendre en faveur des étudiants, envisageait la création, dans chaque université, d'un lieu ouvert aux jeunes où l'on pourrait, par exemple, organiser des ateliers de culture, de sport, de l'université ou local administratif supplémentaire, qui fonctionnerait comme un espace ouvert à toutes les initiatives et proposerait un certain nombre de services encore absents des facultés.

Cette idée générale s'est heurtée rapidement à trois écueils majeurs : premièrement, ces maisons sont rapidement apparues comme un équipement de luxe au moment où l'aug-

mentation du nombre d'étudiants rendait criant le manque de mètres carrés ; deuxièmement, les financiers de ces nouvelles constructions universitaires n'ont pas forcément souhaité investir dans des bâtiments qui leur échapperaient totalement ; enfin, les étudiants, ou leurs organisations représentatives, n'ont toujours pas apporté la preuve qu'ils étaient capables de gérer ces nouvelles structures.

Lors du bilan du plan social étudiant, établi en janvier 1993, l'opinion « maison de l'étudiant » fut jugée négative. Bien peu de ces maisons avaient vu le jour, et certains

projets, rendus publics, s'apparentent à un simple regroupement de sites administratifs de l'université dans un nouveau bâtiment. D'autres pechent, au contraire, par excès de libéralisme, transformant ce qui devait être un lieu de vie étudiant en simple galerie commerciale ou de services marchands. Le Béal de Toulon, en tentant une première expérience, ne propose peut-être pas la solution miracle, mais il a le mérite de fonctionner.

MICHELE AULAGNON

Le Monde de l'éducation

EXCLUSIF

LE PALMARÈS DES IUT ET DES BTS

Spécialité par spécialité, établissement par établissement, les résultats obtenus par les instituts universitaires de technologie (IUT) et par les lycées et les écoles qui préparent aux brevets de technicien supérieur (BTS). A lire absolument avant de choisir son établissement.

• ENQUÊTE : PROFS EN BANLIEUE DES ENSEIGNANTS SE BATTENT CONTRE L'ÉCHEC

Dans certaines banlieues, les enseignants vivent une épopée quotidienne : violences, chahuts, environnement social destructeur. Héros malgré eux, ils sont amenés à faire face, c'est-à-dire à faire travailler leurs élèves. Ainsi, la banlieue est devenue un formidable laboratoire d'innovations qui serviront, demain, dans des quartiers moins difficiles.

• REPORTAGE : LES LANGUES EN MATERNELLE

Quelques écoles et quelques régions expérimentent l'enseignement des langues à la maternelle. Depuis une séance de jeux ou de chansons par semaine jusqu'à un enseignement véritablement bilingue, les initiatives sont multiples, mais le succès n'est pas toujours au rendez-vous.

NUMÉRO D'AVRIL 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

ATTRIBUTIONS. Les projets de décrets d'attribution de compétence du ministre de l'éducation nationale et du ministre de l'enseignement supérieur ont été examinés, vendredi 9 avril, par le Conseil d'Etat et devaient être soumis au conseil des ministres du 14 avril. Ces textes sont d'autant plus importants que, pour la première fois, l'enseignement supérieur est totalement autonome par rapport au ministre de l'éducation nationale et que plusieurs dossiers relèvent, peu ou prou, des deux départements : classes préparatoires aux grandes écoles, sections de techniciens supérieurs et instituts universitaires de formation des maîtres.

Plutôt que de trancher nettement les attributions respectives, sur ces secteurs-frontière, de MM. Bayrou et Fillon, les projets de décret s'efforcent de fixer le cadre d'une coopération entre les deux ministères. La ministre de l'éducation nationale pourra faire appel, « en tant que de besoin », à la direction de l'enseignement supérieur et, inversement, le ministre de l'enseignement supérieur pourra faire appel aux différentes directions de la rue de Grenelle (direction des lycées, direction générale des finances, direction de l'information et des affaires générales). Le tout sous la houlette des deux directeurs de cabinet.

CABINET FILLON. Après la nomination, dès le 1^{er} avril, de Christian Philipp comme directeur de cabinet, le nouveau ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, François Fillon, a complété la composition de son cabinet. M. Jean-Pierre Bardet, professeur d'histoire à Paris-IV, directeur de l'Ecole des hautes études et ancien chef de la mission scientifique du ministère des enseignements supérieurs en 1987-1988, est directeur-adjoint du cabinet. Daniel-Georges Courtois, nommé chef de cabinet, était jusqu'à ces derniers jours sous-préfet de Marnes-la-Maillie.

Parmi les conseillers, Pierre Lottis, directeur de recherche au CNRS et ancien recteur de Caen de 1986 à 1989, sera chargé de la recherche; Denis Margare, ingénieur en chef des mines, des affaires industrielles et budgétaires; Claude Labrun, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et ancien directeur des personnels d'enseignement supérieur (1987-1988), des problèmes de personnel; Claude Griscall, professeur de pédiatrie à l'hôpital Necker, des affaires médicales.

Roland Dobbasch, fils de Charles Dobbasch, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration et professeur de droit à l'université Aix-Marseille-III, sera chargé des affaires juridiques; Alain Bidaud, directeur de recherche au CNRS, vice-président de la Société de démographie historique (que préside Jean-Pierre Bardet), sera chargé des affaires internationales; Jérôme Paolini, chercheur à l'Institut français des relations internationales, prend en charge les affaires européennes et de défense; Françoise Epinette, venue de la direction de l'information et de la communication du ministère de l'éducation nationale, est responsable des relations avec la presse.

EUROPE. La chambre de commerce et d'industrie de Paris vient d'éditer un guide très complet de la formation en Europe. Chacun des programmes et initiatives communautaires (Erasmus, Comett, Lingue, Petra, Tempus, etc.) fait l'objet d'une fiche pratique précisant objectifs, public visé, budgets et aides aux projets, modalités pratiques de participation et sources d'information complémentaire. Un outil très utile.

► **Formation Europe : les priorités communautaires.** 1989, p. 140. F. Renseignements : (1) 49-54-28-54.

ILLETTRISME. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, reste, dans l'immédiat, président du Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme (GPLI), à la tête duquel il avait été nommé en 1987 par M. Chirac et confirmé, en 1989, par M. Rocard. Le GPLI étant rattaché au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, la nomination de M. Bayrou au gouvernement semble rendre difficile son maintien à la présidence du groupe. Finalement, le secrétaire général du gouvernement a estimé qu'il n'y avait pas incompatibilité. A terme, M. Bayrou devrait toutefois passer le relais à un parlementaire.

MANAGEMENT. Pour faire face à la pénurie croissante d'enseignants de management, la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (FNEGE) avait créé, en 1982, un système de bourses et de soutien financier aux étudiants et aux cadres d'entreprise se destinant à la carrière d'enseignant de gestion, ainsi qu'à des jeunes enseignants souhaitant se perfectionner, notamment grâce à des séjours d'études dans des universités étrangères. Ce soutien est renouvelé cette année et une centaine de bourses seront attribuées pour l'année universitaire 1993-1994 pour le financement d'études doctorales, d'un projet de recherche ou d'un séjour de six mois à l'étranger.

► **Renseignements : FNEGE.** 2, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 47-66-03-08 ou Minitel 36 15 FNEGE.

PREMIER MINISTRE. C'est Nicole Ferrier-Caverivière, professeur d'université et ancien recteur, qui est chargée de suivre le dossier de l'éducation au cabinet de M. Balladur, à l'hôtel Matignon.

[Née le 14 août 1945 à Limoges (Haute-Vienne), Nicole Ferrier, née Caverivière, est agrégée des lettres modernes (1968) et docteur en lettres (1978). Professeur au lycée de Montreuil en 1968, elle enseigne ensuite à l'université de Limoges (1969), où elle est successivement assistante, maître assistant, puis professeur, avant d'être nommée professeur à l'université de Paris-VIII-Montparnasse (Paris-XII) en 1982. M^{me} Ferrier-Caverivière a été recteur de l'académie de Limoges entre 1986 et 1989. Trésorière, puis secrétaire générale de la Société d'études du dix-septième siècle, elle est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Image de Louis XIV, dans la littérature française de 1660 à 1715*, paru aux PUF.]

Une nouvelle race de prépas

Les instituts nationaux polytechniques de Grenoble, Nancy et Toulouse lancent, à la rentrée prochaine, des cycles préparatoires atypiques

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

Avec ses huit écoles, ses deux mille cinq cents étudiants et ses huit cents cinquante diplômés par an, l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG) est l'une des plus grosses fabriques françaises d'ingénieurs. Si on y ajoute ses homologues de Toulouse et Nancy, on atteint un potentiel de deux mille deux cents diplômés chaque année, soit que 12 % des flux d'ingénieurs formés en France. Une initiative conjointe de ces trois établissements, présents dans la plupart des domaines scientifiques et techniques, est donc loin d'être négligeable. C'est ce qui est en train de se passer avec la création, à la rentrée prochaine, à Grenoble, Nancy et Toulouse, de « cycles préparatoires polytechniques » destinés à compléter, par une voie originale, le recrutement traditionnel à l'issue des concours ouverts aux élèves de classes préparatoires.

Ces « prépas intégrées » ne sont certes pas inconnues dans les milieux d'ingénieurs français. Si on fait le compte des effectifs des cinq écoles nationales d'ingénieurs (ENI) de Belfort, Saint-Etienne, Metz, Brest et Tarbes, des quatre instituts nationaux des sciences appliquées (INSA) de Rennes, Rouen, Toulouse et Strasbourg, de l'université de technologie de Compiègne et de sa petite sœur de Sévenans (Territoire de Belfort), quelque 12 % des 35 000 élèves-ingénieurs des écoles dépendant du ministère de l'éducation nationale relèvent de ces premiers cycles intégrés. Mais, jusqu'à présent, cette particularité était liée à l'histoire et au statut de ces établissements. Et la plupart des écoles d'ingénieurs mettaient un point d'honneur à recruter leurs élèves dans le vivier des prépas classiques.

L'initiative des trois INP ouvre donc une brèche dans un paysage qui paraissait immuable. « Il n'est pas question de déclarer la guerre aux prépas », s'empresse de souligner Maurice Renaud, président de l'INPG et l'un des principaux initiateurs de l'expérience qui va être lancée à la rentrée prochaine. « Les classes préparatoires nous donnent satisfaction, elles assurent aux élèves des bases en mathématiques et des méthodes de travail très fortes. »

Spécialisation

progressive

Pourtant, cette révérence acquiescente, il ne faut pas de doute que le projet des trois instituts nationaux polytechniques résulte de critiques sévères à l'égard des prépas classiques. La première porte sur le profil des élèves de prépas. « On connaît tous des jeunes, issus du bac E, par exemple, mais aussi du bac C, qui ont un potentiel d'ingénieurs mais qui sont effrayés par les prépas et y renoncent. Il faut être fort intellectuellement mais aussi psychologiquement pour mettre en jeu tout son avenir sur un concours que l'on passera deux ou trois ans après », note M. Renaud.

Deuxième critique : le système des prépas est dominé par le concours de l'Ecole polytechnique et par la hiérarchie rigoureuse de concours et d'écoles qui en découle. « Même si très peu le décrochent, les élèves de prépas sont préparés au concours de l'X plutôt qu'à nos écoles. Ils se retrouvent chez nous par le jeu des classements plus que par motivation et par goût », souligne le président de l'INPG, qui exprime là un sentiment très répandu dans les écoles d'ingénieurs, en dehors du peloton des plus prestigieuses. Bref, le mois homogène des prépas prive les écoles d'un recrutement suffisamment diversifié.

Enfin, manquant aux prépas, selon M. Renaud, « une approche physique des phénomènes », plus concrète et inductive qu'abstraite et déductive, et surtout une dimension professionnelle permettant aux élèves de s'orienter progressivement, en connaissance de cause, « et non pas en trois semaines à l'issue du concours. Quand on a parlé de notre projet aux professeurs de classes préparatoires, ils ont été très intéressés car ils sont tout à fait conscients d'être coincés dans leur carcan ».

Un carcan dont les cycles préparatoires polytechniques lancés par les trois INP entendent précisément sortir. Pour Michel Barbaud, directeur de l'ENSERG (Ecole nationale supérieure d'électronique et de radio-électricité de Grenoble), il s'agit, en effet, d'inventer une formation de premier cycle originale et adaptée aux besoins des écoles.

Ouvrant aux bacheliers des séries C, D, E ou F, le recrutement se fera sur dossier et entretiens de motivation. Il débouchera sur une première année généraliste, commune à tous les étudiants, puis, au terme d'une nouvelle orientation, sur une deuxième année plus spécialisée, préfigurant le choix de l'école de sortie. Tous les élèves du cycle préparatoire pourront, en effet, postuler à l'une des dix-sept écoles regroupées dans les trois INP, voire à d'autres écoles qui se sont déjà déclarées intéressées, en particulier certaines écoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI), dont le concours est, à partir de cette année, géré par les INP.

Les avantages du dispositif sont évidents. Basés, en première année, sur un recrutement plus régional, ces

cycles préparatoires ouvriront, à la sortie, sur un réseau d'établissements offrant aux élèves un choix très large, vers des écoles réparties sur l'ensemble du territoire. C'est une façon, également, de casser la rigidité des prépas intégrées existantes qui obligent les bacheliers à faire leur choix dès le départ et à passer cinq ans dans le même établissement. La structure universitaire des INP permettra, en outre, de faciliter les conventions avec les universités voisines et de multiplier les passerelles pour les élèves qui décideraient de se reorienter vers les premiers cycles scientifiques.

Tutorat

et options

Programmes et pédagogie, qui se veulent novateurs, ont été élaborés en liaison avec des professeurs de prépas intéressés par l'expérience. C'est sur leur conseil notamment que l'emploi du temps hebdomadaire a été établi sur une base de vingt-cinq à trente heures pour éviter la saturation fréquente dans les prépas classiques. A côté des cours classiques (systématiquement assortis de travaux pratiques), plusieurs innovations ont été introduites. En seconde année, les étudiants devront ainsi choisir des cours thématiques parmi cinq grands thèmes des sciences de l'ingénieur (électrologie-électrotechnique-automatique, mécanique, génie chimique-matériau, informatique, agrobiologie) afin de choisir leur voie « de façon plus raisonnée », selon M. Barbaud.

De même un système de tutorat est prévu (cent vingt heures sur une formation totale de mille six cents heures) afin de favoriser une évalua-

tion des élèves plus complète que par les examens traditionnels, permettant de mieux mesurer dynamisme, capacité de travail en équipe, etc. Dans le même esprit, un cours à option d'une quarantaine d'heures offrira à chaque étudiant la possibilité d'étudier à fond, et sur le terrain, un processus ou un équipement scientifique ou technique. Enfin un stage ouvrier de six semaines est obligatoire en fin de cycle.

Reste à amorcer la pompe. Prévue au départ de façon expérimentale, avec une cinquantaine d'élèves dans chacun des cycles préparatoires (Grenoble, Nancy et Toulouse), cette nouvelle filière devrait monter progressivement jusqu'à une centaine d'étudiants recrutés chaque année. Et le ministère de l'éducation nationale, très intéressé par cette initiative, a incité les trois INP à démarrer dès la rentrée prochaine, au lieu de la rentrée 1994 envisagée initialement.

Cette accélération du projet ne va pas sans poser quelques problèmes. De locaux, tout d'abord, et en particulier à Toulouse, ce qui obligera les établissements à trouver, dans l'immédiat, des solutions transitoires. Problèmes de personnel également, chaque cycle nécessitant la création de quelques postes d'enseignants et une dotation d'heures complémentaires permettant de mobiliser les enseignants des INP. Problèmes d'équipement, enfin, dont le coût, évalué à 1 million de francs sur les deux années de lancement pour chacun des sites, ne peut pas, comme dans les prépas classiques installées dans des lycées, être pris en charge par les régions. Il ne faut pas de doute, cependant, pour les initiateurs du projet, que l'innovation est à ce prix.

GERARD COURTOIS

Le feuilleton de la réforme

Le feuilleton de la réforme des classes préparatoires aux grandes écoles va-t-il connaître un nouveau rebondissement ? Le relance, depuis deux mois, par le ministère de l'éducation nationale, des réflexions à ce sujet pourrait le laisser penser, même si le changement de gouvernement et le rappel des épisodes précédents incitent à la circonspection.

La rénovation des prépas, et en particulier des prépas scientifiques menant aux écoles d'ingénieurs, est, en effet, une vieille histoire. Dès 1989, le problème était posé, sous la pression conjuguée de la Conférence des grandes écoles, du ministère et des professeurs de classes préparatoires. Les prépas ont beau constituer la filière la plus prestigieuse pour les bacheliers, soulignent les uns et les autres, elles souffrent de handicaps d'autant plus sensibles que leurs effectifs ont considérablement augmenté depuis dix ans, passant de 28 000 à 47 000 entre 1982 et 1991 pour les prépas scientifiques et commerciales publiques.

Un groupe de travail, constitué en 1990, déboucha au printemps 1991 sur un projet de rénovation des prépas scientifiques qui semblait avoir l'aval de la plupart des partenaires. A l'été 1991 cependant, Claude Allègre, alors conseiller de M. Jospin au ministère de l'éducation nationale, proposait brusquement de ramener à un an la durée des prépas scientifiques. La levée de boucliers était immédiate et obligeait finalement le ministère à renoncer à son projet.

Depuis, c'était le statu quo. Les professeurs de l'Union des professeurs de spéciales (UPS) avaient beau exprimer une inquiétude grandissante devant les difficultés d'élèves de plus en plus nombreux et de niveau inégal, ils avaient beau réclamer un allègement des programmes et dénoncer « un imbroglio de plus en plus préoccupant », selon les termes de leur président, Denis Monasse, rien ne semblait bouger.

Un projet

de décret

La situation s'est pourtant débloquée depuis le début de l'année, à l'initiative du ministère de l'éducation nationale. A l'été 1992, il est vrai, du dossier explosif de la rénovation des premiers cycles universitaires. Constatant, tout d'abord, que le décret général sur les classes préparatoires, formellement prévu par la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur, n'avait jamais été pris, le ministère a bouclé un projet de décret qui a été adopté, à l'unanimité moins une voix, par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNERSE) le 22 mars dernier.

Ce texte organise les classes préparatoires en trois groupes (scientifique, commerciale et littéraire) au lieu de deux auparavant, prévoit d'instaurer, pour chaque secteur, une commission pédagogique nationale et, dans chaque établissement, une commission d'admission et d'évaluation présidée par le proviseur. Il précise, également, d'introduire, durant la première période

(le premier trimestre) de la première année, une phase d'orientation permettant aux élèves qui le souhaitent de changer de voie rapidement. En seconde année est posé le principe d'options permettant de diversifier un peu les parcours. Enfin le projet de décret pose le cadre d'un système de conventions entre classes préparatoires et universités pour faciliter les équivalences.

Sur la base de ce texte, un avant-projet d'arrêté sur les classes préparatoires scientifiques a été soumis à la concertation. Il prévoit un remodelage des différentes filières destiné à clarifier et diversifier les choix offerts aux élèves, une réduction des horaires d'enseignement au profit du travail personnel, de travaux plus expérimentaux et du développement des langues vivantes. Des réflexions plus précises ont été menées sur le secteur de la biologie, des sciences technologiques, des études vétérinaires, mais aussi de façon transversale sur l'enseignement de sciences humaines ou de langues vivantes dans les prépas scientifiques. Enfin les premiers contacts ont été pris avec les responsables des prépas commerciales et littéraires.

Reste à savoir quel sort sera réservé, par le nouveau gouvernement, à ces projets. Une seule chose est sûre : la répartition un peu floue des compétences, sur ce dossier, entre le ministère de l'éducation nationale et celui de l'enseignement supérieur n'est pas de nature à accélérer la rénovation des prépas.

G. C.

Pour savoir ce qui va changer à l'éducation nationale, vous pouvez attendre les circulaires...

La droite gouverne désormais l'Ecole et l'Université. Pour connaître les projets, les décisions des nouveaux responsables, les mutations et les nominations, les restructurations administratives à venir, les réformes pédagogiques envisagées... Bref, pour être informé à temps de ce qui va changer à l'éducation nationale, lisez tous les lundis *La Lettre du Monde de l'éducation*.

La Lettre du
Monde de l'éducation

Quatre pages, tous les lundis pour les professionnels de l'éducation. Une lecture essentielle, particulièrement en ce moment.

Uniquement sur abonnement : 36 numéros par an, 375 F.

مكتبة من الأصل

EDUCATION • CAMPUS

POINT DE VUE

Préserver le plaisir d'apprendre

par Sylviane Gasquet, Gisèle Jean et Hubert Marin

L'UN des grands axes de la rénovation des lycées consiste à tenter de rééquilibrer les sections au sein des lycées d'enseignement général : comment parvenir à diversifier les profils d'« excellentes » alors que l'inclinaison des familles pousse l'élève à demander l'entrée en section scientifique (S), même s'il songe à poursuivre des études tournées vers les lettres ou les sciences sociales.

Infléchir une tendance sociale n'est certes pas chose aisée. Encore faut-il, pour choisir, que parents, enseignants et élèves soient informés largement et suffisamment tôt. Et que l'on ne fasse pas semblant d'ignorer que les projets d'orientation s'élaborent tout au long de l'année de seconde. Faut-il taire que, pour la poursuite d'études longues en économie ou dans le haut enseignement commercial, la nouvelle section économique et sociale (ES), si possible accompagnée de l'option mathématiques, devra être la voie naturelle énoncée ? Faut-il éviter de mentionner l'option mathématique pour ne pas risquer de nuire à l'option sciences économiques et sociales ? Mais à ce petit jeu, l'élève moyen hésitant continuera à choisir la voie scientifique (S), même si l'économie est son centre d'intérêt : nos élèves nous le disent déjà.

La chasse à l'effectif

Car la question est bien là : comment maintenir les effectifs des sections scientifiques, tout en attirant les futurs « prépa HEC » ou premiers cycles universitaires d'économie vers la section ES ? Dire que cela n'est pas contradictoire prouve une réelle méconnaissance des pratiques scolaires.

Pourquoi ne pas reconnaître qu'une légère baisse du nombre de bacheliers scientifiques n'induirait pas nécessairement, un moins grand nombre de poursuites

d'études scientifiques ? Car « une grosse part d'un petit gâteau peut-être aussi intéressante qu'une petite part d'un gros gâteau ». En un mot, veut-on plus de bacheliers S ou plus de scientifiques ?

Alors que, pour la première fois, le programme de mathématiques n'est pas une portion du programme de la section sciences (ce qui jusqu'à présent renforçait l'effet de la hiérarchie des sections), le risque est grand de voir jeter le décri sur les nouveaux contenus.

Apprendre à raisonner, à exercer un esprit critique à propos d'informations basées sur les chiffres est déjà caricaturé en « mathématiques utilitaires ». Comme si l'on réduisait la subtilité de l'apprentissage de la musique à l'apprentissage des gammes !

Le choix de l'élève

Travailler l'analyse en appuyant davantage sur les représentations graphiques, proposer d'atteindre une meilleure compréhension de ce que l'élève manipule est parfois présenté comme un handicap possible pour suivre les mathématiques proposées en DEUG sciences économiques ou en préparation HEC. Si tel était le cas alors, peut-être faudrait-il s'inquiéter des mathématiques offertes en premier cycle universitaire et éclaircir leur finalité. Ces mathématiques servent-elles l'économie ou l'économie du système universitaire ?

Dans toute activité mathématique (numérique, graphique et algébrique), mettre du sens à ce que l'on fait est tout autant un élément de réussite scolaire qu'une base fondamentale de la construction de soi. Ceux qui freinent cette évolution défendent, de fait, la fonction de sélection sociale des mathématiques.

Au cours de ses années

d'études, l'élève doit prioritairement se former, tout en affinant progressivement ses choix d'orientation. Subir, dès seize ans, les pressions dues aux difficultés d'emploi, suivre des études dont on n'a pas vraiment le goût, peut conduire l'élève à la semi-compréhension, au travail superficiel ou même parfois plus gravement, à une angosée profonde.

N'empêchons pas un élève aimant les sciences d'aller en S, même s'il évoque un projet, à plus ou moins long terme, d'aller vers des études d'économie ou de gestion. En revanche, n'obligeons pas l'élève peu attiré par les sciences à travailler trois disciplines scientifiques. Permettons à l'élève intéressé par le monde contemporain, amoureux d'apprendre à maîtriser l'information, ayant le goût de l'argumentation, de soutenir ses efforts en allant dans une section de son choix. Laissons-le s'appuyer sur le plaisir d'apprendre afin qu'il ne sorte pas du système scolaire diplômé en mieux, mais peut-être sans curiosité.

Si nous nous sommes engagés à travailler à la réforme des lycées, si nous avons souhaité écrire ce texte, ce n'est pas pour défendre une école, mais pour mieux aider nos élèves en préservant avant tout leur goût d'apprendre. C'est en eux-mêmes qu'ils devront puiser pour résister, se former, évoluer sans cesse dans le monde du vingt et unième siècle qui sera le leur.

Sylviane Gasquet est professeur de mathématiques, membre du groupe technique disciplinaire de mathématiques ; Gisèle Jean est professeur de sciences économiques et sociales, et présidente de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales ; et Hubert Marin est professeur de sciences économiques et sociales et membre du groupe technique disciplinaire d'économie.

COURRIER

Le vrai salaire des profs

La publication, dans le Monde du 11 février, des résultats d'une enquête du ministère de l'éducation nationale sur le revenu des enseignants nous a valu un courrier volumineux, dont nous publions quelques extraits.

« Dementia pedagogica »

Je fais partie des enseignants qui travaillent entre cinquante et soixante heures par semaine (sans cours particuliers ni travaux annexes), après enquête minutieuse effectuée par mes proches, excoffés de me voir à mon bureau tous les jours que Dieu fait. Je suis par ailleurs assez indifférent à ce que je gagne : de toute façon, le temps que je consacre à mon travail, que j'aime beaucoup, m'empêche d'avoir des loisirs (...).

Je serais tout à fait heureux de vaquer dans l'après-midi à mes œuvres pédagogiques si je ne trouvais sans cesse devant moi le mépris général pour la paresse bien connue des enseignants. Même si on a derrière soi presque vingt ans de flamme, il est peu toujours encourageant de se heurter à la désapprobation ironique ou apitoyée des collègues plus expéditifs, à l'indifférence fréquente de l'administration (elle même pas toujours encline à un labeur forcé) et, surtout, au scepticisme de l'opinion. Heureusement, les élèves restent des témoins chaleureux (quoique respectueusement distants : fait-on jamais la contagion...), de la dementia pedagogica qui agit certains d'entre nous (...).

CHANTAL BONNE-DUBINE
agréée de lettres (Créteil)

1 792 heures par an

Je serais très curieux de connaître la façon dont la Direction de l'évaluation et de la prospective du ministère calcule cette moyenne de 29 à 36 heures de travail par semaine (1 100 à 1 350 heures par an) dont elle crédite (?) les professeurs agrégés et certifiés. Depuis longtemps excoffé par l'opinion qui prétend à ce sujet, je me suis en effet astreint, du 1^{er} septembre 1991 au 31 août 1992, à décompter soigneusement mon temps de travail, strictement défini de la

façon suivante : cours et « colles », préparation des cours stricto sensu (ce qui exclut, par exemple, la lecture d'ouvrages qui ne semblent pas en rapport direct avec le programme de l'année, quand même on pourrait les considérer comme « professionnels »), correction des copies (environ 1 400, participation à des jurys de concours (autre plusieurs réunions, correction de 170 copies), surveillance d'exams et concours, participation et conseils de classes, réunions de professeurs, entretiens demandés par des élèves, rédaction de quelques articles sur les programmes.

Le total auquel je suis parvenu est de 1 792 heures, soit environ 47 heures par semaine, l'équivalent, donc, du temps de travail des plus diplômés parmi les cadres administratifs et commerciaux des entreprises. Le tout pour un revenu mensuel moyen, avant impôts, de 24 669 francs en 1992.

Pour autant, je ne me plains pas du rapport entre mon temps de travail et mon revenu, même par comparaison avec mes « homologues » du secteur privé : la sécurité de l'emploi, l'autonomie, la collégialité, même partielle, du travail et des loisirs sont des avantages difficiles à chiffrer. Ce qui me choque cependant, c'est d'abord le mépris dans lequel le ministère charge de les délivrer tient les diplômés de ses propres fonctionnaires. Plus on est diplômé, en effet, et plus l'écart des rémunérations par rapport aux cadres de niveau équivalent s'accroît (...). C'est ensuite que le mérite ou le démerite des enseignants n'a, comme chacun sait, guère d'influence sur leurs carrières ni sur leurs rémunérations (...). C'est enfin les scandaleuses conditions de travail qui sont les nôtres (...).

PIERRE D'ALMEIDA
professeur en classes préparatoires (Tours)

Les pieds dans l'arène

(...) L'objectivité exigeait que l'on présente les enseignants les mieux payés comme une minorité fort restreinte, et les moyennement payés comme la majorité ; ce qu'ils sont également. Mais, direz-vous, (et d'ailleurs vous le dites), il y a les primes, les indemnités, les heures supplémentaires... Une prime de 6 000 francs par mois, est-ce un avantage usé ? Je connais des professeurs qui abandonneraient volontiers cette prime contre l'assurance de mesures concrètes destinées à rendre leur travail plus aisé, ou simplement possible, dans leur établissement d'affectation : où sont les surveillants compétents, les salles dont les cloisons permettent de ne pas profiter du cours du collègue d'à côté, les

espaces de travail pour se concerter et préparer des activités communes ?

Ces détails, le bruit, la violence entre les élèves, les bavardages, l'indiscipline limite de certaines classes, l'absence de surveillance continue dans les cours et les couloirs... doivent paraître bien futiles à qui n'a jamais mis les pieds dans l'arène. Il est plus simple, en effet, et plus simpliste d'utiliser la stratégie bien connue qui consiste à faire des victimes les coupables et à désigner un bouc émissaire (...).

MARLAINE CACOUAULT
maître de conférences (Dijon)

Enseignants surmenés

(...) Au chapitre des rémunérations, il faut en finir avec les vieilles lunes. A combien, à titre indicatif, l'heure du prof besogneux qui se fait des sous en sus en corrigeant des copies d'agrégation (je choisis à dessein les mieux payées, et au taux majoré de 37,06 francs) ? (...) La seule copie qui peut vraiment - il faut oser le dire - être la copie blanche. Avec elle, au moins, pas de nuit blanche !

Quant au calcul du travail effectif des enseignants, les estimations de la Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) me dépassent : vingt-neuf à trente-six heures par semaine, en comptant les heures supplémentaires. A coup sûr, ils ont un grain de coque quelque part dans leur sabbat. Que l'on cesse, de grâce, le faux procès. Mieux payés, les enseignants seraient certes plus heureux et on ne ferait que leur accorder leur dû. Mais ce qui importe avant toute chose, c'est de mettre un terme à ces calculs spécieux autour de la durée effective de leur temps de travail : les enseignants sont surmenés et, qui pis est, malmenés pour nombre d'entre eux. Cela creve les yeux.

MONIQUE MICHAUD
agréée (Poitiers)

Pas de moyenne possible

(...) Certains enseignants sont justement payés par le salaire qui leur est actuellement versé. On doit reconnaître que leur semaine de travail n'est pas très lourde. En revanche, d'autres sont nettement sous-payés. C'est le cas de tous les certifiés du second cycle. Et la « moyenne de travail » sur des cas aussi différents que ceux des sept cent mille enseignants de l'éducation nationale n'est pas satisfaisante tellement les « métiers » présentent, dans cet organisme unique en apparence, des conditions contrastées.

MARIE ROUZEAU
(Guitard)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »,

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Impression

du « Monde »

12, rue de Valenciennes

94852 Ivry-sur-Seine

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 206.808 F

Le Monde
PUBLICITE

Président directeur général :

Alain Lehoucq

Directeur général : Michel Cui

Membres du comité de direction :

Jacques Gali, Philippe Dupuis,

Isabelle Tardif,

15-17, rue du Colonel-Henri-Avin

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-52-72-72

Téléc : MONOPUB 434 128 F

Téléc : 44-63-98-73 - Société Éditrice

de la SARL Le Monde et de l'Union de la Presse

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composant 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapes LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-80-30-10

Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS
PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25 (de 9 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	EUROPE	AMÉRIQUE	AUTRES
3 mois	504 F	572 F	798 F	798 F
6 mois	1 008 F	1 144 F	1 596 F	1 596 F
1 an	1 998 F	2 288 F	3 192 F	3 192 F

ÉTANGERS : par voie aérienne, sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessous

« LE MONDE » (ISSN - publié le vendredi 15 mai 1993) est une publication hebdomadaire. Pour les abonnements, voir les conditions de vente et les tarifs sur demande. Les abonnements sont facturés en francs français. Les abonnements sont facturés en francs français. Les abonnements sont facturés en francs français.

CHANGEMENTS D'ADRESSE : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les nouveaux chèques en espèces d'imprimerie.

301 MON 01 PP Paris RP

Mastère Gestion de la Qualité

délivré par

L'institut national agronomique Paris-Grignon

Formation aux métiers de responsable de la qualité (production, certification, MSP, laboratoire...) dans les Industries Agroalimentaires, la Pharmacie et les Industries et services de l'Environnement.

Recrutement pour l'année scolaire 1993-1994 :

Date limite de dépôt des candidatures : 15 mai 1993.

Diplôme exigé : diplôme d'ingénieur, ou diplôme de vétérinaire, ou 5^e année de pharmacie, ou DEA de chimie, biologie ou biochimie.

Renseignements : M^{me} Boyer, INAP-G, 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 05. Tél. : 44-08-16-45. Fax : 44-08-16-53.

...ou recevoir tous les lundis la Lettre du Monde de l'éducation

ABONNEZ-VOUS - 1 AN : 36 N° = 375 F - Tarif spécial pour les abonnés au Monde de l'éducation : 300 F - Indiquez votre numéro d'abonné

Nom : _____ Prénom : _____ Profession (facultatif) : _____

Adresse : _____ Code postal : _____ Ville : _____

☐ Vous trouverez ci-joint mon règlement de : ☐ 375 F ☐ 300 F - Votre n° d'abonné : 9 _____

☐ chèque bancaire ou postal

☐ Carte bleue n° : _____ Expire fin _____

☐ Carte Amex n° : _____ Expire fin _____

La Lettre du Monde de l'éducation

Date et signature obligatoires _____

La Lettre du Monde de l'éducation - Service abonnements - 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine Cedex

ÉCONOMIE

La réunion ministérielle du G7 à Tokyo

BILLET

Le test de l'assurance-chômage

Depuis l'arrivée de M. Balladur au gouvernement, l'expression « état de grâce » rendit tout doucement. A plusieurs signes, il est manifeste que le premier ministre aborde les dossiers sociaux en souplesse et qu'il souhaite se donner le temps de la discussion. Ne serait-ce que pour ne pas heurter, dans cette délicate période qu'est la cohabitation « bis ». Mais pourra-t-il prolonger durablement ce moment privilégié ? Comme toujours dans ces cas-là, l'appel pressant pour un retour aux réalités vient des proches. Mus par l'urgence de certains dossiers, ce sont fatalement eux qui rompent le charme. Au risque de provoquer les premières tensions.

Cela vient de se produire avec l'entretien du président de la commission sociale du CNPF que publie, mercredi 14 avril, le quotidien *Le Monde*. Desfossés. « Fin mai, l'UNEDIC ne pourra plus payer les chômeurs », prévient Jean Domenge, qui réclame aux pouvoirs publics, pour 1993, « une aide complémentaire d'environ 10 milliards ». Jusqu'à présent, le patronat avait évité d'employer un ton alarmiste, au moins publiquement. Il avait indirectement laissé ce soin à la CGT et surtout à Marc Blandel, secrétaire général de FO, qui justifiaient ainsi leur refus de signer la dernière convention du régime d'assurance-chômage. Pour autant, le CNPF se montrait anxieux, voire fébrile, ces dernières semaines. A suivre une détérioration des comptes de l'UNEDIC qui s'accroît, au point que le déficit cumulé pourrait dépasser 31 milliards de francs à la fin de l'année, M. Domenge avait même imaginé de convoquer, à la mi-mars, la réunion de bilan prévue le 4 mai par les accords. Ce qui, à l'époque, en pleine campagne électorale, aurait été du plus mauvais effet. Plutôt que de céder à la panique, le dirigeant patronal a donc préféré craquer maintenant et, par voie de conséquence, il prend, le premier, la responsabilité de mettre le nouveau gouvernement au pied du mur.

En tirera-t-il avantage ? Dans la négociation qui s'engage, M. Domenge avance des exigences qui font écho aux engagements électoraux de la nouvelle majorité. C'est ainsi qu'il demande une séparation différente et plus nette entre l'indemnisation par l'assurance-chômage et celle qui relève de la solidarité, financée par l'Etat. Sur ce point, il en profite pour récusar par avance toute renonciation aux baisses de cotisations UNEDIC prévues le 1^{er} juillet, et cela au nom du discours sur l'allègement des charges. Voilà donc le CNPF qui oblige M. Balladur à un premier test.

ALAIN LEBEAUBE

Reprise du trafic aérien en 1992, notamment aux Etats-Unis. — Le trafic des principaux aéroports mondiaux a connu en 1992 un « sur-saut » après la tourmente de 1991, notamment aux Etats-Unis, selon l'étude annuelle d'*Aéroports magazine*. Avec 50,4 millions de passagers (+11,2 %). L'aéroport de Paris occupe la septième place mondiale, devant Chicago (68 millions) et Londres (67 millions). Aux Etats-Unis, la progression du fret est supérieure à celle des passagers, signe d'une légère reprise de l'activité, alors que l'on constate une évolution inverse en Europe et en Asie.

Le Japon décide d'accroître son aide à la Russie

Hôte de la réunion ministérielle du G7, critiqué par ses partenaires pour ses réticences à aider davantage la Russie, le Japon s'efforce de regagner du terrain. Tokyo a décidé d'accroître à Moscou une assistance bilatérale de 1,82 milliard de dollars (plus de 9,8 milliards de francs), soit le montant le plus élevé après celui décidé par les Etats-Unis.

TOKYO

de notre correspondant

Le ministre des affaires étrangères, Kobayashi, a officiellement confirmé que le Japon ne ferait pas dépendre l'assistance accordée par la Russie à la résolution du contentieux territorial entre les deux pays, c'est-à-dire le sort des quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles.

Au cours d'une conférence de presse donnée mardi 13 avril, le ministre a déclaré que le Japon entendait séparer les deux questions : « La crise que traverse la Russie doit prévaloir sur toute autre considération », a-t-il déclaré, ajoutant que son gouvernement poursuivait ses efforts pour résoudre le problème territorial.

Cette réorientation de la diplomatie japonaise, qui auparavant liait la question territoriale à celle de l'aide à la Russie — réorientation sensible depuis que Tokyo décida, sous la pression de ses partenaires, d'organiser la réunion ministérielle des 14 et 15 avril (le *Monde* du 27 mars) — est donc désormais officielle.

Cherchant à profiter de ces bonnes dispositions, même si elles sont un peu forcées, le président Eltsine a annoncé son intention de se rendre prochainement au Japon, peut-être en mai. Tokyo a accueilli cette information avec surprise et perplexité.

Selon le correspondant de l'*Asahi* à Moscou, les dirigeants russes cherchent à tirer partie de la pression exercée sur le Japon par les grands pays industrialisés pour rattraper la visite annulée de manière abrupte en septembre dernier, précisément en raison de l'intransigeance de Tokyo sur la question territoriale. M. Eltsine peut maintenant espérer ne pas se heurter à de trop pressantes exigences japonaises. Son voyage doit faire l'objet, mercredi, des entretiens entre le ministre russe des affaires étrangères, M. Kozirev, et son homologue japonais.

TOKYO

Fortes appréhensions

L'aide japonaise à la Russie est restée jusqu'à présent modeste : les 2,8 milliards de dollars annoncés en octobre 1991 comportent une enveloppe de 1,8 milliard d'assurance-crédit, dont seulement 800 millions ont fait l'objet d'un accord commercial. En matière d'aide humanitaire et technique, le Japon n'a versé que 84 millions de dollars. Une aide humanitaire

(100 millions de dollars), accordée en octobre 1992, est en cours d'exécution.

Le nouveau train de mesures proposées par les Japonais comporte des prêts de la Banque d'import-export d'un montant de 1,5 milliard de dollars destinés au développement de la production d'énergie et aux assurances des échanges commerciaux entre les deux pays, une aide humanitaire (100 millions) et une contribution (120 millions) à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) destinée à la promotion des petites et moyennes entreprises.

Le Japon fournira aussi une aide gratuite de 100 millions de dollars destinée au démantèlement de l'arsenal nucléaire russe et à la construction de dépôts pour les déchets.

Les informations selon lesquelles les sous-marins nucléaires russes devraient leurs combustibles usagés en mer du Japon, faute de dépôts pour les stocker, a suscité de fortes appréhensions dans l'opinion publique japonaise. Tokyo attache donc une importance particulière au fait que la Russie puisse traiter les matières dangereuses extraites des armes nucléaires démantelées.

Selon la presse, le ministère des affaires étrangères russe, en outre, demanderait une aide de 500 millions de dollars à cet effet. Le gouvernement japonais serait prêt d'autre part, avance le *Yomiuri*, à fournir une aide d'urgence de 1 milliard de dollars à l'Ukraine et au Kazakhstan afin d'encourager ces Républiques à signer le traité de non-prolifération nucléaire.

Désormais engagés plus profondément dans le programme d'aide

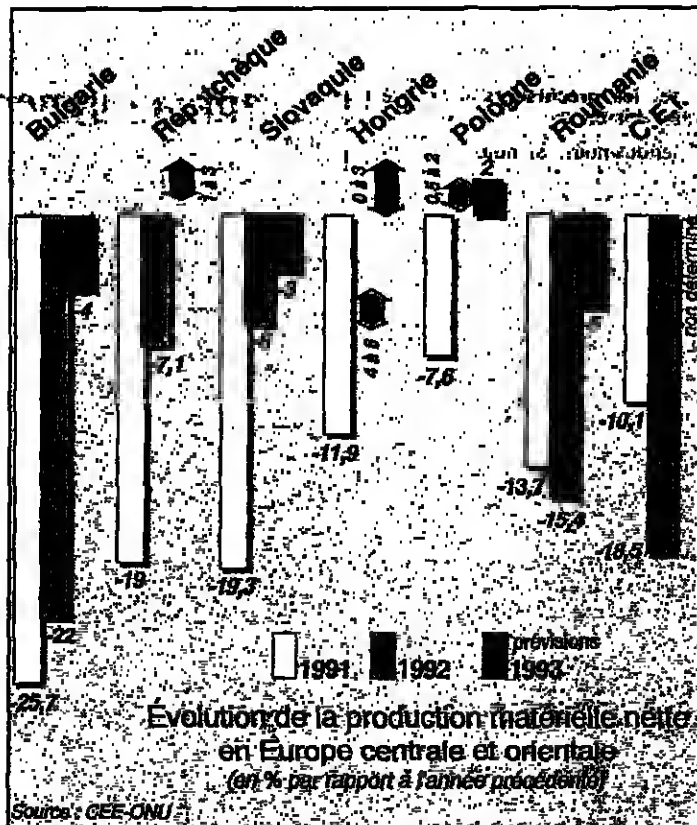
occidentale à la Russie, les Japonais n'en sont pas moins partagés sur le bien-fondé de cette politique. La presse se fait largement l'écho des réticences qui se manifestent au sein même de l'administration.

Le journal économique *Nihon Keizai* souligne par exemple la pauvreté du bilan du gouvernement Eltsine, estimant que les Occidentaux ont une part de responsabilité dans la crise que traverse la Russie : l'assistance étrangère d'aidera pas forcément le chef de l'Etat russe, ajoute le journal. Certains commentateurs font en outre valoir que l'aide considérable reçue par la Russie, dont l'efficacité est loin d'être démontrée, risque de paillard aux yeux des pays du tiers-monde l'expression d'un favoritisme exorbité à leurs dépens. D'autres estiment que, si l'aide humanitaire doit être mise en œuvre indépendamment de l'effort des Russes, le coopération multilatérale doit être soumise à de plus sévères conditions. Moscou devrait mettre un peu d'ordre dans son système financier.

Les Japonais estiment enfin que l'un des piliers de l'aide occidentale à la Russie doit porter sur la formation des responsables à l'économie de marché. Le ministère des affaires étrangères propose la création d'un centre de formation de stagiaires russes ou d'autres Républiques issues de l'ex-URSS. Tokyo engage les autres membres du G7 à faire de même.

PHILIPPE PONS

Les évolutions divergentes des pays d'Europe de l'Est



Reprise en Pologne, frémissements en Hongrie et en République tchèque... mais crise économique noire en ex-URSS, en Bulgarie ou en Roumanie. L'ancien bloc communiste de l'Europe est aujourd'hui formé de régions très contrastées, souligne le rapport de la commission économique pour l'Europe de l'ONU (CEE-ONU), publié à Genève mardi 13 avril.

Pourtant, la production a très fortement baissé depuis la chute des régimes communistes : 30 % en moyenne et au total depuis 1989. En Pologne, en République tchèque, en Hongrie, la croissance rapide du secteur privé (qui représente entre 25 % et 50 % du total de l'activité), les réformes économiques globales et l'ouverture commerciale permettent d'anticiper une certaine reprise en 1993. En revanche, les experts de l'ONU ne se risquent pas à faire de prévisions pour la CEI, où la production industrielle nette (l'équivalent du PIB) a chuté de 19 % l'an dernier. Dans les pays baltes, la situation a été plus grave : la chute de la production ayant atteint l'an dernier 28 % en Estonie, 35 % en Lituanie, et 44 % en Lettonie.

Au total, 6,5 millions de personnes étaient sans emploi à l'est fin décembre, le taux de chômage variant de 5,1 % de la population active en République tchèque à 8,4 % en Roumanie, 12,3 % en Hongrie, 13,6 % en Pologne, 15,9 % en Bulgarie, tout en demeurant artificiellement bas dans l'ex-URSS.

Une fois de plus, les experts de l'ONU se livrent à une analyse très critique de l'attitude occidentale à l'égard des pays en transition. Le groupe des Sept envisage uniquement des actions à court terme, surtout lorsqu'il perçoit le danger d'une crise politique majeure, estime-t-il. L'un des pires scénarios décrits serait « une liste de mesures à court terme, conçues en hâte avec un maximum de publicité, mais ne traitant pas des problèmes sous-jacents et chroniques de l'instabilité monétaire et des changements structurels ». A l'inverse, l'organisme de Genève préconise la mise en place de flux d'assistance technique et financière stables, échelonnés sur une période de huit à dix ans. Il rappelle aussi que les pays d'Europe centrale ont aussi besoin d'aide, d'autant qu'ils reçoivent un montant très limité d'investissements privés (3 milliards de dollars en 1992). L'an dernier, les flux d'aide multilatérale sont tombés à 5 milliards de dollars, contre 8,5 milliards l'année précédente. Les pays occidentaux auraient apporté 40 milliards de dollars au total dans l'ensemble des pays en transition, alors que, elle seule, l'Allemagne aurait versé 96 milliards de dollars à l'ex-RDA.

F. L.

L'économie russe en dépression

L'aide à la Russie nécessite, en préalable, un « audit » de l'économie russe. Tous les experts qui travaillent au chevet de la Fédération reconnaissent cependant que, du fait de l'explosion de l'économie privée, légale et illégale (près de 30 % de l'activité du pays environ), comme de l'affaiblissement de l'administration économique, les statistiques disponibles sont souvent peu significatives. S'ils doivent être manipulés avec précaution, les chiffres disponibles révèlent néanmoins un état de crise grave.

Ainsi, pour la troisième année consécutive, l'activité aurait, à nouveau, fortement chuté en 1992. Suite à la réforme de l'évaluation engagée au début de l'année, le produit national brut (PNB) russe aurait baissé l'an dernier de 19 %. Il serait ainsi inférieur de près de 30 % à son niveau de 1989. La chute de la production a notamment affecté le secteur pétrolier. Les revenus de la population auraient diminué dans les mêmes proportions. Le salaire mensuel moyen serait autour de 12 000 roubles, soit environ 20 dollars au taux de change actuel. Le chiffre d'affaires du commerce de détail aurait été, en 1992, inférieur de 45 % à son niveau de l'année précédente.

La pauvreté s'est fortement accrue. D'après l'étude de la commission économique pour l'ONU rendue publique mercredi 14 avril, le nombre de personnes considérées officiellement comme vivant en dessous du seuil de pauvreté (un revenu inférieur au minimum de subsistance) aurait plus que doublé en 1992, passant de 12 % à 29 % de la population. Le chômage reste cependant limité, entreprises et administrations conservant leur personnel. Au 1^{er} avril 1993, le nombre des chômeurs officiellement recensés s'élevait à 730 000, soit 1 % environ de la population active russe. En publiant lundi 12 avril ces statistiques, le service fédéral de l'emploi ajoutait qu'il fallait au moins ajouter à ces chômeurs recensés 1,5 million de chômeurs cachés.

La fuite des capitaux

La chute de la production s'accompagne d'une fuite des capitaux, devenue la mannaie et d'une envolée des prix, officiellement libérés pour la plupart depuis le 2 janvier 1992 et la réforme de M. Egor Gaidar. L'inflation aurait été de 2 000 % en 1992. Elle restait de 30 % en janvier 1993 et aurait amorcé une décélération depuis. D'après Boris Fiodorov, vice-premier ministre chargé des réformes économiques, les prix n'auraient crû que de 17 % en mars 1993. Alors qu'un déficit budgétaire limité à 5 % du PNB avait été prévu dans le cadre des relations entre Moscou et le FMI (Fonds monétaire international), le déficit a représenté en 1992 environ 17 % du PNB.

Le rouble fait l'objet depuis juillet 1992 d'une notation officielle lors d'enchères bi-hebdomadaires au cours desquelles les entreprises peuvent échanger leurs devises. Le taux, désormais unique, du rouble s'est effondré vis-à-vis du dollar, monnaie qui joue un rôle éroissant dans l'économie russe. Un dollar valait 100 roubles au début de 1992, il cotait 766 roubles mardi 13 avril.

Le commerce extérieur de la Russie a été profondément affecté par la crise intérieure. Les exportations comme les importations auraient diminué d'un quart environ en 1992. La balance des comptes courante en devises, qui avait dégagé un surplus de 9 milliards de dollars en 1991, aurait enregistré un déficit de 5 milliards en 1992. Certaines exportations (pétrole et matières premières notamment) sont le support d'opérations organisées de fuite des capitaux, les entreprises, ne recevant pas les devises correspondantes mais les plaçant dans les coffres de banques étrangères. Le montant des capitaux ainsi détournés dépasserait les 15 milliards de dollars.

ERIK IZRAELWICZ

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

Tous paysans !

Suite de la première page

Dans une économie mondialisée, où la mondialisation interfère avec le local, la plupart des marchés progressent peu ou stagnent. S'il devait y avoir une reprise, ses effets seraient dilués et, en tout état de cause, ne se traduiraient que tardivement en créations d'emplois supplémentaires. En attendant, inexorablement, la pression des gains de productivité et les exigences de la compétitivité continueront de produire des défaits. A raison de progressions qui vont jusqu'à l'objectif de 12 % retenu par le groupe PSA pour 1993, on ne voit pas comment les effectifs ne seraient pas les victimes de cette fuite en avant ou ne seraient pas l'objet de « plans permanents » de réduction.

Troublantes similitudes

« Et si nous étions tous des paysans ? » Observée en chiffres, la similitude des trajectoires est frappante. En 1962, selon les statistiques de l'OCDE, la France comptait 21,3 % d'agriculteurs, exploitants ou salariés, dans sa population active totale. Il n'y en avait plus que 5,5 % en 1992, et la chute n'a été à aucun moment ralentie au cours de ces trente ans. Dans l'industrie, quoique moins rapide, un mouvement identique est engagé. En augmentation jusqu'à un « pic » en 1973, la part des emplois industriels dans la population active totale se réduit depuis. Elle était de 39,6 % à la fin de 1972. Plus significatif encore, le nombre des salariés, en 1986, correspondait presque exactement au celui de 1954 : 4 754 600 contre 4 792 000. Heureusement que, pendant toute cette période, les effectifs employés dans les services du tertiaire n'ont pas manqué de croître, pour compenser. Mais l'on sait que cette source s'est, à son tour, pratiquement tarie en 1992.

A poursuivre l'analogie, la « sinistrose » menace. Entamée avant-guerre, la modernisation de l'agriculture s'est ensuite accélérée comme dans nul autre secteur d'activité jusqu'ici. A grands efforts d'investissement, le monde agricole a entrepris une rationalisation sans précédent, jamais terminée. Au prix d'un désastre humain que symbolise l'exode rural puis le dépeuplement des campagnes, il a accompli sa restructuration, elle aussi sans fin. Ses gains de productivité, toujours plus élevés, lui ont permis d'améliorer sa capacité productive, en quantité et en qualité, avec, contrairement, une main-d'œuvre de moins en moins nombreuse.

On s'en rend compte maintenant, ce processus de la performance a abouti au comble de l'obsolescence. Compétitive, l'agriculture française est désormais surproduite et le cycle s'achève, dans la confusion, par la mise en place de quotas puis, plus troublant encore, par le retour de la jachère. A tel point qu'un peut se demander si les agriculteurs ne manquent pas d'avoir été si volontairement modernes, tandis que le tiers-monde crève de faim.

Dès lors, à quelques mots près, le même raisonnement pourrait s'appliquer à d'autres secteurs, à commencer par l'industrie, avant

que le phénomène de la « délocalisation », pour des activités tertiaires très techniques, ne prenne de l'ampleur. Et si le monde industriel était en train d'emboliser le pas aux agriculteurs ? Et s'il suivait « le modèle paysan », à son tour entraîné, selon la même logique, à des extrémités semblables ? Après tout, ce n'est pas impossible.

A force de se moderniser et de se battre pour sa compétitivité, l'industrie perd d'autant plus des emplois que l'importance de ses investissements ne coïncide plus avec la croissance des marchés. Comme pour les produits alimentaires, l'absence d'une demande solvable à terme, dans les pays en voie de développement, empêche de retrouver un équilibre général en même temps qu'elle prive les capacités productives d'une porte de sortie. Bien équipés, on bénéficie d'un coût salarial faible dans le cas des nouveaux pays industriels (NPI), les nations industrialisées sont condamnées à se battre entre elles dans une rivalité mortelle dont personne ne devrait se prétendre vainqueur.

Le monde rural à l'avant-garde

Mais, si ce qui arrive aux agriculteurs préfigure ce qui peut advenir du reste de l'économie, y compris socialement, il convient aussi de réviser — et d'urgence — l'appréciation que, globalement, l'opinion a toujours portée sur les malheurs paysans. Or, que n'a-t-on pas dit ou laissé entendre à leur propos ? Qu'ils étaient passés, que leur déclin sanctionnait leur refus du progrès, que leurs attitudes « corporatistes » démontaient bien leur attachement à des valeurs ringardes, et ainsi de suite. Il était de bon ton d'incriminer la puissance d'un groupe de pression, sans commune mesure avec le poids réel du monde rural ; il serait temps de considérer que, au contraire, ils constituaient l'avant-garde, les précurseurs de notre propre histoire.

Médisons-nous. Si nous ne manquons pas de critiquer sévèrement les formes de lutte « catégorielles » qu'utilisent les milieux agricoles pour se défendre, il faut également redouter que d'autres professions ne soient conduites aux mêmes excès, à l'avenir. Juste avant les vacances de l'été 1992, les chauffeurs-routiers ont déjà utilisé ces méthodes musclées. Cet hiver, les marins-pêcheurs n'ont pas été moins querelleurs. A qui le tour, la prochaine fois, les mêmes causes produisant les mêmes effets ? Dans un corps social menacé d'implosion par le chômage et la récession, chacun peut être tenté d'en découdre violemment et, là aussi, les agriculteurs pourraient avoir montré le chemin.

Quand les tensions deviennent trop fortes, quand l'exaspération atteint son comble, les réflexes de colère s'expriment brutalement et de façon irraisonnée. Surtout quand, fante de corps intermédiaires on en raison de la faiblesse syndicale qui ne peut plus servir de médiation, chacun est laissé seul face à sa peur du lendemain, insoutenable. Et si nous étions tous des paysans ?

ALAIN LEBEAUBE

« Les engagements pris par le précédent gouvernement à l'égard des pêcheurs seront tenus »

déclare Jean Puech

Jean Puech, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, a reçu mardi 13 avril une délégation des comités de survie de marins-pêcheurs, conduite par Dominique Lapart, président du comité local des pêcheurs de Douarnenez et accompagnée d'Ambroise Guellec, député (UDF-CDS) du Finistère. Il a confirmé que les engagements financiers pris par le précédent gouvernement pour amortir les conséquences financières et sociales de la crise que traverse actuellement la pêche française seront tenus.

Toutefois, la délégation a critiqué

quels les critères de répartition de l'aide (42,5 millions de francs pour février) qui avait été décidés quelques jours avant le second tour des élections et qui devait être assise sur la diminution du chiffre d'affaires des bateaux.

Jean Puech a accepté que ces modalités soient réexaminées. Le ministre doit rencontrer les responsables professionnels de l'ensemble du secteur de la pêche le 20 avril, mais dès le vendredi 16 avril il se rendra sur le littoral breton pour se rendre compte par lui-même de la situation.

Diminution de 1 % du cheptel bovin mondial en 1993, selon l'administration américaine. — Le cheptel bovin mondial va baisser de 1 % pour tomber à 1,05 milliard de têtes en 1993, en raison surtout d'une nette diminution dans les pays de l'Est, selon un rapport du département américain de l'Agriculture (USDA). La production de bovins se contractera de 8 % cette année en ex-Union Soviétique, de 6 % en Europe de l'Est et de 5 % en Allemagne, et se pourra être compensée par la hausse modérée attendue en Asie et aux Etats-Unis. L'accroissement de la production de viande de bœuf aux Etats-Unis n'atteindra que 1 %, soit un rythme insuffisant pour faire face à l'augmentation de la demande mondiale. Les exportations américaines de viande de bœuf devraient s'accroître de 4 % en 1993 pour totaliser 625 000 tonnes. Les ventes des Etats-Unis au Japon, principal débouché, seront favorisées par une réduction des droits des douanes dans ce pays ainsi que par l'appréciation du yen vis-à-vis du dollar. — (AFP)

SICAV-ASSOCIATIONS

Société pour la gestion de l'épargne à court terme des associations.

SICAV-ASSOCIATIONS est une SICAV monétaire de capitalisation destinée à la gestion de l'épargne des associations.

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 3 février 1993 a arrêté les comptes du 10^e exercice clos le 31 décembre 1992. En application de l'article 28 des statuts de SICAV-ASSOCIATIONS, il proposera à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se réunira le 20 avril 1993 à 15 heures au siège social de la SICAV de capitaliser les revenus distribuables, qui s'élèvent à 403 460 566,64 francs, afin de permettre aux actionnaires de bénéficier des avantages fiscaux liés à la capitalisation.

Pour tout renseignement, écrire au siège social : 7, place des Cinq Martyrs du Lycée Buffon - 75507 Paris Cedex 15 ou téléphoner au (1) 42 79 55 00

La Société Générale vous informe

Le Groupe Société Générale en 1992

Stabilité du résultat net après augmentation de 11 % des dotations nettes aux provisions.

Réuni le 8 avril 1993 sous la présidence de M. Marc VIENOT, le Conseil d'Administration de la Société Générale a arrêté les comptes de l'exercice 1992. Le résultat net consolidé part du Groupe, très proche de celui de l'année précédente, s'élève à 3 527 milliards de francs et les fonds propres s'établissent à 44 milliards de francs, en augmentation de 7,3 milliards de francs.

Développement de l'activité

Dans un environnement économique fortement perturbé, les activités du Groupe ont connu des évolutions contrastées :

- Pour le réseau domestique, la diminution encore accentuée des investissements des entreprises, la prudence des ménages à l'égard de l'endettement et la situation conjoncturelle d'ensemble, ont limité, par rapport aux années antérieures, la croissance des crédits à + 4,9 % et des dépôts à + 1,4 %. L'épargne collectée par le réseau dans les SICAV et fonds communs de placement ou sous forme de produits de capitalisation a, par contre, augmenté de 12,5 %, pour atteindre, au 31 décembre 1992, 264 milliards de francs ;
- Les opérations de marché ont connu des progressions importantes dans les domaines du change-trésorerie, des swaps, des émissions d'obligations et produits optionnels ;
- L'activité du réseau international s'est développée, notamment aux Etats-Unis et en Australie ;
- Le Groupe a poursuivi sa politique de participations. La valeur comptable de son portefeuille atteint 22 milliards de francs (dont groupe Général 16,3 milliards de francs).

Stabilité des résultats

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit à 10,75 milliards de francs, en progression de 2,4 % par rapport à l'an passé. Il résulte d'un produit net bancaire en hausse de 3,1 % et de frais de gestion en augmentation de 3,4 %. A méthode de consolidation et périmètre homogènes, le produit net bancaire est en croissance de 4,4 % et les frais de gestion de 5,4 %.

Le Groupe a poursuivi sa politique de prudence en matière de provisionnement, avec des dotations nettes pour 1992 de 6,07 milliards de francs, en progression de 11,2 % par rapport à 1991. Celles-ci ont principalement concerné les risques commerciaux. Pour ce qui est des créances souve-

raînes, il est à noter que les dix principaux pays à risques (représentant plus des deux tiers de l'encours risques-pays) sont couverts à plus de 68 %. Au total, le bénéfice consolidé du Groupe Société Générale pour l'exercice 1992 atteint 3 552 millions de francs, contre 3 686 millions de francs en 1991. Après déduction de la part des tiers, la part du Groupe dans le résultat net s'établit à 3 268 millions de francs, contre 3 369 millions de francs en 1991.

Renforcement des fonds propres

Au 31 décembre 1992, les fonds propres du Groupe, hors TSDI, s'élèvent à 44 milliards de francs, contre 36,7 milliards de francs au 31 décembre 1991, soit une augmentation de près de 20 %. Cet accroissement résulte notamment de la constitution de réserves provenant de plus-values internes immobilières (4,2 milliards de francs), des augmentations de capital (1,3 milliard de francs) et des résultats de l'exercice net de la distribution de 1991. Le ratio Cooke du Groupe atteint 9,1 %, avec un noyau dur de 5 %. L'actif net réévalué par action représente 697 francs, à rapprocher d'une cotation à début avril 1993 de 630 francs.

Distribution et autres décisions du conseil d'administration

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 27 mai 1993 de verser aux actionnaires un dividende de 15 francs par action (soit un revenu global, avant fiscal compris, de 22,50 francs) identique à celui de l'an passé. La distribution totale, qui atteint 1 856 millions de francs, est en progression de 4 %. Elle représente plus de 35 % du bénéfice part du Groupe et sur la base du cours de l'action, procure un rendement de 3,6 %.

D'autre part, le Conseil proposera à l'Assemblée Générale d'instituer un droit de vote double pour les actions détenues sous forme nominative par un même actionnaire, depuis deux ans au moins, à compter du premier janvier 1993.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale de renouveler les mandats d'administrateurs, qui arrivent à expiration, de Messieurs Marcel Cottillon, Louis Schweitzer, Ernest-Antoine Scillière, Pierre Suard et de Meiji Mutual Life Insurance Company.

PRINCIPAUX ÉLÉMENTS CONSOLIDÉS

RÉSULTATS (en millions de FF)	1991	1992	% évolution 1992/1991	ACTIVITÉS (en milliards de FF)	31/12/1991	31/12/1992	% évolution 31/12/1992 31/12/1991
Produit net bancaire	35 363	36 452	+ 3,1 (1)	Total du bilan	1 216,0	1 419,8	+ 16,8
Frais de gestion	24 850	25 691	+ 3,4 (1)	Crédits à la clientèle	581,1	613,7	+ 5,6
Résultat brut d'exploitation	10 513	10 761	+ 2,4	Dépôts à vue et d'épargne	204,1	211,1	+ 3,4
Dotations nettes aux provisions	(5 458)	(6 067)	+ 11,2	Comptes à terme, certificats de dépôt et bons de caisse	302,9	392,4	+ 29,5
Résultat net	3 686	3 552	- 3,6	Fonds propres (hors TSDI)	36,7	44,0 (2)	+ 19,9
dont part du Groupe	3 369	3 268	- 3,0	Effectifs consolidés (à périmètre constant 1991)	45 782	45 158	- 1,4 (3)

(1) A méthode de consolidation et périmètre homogènes (notamment mise en équivalence d'ECS, qui était en 1991 intégré globalement, et prise en compte de la cession de l'Union Remuant), le FNB est en croissance de 4,4 % et les frais de gestion de 5,4 %.

(2) Après prise en compte des éléments suivants :
- augmentations de capital (1,3 milliard de francs),
- constitution de réserves résultant notamment de plus-values sur apports internes immobiliers (4,2 milliards de francs). Ces plus-values sont sans incidence sur les résultats consolidés, - résultat de l'exercice (3,6 milliards de francs) après déduction de la distribution 1991 (1,4 milliard de francs).

(3) A périmètre homogène, la diminution est de 0,7 %.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Ventes de détail : - 1 % en mars. — Les ventes de détail aux Etats-Unis ont baissé de 1 % en mars par rapport à février, ce qui constitue le plus mauvais résultat enregistré depuis deux ans par le commerce. Le chiffre de février a été révisé, la hausse de 0,3 % précédemment annoncée ayant fait place à une baisse de 0,3 % par rapport à janvier. Ces deux baisses consécutives pourraient en partie s'expliquer par le mauvais temps qui a sévi sur tout l'est des Etats-Unis. Les ventes des grands magasins ont reculé de 1,8 % — leur plus forte baisse depuis un an — celles de carburant de 1,8 %. Les ventes alimentaires ont chuté de 1,6 %, celles de vêtements de 1,6 %, celles du mobilier de 2,3 %.

JAPON

• Commerce extérieur : excédent record en 1992. — Le Japon a dégagé en mars un excédent commercial de 13,8 milliards de dollars, en hausse de 26 % par rapport à mars 1991. Ce résultat constitue pour l'année budgétaire 1992, qui s'est achevée fin mars, un record historique portant l'excédent annuel à 111 milliards de dollars. Le dernier record datait de l'année budgétaire 1986, avec un surplus de 89,7 milliards de dollars. Les exportations japonaises auront progressé de 7,4 % en 1992 (atteignant 344 milliards de dollars), alors que les importations (233 milliards de dollars) stagnaient presque (+ 0,3 %). Avec les Etats-Unis, l'excédent nippon a atteint 48,1 milliards de dollars, les exportations progressant de 7 % (98,4 milliards de dollars) tandis que les importations (52,3 milliards de dollars) reculaient de 2,4 %. Le Japon a engrangé un surplus de 31 milliards de dollars vis-à-vis des douze pays de la CEE et exporté deux fois plus de marchandises (+ 2,9 % et 61,5 milliards de dollars) vers cette zone qu'il n'en a importé (- 2,6 % et 30,5 milliards de dollars).



CONJUGUONS NOS TALENTS.

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
8 ^e ARRONDISSEMENT								
5 PIÈCES 166 m², 2 ^e étage	7, square du Roulé PHÉNIX GESTION - 44-86-45-45 Frais de commission	20 000 + 1 000 14 103	5 PIÈCES 108 m², 4 ^e étage escalier, balcon	18, rue Thiphaine LOCARE - 40-61-66-00 Commission agence	10 700 + 1 350 8 876	2 PIÈCES 52 m², 11 ^e étage parking	COURBEVOIE 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Commission	4 300 + 1 048,50 3 096
18 ^e ARRONDISSEMENT								
3/4 PIÈCES 105 m², 3 ^e étage parking	2, rue Lamarck CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	13 000 + 500 9 630						
19 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 84 m², 3 ^e étage parking	74/84, rue Petit PHÉNIX GESTION - 44-86-45-45 Frais de commission	5 850 + 1 168 4 021						
78 YVELINES								
5 PIÈCES 92 m², 6 ^e étage	CHATOAU 67, rue Auguste-Renoir SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Commission	5 244 + 1 136 3 775						
3 PIÈCES 74 m², 4 ^e étage parking	ST-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Ursulines PHÉNIX GESTION - 44-86-45-45 Frais de commission	8 325 + 880 4 500						
3 PIÈCES 90 m², balcon 3 ^e étage, parking	VERSAILLES 1, place Robert-Dary CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	5 000 + 975 3 670						
92 HAUTS-DE-SEINE								
4 PIÈCES 93 m², 6 ^e étage parking	ASNIÈRES 25 bis, avenue d'Argenteuil SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Commission	6 900 + 1 002,50 4 968						
94 VAL-DE-MARNE								
2 PIÈCES imm. récent, 57 m² 1 ^e étage, parking	NOGENT-SUR-MARNE 37, rue du Port SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Commission	4 000 + 493 2 880						
3 PIÈCES 79 m², 1 ^e étage parking	VINCENNES 40, rue des Vignerons PHÉNIX GESTION - 44-86-45-45 Frais de commission	6 831 + 869 4 861						

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

**PHÉNIX
GESTION**

Compagnie des
Immobilier de France

AGIFRANCE

GROUPE UAP

LOCARE
CONSEIL EN IMMOBILIER

**CIGIMO
GROUPE
GTF**

**SAGGEL
VENDÔME**
GROUPE UAP

LE MONDE DES CARRIÈRES

LOISIRS DE FRANCE
JEUNES Recherche
DIRECTEUR
Ados itinérant
BARD ou en cours
R.V. - Tél. : 16 (1) 47-42-51-81

OPTION FINANCE
recherche
pour ses rubriques
« Bourse » et « Entreprises »
UN JOURNALISTE
OU
UN FINANCIER
attiré par la presse

Diplômé de l'enseignement supérieur :
- Ayant une bonne connaissance des problèmes de financement des entreprises et/ou des marchés financiers ;
- Ayant au moins deux ans d'exp. professionnelle.
Env. C.V. + lettre manuscrite à :
OPTION FINANCE
1, rue du Col-Pierre-Avis
75003 Paris Cedex 15

**UNE ANNÉE EN ÉCOSSE
CHEZ HARRAP ?**
HARRAP recherche des rédacteurs bilingues de langue maternelle française pour un nouveau périodique. Vous possédez des connaissances approfondies dans le domaine du français. Vous travaillez dans les bureaux de rédaction du CHAUMONT HARRAP à Edinburgh. Le contrat proposé dure d'une durée limitée d'un ou deux ans.
Veuillez ad. votre CV à :
The Editor-in-Chief,
CHAMBERS HARRAP Publishers Ltd, 43-45 Avenue Street, Edinburgh EH1 4AZ, Ecosse

**SOCIÉTÉ D'AVOCATS
INDÉPENDANTS**
recherche
en région BRETAGNE

**SPECIALISTE
EN DROIT FISCAL**
EXPERIMENTÉ

André Alava
de l'Etat espagnol.
Adresse C.V.,
photo et prétentions
au journal
sous référence 7200.
Le Monde Publiée
15-17, rue du Col-Pierre-Avis
75002 Paris Cedex 15

Cabine, traduct.
technique recherche
**INGÉNIEUR
CHIMISTE**
Pr missions ponctuelles
excellente connaissance
allemand. Réf. : 8847.
Le Monde Publiée
15-17, rue du Col-Pierre-Avis
75002 Paris Cedex 15

**capitaux
propositions
commerciales**

Distributeurs de l'Europe
DISTRIBUTEURS demandés
à travers l'Europe.
TELEFAX UK Direct 1944 562
881868 UVASCAN Europe
LTD, CROSSLEY MILLS, MILL
ST, ROSSINGTON DY11 6XL

OPTION FINANCE
recherche
pour ses rubriques
« Bourse » et « Entreprises »
UN JOURNALISTE
OU **UN FINANCIER**
attiré par la presse

Diplômé de l'enseignement supérieur :
- Ayant une bonne connaissance des problèmes de financement des entreprises et/ou des marchés financiers ;
- Ayant au moins deux ans d'exp. professionnelle.
Env. C.V. + lettre manuscrite à :
OPTION FINANCE
1, rue du Col-Pierre-Avis
75003 Paris Cedex 15

**CARRIÈRES
INTERNATIONALES**

Le C.E.T.R.A.
(Centre Technique de
Recherche et d'Analyse)
recrute pour son Institut
de Commerce International
des candidats à l'emploi
à l'étranger (Téléphone)

UN PROFESSEUR
de français langues
étrangères ayant des
connaissances en français
des affaires. Disponible
à partir du 15 juin 1993.
Prévoir d'adresser votre CV
+ photo, lettre de motivation
et prétentions au bureau
du C.E.T.R.A. à Paris.
FAR EAST TRADE
SERVICE INC
25-27, rue d'Alsace
75008 Paris

DEMANDES D'EMPLOI

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale pour l'emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGÉNIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

J. F. 26 ans. - BAC + 5 - expérience relations publiques, secteur culturel communication, vidéo, qualité d'organisation et de rédaction - créativité connaissances TTX.
RECHERCHE : emploi Paris - R.P.
ETUDE : toutes propositions (Section BCO/C 2424).
SPECIALISTE ARTS GRAPHIQUES créatrice, organisatrice manifestations d'art contacts privilégiés avec médias.
RECHERCHE : poste responsable galerie (Section BCO/C 2425)
DIPLOMÉ ENSEIGNEMENT supérieur (3^e cycle management) ayant occupé fonctions direction générale, commerciale et marketing en PME et grand groupe (information et services) - expérience importante enseignement dans le privé et en faculté ainsi que de la direction des études.
RECHERCHE : collaboration avec école de gestion ou centre de formation continue - participation au capital (Section BCO/C 2426).
RESPONSABLE EXPERIMENTÉ production et fabrication, maîtrise de la chaîne graphique (photogravure, impression, édition).
OFFRE : son savoir-faire en négociation, organisation, gestion d'outils de communication à une entreprise alliant rigueur et qualité - arts graphiques, édition, marketing direct (Section BCO/C 2427).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-85-44-40, poste 27

GARDE-MALADE, exp.
recherche emploi chez per-
sonne âgée, jour et/ou nuit.
Tél. : 48-87-97-28 ou
38-89-01-47.

Irlandaise, prof. de français
37 ans, cherche emploi
en France, juin, juillet, août.
Travail administratif soutenu.
Env. Agence

HAYAS N° 93100 - BP 3
43001 LE PUY-EN-VELAY

ASSISTANTE DE DIRECTION
Spécial communication R.P.
Etude de prop. prof. prof.
Modèles géométriques.
Esp. créatif.
Tél. : (1) 42-08-50-15

J.F. maîtrise élémentaire
37 ans, cherche emploi
anglais/allemand, cherche à
donner cours.
Tél. 42-15-07-59

L'EUROPE
vous intéresse ?
**ENTREPRISES,
COLLECTIVITÉS
LOCALES.**
Vous souhaitez
DEVELOPPER
le secteur de :
La FORMATION, ou
de l'INFORMATION ?
J.H. 35 ans, docteur en
droit, Sciences-Po Paris,
met à votre disposition
SON EXPERIENCE
SA COMPETENCE
et SON DYNAMISME.
Tél. : (16) 28-54-33-88
(après 19 h.)

SERVICE de Personnel.
Chef de section, 58 ans,
études en sciences sociales,
employé dans une entreprise
industrielle, cherche une situa-
tion dans une société sérieuse
en Allemagne (R.W.). Contact :
H. Cramer, Nord 152142
D-5800 Wuppertal 1

L'AGENDA

Artisans

**RÉNOVATION
AMÉNAGEMENT**
de votre appartement,
de vos locaux.
Entreprise qualifiée OPEC.
à votre service depuis 20 ans.
Société LORENZINI
48-59-44-38

Collections
Recherche le 1^{er} m du magazine
« LE BAIN - LE GISEAU EUROPÉEN
DES BONNES AFFAIRES »
Tél. : (16) 84-85-50-09.

Particuliers
(offres)

COLLAS, journal vend à
particulier meubles anciens
(commode Louis XV et
régence, armoire Louis XIII,
fauteuil Voltaire, horloge
comique, etc.).
Bon entretien. Photos d'ap-
proche. Tél. : 40-44-45-43

**Dans le cas
d'une annonce
domiciliée au
« Monde Publi-
cité », il est
impératif de faire
figurer la réfé-
rence sur votre
enveloppe, afin
de transmettre
votre dossier
dans les meil-
leurs délais.**

Vacances.

**tourisme,
loisirs**

DRICOLL HOUSE HOTEL.
200 chambres individuelles
130 livres sterling par semaine
ou 27 livres par jour.
Bonnes cuisines.
Rens. 172, New Kent Road,
London SE1 4YT G.B.
Tél. : (1944) 71-7034175
Fax 7035013.

HOMES D'ENFANTS

JURA
(Jura 500 m altitude
près frontière suisse)
Agriculture, jeunesse et Sports.
Yves et Liliane accueillent vos
enfants dans une ancienne
ferme XVIII^e, confortables-
ment rénovée 2 ou 3 enfants
par chambre avec s. de bain.
W.C. Située au milieu des
pâturages et forêts. Accueil
volont. animé à 15 euros, idéal
ou cas de 1^{er} séjour.
Ambiance familiale et chaleureuse.
Activ. - VTT, jeux collectifs,
piscine s/bon, tennis, poney,
mini, échecs, fabrication du pain
2 150 F semaine/enfant.
Tél. : (16) 81-38-12-51

automobiles

de 7 à 12 CV
Part. vend OPEL Vectra G.L.S.
Sept. 90, mod 91, 53 000 km
Tél. : 38-94-12-31

VENTES R25 GTX
1^{er} main, 80 000 km, 1987
67 000 km.
Etar général impeccable
45 000 F.
Tél. : 64-34-18-48

La CGIP va céder des actifs non stratégiques

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 14 AVRIL

Cours relevés à 11 h 15

Competition						Competition						Competition						Competition											
Competition	VALEURS	Cours prédict.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Competition	VALEURS	Cours prédict.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Competition	VALEURS	Cours prédict.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Competition	VALEURS	Cours prédict.	Prémier cours	Dernier cours	% + -						
5300	CAE 9%	5420				910	CPN (Pac. Int.)	334 50	333 70	333 70	-0.38	93	Legation Group	89 80	89 50	89 50	+0.11	300	Simon	543	545	544	+0.18	235	Ford Motor	396 80	395	395	-0.01
951	B.A.P. T.P.	1020	1040	1040		1170	Gold Fields	1170	1170	1170		93	London	301	301	301	+0.13	163	Goldfield	522	524	523	+0.19	220	Prangit	42 60	39	39	-0.81
960	Clydes T.P.	920	916	920	-0.57	420	Orléans L. Fr.	420	420	420		940	Legrand	480	480	481	+0.18	485	Smith, Readhead	488	488	477	-2.25	385	Gen. Bagnole	377 60	372 50	372 50	
1846	Remont T.P.	1880	1880	1885	+0.26	510	CP Lyon (P)	510	510	510		2778	Legrand (P)	2778	2775	2775	-0.11	610	Société Générale	544	544	539	-0.78	38	Gen. Bagnole	38 60	38	38	+0.39
1885	Rhone Pot. T.P.	1885	1880	1880	-0.26	1300	Chateaux	1300	1300	1306	+0.15	174	Legion Industrielle	185	180	180	+0.28	48	Société Générale	48	48	46	-0.46	36	Gen. Bagnole	41 25	41 35	41	-0.01
851	Thomson T.P.	852	850	850	-0.23	1525	Chateaux	1525	1525	1525		510	Legion Industrielle	510	510	510	+0.18	56	Société Générale	54	54	53	-0.19	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
115	ACOR	682	672	670	-0.30	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
770	Al Lydide	767	760	760	-0.84	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
240	Al Lydide	240	210	210	-0.22	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
30	ALST	356	354	350	-0.55	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
686	ALST	686	625	625	-0.85	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1270	Aus. Int. Co. Mid.	1270	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
51	Bel. Electric	978	978	978		3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
836	Bel. Electric	837	837	837		3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
440	Banque	440	440	440		3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1270	Bel. Electric	1270	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00
1280	Banque	1280	1242	1240	-0.18	3650	Chateaux	3650	3650	3650		3480	L.V.M.H.	3740	3740	3739	-0.02	1010	Société Générale	1004	1000	1000	+0.40	10	Gen. Bagnole	10 60	10	10	+0.00

Comptant (sélection)**SICAV** (selection)

13/4

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS					
	% du nominal	% du coupon		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours			
Obligations						Etrangères						Hors-cote						Second marché (sélection)					
Empr. 8,5% 74	100	- 741	Franco	332		A.E.G.	534		Reunion Int.	165,30	168,50	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
10,50% 75/84	102,10	0,50	F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Empr. 8,5% 74	102,10	0,50	F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
10,50% 75/84	102,10	0,50	F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
OAT 10% 52/80	110,20	0,82	F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
OAT 9,5% 12/87	111,60	0,39	F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
FTT 11,24 % 81	107,25	0,98	F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
CF 10,25% ann 80	115,50	0,84	F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 6% 1979	114,30	2,02	F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30	Franco Suisse	291,00	290,51	Paribas Capitaux	1715,57	1691,20			
Ch. 8% 5000	100		F.I.P.P.	40		Alcatel Stn.	520		Reunion Int.	318,40	320,40	Acton	222,25	215,30</									

Marché des Changes

Marché libre de l'or

COURS INDICATIFS		COURS préc.	COURS 13/4	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVICES		COURS préc.	COURS 13/4
				achat	vente				
Etats Unis (1 unit)		5 490	5 373	5 2	5 7	Or fin (kilo en barre).....		58150	58100
Ecu.....		6 585	6 555			Or fin (en lingot).....		59500	58700
Allemagne (100 dm)		339 350	338 150	328	346	Napoléon (20F).....		340	337
Belgique (100 F)		16 433	16 428	15 6	16 6	Pièce F (10 L).....		394	
Pays-Bas (100 f)		301 030	300 910	291	311	Pièce Suisse (20 f).....		341	340
Suisse (1000 francs)		2 431	2 408	2 1	2 3	Pièce Litane (20 L).....		343	339
Danemark (100 kr)		85 090	85 090	84	92	Souverain.....		432	431
Irlande (1 lrp)		6 288	6 267	7 8	6 8	Pièce 20 dollars.....		2095	2100
Grèce (1000 dr)		6 291	6 349	7 6	2 8	Pièce 10 dollars.....		1122 50	1150
Grèce-Brésil (1 L)		2 422	2 478	2 1	2 3	Pièce 5 dollars.....		855	
Indonésie (100 Rp)		386 840	385 390	355	375	Pièce 50 peson.....		2200	2160
Suède (100 kr)		71 500	71 780	97	76	Pièce 10 florins.....		348	339
Norvège (100 L)		75 540	75 580	75	84				
Autriche (100 sch)		45 050	45 050	46 6	49 6				
Espagne (100 pes)		4 706	4 687	4 4	5				
Portugal (100 esc)		3 623	3 640	3 3	4 1				
Livre (100 £)		1 340	1 340	4 1	4 9				
Japon (100 yen)		4 831	4 741	4 7	4 9				

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15

TAPEZ LE MONDE

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 13 avril 1993

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 108 947				Volume : 10 548			
COURS	Jun 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Avril 93	Mai 93	Jun 93
Dernier ...	118,24	118,24	117,90	Dernier ...	2 033	2 045,50	2 034
Précédent	117,90	117,92	117,68	Précédent	1 998	2 010	2 001

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

SPORTS

BASKET-BALL : championnat d'Europe des clubs

Le rebond européen du CSP Limoges

Vainqueur, mardi 13 avril, du Real Madrid (82-52), lors de la finale à quatre du championnat d'Europe des clubs, le CSP Limoges tentera, jeudi, de conquérir le premier titre de son histoire dans cette compétition. Les Limougeauds rencontreront Trévise, qui a battu en extremis le PAOK Salonique (79-77).

ATHÈNES

de notre envoyée spéciale

Qu'ils le désiraient, cette victoire ! Ils s'y sont accrochés, unis comme une bande de copains qui voudraient jouer un bon tour à des cafés. Le Real Madrid était favori. Les Limougeauds s'en fientaient bien : ils ont pris les Espagnols à la gorge dès les premières minutes du match, les distançant rapidement de dix points. On ne se souviendra pas d'une rencontre spectaculaire ou émouvante. Il restera cette victoire, cette avance de dix points que les Français ont su maintenir jusqu'au bout. Jeudi, face aux Italiens de Trévise, ils tenteront de ravir le titre de champions d'Europe des clubs : une première pour une formation tricolore.

L'histoire n'a rien à voir avec un conte de fées. Le Real Madrid n'est pas Goliath et Limoges encore moins David. Voilà dix-huit mois que les Français construisaient cette victoire pour compléter leur panoplie de gagnants, multiples

champions de France, vainqueurs de la Coupe Korac en 1982 et 1983, lauréats de la Coupe des coupes en 1988. Ils avaient effacé le titre de champion d'Europe des clubs à Saragosse, en 1990, terminant troisièmes de la finale à quatre. « Il y a deux ans, la défaite de Limoges marquait la fin d'une époque », explique Jacques Valade, vice-président du club. « Nos joueurs étaient unis. Aujourd'hui, grâce à la victoire, Athènes marque le début d'une nouvelle ère. »

Du patronage à l'entreprise

Le CSP Limoges a changé de catégorie. Le club est soutenu par un partenaire intimental - une chaîne de supermarchés - et par cette mosaïque de parades locales qui ont fait sa gloire, permettant à la région, parmi les plus pauvres de France, de redorer son blason. Mais il est passé d'une ambiance de patronage - « où l'on jouait pour s'amuser », se souvient un supporter - à un régime d'entreprise tendu vers la professionnalisation. Pierre Pastourel, élu président il y a deux ans, a instauré une société d'économie mixte constituée des collectivités locales, de l'association sportive et du CSP Entreprises. Les joueurs ont d'ailleurs quitté leur célèbre maillot vert pour une tenue jaune et pourpre.

« Nous avons construit une équipe pour conquérir l'Europe », note Jacques Valade. Le club avait-il vraiment le choix ? Les partenaires,

sonneux de se bâtir une image communautaire, demandent à leurs sportifs d'ambassadeurs d'aller chercher des coupes hors de l'Hexagone et mettent, dans la balance, la poursuite de leur soutien financier, près de la moitié du budget du club (35 millions de francs). En décembre 1991, le CSP Limoges a recruté l'entraîneur yougoslave Bozidar Maljkovic, le « sorcier de Split », qui avait emmené cette équipe à la victoire dans le championnat d'Europe des clubs en 1989 et 1990. Il a fait déboursier entre 6 et 7 millions de francs pour acheter de nouvelles vedettes. Six des dix joueurs ont été remplacés au début de la saison. Parmi les nouveaux les deux étrangers, Jurij Zdravce et surtout Michael Young, meilleur marqueur de ce championnat et auteur, mardi à Athènes, du tiers des points limougeauds.

La greffe a pris autour du capitaine Richard Dacoury, fidèle au club depuis dix-sept ans. Le jeu se tisse dans une entente exemplaire. L'équipe est sage, peu encline aux contre-attaques, mais elle est efficace, capable d'éconfer un jeu rapide et débridé comme celui du Real Madrid. « Désormais, les Limougeauds sont bien plus qu'une équipe de copains, termine Jacques Valade. Car s'ils ne s'aimaient pas, ils se battaient quand même pour acquiescer, enfin, ce titre européen. Il y a de la surie de leur club. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

CULTURE

Le procès de Fela reporté au 28 mai. - Le procès du célèbre musicien Fela Anikulapo Kuti, qui devait s'ouvrir le 13 avril (le Monde du 14 avril), a été reporté au 28 mai en raison de l'absence des témoins de l'accusation, que l'on dit en fuite, et indiqué la radio nigérienne, Fela, ainsi que cinq de ses musiciens, est accusé du meurtre, le 21 janvier, de l'un de ses employés, qu'il accusait de lui avoir volé 3 000 nairas (600 francs environ). Le musicien, détenu à Lagos depuis le 25 janvier, a été remis en liberté sous caution mardi dernier, ainsi que deux des cinq hommes arrêtés avec lui.

Le metteur en scène Matthias Langhoff quitte la direction du Berliner Ensemble. - Le metteur en scène Matthias Langhoff a annoncé mardi 13 avril son départ, à la fin de la saison, de la direction du Berliner Ensemble, le théâtre créé par Bertolt Brecht, pour « raisons de santé ». Il a précisé qu'il n'était pas « l'homme dont Berlin a besoin ». Matthias Langhoff, qui dirigeait auparavant le théâtre de Lausanne (Suisse), avait été nommé à la tête du Berliner Ensemble pour la saison 1992-1993. Il avait mis en place une direction collégiale où siégeaient également Peter Zadek, Heiner Müller, Fritz Marquardt et Peter Palitzsch. (AFP)

Prix de la découverte poétique. - Le Prix de la découverte poétique-Fondation Simone de Caxot, d'un montant de 20 000 francs, sera décerné en octobre, à la Fondation de France. Il a pour objet la découverte d'un poète d'expression française méconnu. Les candidats devront envoyer cinq poèmes inédits (dactylographiés en quatre exemplaires et agrafés), dont l'ensemble ne doit pas excéder cinq pages. Chaque page devra comporter, en haut à droite, le code de l'auteur (deux lettres - deux chiffres). Les codes, nom, adresse, téléphone et date de naissance de l'auteur devront être joints dans une enveloppe cachetée. Clôture des inscriptions le 31 mai.

Prix de la découverte poétique. - La poste japonaise organise un concours de dessin de timbres-poste sur le thème : « Le 45^e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme ». Les deux dessins sélectionnés pour le premier prix rapporteront à leurs auteurs des sommes d'environ 48 000 F et 10 000 F et seront émis le 10 décembre 1993 sous forme de timbres par la poste japonaise. Clôture des inscriptions le 31 mai.

Règlement et bulletin de participation : Service national des timbres-poste (SNTPT), Concours de dessin du Japon, Tour de France, 10, boulevard Diderot, 75012 Paris.

Concours de dessin. Japonais. - La poste japonaise organise un concours de dessin de timbres-poste sur le thème : « Le 45^e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme ». Les deux dessins sélectionnés pour le premier prix rapporteront à leurs auteurs des sommes d'environ 48 000 F et 10 000 F et seront émis le 10 décembre 1993 sous forme de timbres par la poste japonaise. Clôture des inscriptions le 31 mai.

Règlement et bulletin de participation : Service national des timbres-poste (SNTPT), Concours de dessin du Japon, Tour de France, 10, boulevard Diderot, 75012 Paris.

AUTOMOBILE

Avec son nouveau turbo-diesel

La Safrane prend le large

La Safrane de Renault lancée voici un an se voit enfin dotée d'un turbo-diesel digne de la réputation de la gamme. Il s'agit d'un 2499 cm³ suralimenté par une turbine KKK, avec échangeur air-air, fourni en base par le SOFIM (Société franco-italienne de moteurs), dans laquelle Fiat est aujourd'hui majoritaire. Cela explique sans doute que cette version de la plus grosse des berlines de la marque au losange ait attendu plusieurs mois pour mettre sous son capot cette mécanique proche de celles qui animent le Theme TD de Lancia et le Crome TD de Fiat. Renault continue par ailleurs l'étude d'un autre turbo-diesel dont la mise au point n'est pas encore acquiescée et qui dotera notamment, outre des modèles de la meienne, le 850 de Volvo. Des succès d'anniversaire se posent. Quoi qu'il en soit, il est déjà pour le groupe qui a été monté et dont il faut penser de bien des efforts particuliers de rebatage (- 21 mm) pour qu'il trouve sa place sur son berceau, et une inclinaison de 16 degrés.

Cela étant dit, ce turbo-diesel se révèle tout à fait intéressant à la route, bien qu'il réclame un peu de patience de la part du conducteur. Le poids du véhicule (près de 1 700 kilo-

grammes à vide) l'explique. Mais le couple maximum (effort de traction) se manifestant entre 1 600 - tours et 3 800 tours, avec son apogée à 2 000 tours, la souplesse d'emport et, une fois la voiture lancée, le confort de conduite est évident. Il ne se dément plus, sauf à s'arrêter, ce qui ralentit le processus.

On trouvera sur cette version diesel les équipements en trois finitions livrables sur les modèles à essence et qui assurent un comportement routier très poussé : suspension pilotée, amortisseurs à tubes, hauteur de caisse constante, assistance variable à la direction, etc. L'accompagnement des équipements intérieurs raffinés. L'insonorisation est bonne, la boîte de vitesse ne répa pas, et les 115 chevaux (83 kW) sortent 4 000 tours sur le cadran. La consommation ne dépasse pas les 10 litres de gazole en ville et quatre les 7 litres sur route. Comme le réservoir contient 80 litres de carburant, on peut prendre le large sans souci.

CLAUDE LAMOTTE

PARIS EN VISITES

JEUDI 15 AVRIL

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réaumur de la place).

« Du quartier de l'Argenteuil à la place de la Bastille », 14 h 30, métro Sully-Morland (Paris pittoresque et insolite).

« La Sorbonne », 15 heures, devant l'entrée, rue des Ecoles (Paris et son histoire).

« Exposition : « La Printemps du génie », 14 h 30, Bibliothèque nationale, 88, rue de Richelieu (Approche de l'art).

« Hôtel-Dieu, l'ancêtre des hôpitaux de Paris et la médecine auvernoise », 15 heures, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrichien).

« Les appartements royaux du Louvre et le vie quotidien de la Cour », 14 h 30, 2^e place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (Connaissance de Paris).

« Aménophis III au Grand-Palais », 18 heures, entrée de l'exposition (C. Merle).

« La Pêche Lachaise méconnue », 14 h 45, porte principale, bd du Ménilmontant (V. de Langlade).

« Le trésor de Notre-Dame de la Salette », 18 heures, entrée de l'exposition (C. Merle).

Bonne-Nouvelle, le passage du Calvaire et l'hôtel de Saint-Chamont », 15 heures, angle rues de la Lune et de la Chancellerie, REN C Versailles-Château (Office de tourisme de Versailles).

« La conciergerie », 14 h 45, 1. qui de l'Horloge (Tourisme culturel).

« De la maison natale de Hoche aux Champs-Élysées », 14 h 30, 24, rue de la Chancellerie, REN C Versailles-Château (Office de tourisme de Versailles).

« Hôtels du Marais : passages, ruelles insolites, jardins ombragés, plafonds et escaliers inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (J. Haubert).

« Les salons du XVII^e et XVIII^e de l'Argenteuil », 14 h 30, métro Sully-Morland, sortie bd Henri-IV (Art et histoire).

« Exposition : Aménophis III au Grand-Palais », 18 h 30, entrée de l'exposition (P.-Y. Jesel).

« Exposition : Aménophis III au Grand-Palais », 18 h 30, entrée de l'exposition (P.-Y. Jesel).

« Exposition : Aménophis III au Grand-Palais », 18 h 30, entrée de l'exposition (P.-Y. Jesel).

« Exposition : Aménophis III au Grand-Palais », 18 h 30, entrée de l'exposition (P.-Y. Jesel).

CARNET DU Monde

Naissances

Mathilde et Simon PEMALLAT s'embrassent devant leur sœur

Alice,

née le 8 avril 1993, à 20 heures.

Corinne PERTHEUX, Taty BERMAN, Mécène,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Luc Emmanuel,

le 7 avril 1993.

3, rue Lamoignon,

75012 Paris.

Mariages

M. et M^{me} Michel DELAVE, M. et M^{me} Gilles VAN ECK,

sont heureux d'annoncer le mariage, à Versailles le 3 avril 1993, de leurs enfants

Catherine et Nicolas.

6, rue Louis-Henri-Martin, 78000 Versailles.

41, boulevard de la Saussey, 92200 Nanterre-sous-Bois.

M. et M^{me} Gérard de SAINT-REMY, M. et M^{me} Guy CHAUDANSON,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Isabelle et Philippe,

célébrés dans l'intimité à New-York.

471 Broadway,

10012 New-York.

Décès

M^{me} Denise Benattar, née Sahal, et ses enfants, Jacqueline, Frédéric, Bruno et Bertrand,

ont la douleur de faire part du décès de

Guy David BENATTAR, ancien élève de l'école centrale de Paris,

département de l'éducation nationale, ancien combattant, croix de guerre avec palme,

inhumé le 13 avril 1993 au cimetière de Préville, à Nanterre.

M^{me} Jacqueline Dalberto, Pierre Dalberto, Guy et Geneviève Dalberto et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacques DALBERTO, chevalier de la Légion d'honneur, officier dans l'ordre du Mérite, ancien élève de l'ENFOM.

Rappelé à Dieu le 11 avril 1993.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité familiale.

M^{me} Monique DUVIC, née Schreckinger,

survécute le 10 avril 1993, à l'âge de soixante-deux ans.

Frappée par le même mal cruel, elle a rejoint son époux, le

colonel André DUVIC, officier de la Légion d'honneur, décédé le 20 juillet 1991.

« Oh que j'aillie, il est ma maison. L'étranger est pour moi terre natale. » François Villon.

Les obsèques ont lieu le mercredi 14 avril, à Vailson-la-Romaine.

4, « La Pibelle », 94100 Vailson-la-Romaine.

M. Pierre Georges, Isabelle et Luc Chaudard, ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Françoise GEORGES, née Elava,

survécute le 6 avril 1993 à Créteil (Val-de-Marne).

Pour respecter sa volonté, l'inhumation a eu lieu le vendredi 9 avril, au cimetière de Cély (Allier), dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part. 10, avenue de Ceinture, 94000 Créteil.

M. Allain, Joël, Marie-Pierre Martine, ses enfants,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre, Raymond, MARTINEZ,

survécute le 7 avril 1993, dans sa soixante-troisième année.

M^{me} Manca Idom-Umek, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Marcel IDOUX, docteur en sciences économiques, ancien haut fonctionnaire de l'Organisation des Nations unies, maître de conférences à l'université Aix-Marseille-III,

survécute le 3 avril 1993.

5, rue de l'Hôtel-Dieu, 74200 Thonon-les-Bains.

M. Pierre Jolivet, son épouse, Marie, Laurent, Thomas, Elise et Claire,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean Prost, sa mère,

M^{me} Pierre Jolivet, sa belle-mère,

Jean et Brigitte Prost, Michel et Chantal Prost, Pierre et Geneviève Veron, Sœur Françoise Prost,

Philippe et Chantal Jolivet, François et Marie-Thérèse Rocaboy, André et Danielle Rabiller, Aimé et Odile Bels, Elizabeth Prost,

Jean-Marie et Marie-Brigitte Jolivet, Philippe et Chantal Jolivet, Félix et Catherine Jolivet, Yves et Martine Jolivet, Catherine Jolivet et Arnaud Gorin, ses frères, ses sœurs,

ses beaux-frères et belles-sœurs, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre JOLIVET, née Catherine Prost,

survécute à Rennes, le 12 avril 1993, à l'âge de quarante-sept ans.

Il vous invite à participer ou à vous faire assister à ses obsèques, qui auront lieu le jeudi 15 avril, à 10 heures, en l'église Saint-Etienne de Rennes, sa paroisse.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés au Centre Eugène-Marquis de Rennes, au Secours catholique et au CCFD.

Cet avis tient lieu de faire-part. 75, avenue du Mail, 35000 Rennes.

« Sa compagne a la profonde tristesse de faire part du décès de

Marcel OLLIVIER (A. Goldberger), engagé volontaire 1914, écrivain, metteur en scène, traducteur.

Résidence « Le Parc », 72, rue du 11-Novembre-1918, 94700 Maisons-Alfort.

M^{me} Ferdinand Seiboth, M. et M^{me} Jean Castella, ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Ferdinand SEIBOTH, chevalier de la Légion d'honneur, officier dans l'ordre du Mérite, ancien élève de l'ENFOM.

Rappelé à Dieu le 11 avril 1993.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité familiale.

M^{me} Monique DUVIC, née Schreckinger,

survécute le 10 avril 1993, à l'âge de soixante-deux ans.

Frappée par le même mal cruel, elle a rejoint son époux, le

colonel André DUVIC, officier de la Légion d'honneur, décédé le 20 juillet 1991.

« Oh que j'aillie, il est ma maison. L'étranger est pour moi terre natale. » François Villon.

Les obsèques ont lieu le mercredi 14 avril, à Vailson-la-Romaine.

4, « La Pibelle », 94100 Vailson-la-Romaine.

M. Pierre Georges, Isabelle et Luc Chaudard, ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Françoise GEORGES, née Elava,

survécute le 6 avril 1993 à Créteil (Val-de-Marne).

Pour respecter sa volonté, l'inhumation a eu lieu le vendredi 9 avril, au cimetière de Cély (Allier), dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part. 10, avenue de Ceinture, 94000 Créteil.

M. Allain, Joël, Marie-Pierre Martine, ses enfants,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre, Raymond, MARTINEZ,

survécute le 7 avril 1993, dans sa soixante-troisième année.

« Oh que j'aillie, il est ma maison. L'étranger est pour moi terre natale. » François Villon.

Les obsèques ont lieu le mercredi 14 avril, à Vailson-la-Romaine.

« La famille, Les amis de la famille, Les amis de

François PÉRALDI

ont la tristesse de faire part de sa mort, le 21 mars 1993, à Montréal.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviendront de sa présence attentive et généreuse.

Il rend hommage à la rigueur de sa pensée, pensée audacieuse et ouverte qu'il savait rendre stimulante pour tous, proches, artistes.

« Je pleure dit l'oiseau au collier rayé. Il ne t'a jamais vu et tu es là. Tu es là, aimée, magnifiée. Il part pour trop longtemps. »

Jean VENARD, cinéaste,

survécute à Paris, le 10 avril 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie sera célébrée au crématorium du cimetière du Père-Lachaise le vendredi 16 avril, à 10 h 30.

« Je pleure dit l'oiseau au collier rayé. Il ne t'a jamais vu et tu es là. Tu es là, aimée, magnifiée. Il part pour trop longtemps. »

10, rue Le-Regoutier, 75004 Paris.

Anniversaires

« A l'occasion du quinquantième anniversaire de la disparition tragique de

M. André BOULLOCHÉ, ancien ministre, député et maire de Montbéliard, président du district urbain du pays de Montbéliard, compagnon de la Libération.

et de son père, une stèle commémorative, érigée en leur mémoire, sera inaugurée le samedi 15 mai 1993, à 15 heures, dans le massif de Blanches, en Forêt-Noire, sur le territoire de la commune de Malsburg-Marsberg, Kreis de Lorrach (RFA).

Association Les Amis d'André Bouloche, 3, rue Paul-Langevin, 25200 Bethoncourt.

« Il y a neuf ans, le 14 avril 1984, disparaissait le philosophe

NOËL MOULOUZ.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient pour lui en ce jour les plus affectueuses pensées, et se souviennent de lui avec reconnaissance.

Soutenances de thèses

« Université de la Sorbonne-Nouvelle Paris-III, « Les mentalités, les croyances religieuses, les pratiques sociales. Sociologie de la culture populaire urbaine : Volgarité (Chili) 1973-1988 », par Manuel Antonio Baeza. Thèse de nouveau doctorant, sous la direction du professeur Jacques Chancelot, le mercredi 28 avril 1993, à 15 h 30, salle Bourjac (galerie Rollin), université de la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5.

« Université de la Sorbonne-Nouvelle Paris-III, « Les mentalités, les croyances religieuses, les pratiques sociales. Sociologie de la culture populaire urbaine : Volgarité (Chili) 1973-1988 », par Manuel Antonio Baeza. Thèse de nouveau doctorant, sous la direction du professeur Jacques Chancelot, le mercredi 28 avril 1993, à 15 h 30, salle Bourjac (galerie Rollin), université de la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5.

« Université de la Sorbonne-Nouvelle Paris-III, « Les mentalités, les croyances religieuses, les pratiques sociales. Sociologie de la culture populaire urbaine : Volgarité (Chili) 1973-1988 », par Manuel Antonio Baeza. Thèse de nouveau doctorant, sous la direction du professeur Jacques Chancelot, le mercredi 28 avril 1993, à 15 h 30, salle Bourjac (galerie Rollin), université de la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5.

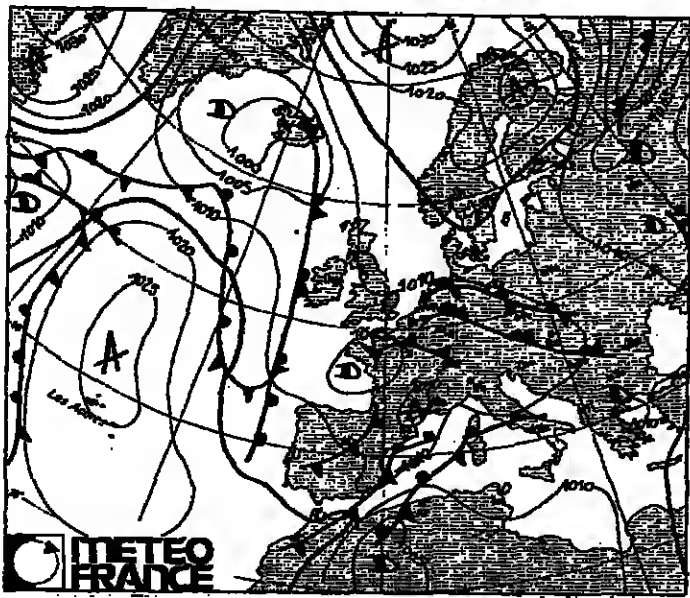
« Université de la Sorbonne-Nouvelle Paris-III, « Les mentalités, les croyances religieuses, les pratiques sociales. Sociologie de la culture populaire urbaine : Volgarité (Chili) 1973-1988 », par Manuel Antonio Baeza. Thèse de nouveau doctorant, sous la direction du professeur Jacques Chancelot, le mercredi 28 avril 1993, à 15 h 30, salle Bourjac (galerie Rollin), université de la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5.

« Université de la Sorbonne-Nouvelle Paris-III, « Les mentalités, les croyances religieuses, les pratiques sociales. Sociologie de la culture populaire urbaine : Volgarité (Chili) 1973-1988 », par Manuel Antonio Baeza. Thèse de nouveau doctorant, sous la direction du professeur Jacques Chancelot, le mercredi 28 avril 1993, à 15 h 30, salle Bourjac (galerie Rollin), université de la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5.

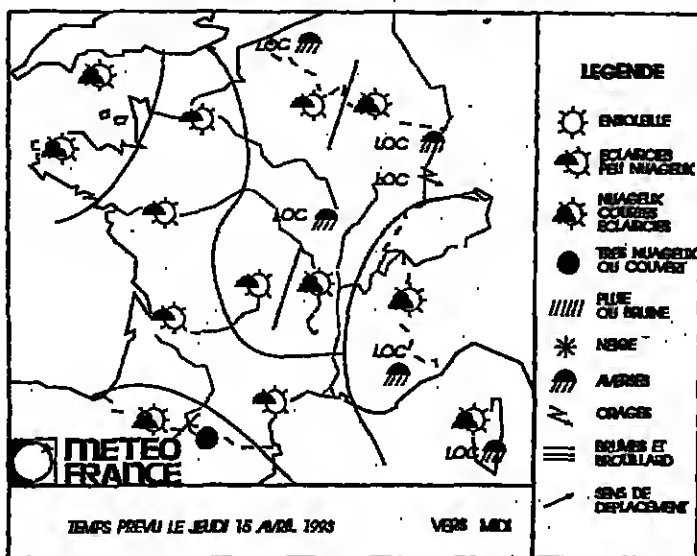
« Université de la Sorbonne-Nouvelle Paris-III, « Les mentalités, les croyances religieuses, les pratiques sociales. Sociologie de la culture populaire urbaine : Volgarité (Chili) 1973

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14 AVRIL A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 15 AVRIL 1993



Jeudi : averse à l'Est. - Sur les régions de la moitié est du pays, le temps sera encore instable avec des averses. Le ciel restera chargé de la France-Centre à la région Rhône-Alpes et à la Côte d'Azur et à la Corse, ainsi que dans les Pyrénées. Des ondées se produiront, prenant parfois un caractère de pluies intermittentes le matin. Du Nord au Nord-Est et à l'Auvergne, nuages et décharges alternent, et des averses se déclencheront encore à partir de la mi-journée.

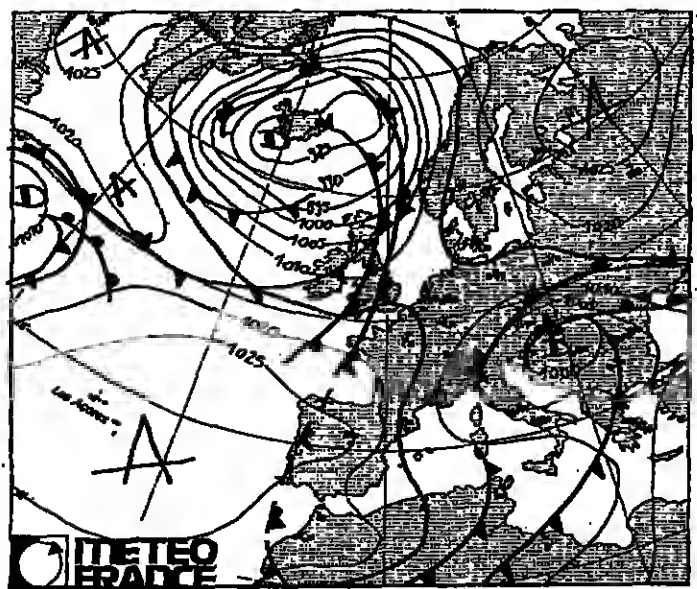
Sur l'Ouest du pays, après des brumes ou brouillades de nuages le matin, de belles éclaircies domineront la journée. Il n'y aura plus que de rares averses l'après-midi, sur un axe lo-de-

France-Aquitaine. Du Languedoc au Var, le temps sera ensoleillé, avec nuages et tramontane sensibles l'après-midi.

Les températures minimales seront fraîches, avec 2 à 5 degrés en général, localement 1 à 2 degrés dans le Nord-Est, mais 5 à 8 degrés sur les côtes, jusqu'à 10 degrés près de la Méditerranée.

La thermomètre monte, en journée, aux alentours de 15 degrés, en moyenne, près de la Manche et dans le Nord-Est, les maxima pourront se limiter à 13 degrés en revanche, il y aura quelques 20 degrés près du golfe de Lion.

PRÉVISIONS POUR LE 16 AVRIL 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé									
le 13-4-1993 à 18 heures TUC et le 14-4-1993 à 6 heures TUC					le 14-4-93				
FRANCE					ÉTRANGER				
ALGER	17	6	C		ALGER	21	12	P	
BARCELONE	14	6	C		AMSTERDAM	14	1	D	
BELGRADE	13	7	N		ATHÈNES	20	12	N	
BOMBAY	24	18	N		BANGKOK	28	25	N	
BUDAPESTE	14	6	C		BANGKOK	16	7	N	
CAEN	13	6	N		BERLIN	12	4	C	
CHERBOURG	12	7	N		BELGRADE	16	7	N	
CLERMONT-FR	12	6	N		BOMBAY	28	25	N	
COCOTTE	12	6	N		BANGKOK	16	7	N	
COGNAC	12	6	N		BERLIN	12	4	C	
DIJON	12	6	N		BELGRADE	16	7	N	
LYON	12	6	N		BOMBAY	28	25	N	
MARSEILLE	15	9	N		BANGKOK	16	7	N	
NANCY	12	6	N		BERLIN	12	4	C	
NANTES	12	6	N		BELGRADE	16	7	N	
NICE	12	6	N		BOMBAY	28	25	N	
PARIS-MONT	12	6	N		BANGKOK	16	7	N	
PARIS	12	6	N		BERLIN	12	4	C	
PERPIGNAN	12	6	N		BELGRADE	16	7	N	
POitiers-P	12	6	N		BOMBAY	28	25	N	
RENNES	12	6	N		BANGKOK	16	7	N	
STRASBOURG	12	6	N		BERLIN	12	4	C	

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

La télévision des catacombes

SOUS les hurlements et les quolibets, sous les piteuses et les chers onomatopées, s'ouvre le domaine mélancolique et désolé des catacombes de la troisième partie de soirée. Ce vaste royaume prend naissance aux alentours de 23 h 30, et se poursuit jusqu'aux confins de l'aube. L'on n'y croise guère que des rediffusions américaines, des bouchons en boucle, à l'usage exclusif des insomniaques et des hiboux. Mais les catacombes de la télévision se peuplent progressivement d'une population des plus honorables, réduite à l'extrême par le paganisme de la surface.

souterraines requiert un équipement incompressible : un magnétoscope programmable, une pile de cassettes. A ce prix, quelques jours avant Pâques, on croise donc Soljenitsyne, dans sa retraite américaine (une interview sur TF 1, 0 h 5), maudissant péle-mêle le communisme trépassé et le mercantilisme triomphant.

Dans la galerie voisine, ce sourire de lumière, ces bécotilles : c'était Jean-François Delieu, trotinant à travers les drames de la planète (un portrait sur France 3, 23 h 30). D'ici, jaillissent des échos de chants militaires, des troupes guerrières : mais oui, c'est la rediffusion tant attendue de « De Nuremberg à

Nuremberg », de Frédéric Rossif et Philippe Meyer, (France 2, de minute à 4 heures). Visite autorisée à quiconque possède une cassette de quatre heures. Quoi d'autre ? Ah, des catholiques, les derniers de l'espèce, paraît-il (M6, 23 h 25).

Si ce sont effectivement les derniers, il n'est pas étonnant de les retrouver en ces lieux. Enfin, tout près de l'entrée, des couvertures, quelques gamelles, les cendres d'un feu de camp : quelqu'un a pris ici ses habitudes. Mais bien sûr, c'est Michel Field, seul à veiller en direct, qui reçoit la Culture après souper (France 2, toutes les nuits à minute). Les habitudes des catacombes lancent parfois de som-

bres imprécations contre « la dictature de l'Audimata ».

On s'en soucie peu, là-haut, en surface, au grand banquet des marchands, où des directeurs des programmes rêvent sans doute déjà tout haut d'une « quatrième partie de soirée », puisque la seconde et la troisième semblent si bien passées dans les habitudes, puisque nul ne s'efforce.

Sans vouloir solliciter l'histoire ni forcer la comparaison, n'y a-t-il pas pourtant, dans l'indifférence qui entoure ces rediffusions progressives au néant, un Munich qui en vaut d'autres ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 14 avril

TF 1

NOCTURNE demain JEUDI 22 h.
-20% sur une large sélection de meubles et canapés.
SAMARITAINE

20.50 Variétés : Sacré soirée. Spécial Johnny Hallyday.
22.45 Magazine : 52 sur la Une. De Jean Bertolino. Trafic d'enfants : la fibre jaune.
23.55 Journal et Météo.
0.00 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.

FRANCE 2

20.50 Téléfilm : L'argent fait le bonheur. De Roger Guediguain.
22.25 Première ligne. Les Derniers Héros, le soulèvement du ghetto de Varsovie.
23.25 Journal et Météo.
23.45 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

20.45 La Marche du siècle. Souffrances d'en France. Émission enregistrée chez l'abbé Pierre, avec Pierre Bourdieu.
22.25 Journal et Météo.
23.00 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Miami Blues. ◻ Film américain de George Armitage (1989).
22.30 Flash d'informations.
22.40 Sport : Football. Présentation de la soirée.
22.45 Magazine : Jour de foot. Buts et extraits des matches de la 32^e journée du championnat de France de D1.
23.15 Sport : Football. Autriche-Bulgarie. Match de Coupe du monde 1994, en direct.
0.55 Le Journal du hard.

ARTE

20.40 Documentaire : Musiciens du Nord. Vox Humana. Portrait du compositeur suédois Allan Pettersson, de Peter Berggren.
21.50 Concert : La 10^e Symphonie. D'Allan Pettersson. Par l'Orchestre de la radio suédoise.
22.25 ► Documentaire : Rendez-vous avec le hasard. De Jochen Wolf.
23.30 Concert : Voisin en détresse. Dirigé par Claudio Abbado et Sir Georg Solti. Œuvres de Schubert, Mozart, Verdi, Mahler, Wagner.

M 6

20.45 Téléfilm : Une femme pour moi. D'Arnaud Ségnac.
22.25 Téléfilm : L'Affaire Howard Beach. De Dick Lowry.
0.00 Magazine : Venus.
0.30 Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Les voix de la discordie.
21.28 Poésie sur parole.
21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Mémoires magnétiques d'Hubert Reeves.
22.40 Les Nuits magnétiques. Aborigènes de la mer Thw, way of life. 2. Histoire d'une île.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 22 octobre 1992 lors des Journées de musique baroque de Monaco) : La Superbe, sonate pour deux violons et basse continue, de F. Couperin ; Ground Scotch par pour clavier seul, de Draghi ; Gulliver, suite pour deux violons, de Telemann ; Tombeau de Montsieur de Sainte-Colombe pour basse de viole, de Sainte-Colombe ; Sonate pour violon et clavier en ré majeur, de Haendel ; Sonate en trio n° 10 en ré majeur, de Purcell, par John Holloway, Jean Tuffet, violons, Philippe Pledot, basse de viole, David Moroney, clavier.
21.30 Concert (donné le 11 avril au Grand Auditorium de Radio-France) : Le Miroir de Jésus ou les Myrthes du rosier, oratorio pour mezzo-soprano, chœur de femmes, cordes et harpe, de Caplet ; Audon pour saxophones et dix-huit voix de femmes, de Neufville, par le Quatuor Paris, l'ensemble vocal Benjamin Britten, dir. : Nicole Cont-Lyart.
23.09 Feuilleton : Maldoror.
23.19 Ainsi la nuit.
0.33 L'Heure bleue.

Jeudi 15 avril

TF 1

15.25 Série : Hawaii, police d'Etat.
16.20 Jeu : Une famille en or.
18.50 Club Dorothée.
17.50 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.20 Série : Hélène et les garçons.
18.60 Magazine : Coucou, c'est nous !
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.25).
20.00 Journal : Tiers, Météo et Trafic infos.
20.50 Série : Navarro. Mort d'une femme, de Patrick Jamain.
22.30 Sport : Boxe. Poids plume : Fabrice Sarré (France) Roy Muniz (Etats-Unis) ; Poids mi-moyens : Victor Cordoba (Paraguay) James Flower (Etats-Unis) ; Poids super-plume : Eugene Speed (Etats-Unis) Troy Dorsey (Etats-Unis) ; Poids welters : Rodolfo Aguilar (Paraguay) Jesus Flores (Etats-Unis), en direct de Toulon.
23.40 Magazine : Télé-vision. Invité : Philippe Labro.
0.30 Journal et Météo.

FRANCE 2

15.15 Tiercé, en direct de Longchamp.
15.30 Variétés : La Chance aux chansons. Émission présentée par Pascal Sevren. Tony Garni, la prince de Lisbonne.
18.20 Jeu : Des chiffres et des lettres. Animé par Laurent Romejo.
17.15 Magazine : Giga.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Nagui.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Magazine : Envoyé spécial. Le roi Davidoff. Les hussiers de justice : Les enfants de Bogota.
22.25 Série : Un privé nommé Stryker. L'Assassin était dans le train, de Burt Reynolds, avec Burt Reynolds, Ossie Davis.
0.00 Journal et Météo.
0.20 Magazine : Le Cercle de minuit.

FRANCE 3

14.30 Questions au gouvernement, en direct du Sénat.
17.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer. Invité : Françoise Hardy.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. La Reine veuve, de Charles Dupéchez.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.08 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu : Hupodétire (et à 20.40).
20.15 Divertissement : La Classe.

20.45 Cinéma : Les Faucons de la nuit. ◻ Film américain de Bruce Malmuth (1981).
22.25 Journal et Météo.
22.55 ► Théâtre : Maître Puntille et son valet Matti. Pièce de Bertolt Brecht.
1.25 Continentales.
L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

15.20 Magazine : L'Œil du cyclone.
15.45 Magazine : BVP. Baffie vérifie le pub.
16.05 Cinéma : Le Fils du Mékong. ◻ Film français de Françoise Leterrier (1991).
17.30 Le Journal du cinéma.
18.00 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.30
18.30 Ça cartoon.
18.50 Le Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. José Vandan.
20.05 Sport : Football. Sochaux-Nantes. Match de la 32^e journée du championnat de France de D 1. A 20.30, coup d'envoi du match.
22.30 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : Hangin' with the Homeboys. ◻ Film américain de Joseph B. Vazquez (1991).
0.00 Cinéma : L'Affût. ◻ Film français de Yannick Bellon (1992).
1.40 Cinéma : La Maison du sourdre. ◻ Film italien de Marco Ferreri (1991).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Cinéma : Le Rendez-vous des quais. ◻ Film français de Paul Capra (1953).
18.05 Musique : Montreux Jazz Festival (rediff.).
19.00 Magazine : Rencontre. Daniel Beld/Marc Jolivet.
19.30 Documentaire : Honneur et violence. De Peter Schren.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 ► Soirée thématique : Black Power.
20.41 Reportage : Ghetto. De Pascal Dupont et David Carr-Brown.
21.25 Documentaire : Black Music, Black Power. Le ségrégation, l'exil, la religion, la révolte, la Béré.

22.20 Documentaire : Color Adjustment. Blacks in Prime Time. De Marion T. Riggs.
23.20 Reportage : Black Paroles. Amiri Baraka, Le Roi Jones, et Leonard Jeffries, deux grands représentants de l'Idéologie noire, s'expriment.
23.45 Documentaire : Muhammad Ali the Greatest. De William Klein (1^{re} partie).

M 6

14.15 Magazine : destination musique. Julien Clerc.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Étalon noir.
18.00 Série : La Joker.
19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.
19.50 Météo des neiges.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Météo 6.
20.45 Cinéma : La Petite Allumette. ◻ Film français de Danièle Dubroux (1997).
22.30 Téléfilm : L'île aux serpents. Une histoire de rapotes sans queue ni tête.
0.10 Informations : Six minutes première heure.
0.20 Magazine : Culture rock. Le saga des pionniers du rock.
2.00 Rediffusions.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Le Calépin, de Gilles Costaz.
21.30 Profils perdus. Arnold Van Gennep (1).
22.40 Les Nuits magnétiques. Aborigènes de la mer Thw, way of life. 3. Vie de famille.
0.05 Du jour au lendemain. Avec François Lefebvre (Blanche, c'est moi).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 28 février salle Pleyel) : Centique de Pâques, de Heggner ; Messe pour double chœur (extraits), de Martin ; Messe en ut mineur K 427, de Mozart, par l'Ensemble vocal de Lausanne, l'ensemble orchestral de Paris, dir. Michel Corboz.
23.09 Feuilleton : Maldoror.
23.19 Ainsi la nuit. Ocuor pour cordes en mi bémol majeur op. 20, de Mendelssohn ; Quatuor pour piano et cordes n° 1 en sol mineur K 478, de Mozart.
0.33 L'Heure bleue. Jazz s'il vous plaît, par André Clerget.

La première journée
de la réunion des Sept à TokyoLes États-Unis proposent
la création d'un fonds
pour la privatisation
des entreprises russes

La réunion du groupe des Sept principaux pays industriels consacrée à l'aide à la Russie s'est ouverte mercredi 14 avril à Tokyo. Au cours de la première journée, les discussions ont été plus chaudes que prévu, en raison d'un afflux de projets qui n'avaient pas été examinés auparavant, rapporte notre correspondant à Tokyo, Philippe Pons.

Lors d'un déjeuner précédant la rencontre, les ministres des affaires étrangères ont abordé quatre points chauds de la scène internationale : la Corée du Nord, le Cambodge, la Bosnie-Herzégovine et le Proche-Orient. Dans l'après-midi, les ministres des finances discutaient de l'enveloppe globale de l'assistance des Sept à la Russie. Le chiffre de 30 milliards de dollars circulait, mais on ne sait pour l'instant quels programmes cette enveloppe contiendrait exactement. Selon toute probabilité, il s'agit de 15 milliards de dollars de rééchelonnement de la dette extérieure, d'une nouvelle assistance des institutions multilatérales, du FMI en particulier, ainsi que de divers crédits multilatéraux.

La délégation des États-Unis a proposé la constitution d'un fonds international de 4 milliards visant à accélérer la privatisation des grandes entreprises russes. Les États-Unis eux-mêmes verseraient à ce fonds 500 millions de dollars, la BERD et la Banque mondiale 2 milliards, le reste étant à répartir. Washington tenterait également d'obtenir du gouvernement japonais un engagement supérieur au 1,8 milliard de dollars déjà annoncé par Tokyo.

Jeudi 15 avril, les Sept devaient retrouver le ministre des affaires étrangères de la Russie, M. Andreï Kozirev, et le ministre des finances Boris Fiodorov.

Lire également nos informations page 14.

Les travaux du gouvernement

M. Pasqua veut privilégier la lutte contre la drogue
et la répression de l'immigration clandestine

Le conseil des ministres du mercredi 14 avril devait entendre une communication sur « la sécurité en France » du ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, Charles Pasqua. Dressant un tableau pessimiste de la situation, dont il attribue en partie la détérioration à la gestion de ses prédécesseurs, M. Pasqua devait définir trois objectifs : la lutte contre la drogue, qu'il qualifie d'« ennemi public numéro un » ; la répression de l'immigration clandestine, affirmant que la maîtrise des flux migratoires sera une priorité pour son ministère ; et une mise à plat des « contraintes juridiques » qui, selon lui, entravent l'action policière, notamment en matière de contrôles d'identité.

D'un Pasqua l'autre. Estimant déjà réformé le chapitre « bavures » policières, après ses rappels à la discipline et à la déontologie, le ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire s'empresse de repartir à l'assaut sur le terrain de la sécurité. D'un grand classicisme répressif, la communication qu'il devait présenter devant le conseil des ministres ne marque aucun « recentrage » de son discours. Violence urbaine, drogue et immigration clandestine, selon M. Pasqua, sont les composantes de plus en plus interdépendantes, d'un phénomène qu'il se fixe pour mission d'enrayer d'urgence.

Le gouvernement a donc fait le choix de dissocier, dans un premier temps, l'annonce de ses objectifs en matière de sécurité et la définition, renvoyée à plus tard, d'une politique d'ensemble de la ville. Mardi matin, à l'issue d'une réunion à laquelle elle avait participé à l'hôtel Matignon, le premier

ministre, en compagnie de M. Pasqua et des ministres de l'Emploi et du budget, Michel Girard et Nicolas Sarkozy, M. Veil avait fait savoir qu'aucune mesure ne serait annoncée avant un débat parlementaire, prévu à la fin du mois.

Le ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville avait précisé que des « mesures ponctuelles » avaient été évoquées, mais qu'il fallait d'abord « en rechercher le coût ». « C'est pourquoi, ajoutait-il, nous n'avons pas pu les arrêter définitivement. Quand il s'agit de la ville, beaucoup de mesures concernent très directement les élus. Nous allons en discuter avec eux ».

Dans cette attente, M. Pasqua a obtenu un feu vert pour définir en solitaire le cadre de son action à la tête du ministère qu'il avait déjà occupé de 1986 à 1988. Affirmant que la sécurité est non seulement le premier des devoirs d'État mais aussi le premier des droits de l'homme, le ministre lors de son discours de politique générale. C'est au nom de l'État de droit que M. Pasqua veut agir, affirmant que l'égalité entre les citoyens n'est plus assurée dans la mesure où ce sont les plus défavorisés qui sont victimes de l'urgence d'une violence urbaine spécifique aux grandes villes et à la ceinture parisienne.

Le sombre tableau qu'il dessine repose sur trois critères. D'abord, l'augmentation des statistiques de la délinquance et de la criminalité, qui, après une baisse de 1983 à 1988, sont à la hausse depuis 1989, avec notamment, en 1991, une augmentation de 7,20 % la plus forte enregistrée depuis 1982, rebondie à + 2,3 % en 1992. Ensuite, la forte croissance de la délinquance de voie publique - cambriolages, vols d'automobiles, etc. - au cours de 1991, des dernières statistiques disponibles.

Enfin, le constat que des mineurs sont de plus en plus souvent auteurs de cette délinquance urbaine, les statistiques policières les estimant responsables de plus de tiers des délits avec violence.

M. Pasqua en déduit trois objectifs prioritaires. D'abord, la drogue, puisque les infractions à la législation sur les stupéfiants ont augmenté d'un million de 8 % en 1992. Le ministre de l'Intérieur plaide pour une politique commune aux pays de la Communauté

européenne, soulignant la différence d'attitude de nombre des partenaires de la France. Ensuite, l'immigration clandestine, M. Pasqua soulignant, non sans le regret, que le tiers des affaires de stupéfiants est imputable à des étrangers. Tout en continuant de se réclamer d'une France « terre d'asile », il estime que cette vocation a été pervertie par la tolérance, qu'il juge « coupable », des gouvernements socialistes.

Les contraintes
juridiques

Les quatre cinquièmes des mesures de reconduite à la frontière ne sont pas exécutées, rappelle-t-il. De fait, en 1991, 18 % des arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière pour infraction à la législation sur l'entrée et le séjour ont été exécutés. Ce taux s'élevait à environ 30 % pour les reconduites prononcées par les tribunaux comme peines complémentaires. Le faible taux d'exécution des arrêtés préfectoraux s'explique d'abord par une modification des pratiques de l'administration, qui, depuis 1991, délivre un arrêté de reconduite, non seulement à des étrangers interdits ou démis, mais aussi à ceux qui sont en liberté, et dont le titre de séjour arrive à expiration, mais qui ne sont pas systématiquement recherchés.

L'attitude des personnes qui s'opposent physiquement à leur embarquement dans un avion, les délais d'attente, les coûts financiers constituent autant d'obstacles à l'exécution des décisions de reconduite. Cependant, l'inefficacité du système s'explique principalement par la mauvaise volonté des pays d'origine qui refusent de collaborer pour l'identification des étrangers ayant détruit leurs papiers d'identité et se font tirer l'oreille pour récupérer les personnes reconduites.

Enfin, M. Pasqua s'en est pris aux contraintes juridiques, qui, selon lui, entravent l'action de la police. Il y regroupe cinq rubriques : les contraintes d'identité, dont la jurisprudence souligne qu'elles ne peuvent être exécutées que dans le cadre d'une enquête judiciaire ou d'une atteinte flagrante à l'ordre public ; la complexité du travail de reconduite à la frontière des étrangers ; l'application de la récente réforme de la procédure pénale qui nuirait à l'efficacité des investigations ; l'impunité dont bénéficient les mineurs récidivistes ; la limitation de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire dans les grandes agglomérations.

E. P.

Six mois de répit pour l'établissement lorrain

L'usine Grundig de Creutzwald
restera ouverte jusqu'à fin 1993

L'usine Grundig de Creutzwald (Moselle) devrait poursuivre sa production au moins jusqu'à la fin de cette année, ont indiqué mardi 13 avril les représentants des salariés à l'issue d'un entretien avec les directeurs de Philips et Grundig au siège de Philips à Eindhoven (Pays-Bas).

Les dirigeants de Philips, principal actionnaire de Grundig avec 31 % du capital, ont cependant déclaré, selon les délégués syndicaux, que l'usine de Creutzwald devra réduire sa production. Le site lorrain ne devrait plus fabriquer que 355 000 téléviseurs en 1993 contre 600 000 en 1992.

Dans ces conditions, les dirigeants du groupe néerlandais Philips et du groupe allemand Grundig n'ont pas exclu des licenciements à l'usine de Creutzwald, qui emploie 891 personnes. Environ 700 salariés de l'usine de Creutzwald s'étaient rendus mardi à Eindhoven, siège de la firme néerlandaise Philips, pour protester contre le projet de transférer leur production dans une usine du groupe à Vienne, en Autriche.

Reçus par le ministre de la fonction publique

Les syndicats de fonctionnaires demandent
l'ouverture de négociations salariales

André Rossinot, ministre de la fonction publique, a entamé, mardi 13 avril, une série de consultations avec les représentants des sept fédérations syndicales de fonctionnaires. Après avoir reçu, mardi, les délégués de la FEN, de la CGT et de la Force ouvrière, le ministre de la fonction publique devait recevoir, mercredi 14, les représentants de la CFDT, enchaîner, jeudi 15, avec ceux de la CFTC et de la CFE-CGC, pour finir, mardi 20, avec les représentants de la FGAF (autonomes).

« Une simple prise de contact ». Du côté des trois fédérations syndicales de fonctionnaires reçues mardi 13 avril, on ne se faisait « aucune illusion » sur l'issue de cette première ronde de consultations. André Rossinot n'a, de fait, rien démenti des intentions du gouvernement quant à l'ouverture de nouvelles négociations salariales, réclamées par toutes les fédérations syndicales, ni même sur les éventuels « sacrifices », susceptibles de concilier les fonctionnaires, dans le cadre des 20 milliards de francs d'économies demandées par Edouard Balladur.

Le ministre de la fonction publique s'est, en matière salariale, contenté de donner rendez-vous aux syndicats « dans le courant du mois de mai ». « Rien ne se passera avant la table ronde organisée par Matignon à la fin du mois d'avril », a précisé Guy Le Néouanic, secrétaire général de la FEN, à l'issue de son entretien. La délégation de la FEN avait mis en garde le ministre contre « tout retard dans l'ouverture de nouvelles négociations » qui serait, selon elle, « source de conflit ». La FEN redoute en effet de voir le nouveau gouvernement prendre en compte, au titre de 1993, la dernière augmentation de 1,8 % accordée le 1^{er} février aux fonctionnaires alors que celle-ci relève de l'application du précédent accord salarial 1991-1992. Seul motif de satisfaction enregistré par M. Le Néouanic, la volonté manifestée par le ministre d'honorer la signature de

ses prédécesseurs quant à la mise en œuvre des plans de revalorisations des classifications des fonctionnaires et des enseignants.

Nan signataires du précédent accord salarial, les délégués de la CGT et de FO ont, de leur côté, eu beau jeu d'enfoncer le clou. Les premiers en invitant les fonctionnaires à se mobiliser pour lutter contre « une situation très dégradée » sans même attendre l'issue de la table ronde de Matignon. Les seconds en précisant qu'ils « sauront prendre leurs responsabilités si le gouvernement déclenche le feu dans la fonction publique en rajoutant encore au mécontentement ».

V. D.

L'Irak a retrouvé
ses capacités
d'extraction pétrolière

Les ministres du pétrole des pays de l'OPEP se sont engagés, lors d'une réunion informelle mardi 13 avril à Vienne (Autriche), à diminuer un surplus de 300 000 barils/jour, pour ramener le prix du brut sur le marché international. Les chiffres fournis par M. Subroto, secrétaire général de l'OPEP, montrent que l'Irak, soupçonné d'être responsable d'une grande partie des dépassements enregistrés en février, produisait 1 000 barils/jour de moins que son quota-OPEP. L'Arabie saoudite s'est strictement conformée à son quota.

De son côté, l'Irak, dont la production est totalement remise des effets de la guerre du Golfe, a retrouvé ses capacités, a déclaré le ministre irakien du pétrole Oussama al-Hilali. Celui-ci a précisé que son pays disposait actuellement d'une capacité de production de 3,25 millions de barils/jour et d'une capacité d'exportation de 2,7 millions de barils/jour. L'Irak n'exporte plus son pétrole en raison de l'embargo qui lui est imposé par l'ONU depuis son invasion du Koweït en août 1990. (AFP)

SOMMAIRE

DÉBATS

Gauche : point d'orgue, par Anicet La Porc ; un socialisme du vingt et unième siècle, par Maurice Duverger. Revues : l'Etat, la société et les juges, par Frédéric Gausson... 2

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie... 3
Russie : le procès des putschistes d'août 1991... 4
L'Italie en quête d'air pur (II)... 5
Afrique du Sud : le couvre-feu a été instauré dans la région du Cap... 6

POLITIQUE

M. Séguin veut « redonner un sang nouveau » à la procédure des questions au gouvernement... 7
La RPR « en ordre de bataille » pour l'élection présidentielle... 7
Jean-François Bazin nouveau président de la région Bourgogne... 7

SOCIÉTÉ

François Mitterrand annule l'adoption définitive des projets de loi sur la biotechnologie... 8
La CNES sera placé sous une triple tutelle ministérielle... 8
La Fédération unitaire de l'enseignement choisit Michel Deschamps comme secrétaire général... 8
La Fédération autonome des syndicats de police au bord de l'implosion... 9

ÉDUCATION • CAMPUS

Le fronde des enseignants britanniques • Toulon s'offre une Maison de l'étudiant • Lyons : réforme en suspens • Une nouvelle race de prépa • Point de vue : préserver le plaisir d'apprendre • Courrier : le vrai salaire des profs... 11 à 13

ÉCONOMIE

La réunion du G7 à Tokyo... 14
Le gouvernement français souhaite une limitation plus stricte des importations automobiles japonaises... 15
Après la baisse des taux d'intérêt, les charges financières des entreprises vont diminuer... 16
Vis des entreprises... 18

COMMUNICATION

Le Crédit lyonnais de nouveau contesté à Hollywood... 10
Les résultats de TF 1 en 1992... 10

ARTS • SPECTACLES

Le Printemps de Bourges 1993 : Suzanne Vega, madone et mutante ; les Wampas, énergie punk et rock français ; Babas Maa, l'enfant terrible du Sénégal • Cinéma : Bernard Bérubé vient d'achever le tournage de *Libé Étoile* • Paroisse avec Victorio Storaro, l'illuminé • Danse/jazz : les princesses dont le hip-hop est l'enfant • La sélection de la semaine... 23 à 34

Services

Abonnements... 13
Annonces classées... 16
Automobile... 20
Carnet... 20
Marchés financiers... 18 et 19
Météorologie... 21
Mots croisés... 20
Radio-télévision... 21

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folio 23 à 34

Le numéro du « Monde » daté 14 avril 1993 a été tiré à 471 332 exemplaires.

A Cherbourg (Manche)

Un jeune de dix-sept ans
gravement blessé
par un motard
de la police nationale

Un motard de la police urbaine a ouvert le feu, mercredi matin 14 avril, peu après 9 heures, à Cherbourg (Manche) sur une automobile qu'il avait prise en chasse. Gravement blessé, le conducteur, un jeune homme âgé de dix-sept ans dont l'identité n'a pas été révélée, a été atteint d'une balle dans le foie. Selon les premières constatations, le coup de feu aurait été tiré dans le dos.

Intrigués par les plaques d'immatriculation du véhicule, deux motards de la police l'ont pris en chasse. Selon la version des policiers, le conducteur aurait refusé d'obtempérer et aurait tenté de les renverser. Ultérieurement, il aurait été établi que la voiture était volée. L'inspection générale de la police nationale (IGPN) a été dépêchée sur place.

Demain, notre supplément : Le Monde DES LIVRES

EN BREF

ALLEMAGNE : la procès d'Erich Honecker est définitivement clos. - Le tribunal régional de Berlin a suspendu définitivement, le 7 avril, la procédure engagée contre l'ancien numéro un ex-allemand Erich Honecker pour sa responsabilité dans les tirs sur les fugitifs ex-allemands, a-on appris, mardi, de source judiciaire. Dans ses audiences, le tribunal a souligné qu'en raison « du mauvais état de santé de l'accusé » la poursuite du procès était devenue impossible. Atteint d'un cancer au foie, Erich Honecker avait été libéré le 13 janvier et avait quitté le jour même l'Allemagne pour le Chili. - (AFP)

RUSSIE : le président du Parlement et la ratification du traité START II. - Le président du Parlement russe, Rousslan Khasboulatov, a menacé, mardi 13 avril, d'empêcher une ratification du traité START II tant qu'Andréï Kozirev restera ministre des affaires étrangères. Boris Eltsine a pour sa part poursuivi, mardi, sa campagne en vue du référendum du 25 avril dans la région minière du Kourassk, où il refuse de promettre une libéralisation des prix du charbon. - (AFP, Reuters)

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

Avril
1993
deux dossiers

LA FAMINE EN AFRIQUE

Somalie, Soudan, Libéria... Partout où il y a la guerre, les populations souffrent cruellement de la faim. Des pays en paix sont également touchés par ce fléau, alors imputable à la sécheresse. Pourtant, il existe des solutions à long terme.

VERS UNE ÉTHIQUE BIOMÉDICALE

L'accélération des progrès de la biologie et les réusites spectaculaires enregistrées dans le domaine de la bioéthique peuvent aussi engendrer des dérives et des pratiques contestables. Pour prévenir ces dangers, les pouvoirs publics cherchent à mettre en place un ensemble de normes et de principes qui vont poser les bases d'une éthique biomédicale.

Au sommaire des Clés de l'Info : la formation du gouvernement, les politiques de relance, le « big bang » et les alliances du P.S., les élections législatives au Yémen, les hommes et les partis en présence en Afghanistan, les Kurdes, la crise de l'aéronautique, le partage du travail, les délits d'initiales, les dix ans de la retraite à soixante ans, les pavés du Nord...

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

Macintosh Si 5/80

Clavier • Rubus • 5 mégas de mem. • disque dur 80 mégas

Ecran Apple 12" n/b 256 gris : 1 290 F
Ecran Apple 14" 256 couleurs : 2 990 F
Ecran Apple 15" n/b Plaine Page A4 : 3 990 F

7790 F

Apple Computer Inc. 128 Kbytes RAM 1500 MHz
128 Kbytes RAM 1500 MHz
128 Kbytes RAM 1500 MHz
128 Kbytes RAM 1500 MHz
128 Kbytes RAM 1500 MHz
128 Kbytes RAM 1500 MHz
128 Kbytes RAM 1500 MHz
128 Kbytes RAM 1500 MHz
128 Kbytes RAM 1500 MHz
128 Kbytes RAM 1500 MHz

هكذا من الأصل

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

LE PRINTEMPS DE BOURGES 1993

S'il est vrai que chaque année, depuis dix-sept ans, le Printemps de Bourges dépeint fidèlement le paysage de la variété française et internationale, le bilan de l'année musicale écoulée est ravissant. De Susan Vega à Tom Novembre, les courants se croisent, du 20 au 25 avril, dans un heureux mic-mac, où les artistes cassent les frontières des genres. Baaba Maal est sénégalais, les Wampas sont français, Amina tunisienne, et Kaziah Jones anglo-nigérienne. Tous créent une musique active, et donnent de la fin du vingtième siècle leur vision sociale et artistique. Les entendre cinq jours durant, au centre d'une région qui n'est pas souvent aux premières loges des affrontements culturels, est toujours un événement.

On pourrait jouer les blasés, dire que la présence à Bourges de Michel Jonasz, de Jacques Dutronc, ou de Maurane, tous en tournée hexagonale, sont le réchauffé, si excellents soient leurs spectacles. Oui, mais. Les organisateurs de festivals doivent aujourd'hui jongler entre les exigences financières et la curiosité. Le temps des découvertes est révolu, il faut d'abord assurer la recette (le budget prévisionnel du Printemps atteint cette année 20 millions de francs). Bourges affiche pourtant sa convivialité. Ainsi, sous le Magic Mirrors, un charmant chapiteau construit au Pays-Bas dans les années 20, les « Péchés de chère » renouent avec la tradition des dîners-spectacles, où on pourra voir de près des personnalités aussi fortes que l'Américaine Marva Wright ou la Cap-Verdienne Cesaria Evora. A Bourges, Sade côtoiera les rappers occitans Fabulous Troubadours et Philippe Léotard. Le chanteur Roé tentera, comme l'an passé, de profiter de cette éphémère richesse en prolongeant la nuit par des jam-sessions. Loin des grandes salles, plus près de la musique.

V. Mo.



BEAUTÉ pâle et fine, guitare éternellement co bandoulière, on croyait Suzanne Vega définitivement installée dans son rôle de précurseur du mouvement néo-folk. Grande sœur de Tanita Tikaram, Tracy Chapman ou Syd Straw, elle chuchotait ses flûtes et contait des histoires douces-amères, jolies mais trop attendues. Pourtant, fin 92, son quatrième album, 99,9°F, l'a laissée stupéfaite. A la manière d'un Tom Waits bouleversant son univers musical, il y a dix ans, avec *Swordfishtrombone*, Suzanne Vega plongeait ses mains diaphanes dans le cambouis des machines. Guidée par le producteur-thérapeute Mitchell Froom, elle fouillait fébrilement dans un joyeux bric-à-brac sonore, pistant une généalogie complexe, rêvant des facettes multiples. Un bricolage palpitant qui, en brisant une image trop lisse, dévoile presque physiquement le vrai visage d'une jeune fille pas si rangée. Avant le début d'une tournée européenne qui passera par le Printemps de Bourges, elle nous raconte les étapes de sa métamorphose.

« A vos débuts, la scène folk américaine semblait moribonde... »

— Elle était complètement passée de mode. En 1984, il n'y en avait que pour les groupes pop, Madonna et Cyndi Lauper. « *Girls just want to have fun* », disait la chanson. Et moi, j'avais l'air si triste et sérieuse. On me regardait comme une bête curieuse (rire). A seize ans, j'ai voulu gagner ma vie comme chanteuse. Mais les patrons de clubs me répétaient tous « Arrête de faire la gueule! Souris! Reviens quand tu seras décoincée... ». J'ai persévéré. Enfin, à vingt ans, j'ai joué à Folk City, le club folk mythique de Greenwich Village à New-York, là où Bob Dylan fit ses débuts. Longtemps, j'ai été trop impressionnée pour oser y entrer. Là, j'ai rencontré des gens qui écrivaient et chantaient à ma façon. Ils avaient tous au moins dix ans de plus que moi. Il y avait quelques rescapés des années 60 comme Eric Andersen ou David Blue, mais la plupart fréquentaient l'endroit depuis les années 70. Depuis, Folk City a fermé, et c'est encore plus difficile de débiter aujourd'hui.

— Pourquoi avoir préféré le folk au rock'n'roll ?

— Gamine, j'adorais Elvis et les Beatles. Mais, pour faire du rock, il faut beaucoup de copains. Pour monter son groupe, avoir du public. Il faut un garage pour répéter, de l'équipement, une grosse voix... J'étais une

SUZANNE VEGA MADONE ET MUTANTE

enfant timide et réservée, plongée dans ses livres, écrivain sans arrêt. Je me voyais mal me rouler sur scène comme Patti Smith. J'étais beaucoup plus à l'aise avec ma guitare sèche, à chanter tranquillement dans mon coin. Mon but était de devenir une véritable auteure-compositrice. Pas d'écrire des tubes pour le top 50 mais des textes se rapprochant de la poésie, et de dire quelque chose de neuf si possible. Sinon autant reprendre des vieilles chansons.

— Votre style se démarquait des classiques du genre, Joan Baez ou Joni Mitchell.

— Ces artistes m'ont bien sûr influencée, mais je ne suis pas une figure romantique comme Joni Mitchell, ma voix est plus simple et directe. Ma façon de composer a vraiment changé après avoir découvert *Berlin*, de Lou Reed. Sur cet album, il chantait et jouait de la guitare acoustique, mais évitait les schémas méthodiques habituels et le sentimentalisme des musiciens folk. Son propos était intense et tout à fait contemporain. Ça m'a beaucoup impressionnée. L'album *Big Science*, de Laurie Anderson, fut également un choc. Depuis, j'essaie de mêler une certaine tradition avec un langage et des émotions correspondant à mon époque.

— Traditionnellement, les chanteurs folk sont engagés politiquement. Cela ne semble pas être votre cas.

— Beaucoup de mes textes ont un sens protestataire. *Luka*, par exemple, ou, sur le dernier album, *Song of Sand* et *Rock This Pocket*. Mais je me méfie de la politique. Quand j'étais jeune, mes parents m'emmenaient à de grands rassemblements où tout le monde reprenait en chœur *We Shall Overcome* (« Nous triompherons »). J'avais du mal à ne pas être cynique par rapport à ça. Dans la vie de tous les jours, ces beaux slogans ne semblaient avoir aucun effet. La réalité est le plus souvent tragique. On peut être idéaliste et chanter *We Shall Overcome* ou dire la vérité et parler des souffrances d'un enfant martyr comme dans *Luka*. Je ne pense pas que les chansons puissent changer le monde. Je peux chanter *Nous triompherons* mais je ne l'écrirai pas.

— Préférez-vous les chansons intimistes ?

— Je n'aime pas penser que je n'écris que sur moi. Je varie les points de vue. Chacun doit pouvoir y être sensible. Mes chansons sont personnelles plus qu'intimes.

— Comment s'est déroulé l'enregistrement de votre premier album ?

— J'ai écrit ma première chanson à quatorze ans, j'ai signé mon premier contrat discographique dix ans après. J'avais enregistré une « démo » qui a été refusée partout, dont deux fois par A&M (son actuel label). Ce premier disque a été une expérience difficile, je n'avais encore jamais travaillé avec un producteur. La maison de disques m'a suggéré Lenny Kaye. J'étais tout excitée, à cause de sa collaboration avec Patti Smith. Il me trouvait des points communs avec Nico et voulait utiliser des violons et de la flûte comme sur l'album *Chelsea Girl*. J'ai refusé, craignant trop une musique pour supermarché. On s'est quelquefois disputés. Un jour, je me suis même enfermée dans les toilettes (rire). J'étais surtout trop jeune pour savoir argumenter. J'aurais sans doute préféré que cet album sonne plus brut, mais, dans l'ensemble, Lenny a respecté mes choix et mes chansons. On a d'ailleurs retravaillé ensemble sur le disque suivant, *Solitude Standing*. Et c'est toujours un très bon copain.

Propos recueillis par STÉPHANE DAVET

Lire la suite page 26

LE BOUDDHA DE BERTOLUCCI

PAGES 24 et 25

Après la Chine du *Dernier Empereur*, après le Maroc d'*Un thé au Sahara*, Bernardo Bertolucci, exilé volontaire de son pays, loin de sa Perse natale, est allé au Népal et au Bhoutan, en Amérique aussi, tourner *Little Buddha*. C'est un conte humaniste chevauchant les continents et le temps, composé à 60 % de scènes « modernes » et à 40 % de scènes « anciennes », qui commence à Seattle et s'élève vers le berceau de la naissance de Siddhartha, futur Bouddha.

Cette fable orientale qui fera largement appel à la magie des effets spéciaux, réalisés à Londres, pour héros Keanu Reeves, dans le rôle de Siddhartha (après celui du clerc de notaire de *Dracula*), et trois enfants. Un gamin de Seattle, un *schizuc* des rues de Katmandou et une petite fille de la bourgeoisie népalaise. Tous trois sont peut-être la réincarnation d'un lama tibétain très vénéré... Le dalaï-lama, consulté par Bertolucci à Vienne, a donné son imprimatur au scénario.

Pour *Little Buddha*, Bernardo Bertolucci a retrouvé ses plus fidèles complices, tous les « oscarisés » du *Dernier Empereur*. Le producteur Jeremy Thomas, le scénariste Mark Peploe, l'ingénieur du son Ivan Sharrock, le décorateur Elio Altamura, la créateur de costumes James Acheson, le monteur Pietro Scalia. Et, bien entendu, le chef opérateur Vittorio Storaro, qui, à l'exception de la *Tragédie d'un homme ridicule*, l'accompagne, l'éclaira, depuis vingt-trois ans, depuis la *Stratégie* de l'araignée.

D. H.

CINÉMA

BERNARDO BERTOLUCCI VIENT D'ACHEVER LE TOURNAGE DE « LITTLE BUDDHA »

On a quitté Katmandou dans la nuit pour arriver à Bhaktapour, petite ville hérissée de statues et de temples, après quelques longs kilomètres d'une route fatiguée. L'aube a ses fantômes. Dans le brouillard glacé, les ombres indistinctes ne marchent pas, elles trottent, les bras croisés sur la poitrine, geste de tous les pauvres trop peu vêtus pour conjurer le froid. Un peu plus tard, quand le brouillard se déchira, la réalité rude du Népal, par glissements progressifs, dérapages drolatiques, révélations multiples, basculera. Car le cinéma s'est emparé de ces lieux recouverts et sacrés que la pollution benédiction du tourisme a déjà touchés : Bernardo Bertolucci y tourne des scènes-clés de son film épique et mystérieux, *Little Buddha*.

Et c'est assez désolant de voir des hordes frileuses et cosmopolites à peine débarquées des autocars immortaliser à tour de Nikon un grand palmier penché sur un bassin de pierre antique fleuri de nénuphars. L'arbre est importé d'Italie, aucun palmier n'a jamais poussé dans cette région du monde, le bassin est faux, d'un talent de staffeurs de génie, les nénuphars sont en plastique... Le cinéma est là, plus vrai que la vérité, on ne cessera de le vérifier.

Pour peu qu'on accepte de jouer le jeu, qu'on regarde et ne demande rien, qu'on admette de n'apprendre de l'Histoire que des bribes éparses et légères, qu'on ne révèle que le minimum indispensable de cette fable humaniste qui vagabonde de l'Inde d'il y a 2 500 ans (Bouddha est né vers 563 avant J.-C.) à l'Amérique contemporaine. Voyage dans l'espace et le temps, voyage initiatique et secret que Bertolucci, en cette fin d'année 1992, disait vouloir préserver des curiosités, n'étant pas encore sûr lui-même d'en connaître la finalité. Ce serait, en tout cas, disaient-ils avec un demi-sourire gourmand, son « premier film pour enfants ».

Un film qu'il porte en lui depuis longtemps. En 1964, déjà, au moment de *Prima della Rivoluzione*, il est tellement impressionné par la lecture de *Milarepa*, que lui a offert Elsa Morante, qu'il intègre des passages du livre retraçant le parcours de ce Tibétain du XI^e siècle dans l'éducation sentimentale d'un jeune homme bourgeois et communiste qui lui ressemble comme un frère... Son premier voyage à Katmandou date de 1974, et c'est avant même le tournage d'*Un thé au Sahara* que des producteurs de Hongkong lui proposent d'adapter à l'écran une vie de Bouddha. Ce n'est pas l'approche historique qui le tente, il se refuse, mais accepte comme un défi le cadencé étrange qui lui fait John Malkovich en désert : un petit Bouddha en ivroie. Il l'accepte immédiatement, tel un grigri précurseur, au point qu'il porte au cou.

Après bien des doutes, et des détours, après avoir écarté deux projets concurrents, l'un au Japon, l'autre en Inde, après s'être documenté aussi bien au Musée Guimet à Paris qu'au British Museum de Londres, après s'être assuré la caution d'érudits, de conseillers religieux, d'ont le très gradé Dzongsar Khyentse Rinpoche, et être allé consulter le dala-lama lui-même, à Vienne, Bernardo Bertolucci, avec son collaborateur habituel Mark Peploe et Rudy Wultzer, le scénariste américain - et bouddhiste - de *Pat Garrett et Billy le Kid*, boucle enfin le scénario de son *Little Buddha*.

Il serait question d'un lama chargé d'ans et de sagesse (joué par l'acteur chinois Yin Ruocheng, le gouverneur dans *Le Dernier Empereur*), quittant son monastère pour se rendre à Seattle où un petit Américain dégoûté de neuf ans (Alex Weisendanger) pourrait se révéler être la réincarnation de son maître, mort il y a plusieurs années. Le même blood des hautes toits et des hamburgers s'en ira avec son père (Chris Isaac) chercher au Népal la confirmation de cette vérité sidérante, il s'y retrouvera en concurrence avec deux autres enfants, un *schizophrène* des rues de Katmandou et une petite fille de la haute bourgeoisie népalaise. Épreuves et initiations décideront du choix de l'Élu, tandis que la vie de Bouddha, de sa naissance à l'« illumination », sera contée aux trois jeunes postulants.

Ainsi le passé, magique et signifiant, se cognait-il au présent confus et violent, ainsi des images somptueuses de jardins et de palais, des enluminures de rêve cohabiteront-elles avec la représentation du quotidien bruyant de Seattle ou de Katmandou ; ainsi Bertolucci poursuivra-t-il sa quête personnelle, son enquête existentielle, mais sur un mode nouveau, semble-t-il, enchanteur et serein. Exilé volontaire de son pays, de son époque, comme en crise de confiance avec aujourd'hui, il est allé de la Chine de Pékin au Maroc de Paul Bowles pour arriver encore plus loin, ou plus près, qui sait, au pays de Bouddha, au cœur de cette légende éclairante partagée par 600 millions de Terriens.

Ce matin-là, en attendant que le brouillard se lève, il dit, mezza voce : « Je suis le cicérone des ruines... » Sur cette phrase énigmatique, le ciel se déchire et une place cotonneuse apparaît brusquement dans une explosive splendeur. On ne le savait pas, une foule est là, silencieuse, blottie sous des couvertures militaires grises qui laissent deviner les couleurs enthousiastes des costumes incroyables de James Acheson. Le prince Siddhartha, futur Bouddha, fait sa première sortie hors de son palais-prison, « appelé au-dehors », dit Bertolucci, par une chanson inconnue qui parlait des beautés et des tristesses du monde... pour découvrir peu à peu la vieillesse, la maladie, la mort,

SI TOUS LES BOUDDHA DU MONDE

KATMANDOU

de notre envoyée spéciale

Après la Chine et le Sahara, c'est au Népal, en décembre dernier, que nous avons retrouvé Bernardo Bertolucci. Il y tournait *Little Buddha*, imposante production française de City 2000 dirigée par Jeremy Thomas. Là-bas, à Katmandou, au cœur vibrant, vivant, d'une communauté qui compte 600 millions de fidèles, le maître italien venait enfin à bout d'un rêve et de son cortège de terreurs. Raconter non pas la vie de Bouddha mais plutôt une fable humaniste qui mènerait le spectateur du plus lointain des temps à l'Amérique contemporaine.



Bernardo Bertolucci avec Alex Weisendanger, un des « petits Bouddha ».

maux communs, maux humains, jusqu'alors inconnus de lui. Drapé d'étoffes précieuses, Siddhartha, sur son monumental palanquin de bois doré, est porté par des hommes coiffés de turbans saffran - des éléphants, des courtisans, des femmes parées, des joueurs de lours tambours, l'entourent. L'un d'eux vient de voir fondre sur lui une maquette armée d'un rasoir électrique. Sans un mot, elle sacrifie sa virile moustache. Le figurant a un regard terrible d'humiliation, de résignation... Le plan est prêt. Comme presque toujours chez Bertolucci, il sera d'une complication inouïe : ne se contentant pas de montrer, il raconte. Partant du haut d'une rue, il va suivre la progression du palanquin jusqu'à l'ouverture de lourdes portes donnant sur une étroite ruelle, où des dizaines de badauds multicolores accrochés à des échafaudages de bambou vont jeter des brassées de pétales de fleurs sur le passage du prince. Sans interrompre le plan-séquence, une autre caméra placée au sol sur un travelling prendra le relais de la prise de vues en plongée, rendant ainsi sensible le mouvement de « descente » de Siddhartha vers son peuple.

Pas de cris, pas d'agitation : une sorte de ballet d'une grâce implacable s'organise. C'est une belle armée de vétérans que Bertolucci a autour de lui. Bardée d'Oscars, médailles gagnées en d'autres combats - un machino vient d'avoir soixante-dix ans, le photographe Angelo a connu le chef cuisinier à toque blanche qui cuisait chaque jour sa pasta consolatrice, sans désemparer, sur le tournage du *Bon, la Brute et le Truand*. « Vous voyez, dit-il, le gros qui fait le point, autrefois, il était mince. » Il y a là la script « assoluto », comme il est des divas, Suzanne Denzinger, levée avant tout le monde, emmitouflée comme une babouchka, véritable « trésor vivant ». Elle a travaillé avec Bunuel aussi, et lorsque celui-ci, malade, était près de sa fin, elle a eu le courage de lui dire : « Don Luis, dans une autre vie, je voudrais

vous épouser. » Et Bunuel lui avait répondu : « C'est ça, Suzanne, on prendra un petit hôtel... »

Et Vittorio Stararo, l'alter ego, « le prince de la lumière » comme il ne déteste pas qu'on l'appelle (*lire l'entretien ci-contre*), qui arbore la même élégance lasse que Bertolucci, couvre-chefs coquettement cabossés, blousons de cuir souple, cashmeres culottés, communique avec son metteur en scène, avec ses assistants en murmurant dans un talkie-walkie, messe basse pour le rituel d'une somptueuse cérémonie ; la lumière caresse les acteurs, sculpte les visages, et danse autour des corps, elle est palpable et chaude, vivante.

« Silenzio, motore, action. » Bernardo Bertolucci a lancé les trois commandements, ajoutant : « Aller ! Tout le monde heureux ! » ; le palanquin s'ébranle, les portes s'ouvrent, le peuple crie. Tout à coup, dans la ruelle étroite, colorée, joyeuse, toute frissonnante sous la pluie des doux pétales de soie, apparaissent des hommes graves portant des torches la tête couverte. Sur un brancard un corps au visage découvert ; deux garçons des fagots pleins les bras ferment la marche. Le cortège avance sur un rythme axiétique, comme appelé à un rendez-vous inamovible. C'est bien répété tout ça, pense-t-on, c'est ce qu'on avait compris. Siddhartha, à sa première sortie est confronté à la mort... Sauf que le silence des figurants a pris soudain une densité étrange. Sauf qu'il s'agit là de véritables funérailles. Une scène de crémation doit bien figurer dans le film. Le tournage en est prévu au plan de travail. Pour le lendemain.

Pendant la pause, Bernardo Bertolucci se rend au premier étage d'un petit café, sur la place. Dans une pièce minuscule, les édiles locaux l'attendent, lui

Le lendemain, c'est la fausse crémation, aussi digne et poignante que la vraie. La jeune fille figurant la morte est d'une impressionnante beauté immobile, une fleur à la bouche et des pièces de monnaie scellant ses paupières closes. Bertolucci, d'un ton léger : « On ne pourrait pas trouver plutôt des pièces d'argent ? Ces pièces de bronze sont trop ternes, de la même couleur que sa peau... » La mère de « la morte » est là toute fière ; dans son sari, elle abrite un minuscule bébé. Encore plus fière, elle explique que son nourrisson aura l'honneur de « jouer » Siddhartha à sa naissance. Ce jour-là, c'est un vertige, on voit des Bouddha partout, il y a là le Bouddha nouveau-né, le Bouddha d'un an, superbe dans les bras de son père... allemand, le Bouddha népalais de huit ans, aux extraordinaires yeux d'es-carboucle, le Bouddha de vingt-huit ans, Keanu Reeves.

Bertolucci le contemple, très beau, maquillé comme une idole, et dit : « Ni femme, ni homme, ni travesti, ni garçon, ni fille, une idée assez confortable de Dieu. » Lentement, il parcourt une large fosse où sont allongés des malades, des mendicants, des vieillards décharnés dans des haillons couleur de terre, de sable, de poussière. Une fois de plus, la réalité frappe en douceur, en douceur, la fiction. Pas besoin de maquillage pour cette cour des miracles sans âge, de tous les âges de la misère.

Au moment où passe devant eux le Siddhartha de cinéma, dans son sarouel d'azur et d'or, les clochards magnifiques le saluent, mains jointes, tête inclinée. « Coupez ! » crie Bertolucci. Il houspille l'assistant français parlant népal, un ancien directeur commercial, qui dit joliment « avoir mis des élastiques à ses amarrures », venu ici en mal de voyage, et resté, ouvrant une agence de trekking... « Qui leur a demandé de sauter ? » Renseignements pris, personne. Ils ont sauté spontanément ce personnage intemporel et considérable venu du fond de leur mémoire. Pourquoi ? Parce que, disent-ils, « c'est un roi ». Un roi de quoi ? Un roi.

Le roi, Keanu Reeves, affiche en permanence une impassibilité bouddhiste. Les Indiens ne le trouvent pas assez joufflu pour le rôle. Son prénom, hawaïen, signifie « brise fraîche sur la montagne ». Né à Bayrouth (d'une mère « impliquée dans le rock'n'roll » et d'un père géologue, métisse de Chinois et d'Hawaïens, il a passé sa première année en Australie et a grandi à Toronto. Une carrière déjà brillante et versatile. On l'a vu (et apprécié) notamment dans le Dancery des *Liaisons dangereuses* de Stephen Frears (et Choderlos de Laclos), dans *My Own Private Idaho* de Gus Van Sant, dans *Dracula* de Coppola (et Bram Stoker). On le verra bientôt dans *Much Ado About Nothing* de Kenneth Branagh (et Shakespeare).

Bernardo Bertolucci lui a parlé de Bouddha dans une chambre d'hôtel, et il a eu envie de pleurer. Maintenant, manifestement, le jeune homme s'implique, égrenant des mots comme un chapelet : « Niveau humain, développement de la conscience spirituelle, contemplation, naissance et renaissance ». Parfois il se lève, tourne le dos, est secoué d'un grand rire indéchiffrable, revient et dit enfin quelque chose de joli et d'attendrissant : « Je ne suis plus heureux avec mes appétits. » A-t-il des projets ? Oui, un certain Rappeneau, un Français, lui a proposé le rôle d'Angelo dans *Un héros sur le toit*. On connaît ? Ah ! vraiment ? Goooo ? C'est important ?

Dans la profonde nuit pluvieuse, la seconde équipe, dirigée par Giuseppe Bertolucci, le frère de Bernardo, tourne une scène de total mystère. Près de l'aéroport de Katmandou, sur une colline en pente raide, deux cents appelés de l'armée népalaise, déployés en carré parfait, marchent au pas. Les effets spéciaux, qui seront réalisés à Londres, feront de ces centaines d'hommes des milliers, multipliant à l'infini le premier carré... Nuits sur nuit, menaçants dans leurs uniformes de deuil belliqueux, les soldats des ténèbres avancent, avancent vers quoi ? « Avancent vers la caméra », dit, vigilant et enrhumé, plus british que jamais, le producteur Jeremy Thomas. Il a déjà été de l'aventure du *Dernier Empereur*, de celle du *Thé au Sahara*, il gère cette fois un budget de 32 millions de dollars, entièrement financé par City 2000, la société de Francis Bouygues. « Pour la première fois de ma vie de producteur, je n'aurais pas eu à me préoccuper de bâtir moi-même ma maison. » Il ajoute quand même que ce film aura été « extase et agonie ».

C'est l'avis aussi de Bernardo Bertolucci. Dans sa chambre de l'Hôtel Yack and Yeti, il prépare le travail du lendemain, il rêve. « Après la Chine, le Sahara, le Népal, pourquoi pas le Massif central ? » Il regarde aussi des cassettes vidéo. « J'ai besoin de me nourrir de films », la Marseillaise, de Resnais, *Allemagne, année zéro*, de Rossellini, *Médée*, de Pasolini. Il dit qu'il a essayé de rendre la présence de son équipe dans ce pays « bénigne », qu'il a permis à des hommes sans dents de mâcher à nouveau, à une femme qui ne pouvait plus marcher de se faire soigner, qu'il offrira le palanquin au musée, et qu'il a tiré une ligne d'électricité au Bouthan, où il a trouvé son monastère... Il dit que ce n'est peut-être pas suffisant, pour toutes ces âmes qu'il a volées. Mais un film est au bout, il le sait. *Little Buddha*, son nirvana.

DANIELE HEYMANN

مكتبة الأصل

RENCONTRE

VITTORIO STORARO L'ILLUMINEUR

Il pourrait agacer avec l'intense conscience qu'il a de son talent, sa manie de théoriser, ses trois Oscars de la meilleure photographie (« Reds », « Apocalypse Now », « le Dernier Empereur »), illuminant ses yeux comme des projecteurs. Oui, mais voilà, le talent est bien là, les Oscars mérités, et inoubliables, pour ne parler que de quelques films de Bertolucci, les chairs claustrophobes du « Dernier Tango à Paris », ou le grain paysan des espaces de « 1900 », les pourpres incandescents de la Cité interdite, ou les sables d'une splendeur mortelle du Sahara...

« Quand vous étiez enfant, vous alliez souvent au cinéma ? »

« Mon père était projectionniste. Aujourd'hui, il est à la retraite. Lorsque j'étais enfant, il avait l'habitude de placer dans le jardin un vieux projecteur que la compagnie Lux qui l'employait n'utilisait plus. C'était comme dans *Cinéma Paradiso*, à peu de chose près. On peignait en blanc le mur du fond, et, les soirs d'été, il nous montrait les films de Chaplin. Nous étions cinq, six, moi, mon frère, ma sœur. Et je me souviens de l'immeuble dont toutes les fenêtres s'ouvraient. C'était de grandes soirées merveilleuses. »

« Je ne suis pas sûr de ce qui est peut-être la première image de ma vie. J'avais un an, j'ai vu un visage se pencher sur moi et me sourire. C'était mon père. Et pourtant, je ne me suis pas très bien entendu avec lui une fois entré dans ma vie consciente. Très étrange relation. Comme s'il m'avait poussé à faire ce à quoi il rêvait. Il m'a vainement poussé. A partir du moment où j'ai commencé à avoir du succès, il m'a rejeté complètement. Comme si je passais devant lui. C'est très douloureux de parler de ça... »

« Quand avez-vous rencontré Bernardo Bertolucci pour la première fois ? »

« Je suis sorti du Centro Sperimentale en 1959. Un an plus tard, j'étais devenu un opérateur-caméra très demandé. J'avais vingt et un ans. Pendant trois ans, ce fut presque trop facile. En 1963, à la suite de plusieurs conflits avec mon chef-opérateur, j'ai totalement arrêté de travailler. Je suis resté chez mes parents. Jusqu'au jour où un ami m'a dit : « C'est ridicule, tu dois redémarrer. Reprends tout de zéro. Même si tu dois redevenir assistant, fais-le. » C'était dur, je devais lutter contre un sentiment d'échec. Je suis redevenu assistant. D'un jeune réalisateur qui s'appellait Bernardo Bertolucci. Son film : *Prima della Rivoluzione*. Peu après, je devenais opérateur. Peu après, Bernardo me rappelait. Pour la *Stratégie de l'Argentine*. Puis pour le *Conformiste*, *Dernier tango à Paris*, *1900*, la *Luna*... »

« Votre collaboration avec Bertolucci a-t-elle évolué au cours des années ? Plus de dialogue, moins de dialogue ? »

« Bernardo est une rivière. Son énergie est comme une onde qui se propage d'une rive à l'autre. Jamais les choses ne sont « comme ça et pas autrement ». C'est probablement l'une des raisons pour lesquelles je me sens très attiré par son cinéma. Bernardo ne s'exprime pas complètement de manière consciente, intelligible. Les personnages, les dialogues, les intrigues ne sont que des manifestations extérieures. Il y a toujours quelque chose d'autre, de plus profond et intérieur. Ma propre vision du conflit ou de la quête d'harmonie entre les lumières et les ombres est comparable à l'alchimie conscient/inconscient chez Bernardo. Avec lui, je suis davantage l'homme des ombres que celui des lumières. »

« Quelles furent ses exigences en ce qui concerne l'approche visuelle de *Little Buddha* ? »

« Grandir, apprendre ensemble. »
« C'est ce que vous avez toujours fait, non ? »
« Oui. Mais on grandit aussi chacun de son côté. J'ai l'habitude d'avoir une vision claire de la structure de mon travail. Cette fois, il m'a demandé de ne pas m'encombrer de trop de références précises. Parce qu'elles pouvaient être opposées à ce que nous découvririons sur place. Vous savez, le thème

est tellement fort, si profond et élevé qu'on ne peut pas tout visualiser d'un coup. »

« C'est plus riche que le *Dernier Empereur* ? »

« C'est tout à fait différent. En étant proche d'une certaine manière, puisqu'il s'agit encore d'un voyage à l'intérieur d'un personnage. Mais l'empereur, à tous les stades de sa vie, pouvait être symbolisé par une couleur. Il n'en est pas de même pour *Buddha*. Qui peut-il bien être ? Pourquoi a-t-il la lumière en lui ? Probablement parce qu'il est une métaphore, la représentation même de l'énergie. Parce que la lumière est la seule énergie que l'on peut se représenter d'une manière visible. »

« Que signifie le moment où il atteint l'illumination ? Je crois que j'obtiens les réponses en faisant le film. Jusqu'à maintenant, la seule explication qui m'ait été donnée, c'est celle de l'équilibre qui révèle le conflit entre lui-même et son ego. A un certain point d'équilibre, il est à la fois conscient et inconscient. Il n'y a plus de distinction entre son jour et sa nuit, ses instincts masculins et féminins, sa conscience et son subconscient. Sans doute ce point d'équilibre offre-t-il l'intuition de ce qu'est la vie, dans un état de sur-conscience. E-MC² est peut-être une intuition d'Albert Einstein, rien de moins qu'une illumination. L'énergie n'est rien d'autre que de la matière qui se propage à la vitesse de la lumière au carré. »

« Toutes les religions prétendent que l'homme a été créé à l'image de Dieu. Je ne pense pas que cela signifie deux yeux, un nez, une bouche. Probablement est-ce cette énergie. Je n'en sais rien. J'essaie de comprendre. Une autre réponse s'offre à moi ; le bouddhisme affirme que chaque être humain sera réincarné, identique, pour continuer l'entreprise de sa vie, jusqu'à ce que, progressivement, il atteigne cette illumination. Ce n'est pas ce que je crois personnellement. Je crois que la matière peut être inerte et que l'énergie vient... »

« Comment puis-je représenter le maître disparu si celui-ci est partagé en trois réincarnations ? Le seul moyen qui s'offre à moi est de trouver une métaphore à travers la lumière. Il est la lumière blanche, elle-même composée des trois couleurs primaires. Donc j'ai attribué une couleur symbolique à chacun des gamins. L'un bleu, l'autre rouge, et le troisième, vert. Seule leur réunion peut générer la lumière blanche. Visuellement, je sais que cette réincarnation ou sera sensible qu'en leur présence commune. C'est une autre manière de dire l'histoire. D'une façon subliminale. A la fin, quand

les trois personnages se retrouvent au Bouddha, ils seront reconnus ensemble. L'énergie est un nouvel élément, né de cette réunion. Après la création, la continuité de la vie. L'un met les cendres à l'eau, l'autre en terre, et le troisième dans les airs. Sans doute est-ce moins simple ou moins intelligible pour nous tous, qui cherchons des réponses. Mais l'idée, c'est l'équilibre. L'équilibre entre les éléments. C'est ma propre quête. Je ne sais pas si elle aboutira. »

« Est-ce vous qui avez inventé cette console d'éclairage que vous utilisez ? »

« Non. Le jeu d'orgues est utilisé au théâtre depuis longtemps. Parce qu'en théâtre, contrairement au cinéma, vous ne pouvez pas dire « Coupez ! » et modifier tranquillement la lumière entre les plans. Au théâtre, vous n'avez qu'une prise, qui dure une heure. Et parfois en une heure, ou en un seul acte, vous devez illustrer plusieurs situations. Et on ne doit pas voir d'électriciens se promener sur scène pour bricoler les lumières, parce que ça ne fait pas partie de l'histoire... On a donc inventé un système qui permet de passer d'une situation à une autre sans détourner l'attention du spectateur. La première fois qu'on a utilisé une telle console au cinéma, c'était pour *Coup de cœur*, de Coppola... Parce que nous voulions, avec Francis, raconter l'histoire d'une manière très fluide, très continue. Depuis ce film, je ressens toujours le besoin de montrer, de matérialiser le mouvement de la lumière. Le mouvement de la matière. »

« Avant les consoles, je me servais de plusieurs groupes électrogènes, d'énormes gamelles, de draps, de tout ce qui pouvait contribuer au passage d'une lumière à une autre. La lumière immobile, c'est comme l'eau immobile. Depuis *Coup de cœur*, je n'ai plus quitté la console... Et j'en parle, j'écris, je pousse toute la profession à s'en servir. C'est long, parce qu'il règne un certain conservatisme. Mais ça finira par s'imposer. »

« De toute façon, on ne maîtrise pas tout ce qui se passe. Vous avez affaire à un procédé mécanique, qui fait parfois un petit peu de bruit quand ça ne tourne pas rond, et, quand vous vous retrouvez devant un écran, vous découvrez une image sismée. C'est le cinéma. Un grand mystère encore pour tout le monde. Même les plus instruits. Je connais tous les rouages du processus qui mène jusqu'à l'écran. Mais il demeure une zone éternellement mystérieuse dans cette transformation,

entre les émulsions, développements, tirages, projections... Il y a toujours une part d'enchantement, qui nous ramène à la lanterne magique et qu'on appréhende avec ce que l'on ne connaît pas de soi-même. »

« En dehors de la console, y a-t-il d'autres progrès techniques qui vous intéressent ? »

« Je ne cesse d'expérimenter. Ainsi une nouvelle caméra nous permet de filmer la vie de *Siddhartha* en 65 mm. C'est une idée qui nous est venue pour raconter visuellement un conte de fées pour enfants, comme lorsqu'on ouvre un livre qui renferme de très belles illustrations. Au sein d'un monde contemporain réaliste, aux Etats-Unis, au Népal, ou en Inde, nous avons trouvé intéressant d'en montrer un autre, esthétiquement différent. C'est probablement la première fois qu'on réalise de telles combinaisons entre du 35 mm anamorphosé et du 65 mm. Au laboratoire, j'utilise un système très spécial. En fait, trois procédés différents pour trois parties du film différentes, autour de chacune des trois enfants. Nous prenons deux séries d'optiques, combinées entre elles. En d'autres termes, j'essaie de me servir de tous les éléments, de toutes les techniques possibles pour servir le récit. Pour offrir au public l'impression, le sentiment, l'émotion propres à cette histoire. »

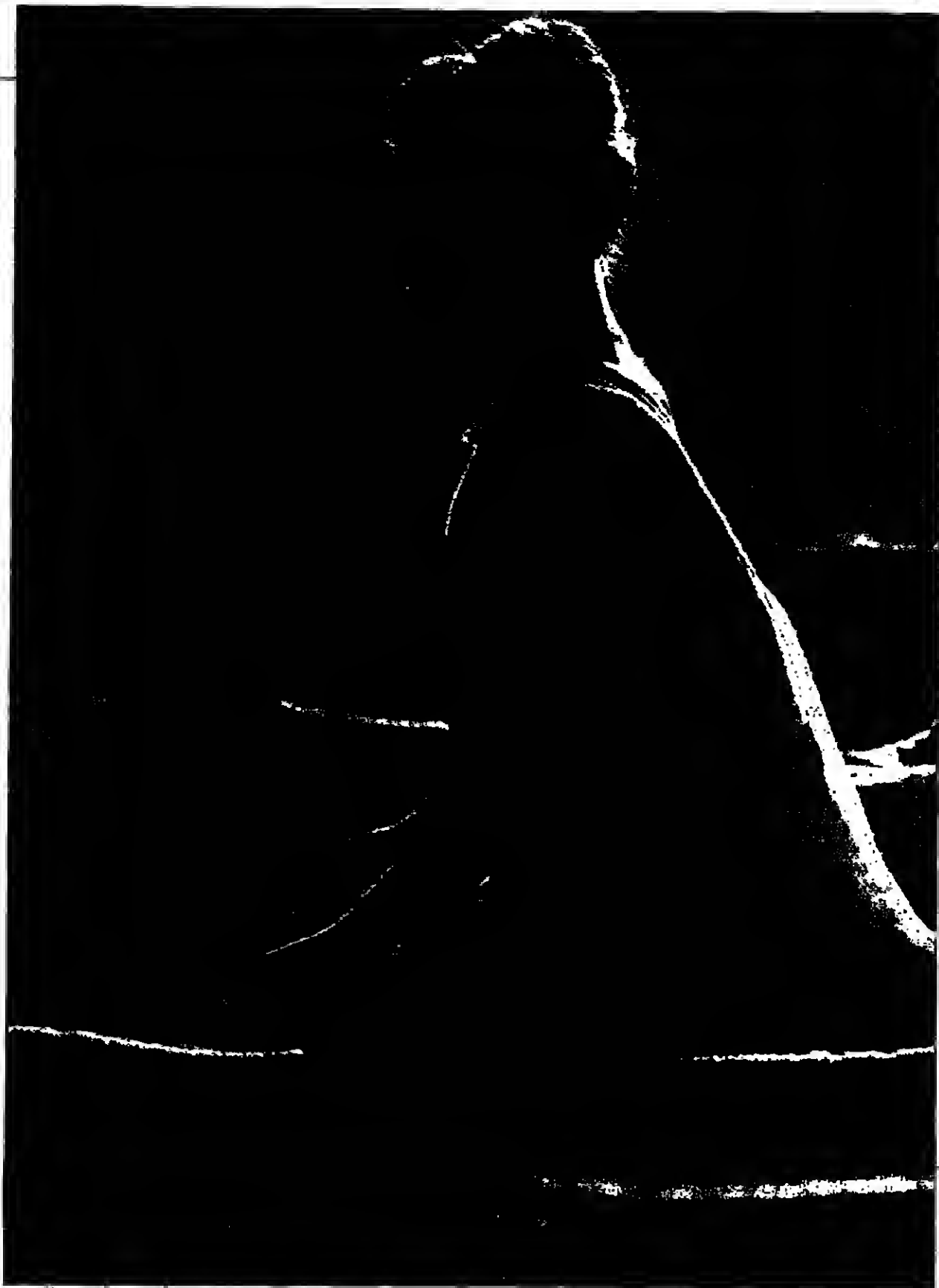
« Quelles ont été vos sources d'inspiration picturales, au fil du temps ? »

« Je ne pense pas pouvoir dire : ce peintre m'a apporté plus que les autres. Mais je peux vous donner deux noms, qui m'ont apporté des confirmations. Depuis toujours, j'ai opéré une séparation entre les domaines, aussi bien entre le naturel et l'artificiel qu'entre la lumière et l'ombre, nettement distinctes ou réunies. Deux peintres, donc. Le Caravaggio, bien sûr, l'homme qui a été le mieux capable de représenter le conflit entre la lumière et les ombres. La séparation est tellement forte qu'elle n'offre aucune possibilité de réunion entre les deux. Vermeer est l'opposé. Il essaie de combiner les deux extrêmes dans une unique zone de pénombre. Je ne crois pas qu'ils m'aient inspiré, je ne pense pas essayer de les copier ; ils m'ont conforté. »

« Finalement, qu'est-ce qu'un film, selon vous ? »

« Un film n'est pas un concert, c'est une symphonie. Mais jouée par des solistes. »

D. H.



Après l'illumination. Le prince Siddhartha, de renoncement en renoncement, a atteint la plénitude. Il est devenu Bouddha. Et Keanu Reeves, acteur américain, ne ressemble plus en rien au jeune buveur de Coca-Cola qu'il est. Emacié, transcendant, il a rejoint la beauté de son rôle.

LE PRINTEMPS DE BOURGES

LES WAMPAS, ÉNERGIE PUNK ET ROCK FRANÇAIS

LES Wampas ont joué pour la dernière fois à Bourges en 1991. Ce jour de printemps, ils partageaient l'affiche avec 22 Pistepikko, groupe finlandais introverti, qui les avait précédés sur scène et s'était trouvé à l'aise dans le cadre du grand théâtre de la maison de la culture. Après le changement de matériel, les quatre Wampas déchainèrent leur torrent de décibels, assistés de Palmer, le guitariste de Bijou. Alors on vit disparaître comme par enchantement des rangées entières de fauteuils que le public descendait avec méthode et fureur avant de les faire passer sur scène où des techniciens les escamotaient en coulisse.

Pendant ce temps, Didier Wampas chantait, hurlait, perdo dans sa transe, porté par la rythmique brutale et primitive, les guitares métalliques. A la fin du concert, Niko, le batteur, ne put contenir son enthousiasme et sauta de la scène dans le public. Qui s'écarta aimablement pour le laisser s'écrouler de tout son long. Encore plein d'adrénaline, Niko remonta s'asseoir derrière sa batterie, finit un dernier titre et s'évanouit. A l'hôpital, on diagnostiqua plusieurs fractures des côtes.

L'accident marquait le début d'une longue et pénible parenthèse, refermée en janvier 1993 avec la sortie de *Simple et tendre*, le quatrième disque du groupe et, à ce jour, le meilleur album de rock français de l'année. De la formation de 1991 restent Niko et Didier. Marc Police, le guitariste, s'est donné la mort fin 1991. Ben Sam, le bassiste, a pris la porte juste avant l'enregistrement de *Simple et tendre*. Ils ont été remplacés, le premier par Philippe Almosnino, qui eut autrefois au sein des Dogs, le second par le contre-bassiste du groupe texan Shoulders, Chris Black, qui a participé aux sessions de *Simple et tendre*, avant de laisser sa place à Christophe Baudrillard, qui tenait la basse au sein des définites Soucoupes violentes.

Didier Wampas est un être étrange. Grand, maigre, les cheveux longs, l'air incroyablement doux, il ressemble aussi peu à un chanteur de rock qu'à un employé de la RATP. Il alterne pourtant ces deux occupations. C'est lui qui signe tous les textes du groupe. Sur *Les Wampas vous aiment*, l'avant-dernier disque, l'un des meilleurs titres disait : « La La La La La La La », huit fois, avant de hurler : « C'est facile de se moquer. » Si le propos de *Simple et tendre* est un peu plus explicite, Didier Wampas n'a pas honte de ses œuvres précédentes. « Aujourd'hui, j'essaie de faire des paroles avant. Les chansons sont des choses tellement fortes. Avant je ne trouvais pas les mots qui allaient avec. J'avais l'habitude d'écouter des chanteurs que je ne comprenais pas. » C'est ainsi que les Wampas échappaient au dilemme piégé : le rock, en français ou en anglais ?

Dès leur formation, malgré leurs nombreuses accointances avec le milieu punk, les Wampas (baptisés du nom d'une tribu maléfique reconstituée au

TONIQUE
RETOUR
DE FLAMME

Menés par Didier, leur fou chantant, les Wampas rendent compatibles énergie punk et sensibilité poétique. Malgré les aléas d'un destin parfois tragique, leur innocence reste intacte. Leurs disques en attestent, tout comme leurs décollants concerts. Avant l'Olympia, ils sont invités au festival off du Printemps.



hasard d'un épisode de *Raham*) n'ont jamais caché la multitude de leurs dettes. Au rock'n'roll primitif et à sa descendance mutante, le psychobilly (contraction de « psychose » et « rockabilly »), s'ajoute le yé-yé français et la période décadente d'Elvis Presley, celle des arrangements de cordes sirupeux, des fautes de goût imperdonnables. La disparition de Marc Police a sans doute éloigné les Wampas du rockabilly. Les proches du guitariste ont édité un super 45 tous (de viol, bien sûr) qui montre que cet élève de Link Wray n'était plus très loin de son maître. Philippe Almosnino, plus moderne, plus proche d'un certain classicisme anglais, a sûrement contribué à la mue des Wampas.

Les Wampas vous aiment, sorti sur le label Eurobond au moment où celui-ci était racheté par la FNAC, avait été victime des révolutions de palais qui avaient suivi la prise de contrôle. Mal promu, mal distribué, l'album n'avait pas connu le succès commercial auquel il pouvait prétendre dans la foulée de la Mano Negra. Désenchantés, les Wampas avaient fait la tournée des majors du disque et étaient sur le point de signer sur le label RCA du groupe BMG en 1991 : « Nous avions fait des maquettes avec Marc, se souvient Didier. Et puis il a fallu attendre la rencontre avec Philippe. Nous avons réenregistré les maquettes sur un walkman et finalement nous avons conclu avec BMG en mars 1992. »

Alors est arrivé le temps des décisions. « Ben Sam est parti pour raison technique », explique le chanteur, diplomatiquement, pour se reprendre aussi vite : « Non, en fait, on s'en foutait qu'il prenne des cours de basse. Simplement, quand il jouait, on n'entendait pas le type qu'il était. Avec Les Wampas vous aiment, nous avions atteint les limites d'un mode de fonctionnement. Pour ce disque, nous voulions trouver un producteur qui ferait bosser. » L'Anglais Mark Wallis fut ce bourreau de travail : « Il m'a fait chanter avec un micro de répétition, je sautais en l'air pendant les prises, je hurlais. Il me laissait faire et je me disais qu'il ne savait pas ce qu'il faisait, j'étais tellement habituée à ce qu'on m'engueule en studio. » Le disque a été réalisé en Angleterre, à la campagne, sauf un titre, *Les Iles au soleil*, dont les cordes ont été enregistrées au studio d'EMI à Abbey Road : « Le jour de la prise, quand les cordes ont joué et que j'ai entendu ma voix, j'ai eu honte tellement je chantais faux. Ça ne gênait pas Mark. Sidi (le producteur des Nègresses vertes) est venu une fois pendant les séances et a essayé de me faire chanter juste, on aurait dit de la variété, c'était horrible. »

Ces accommodements avec le diapason sont une part intégrante du discours de Didier Wampas, qui, il y a quatre ans, reprenait déjà un verset de l'Ecclesiaste (5 : 1, sur *Les Wampas vous aiment*) et passe autant de temps à chanter les louanges de l'Eternel qu'à vanter les joies du rock'n'roll. « Ce n'est pas que j'aie envie de parler de Dieu, s'excuse-t-il, ça m'embête même, mais je ne peux pas faire autrement. Je suis heureux, je ne vais pas faire croire le contraire. » En janvier et février, les Wampas se sont échauffés en donnant plusieurs concerts dans le cadre de l'opération « Rock au lycée ». Les conditions étaient impossibles, il fallait souvent jouer dans des gymnases à l'acoustique effroyable, devant des lycéens qui, n'ayant pas payé leur place, voyaient plus dans le concert un prétexte pour couper aux cours les plus ennuyeux qu'une occasion de s'écarter.

Mais jamais les Wampas n'ont renoncé. La nouvelle formation est plus exacte, propulsée par la frappe brutale de Niko, assouplie par des lignes de basse plus mélodiques, enrichie par les parties de guitares très fûtées. Mais le chanteur est toujours un fou hurlant, jamais sûr d'avoir fait passer ses mots simples et ses convictions avant que le public ne soit à genoux. S'il échoue, il en rit, s'il réussit, il est aussi heureux que les gens dans la salle.

THOMAS SOTINEL

* Le 23 avril à Bourges. En tournée : le 15 avril, Reims, L'Usine. Le 16, Nancy, Terminal Export. Le 17, Epinal, Rock Epine. Le 20, Tnuers, Le Bateau-Livre. Le 29 à l'Olympia, Paris.

Suite de la page 23

— Qu'est-ce qui avait changé pour ce deuxième album ?

— Au départ, la maison de disques s'imaginait pas que je puisse avoir du succès. J'ai bénéficié, grâce à cela, de beaucoup de liberté. Mais le premier album a mieux marché que prévu. Et la pression pendant l'enregistrement de *Solitude Standing* fut beaucoup plus grande. Je n'avais pas l'habitude de rendre des comptes, de me sentir observée à ce point. J'ai eu beaucoup de mal à écrire ces nouvelles chansons. L'ambiance était très tendue. Lenny, par exemple, mixait l'album alors que je n'avais pas encore écrit les paroles de *Ironbound*. J'ai fini par assembler quelques mots à la hâte pour enregistrer et mixer dans la foulée. Ça m'a fait prendre conscience que je pouvais écrire plus vite. Aujourd'hui, les textes me viennent beaucoup plus facilement.

— Ce disque reste votre plus gros succès commercial, notamment grâce à *Luka*. Était-il composé et produit dans ce but ?

— Quand j'ai fait écouter *Luka* pour la première fois, tout le monde m'a prédit que ce serait un tube. J'étais pourtant persuadée que les gens n'aimeraient pas cette chanson, qu'ils ne la comprendraient pas ou qu'ils la jugeraient trop violente. Quand le simple est entré dans le Top 10 aux États-Unis, je n'en suis pas revenue. Même si je ne m'en suis pas aperçue à l'époque, j'ai sans doute contribué à rendre cette production plus commerciale. Je voulais ajouter un peu de tranchant à la musique, que la batterie soit plus présente, plus dynamique. Ça a donné un disque plus pop.

— Comment avez-vous vécu l'énorme succès de ce deuxième album ? Peut-on rester pessimiste en regardant autant de disques ? Peut-on faire commerce de la tristesse et de la fragilité ?

— Comme chacun sait, l'argent ne fait pas le bonheur (rires). Bien sûr, j'étais heureuse de mon succès, de la manière dont j'y étais parvenue. Grâce à *Luka* et à ce que je croyais. Je n'avais pas eu à relever mes jupes, à fabriquer une image pour me vendre. J'avais appris à préserver mon univers, à protéger mon inspiration des méfaits de l'industrie. Mais j'étais épuisée. A la sortie du disque, il a fallu parler à des milliers de gens en ayant le sentiment d'être pressée comme un citron. Puis nous sommes partis un an et demi sur la route. J'adore la scène mais une telle tournée demande une forme athlétique. Si on regarde les photos prises à l'époque, en

SUZANNE VEGA
MADONE
ET MUTANTE

1987, j'ai très mauvaise mine, j'ai l'air toute maigre et triste. J'ai mis un moment à me retrouver.

— Est-ce pour cela que trois années séparent *Solitude Standing* de *Days of Open Hand*, votre troisième album ?

— Il a fallu me refaire une santé. J'ai emménagé dans un nouvel appartement. Tous mes rêves étaient devenus réalité. J'attendais ce que le futur pouvait me réserver. Ce qui explique un peu le titre du disque. Je tendais une main ouverte, prête à recevoir ce que l'avenir devait m'apporter. Beaucoup de chansons de cet album traitent d'ailleurs des rêves et de l'avenir. On m'a suggéré plusieurs producteurs. Brian Eno était intéressé. J'ai préféré le produire moi-même avec Anton Sanko, un de mes musiciens qui était aussi mon compagnon à l'époque. Nous avons fait l'album à la maison, en installant le studio dans mon appartement. Ça nous a pris presque un an. Anton est quelqu'un de très perfectionniste. En voulant trop bien faire, nous avons donné au disque cet aspect trop lisse.

— *Days of Open Hand* avait un côté expérimental qui annonçait d'une certaine façon les audaces de *99.9* ?

— Je voyais bien que la presse et la maison de disques attendaient dix nouvelles chansons sur l'enfance martyre, des prises de position sur des faits de société. Un peu par provocation, on a pris le contre-pied de cette attente. Les chansons étaient plus lentes, moins directes, plus expérimentales. Nous avons joué plus subtilement

avec les rythmes au détriment du format pop-rock. J'aurais bien sûr préféré que certains titres soient plus enlevés. Seul *Book of Dreams* possède un tempo assez rapide, influencé à l'époque par mon goût pour XTC. Ce côté bricolage maison s'est effectivement retrouvé, poussé à l'extrême, dans l'album suivant.

— L'expérience des remises de *Tour's Diner* par DNA y est-elle pour quelque chose ?

— C'est une leçon qui m'a fait comprendre que je devais m'amuser un peu plus avec la musique. Que deux DJ anglais sans le son bidouillent en quelques heures ce morceau *a cappella* pour en faire un tube de dance music vendu à trois millions d'exemplaires, c'était drôle et assez ironique. A&M était furieux, car ils n'avaient pas demandé d'autorisation. Plutôt que des poursuites, j'ai demandé à ce que le label sorte le disque. Après cela, j'ai reçu des dizaines d'autres remises de *Tour's Diner* venus du monde entier. J'ai sorti une compilation des meilleurs d'entre eux.

— Comment s'est passée votre collaboration avec le producteur Mitchell Froom sur *99.9* ?

— Rien de ce qu'il avait fait jusqu'à présent avec Richard Thompson, Elvis Costello ou Crowded House ne me préparait à cela. Je pensais surtout gagner en vitalité mais Mitchell m'a lancé un défi. Il voulait, disait-il, que « je saute un précipice ». J'ai remis en question mes schémas de fonctionnement. On s'est retiré dans une église de Woodstock transformée en studio bon marché. Nous avons réalisé une pré-production. C'était très excitant, je n'avais jamais travaillé aussi vite. Mitchell commençait souvent par une ligne de basse. Nous désirions aller à l'essentiel, que les morceaux soient très directs, très contrastés comme dessinés avec de gros crayons de couleur plutôt qu'esquissés au fusain. J'avais l'impression de jouer dans un bac à sable. Autant le précédent disque était aseptisé, autant celui-là était sale, rugueux, tordu.

— Puis sont arrivés les musiciens, qui ont parfaitement collé à l'esprit de l'aventure. Mitchell Froom et son ingénieur du son, Tobiad Blake, ont une façon unique de jongler avec les sons, de les sculpter comme de la matière, de rendre cohérente une chose composée d'éléments disparates. Je les comprends car je travaille les mots de la même façon.

— Dans *99.9*, vous multipliez les références médi-

cales au corps, à la fièvre, au sang... D'où vient cette obsession ?

— Ce vocabulaire médical était déjà un peu présent dans *Days of Open Hand*. J'avais reçu des lettres de médecins qui aimaient bien *Men in a War* ou *Fifty-Fifty*. *Chance* (rires). Cette obsession s'explique en partie par ma rencontre avec mon vrai père. J'ai pris conscience de mes liens de sang. Il est beaucoup plus rond que moi, mais il me ressemble. De connaître enfin cette partie de ma famille m'a fait appréhender mon propre corps. Ma mère s'était mariée avec un écrivain portoricain que j'ai longtemps pris pour mon père. Mais dans Spanish Harlem, j'ai vite compris que j'étais différente. On me faisait remarquer ma peau blanche, mon allure fort peu hispanique. Mon vrai père est d'origine irlandaise. Neuf ans, j'ai appris la vérité.

— Est-ce la Messure qui apparaît en filigrane dans vos premiers albums ?

— C'est sans doute ce manque qui me faisait me sentir à part. Cela se percevait peut-être plus dans ma voix ou dans mon attitude que dans mes textes. Ou alors entre les lignes. Dans *Small Blue Thing*, quand je dis me sentir si petite, tenant dans le creux d'une main. Ou dans *Gypsy* qui dit « Serre moi comme un bébé qui ne veut pas dormir ». Cette chanson a fait pleurer mon père.

— La musique est alors autant un moyen de communiquer que de mieux se comprendre soi-même ?

— En retrouvant mon père, je me suis aperçue que tous les membres de ce côté-ci de ma famille jouaient de la musique. Mon grand-père était trompettiste, ma grand-mère tenait la batterie dans un groupe féminin des années 30. Je croyais avoir librement choisi d'être musicienne alors que j'avais ça dans le sang. Et ce que je croyais être un simple besoin de communiquer, était plus que cela. Quand Mitchell a appris mon histoire, il voulait me faire comprendre musicalement qui j'étais vraiment. Avant lui, tout le monde voulait préserver ma soi-disant pureté sans percevoir l'aspect humoristique et sarcastique de ma personnalité. Il a dit : « Non, chez elle tout est mêlé, je veux révéler en elle la mutante. » Il a raison. Même si cela ne se voit pas au premier abord. C'est ce que je suis profondément.

Propos recueillis par
STÉPHANE DAVET

هكذا من الأصل

BAABA MAAL, L'ENFANT TERRIBLE DU SÉNÉGAL

UN ROI DU PAYS TOUCOULEUR

Alors que l'Afrique se livre à des mélanges synthétiques et au plaisir de la « world-music », revue et corrigée par la Californie, Baaba Maal fait le pari de l'acoustique, du terre à terre, défend la langue peul et attaque le marché occidental en beau diable dansant. Puis fait un disque électrique. Par diti.



La musique sénégalaise a son prince, Youssou N'Dour. Idole précieuse de la médina de Dakar, jeune patron du Kilimandjaro, une boîte pousseuse et puissamment attractive du bord de mer, Youssou N'Dour est, depuis le début des années 70, le grand manipulateur de la « dans du ventilateur » : ou l'art de faire bouger en cercle les bras et les parties arrière du corps, sur rythme de mbax, une forme d'expression rude et sensuelle qui fait l'essentiel de la musique moderne ouolof. Digne héritier du groupe Xalam, les jardiniers inspirés qui firent prendre de très occidentales greffes sur les tambours du pays, Youssou N'Dour, l'ami de Peter Gabriel, de Jacques Higelin, la première signature africaine de 40 Acres and A Mule, le label de disques de Spike Lee, possède son élégance naturelle, ses jeans tombants, ses « shirt stylisés » et sa casquette marquée du X de Malcom (1).

Après le relatif effacement des Casamançais Touré Kunda, l'apartie au Sénégal, se jouent à trois : Youssou N'Dour, Ismaël Lô et Baaba Maal. Le style, la discrétion, la magie, le mbax, l'essence et le rythme purement ouolof, dont le mbax est une des formes essentielles pour le premier, les rondeurs d'un blues d'inspiration bantou pour le deuxième, les mystères sahéniens pour le dernier, la souplesse de wango et du yela, dont Jimmy Cliff disait qu'il était « la racine du reggae ». Ismaël

Lô, trente-six ans et une voix de velours, onctif par son père, mandingue par sa mère, rend un culte intime à la musique folk, dans le sens occidental du terme, aux ballades, à la mélodie, à l'harmonica et à la guitare sèche.

Baaba Maal est un Toucouleur, né en 1954, sur les bords du fleuve Sénégal, dans la région septentrionale du Fouta-Toro (2). Taciturne, effacé, discret. En apparence. En scène, Baaba Maal devient un beau diable jonglant avec les étages superposés de son boukou brodé et multicolore, arborant le chapeau pointu des Peuls comme une revendication ethnique, affichant des racines lointaines (l'Égypte, l'Éthiopie, dirait l'historien Cheik Anta Diop, tenant d'une Égypte antique nègre), à grand renfort de dreadlocks aplatis sous un bonnet ou dressés en antennes, selon l'humeur. La force de Baaba Maal repose sur la voix, élanée, profonde, et sur la présence lénifiante du tama, le petit tambour à aisselle qui signe la musique sénégalaise à l'extrême, que l'accordeur la valse rimait.

« Le tama, explique-t-il, lance le message, repasse ensuite par toutes les percussions. Quand on joue un rythme, ce sont aussi parfois des phrases, des proverbes. Le tama décontracte, met à l'aise, excite... Mais là où je viens, les gens ont aussi des instruments qui mettent plus en valeur les harmonies que chez les Ouolofs ».

Entre Ismaël le mélodiste et Youssou le coupeur de rythmes, Baaba Maal fait le pont (3). La carrière de Baaba Maal commence en 1974, par une bourse d'études au Conservatoire de Dakar, puis la fondation d'une association culturelle toucouleur, Asly Fouta. Ses entreprises artistiques seront ensuite indissociables de celles du guitariste et chanteur aveugle Mansour Sack, sorte de pilier de la tradition et de la spiritualité, avec lequel il crée un surprenant duo - témoin de la beauté de la chose, l'album *Djam Leeli* (Rogue Records/Media 7) produit à Bruxelles en 1984 - avant de se livrer à des expériences plus électriques au sein du groupe Daandé Lenol (la Voix du peuple). Sous les doigts des deux amis, la guitare est traitée comme une kora, la harpe africaine, qui exige que les cordes soient pincées avec une sécheresse déliée : « *Djam Leeli* était une tentative d'aider des gens qui souffrent des effets de la désertification venue du Sahara, qui ont faim et fuient vers les villes, à comprendre qu'ils possèdent quelque chose de très précieux : leur musique ». En 1990, alors qu'Ismaël Lô intègre l'écrite Barclay, que Youssou N'Dour divorce de Virgin, Baaba Maal rejoint Mango, le label world-music d'Island.

Contrairement à celle du très urbain Youssou N'Dour, l'image de Baaba Maal a été longue à construire. Il l'impose il y a deux ans avec *Baayo*, un

album savamment dosé, totalement acoustique. La démarche est surprenante pour qui vient de partir à la chasse du marché international. Le prochain album, *Laam Toro* - reprise sophistiquée de la cassette qui fait fureur à Dakar (à paraître fin avril chez Mango) - est à deux vitesses. Produit par le rocker anglais Simn Booth (de Working Weeks) et Eric Clermontet, l'album oscille entre le yela toucouleur, et la tentation de l'avant-garde : des bruitages nocturnes, un solo de cornemuse de l'Irlandais David Spillane, une incursion du reggaemuffin Macka B, un clip tourné en Jamaïque. La magie de *Baayo* est sauve, de justesse.

Sur scène, ce fils musulman d'une famille traditionnelle de pêcheurs (les Maal) danse, flanqué de deux acolytes échevelés et de sept excellents musiciens. Des hymnes à la mère (la sienne, mais aussi la « grande Afrique »), à l'évocation du Panthéon peul (des guerriers, des marabouts), Baaba Maal multiplie les appels à la paix et à l'unité interethnique. En 1986, la chanson *Demgalam* (Mon langage) exigeait le respect des minorités noires toucouleur qui vivent de part et d'autre du fleuve Sénégal. Elle a provoqué la colère des autorités mauritaniennes. En 1989, après les graves troubles qui opposaient Sénégalais et Mauritaniens dans le Fouta, puis dans les capitales, Baaba Maal organisait deux concerts, l'un à Dakar, l'autre à Nouakchott. « Nous voulons que les gens apprennent à démystifier ce différend qui existe entre eux, explique-t-il. *Laam Toro* était un titre honorifique octroyé au roi dans ma région. Il pourrait être de nos jours à l'artiste qui véhicule les informations essentielles. Par la musique, jusqu'à aujourd'hui tout le monde en écoute partout, dans la rue, sur les marchés, alors qu'autrefois elle était liée à des rituels, à des cérémonies. » La parole est sage. La musique rassemble.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) Sur le paysage culturel et musical dakarois, lire la *Revue noire*, n° 7, janvier-février 1993, vendue avec un CD six titres, Dakar 92, *Revue Noire*, 8, rue Cels, 75014 Paris.

(2) Pour comprendre les Peuls et les Toucouleurs, lire le très beau livre de Mémoires de l'historien malien Amadou Hampâté Bâ, *Amkoullel, l'enfant peul* (Ed. Actes Sud, 405 pages, 90 F). Voici sa définition des Toucouleurs : « Ce nom, qui n'a rien à voir avec une quelconque notion de couleur, dérive du mot arabe ou berbère *teko*, qui désignait jadis tout le pays du Fouta-Toro sénégalais... Le nom déformé par la prononciation ouolof en *teko* ou *teko* devint dans une ultime déformation phonétique française, *toucouleur*. [Puis] les habitants de ce pays, quoique d'ethnies différentes [sans doute à dominante peule... mais aussi sérères, ouolofs, soninkés, etc.] en vinrent tous à pratiquer la langue peule... Les Toucouleurs eux-mêmes se désignent par le nom *halpoul* : ceux qui parlent le peul, c'est à dire le peul ».

(3) Vient de paraître un très complet lexique des musiciens africains, avec une explication claire des différents styles de musique du continent, un répertoire des instruments, etc. : *Les Musiciens du Bassin africain*, de Nago Sack et Sylvie Clerfaut. Ed. Bordas, 256 pages, 89 F.

* Le 25 avril à 14 h 30, au Palais des congrès de Bourges, en première partie de l'Algérien Khaled, 120 F. Albums : *Baayo*, 1 CD Mango/Island 848300, *Laam Toro* 1 CD Mango/Island à paraître début mai.



Agenda

La dix-septième édition du Printemps de Bourges voit le retour d'un fantôme, hier banni pour mauvaise acoustique et surcharge financière, le chapiteau (six mille places). Dans ce lieu béni des stars et des trésoriers, Michel Jonasz et Jean-Louis Aubert devront faire aussi bien que Peter Gabriel, qui a déclaré forfait. A l'opposé, la petite machinerie du festival off, le Ouff, mené tambour battant par l'association berruyère Emmetrop depuis six ans, programme en parallèle une vingtaine de groupes essentiellement français, adeptes de toutes les ramifications rock : noisy, grunge, hard-core, reggaemuffin, etc. Réconcilié avec les autorités, le Ouff bénéficie en 1993 de la suppression des « Hors-jeu » officiels (animations de rue, concerts-surprises, programmés par l'organisation du Printemps). Pour le reste, Bourges remplit son rôle. Il décrit les grandes tendances de la scène française de l'année écoulée.

Honneurs aux dames : ceux de l'inauguration, mardi 20 avril à 20 h 30, iront à Suzanne Vega (en première partie : la chanteuse franco-tunisienne Amine), tandis que Sade assurera la clôture, le dimanche 25 avril à 18 h 30.

Pour le rock, on retiendra les Kinks, en remplacement de Peter Gabriel, Willy Del'ille (le 22, avec Moon Martin en première partie), Calvin Russell (le 23), Kazah Jones (le 21), Iron Maiden (le 25, Loudness en première partie). Le rock français sera représenté par de nombreux groupes, dont Darian et les Chaises, la Souris dégingandée (le 20), les Tontons fangeurs, French Lovers (le 22), Burma Shave, Dirty District (le 23), Burning Heads, Treponem Pal (le 24). En vedette, Jean-Louis Aubert (le 21).

L'originalité fait le charme des Printemps berruyers, particulièrement salle Gilles Sandier, lieu de prédilection des Découvertes du réseau Printemps (à midi tous les jours), qui proposera chaque soir à minuit un échantillon insolite de musiques actuelles et croisées : les Allemands de The Tab Two (le 20), un duo basse-trompette qui laisse une large part aux échantillonneurs, Roy Nathanson et Anthony Coleman, bricoleurs de l'avant-garde new-yorkaise (le 21), Mark Curry, entre country et Top 50 (le 22), Pavlov-Hymns-Kane, un pianiste, un batteur, un guitariste qui mènent pour un jazz libre (le 23), Pascal Comelade, pianiste mélancolique et électroïque (le 24). La chanson francophone n'a pas été négligée. On y retrouvera le gros des suc-

cès de l'année : Au P'tit Bonheur, les Innocents en première partie de Jacques Duvoux, condamnés tous deux à doubler leur spectacle pour cause de défection d'Edouard Daho (le 22 et 23), Mauranne (le 23, avec les Belges de Vays con Dios), Vanessa Paradis, Michel Jonasz (le 24, avec l'harmoniste Jean-Jacques Milteau en première partie), Art Mango, Kant (le 25).

Chaque soir à 20 h 30, le Théâtre Jacques-Cœur accueillera une session de « french songs » : le Canadien Chénier, la Française Zamboni (le 21), le révolté Michel Arbez et le contemporain William Schott (le 22), Maxime Barthélemy, Indigo, Danille Boraso (le 23), Fabienne Pilon et Marcel Kanche (le 24).

A Bourges, il y aura aussi des conteurs, le Berbère Hamed Bouzra (le 21), l'ivoirien Henri Obin (le 22), la Polonoise Bernadette Bidaud (le 23), que l'on retrouvera parmi d'autres lors d'une « Nuit des conteurs facétieux » (le 24). Et des chanteurs-chanteuses : Tom Novembre (le 21) et Philippe Léotard (le 22).

La programmation Musiques du monde est éagrement revenue à l'essentiel : les Cubains de Samping et la Cap-Verdienne Cesaria Evora (le 24), le Sénégalais Baaba Maal et l'Algérien Khaled (le 25). Enfin, notons que l'Américaine (de La Nouvelle-Orléans) Marva Wright donnera un concert de gospel dans la cathédrale de Bourges (le 21) avant d'animer deux soirées-dîners (pour cause de succès) au Magic Mirrors (le 22, 20-23 heures puis 23 heures-1 heure), où se déroulera le lendemain une Nuit cap-verdienne très fournie (la traditionnelle catéchoupe cap-verdienne mélange haricots, maïs et riz...) et très sympathique (Cesaria Evora, Paulino Vieira, Luis Morais). Une série de « Pêches de chère », inaugurée le 21 par un « Toro, dail y gestronmle » catalan, servi au son des ferreries (le cabale Martimur), et clôturée par une « Transfiguration du topinambour », avec le Colombien Antonio y sus Valentinos et le Zairois Sheda.

Chaque soir, le champion du flamenco-rock franco-espagnol animera les Toros, version sudiste des « baouts » organisés pour le plaisir des musiciens et des noctambules (au Magic Mirrors). Le samedi 24, de 21 heures à l'aube, une « Hip Funk Reggae Party » avec les Fabulous Trobadors, le Massilia Sound System, Ronny Jordan et Malka Family sera animée par le DJ Des Nasty.

Les concerts du festival Ouff se déroulent à la Maison de la culture, au Spacoeck, chaque soir de 20 heures à 4 heures du matin, sauf le 22 avril, où les Tambours du Bronx joueront sur la place du Marché.

* Informations et locations : (16) 48-24-30-50. Minitel : 3615 code FDB. Places de 60 F (Découvertes) à 160 F. Dîners-spectacles : 260 F.



Jacques Dutronc.



Michel Jonasz.

100 FILMS

SUR ECRAN GEANT, EN VO ET EN SON THX

"CINÉMATHÈQUE"
du 24 mars au 17 Mai

(à suivre...)

FONDATION GAN

Le Monde

tarif préférentiel : 28F
pour les lecteurs du monde
sur présentation de ce bon,
valable du 24 Mars au 17 Mai.

CINEMA

**Tous les films
nouveaux**

ec Toshiro Mifune, Jennifer Tilly, mard-Pierre Dondadie, Nicholas Campbell, Raoul Trujillo, Galingo Nakak.



**« My Fair Lady », de George Cukor
en séance spéciale à l'Opéra Garnier.**

...vaster, où les légendes tombent dans la poussière, récompensé par les oscars de la meilleure réalisation et du meilleur film, mais quelque peu boudé par le public français dès sa sortie.

O.S.

Reprises

Bonne chance
de Sacha Gury,
avec Jacqueline Delubac, Pauline Carton,
Sacha Gury.
France, 1933, noir et blanc [1 h 18].
Une blanchisseuse gagne le gros lot et
part en voyage avec le lapin qu'on lui
avait offert. Une petite comédie agré-
able, pas la melleure, de l'un de nos plus
grands réalisateurs.
Le Champo-Escap Jacques Tati, handi-
capé, 5 (43-16-51-60).

Les entrées à Paris

Vivre les vacances scolaires, les week-ends peaux et *tutti quanti* ! Belle semaine cinématographique : 750 000 entrées portées essentiellement par deux films juste au-dessus des 100 000 spectateurs. L'un est une nouveauté à l'affiche de 37 salles, *Forever Young*, et son cygnesché Mil Gibson ; l'autre est une reprise qui termine sa deuxième semaine d'exploitation comme la première, le *Libre de la jungle*. Record des écrans pour le film de Walt Disney projeté dans 43 salles. Bonne prestation de deux films en début de carrière : l'américain *Cavale sans issue* (mené par Jean-Claude Van Damme) filme avec les 90 000 fauteuils devant 39 écrans ; le français *Cuisine et dépendances* (Zibou, Bacci, Jacot, ...), réalisé par la rétrospective transposition du théâtre au cinéma avec près de 60 000 entrées dans 22 salles.

Dans ce contexte, score juste honorable pour l'autre bande d'historiens : français. *Le grand* Xavier Gélén et son *Coup de jeune* qui a frappé 25 000 spectateurs

sur 25 écrans. Bien plus que la *Dernière Lutte* française à petite vitesse par Larry Fishburne et Jeff Goldblum ? 7 000 entrées en 25 semaines, marque le peu de confiance des distributeurs. Du côté des rancœurs, bonne surprise du Jesse Warther dépeint par Jacques Dilloux qui mériterait pourtant mieux que 12 000 spectateurs en deuxième semaine ; petite résistance des Inuits d'Aguk à 11 000 entrées en troisième semaine, nettement dévancés par *Chino et son Océar*, qui, avec le temps d'un week-end se maintient : 26 000 entrées.

Finissons avec les «coséarats» de ce bo-officiel francilien : les *Nuits furios*, en 23^e semaine, réunît encore plus de 23 000 spectateurs et basse la barre des 500 000 entrées ; *Indochine*, en 15^e semaine, en a emporté 515 000 ; *Le Vietnam* et se rapproche des 700 000 entrées Paris.

Q.S.

* Chiffres le Film français

LA SÉLECTION

Régions

Des siècles de paix

Mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Roland Blanche, Claude Bouchery, Isabelle Carré, Eric Elmenstein, Pierre Forquet, Madeleine Marion et Nicolas Pignat.

Le diptyque de Jean-Pierre Vincent, qui met fin à son compagnonnage avec l'État du siècle, tourne en France.

Le Quartier Centre national dramatique et chorégraphique, 2-4, av. Clemenceau, 29000 Brest. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 02-98-44-10-50. F et 110 F. Dernière représentation le 17 avril.

La Remise

de Roger Planchon, mise en scène d'Alain Franzen, avec Anne-Marie, Pierre Barbaud, Hervé Bréchet, Patrick Catalin, Carlos Chabine, Jean-Yves Chataigne, Thierry Chiffre, Gilles David, Milla Denicot, Maria Desroches, Jean-Claude Durand, Vincent Garanger, Dimitri Jourda, Barbara Jura, Gilles Lemaire, Alain Libot, Christine Murillo, Martine Thibault, Dominique Valadé et Claire Wertheim.

Un « drame » qui raconte la fin d'un monde et les guerres qui n'en finissent pas. Avec le recul du temps et dans cette mise en scène scabreuse, tranchante, cette première pièce de Roger Planchon se voit comme un grand texte épique et poétique, où se côtoient la violence et la déraison.

Théâtre national, 1, rue André-Malmont, 67000 Strasbourg. Le mercredi à 19 h 30, du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 03-88-44-82. De 125 F à 65 F. Dernière représentation le 17 avril.

Sans titre

de Federico Garcia Lorca, mise en scène de Jean-Louis Houdin, avec Philippe Barodot, Françoise Chevalier, Franck Collin, Anne Cuono, Caroline Gasser, Jean-Louis Houdin, Doris Itzig, Françoise Margot, Sylvie Moussier, Marie Perle, Bruno Ricci, Michel Tournier et Claude Valleron.

Une révolution éclate, un théâtre est pris d'assaut, voilà comment Garcia Lorca résumait sa pièce, qu'il qualifiait de « drame social ». Après Dijon, le spectacle va à la Comédie de Reims du 20 au 24 avril (tél. : 26-40-45-45).

Théâtre du Perrin-Saint-Jean, rue Monge, 21000 Dijon. Les 14 et 15 avril, 19 h 30 ; les 16 et 17, 20 h 30. Tél. : 03-80-12-12. De 108 F à 98 F. Dernière représentation le 17 avril.

Figaro Divorce, mise en scène de Jean-Paul Wenzel, avec Georges Bigot, Isabelle Candelier, Serge Valleron, Anne-Sophie Taisny, Paul Allio, Patricia Bernard, Dominique Guillemet et Eric Jacquet.

Figaro après son mariage et pendant la révolution. Pas forcément celle de 1789. Toutes les révolutions, tous les bouleversements, toute cette violence de tous les temps.

Théâtre des Iles-Centre national de création, rue des Fouchereux, 03000 Montluçon. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 03-43-86-18. 60 F et 90 F. Dernière représentation le 17 avril.

Il ne faut rien de rien d'Alfred de Musset.

Mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Roland Blanche, Claude Bouchery, Isabelle Carré, Eric Elmenstein, Pierre Forquet, Madeleine Marion et Nicolas Pignat.

Le diptyque de Jean-Pierre Vincent, qui met fin à son compagnonnage avec l'État du siècle, tourne en France.

Le Quartier Centre national dramatique et chorégraphique, 2-4, av. Clemenceau, 29000 Brest. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 02-98-44-10-50. F et 110 F. Dernière représentation le 17 avril.

La Remise

de Roger Planchon, mise en scène d'Alain Franzen, avec Anne-Marie, Pierre Barbaud, Hervé Bréchet, Patrick Catalin, Carlos Chabine, Jean-Yves Chataigne, Thierry Chiffre, Gilles David, Milla Denicot, Maria Desroches, Jean-Claude Durand, Vincent Garanger, Dimitri Jourda, Barbara Jura, Gilles Lemaire, Alain Libot, Christine Murillo, Martine Thibault, Dominique Valadé et Claire Wertheim.

Un « drame » qui raconte la fin d'un monde et les guerres qui n'en finissent pas. Avec le recul du temps et dans cette mise en scène scabreuse, tranchante, cette première pièce de Roger Planchon se voit comme un grand texte épique et poétique, où se côtoient la violence et la déraison.

Théâtre national, 1, rue André-Malmont, 67000 Strasbourg. Le mercredi à 19 h 30, du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 03-88-44-82. De 125 F à 65 F. Dernière représentation le 17 avril.

Sans titre

de Federico Garcia Lorca, mise en scène de Jean-Louis Houdin, avec Philippe Barodot, Françoise Chevalier, Franck Collin, Anne Cuono, Caroline Gasser, Jean-Louis Houdin, Doris Itzig, Françoise Margot, Sylvie Moussier, Marie Perle, Bruno Ricci, Michel Tournier et Claude Valleron.

Une révolution éclate, un théâtre est pris d'assaut, voilà comment Garcia Lorca résumait sa pièce, qu'il qualifiait de « drame social ». Après Dijon, le spectacle va à la Comédie de Reims du 20 au 24 avril (tél. : 26-40-45-45).

Théâtre du Perrin-Saint-Jean, rue Monge, 21000 Dijon. Les 14 et 15 avril, 19 h 30 ; les 16 et 17, 20 h 30. Tél. : 03-80-12-12. De 108 F à 98 F. Dernière représentation le 17 avril.

Figaro Divorce, mise en scène de Jean-Paul Wenzel, avec Georges Bigot, Isabelle Candelier, Serge Valleron, Anne-Sophie Taisny, Paul Allio, Patricia Bernard, Dominique Guillemet et Eric Jacquet.

Figaro après son mariage et pendant la révolution. Pas forcément celle de 1789. Toutes les révolutions, tous les bouleversements, toute cette violence de tous les temps.

Théâtre des Iles-Centre national de création, rue des Fouchereux, 03000 Montluçon. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 03-43-86-18. 60 F et 90 F. Dernière représentation le 17 avril.

Il ne faut rien de rien d'Alfred de Musset.

MUSIQUE

Classique

Mercredi 14 avril

Bach

Passion selon saint Matthieu, Barbra Streisand (soprano), Alison Brown (mezzo-soprano), Wilfried Jochims, Marius Schneider (ténor), Franz Josef Selig, Peter Lika (basse), Chœur Musical Kien, Das Neue Orchester, Christoph Sperling (direction).

On le sait, le grand mouvement du retour à Bach a été initié par Mendelssohn, en 1829. Cette année-là, le grand compositeur devint dans le culte du Cantor (sa famille possédait des manuscrits importants qu'elle tenait de l'un des fils de Bach), entreprit de redonner en concert la *Saint-Matthieu*. Conscient du fait que les musiciens de cette époque avaient, pour la plupart, perdu les secrets de l'interprétation baroque, Mendelssohn nota toutes les articulations, tous les phrasés nécessaires à la bonne exécution de cette musique. Cette « édition » est d'un intérêt capital pour la connaissance de l'interprétation de la musique de Bach, dans la mesure où Mendelssohn vivait dans un monde qui avait beaucoup moins changé depuis la mort de Bach qu'il ne le changea entre sa propre mort et l'arrivée de Koopman, Leonaert, Herreweghe ou Gardiner. Christoph Sperling donne la version Mendelssohn en concert au Théâtre des Champs-Élysées, au moment où son enregistrement discographique est mis sur le marché par Opus 111.

Bach

Concerto pour violoncelle et orchestre, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

Bach

Concerto pour violoncelle et orchestre, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899,

DE LA SEMAINE

→ **Alban Horsworth**, pour les amateurs de guitare, Helen Merrill (avec Gordon Rock et Tom Hartel) pour ceux de jazz, Kahlil El Zabar et Lester Bowie pour ceux de rock, c'est une traversée très complète.

Le 14, New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

In situ
In situ, le label animé par Didier Petit (violoncelliste) fête ses trois ans : au programme une musique étrange, à-rhythmique, très rythmée, peu connue mais profondément défendue. Sa forme sa diversité, son nom ? A vérifier in situ. Avec Didier Petit, Dany Lacro, Carlos Zingaro, Jean Bolcato, Frédéric Fimmin, Alan Silva, Roger Turner, Johannes Bauer, Michel Doneda et 12 Quatuor. Tous nous qui valent une mention, trois jours pour découvrir trois ans d'aventure. Ce n'est pas trop.

Le 14 et 15, Montreuil, Instantes chavirées, 21 heures. Tél. : 42-67-25-91.

Rock

Cell
Présenté comme parmi les plus offensifs des concurrents de Nirvana, Cell comptera sur son lyrisme, pour sublimer un rock finalement assez conformiste.

Le 14, Rex Club, 23 h 30. Tél. : 45-08-93-83.

Arrested Development
Loin des guitares urbaines, ce rap d'Atlanta s'enracine dans le Sud profond. Etudiant et bouclier, il rayonne par son engagement, comme par l'alliance de ses mélodies. L'exceptionnelle réussite de leur premier album se confirme dans la ferveur des concerts.

Le 14 et 15, Le Cigale-Kantarcrau, 20 heures. Tél. : 42-23-15-15.

Lynyrd Skynyrd
Décédé, il y a quinze ans, par un accident d'avion, Lynyrd Skynyrd serait ressuscité. Le miracle d'un boogie-blues sudiste conservé dans le bourbon, n'est-il pas, plus sûrement, celui du roi-dollar ?

Le 15, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00.

Afghan Whigs
Comme beaucoup d'artistes de leur ancien label, Sub-Pop, les Afghan Whigs condensent puissance, des rythmiques et guitares électriques. Sous le boucan, il y a aussi une intelligence mélodique, qui les différencie de la plupart des groupes de Seattle. Peut-être parce qu'ils viennent de Cincinnati.

Le 19, Passage du Nord-Ouest, 19 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Tournées
Sting
Sting reprend la route avec douze chansons de plus dans sa besace, celles de Ten Summoner's Tales, dont un bon quart sont à la hauteur de ses meilleurs titres. C'est-à-dire que le bassiste chanteur dispose d'un peu plus de munitions pour s'employer à son sport favori : la séduction des masses.

Le 16 avril, Toulon, Zénith Oméga. Le 18, Toulouse, Palais des sports. Le 17, Pau, Zénith.

DC Basehead
Ce rap de Washington (DC) élève la flamme au rang des beaux-arts. Ses mélodies s'inscrivent comme celles d'un Prince sans narcoleptique. Accompagné d'instrumentistes, il possède l'ambivalence jusqu'à reprendre des titres de Police ou des Doors.

Le 15 avril, Lille, Adonès. Le 16, Strasbourg, la Salamandre. Le 17, Mulhouse, le Noumastrouff. Le 19, Paris, Passage du Nord-Ouest.

Peter Astor
Son pop-folk déprimé peut s'illuminer de belles mélodies où le guitariste vient souvent la vedette à la voix. Si on croit son nouvel album, *God and Other Stories*, les rayons de soleil seront cette fois plus nombreux.

Le 15 avril, Reims, le Chemin vert. Le 16, Bordeaux, Théâtre Barbier. Le 19, Montpellier, le Bouquet. Le 20, Lyon, la Fric. Le 21, Mulhouse, le Noumastrouff.

Chanson

Brigitte Fontaine
Un retour très attendu pour qui aime la chanson et en a espéré longtemps les évolutions novatrices. Brigitte Fontaine vient enfin de trouver un éditeur pour son album, *French Corazon* (lire la critique dans la page « Disques »). Filiforme, toute vêtue de noir, avec Areski, retrouvons avec délectation le chef de gare, les éléphants et le nongai. Hégol signa la mise en scène du spectacle.

Le 14, Batoulan, 20 h 30. Tél. : 47-00-30-12. 130 F.

Nilda Fernandez
Après trois semaines passées au Théâtre de la Renaissance cet hiver, Nilda Fernandez a convaincu qu'il était bien autre chose qu'un produit fabriqué, mais qu'il avait la souplesse, la voix, la présence nécessaires à l'édification d'une belle carrière. Le charme de Nilda réside dans sa capacité à cesser ses chansons pour en faire autre chose, à se mettre en scène (avec des musiciens hors pair).

Le 20, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. De 130 F à 150 F.

Tournées
Jacques Dutronc
Pour l'édification des jeunes générations, celles qui découvrent *Les Cactus* et *Le Fil de la Pierre*. Pour entretenir la nostalgie des aînés. Et pour éviter à Jacques Dutronc de terminer l'album en studio qu'on attend depuis tant d'années.

Le 15 avril, Amnéville (près de Metz), Galade. Le 16, Nancy, le Zénith. Le 17, Strasbourg, Palais des congrès. Le 21, Charleville-Mézières, Parc des expositions.

Michel Jonasz
Spectacle lumineux, enveloppé de bleus, de blancs et de merveilleuses lumières. Jonasz aime le blues, toujours, la tendresse modulée, le déchirement sans cesse. Sentimental toujours, heureux en scène avec des musiciens américains de premier plan.

Le 15 avril, Saint-Etienne, Palais des spectacles. Les 16 et 17, Nîmes, Théâtre de verdure. Le 18, Arles, le 17, Le 20, Valence, chapiteau Labat. Le 21, Arles, Parc des expositions.

Maurane
Elle s'est considérablement raffermie sa voix, Jean-Claude Vannier lui a écrit des chansons sur mesure. Elle tient la scène avec humour. Maurane joue les stars de demain avec style.

Les 14 et 16, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. De 120 F à 150 F.

Le 20 et 21 avril, Gonfreville-L'Orcher (près du Havre).

Yannick Jaulin
Yannick Jaulin est un conteur qui sort des limites assignées au genre. Ses histoires ne font pas dormir debout, ni ne transportent dans des paradis artificiels. Elles montrent la beauté, la cranté ordinaires, les rebondissements possibles de situations anodines, le tout enveloppé dans une atmosphère champêtre.

Le 15 avril, Lisieux (14), cinéma le Parc. Le 16, Thury-Harcourt (14), salle Robert Mézière. Le 17, Combelles-le-Royal (14), l'Orée du bois. Le 20, Le Moulin-Litry (14), salle des fêtes. Le 21, Combelles-le-Royal (14), Théâtre de la Vierge.

Vanessa Paradis
Elle chante en anglais, elle joue les lésés, le perversité en moins. Vanessa Paradis est à la mode. Elle s'essaye à la conquête de la personnalité. Lors de sa dernière tentative, l'Américain Lenny Kravitz, qui a veillé aux destinées de son dernier album, l'a mangée, sans état d'âme.

Le 15 avril, Lyon, Transbordeur. Le 16, Grenoble, Summum. Le 19, Arles, Hall des expositions. Le 21, Saint-Etienne, Palais des spectacles.

Musiques du monde

Teca Calazans
Teca Calazans vit en France et y entretient la culture avec une profondeur et un talent particuliers, que lui a peut-être conférée la distance, l'éloignement. Ses interprétations de Villa-Lobos, de Piazzolla ont permis de découvrir un style, une voix, un regard. Toujours avec la même rigueur, un nouvel album (*Intucao*, chez Media 7), un nouveau spectacle.

Les 14, 15, 16, 17 et 20, Sentier des Halles, 22 heures. Tél. : 42-38-37-27.

Aït Menguellet
Le chantre de la poésie kabyle pour un après-midi au Palais des Congrès, après quelques passages à l'Olympia les années précédentes. Toujours populaire, ambassadeur de la culture et de la langue berbères, Aït Menguellet offre un bouquet de méloides et de mots savamment imbriqués.

Le 18, Palais des Congrès, 16 heures. 100 F.

Samuel Nori
Suite du programme consacré à la Corée, un pays si mal connu. Des danses masquées aux tambourinaires de Samuel Nori, un très riche catalogue de la culture traditionnelle et officielle de la Corée.

Les 14 et 15, Théâtre du Rond-Point-Reaumur-Barrault, 20 h 30. Tél. : 42-56-80-70. De 110 F à 140 F.

Madjid Kiani
Superbe joueur de santour iranien. L'Institut du Monde arabe continue de livrer quelques perles dans la très confortable salle de spectacle du bâtiment construit par Jean Nouvel.

Le 16, Institut du Monde arabe, 21 heures. Tél. : 40-81-38-38. 90 F.

A Filetta

Le plus sérieux, le plus sophistiqué des groupes de polyphonies corse. Ici, on ne pousse pas la voix, mais la recherche (sur le répertoire, mais aussi les instruments : A Filetta utilise par exemple le cistre corse) et les formes (album chez Adda).

Les 19 et 20, Déjazet, 20 h 30. Tél. : 42-74-20-50. 130 F.

Tournées

Linton Kweai Johnson
Le plus captivant des *dub-poets* jamaïcain-anglais, accompagné par l'excellent Denis Howell Band. Engagement (avec un reste de tendresse pour les partis communistes, la classe ouvrière...), poésie directe, scandée et corvoise sur des rythmiques sans défauts.

Le 15 avril, Strasbourg, Salle de la Bourse. Le 16, Lille, Adonès. Le 17, Rouen, Eto 7. Le 18, Limoges, Centre culturel John-Lennon. Le 20, Angoulême, la Nef des fous.

Okay Temiz
Le footballeur turc, grand manipulateur de musique reprend la route pour inventer chaque jour les formes de son *Fis Fis* Trigenes (album du même titre chez La Licorne/Night and Day).

Le 16 avril, Valence, Théâtre le Bel Image. Le 17 avril, Metz, Les Trinitaires.

La sélection « Classique » a été établie par Alain Lompech.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Stéphane Davet.
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Morlaix.

DANSE

Paris

CNDC L'Esquise

Plein Soleil
Sur le sable et sous le soleil brillant d'une Espagne imaginaire, la violence et la beauté de la tragédie antique, éternelle. Cette pièce de Joëlle Bouvier et Régis Obedin a été créée l'été dernier au Festival d'Avignon. Leurs quatre courts métrages, *La Chambre*, *l'Étreinte*, *la Lampe* et *la Noce*, sont projetés après le spectacle. Il ne faut surtout pas manquer ces petits chefs-d'œuvre.

Opéra de Paris-Garnier, du 20 au 23 avril, 20 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 20 F à 180 F.

Elèves du CNDC d'Angers

Du doute et de la certitude, Virelay
Les élèves du Centre national de danse contemporaine d'Angers, que dirigent Bouvier et Obedin, présentent leur spectacle de fin d'études 93, avec des pièces réglées pour eux par Raffaella Giordano et Roxane Huilmand.

Centre Pompidou, les 15 et 17 avril, à 20 h 30 ; le 18, à 16 heures. Tél. : 42-74-42-19. 90 F.

Carolyn Carlson

Comédie
Pour seul danseur et trois comédiens, sur une musique de Michel Portal, une création de Carlson inspirée par la Divine Comédie de Dante.

Théâtre de la Ville, jusqu'au 17 avril, à 20 h 30 ; le 18, à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77.

La Corée à Paris

Danses masquées de Pongpan
Associant la danse, le chant et les dialogues, le *pongpan* (du nom de la petite ville où il est né) dénonce par le rire les abus de la hiérarchie ecclésiastique bouddhique et les travers de la société. L'une des dernières formes de théâtre populaire traditionnel encore vivantes.

Théâtre du Rond-Point, les 15 et 17 avril, à 20 h 30 ; le 18, à 17 heures. Tél. : 42-56-80-00. 110 F et 140 F.

Compagnie Bagonet

à Nîmes
So Schnell, One Story se in Falling
Dans *So Schnell*, disait Dominique Bagonet, « j'ai insisté sur l'expression d'une énergie qui s'opposait au temps, ferait vibrer les sens, dirait la joie presque subversive de la danse sans donner prise, le malin du monde, au fait »... Toute de subtilité, la pièce de Trisha Brown complète ce beau programme qui a été acclamé à Garnier en décembre.

Théâtre de Nîmes, les 16 et 17 avril, à 20 h 30. Tél. : 66-36-02-04. 100 F et 130 F.

Ballet-Théâtre

de Bordeaux
Le *Mandarin* merveilleux, le *Château de Barbe-Bleue*
Avec l'Orchestre national Bordeaux-

Aquitaine dirigé par Alain Lombard, une soirée opéra-ballet dédiée à Barok : le *Mandarin* dans une nouvelle chorégraphie d'Istvan Herzog, *Barbe-Bleue* chanté par Mihaly Kalmendi et Katalin Szendrenyi, mis en scène par Matt Rabinovsk.

Palais des Sports de Bordeaux, les 15 et 16 avril, à 20 heures ; le 18 à 14 h 30. Tél. : 66-48-58-54. De 75 F à 220 F.

Danse contemporaine

à Lille

Fin du Festival organisé par Danse à Lille pour fêter ses dix ans : la *Chambre blanche* de la Canadienne Ginette Laurin (1), l'étrange *Saint Georges* de Régine Chopinot (2) et l'*Hommage aux Ballets russes* d'Angelina Freiloch, qui vient d'être donnée au Palais Garnier. Sans oublier l'exposition *Guillemet/Decouffe* qui montre les prototypes des costumes de l'ouverture des Jeux olympiques à Albertville.

(1) Villeneuve-d'Ascq. Le Rosa des vents, le 15 avril, à 20 h 30. (2) Armentières, la Vivier, le 16, à 20 h 30. (3) Opéra de Lille, les 17 et 20 avril, à 20 h 30. L'exposition se tient à l'Opéra jusqu'au 17 avril. Tél. : 20-78-12-02. 110 F.

Jel/Josef Nadj

à Rennes

Comédie Temples, les *Echelles d'Orphée*
Si Nadj est encore sous l'influence de Kantor dans *Comedia* (1), il s'en dégage dans les *Echelles* (2) pour se nourrir du surréalisme, du cirque et du cinéma muet dans des saynètes impeccablement réglées.

Théâtre national du Breizhag (1) le 21 ; (2) le 23 avril, à 20 h 30. Tél. : 99-30-88-88.

La sélection « Danse »

a été établie par :
Sylvie de Nussac

Grand concours

Le Monde, France Inter, Comédie-Française
à l'occasion de l'ouverture par la Comédie-Française du Théâtre du Vieux-Colombier

PLEINS FEUX

sur le Théâtre du Vieux-Colombier

LES RÉPONSES DU CONCOURS

QUESTION 1 - Un directeur du Vieux-Colombier, également administrateur de la Comédie-Française : André Obey, Edouard Bourdet, Jacques Copeau.

QUESTION 2 - Une pièce, récemment inscrite au répertoire de la Comédie-Française, inaugurée l'été d'or de Saint-Germain-des-Près : *Huis clos*, les *Épiphanyes*, les *Mouches*.

RÉPONSES 1-2 - Le directeur du Vieux-Colombier, également administrateur de la Comédie-Française, c'est Jacques Copeau, père fondateur de ce théâtre, ouvert le 23 octobre 1913 pour s'opposer à l'académisme ambiant, révéler des auteurs contemporains, se consacrer à tout ce qui est neuf. Quand *Huis clos* a été créé en 1944, la pièce correspondait tout à fait à cette vocation.

QUESTION 3 - Parfois, il vient faire un bœuf dans la cave du Vieux-Colombier : Roger Nimier, Boris Vian, Stéphane Grappelli.

QUESTION 4 - Du Grenier de Toulouse au Vieux-Colombier, une star du classique est née : Robert Hirsch, Daniel Sorano, Daniel Ivernel.

RÉPONSES 3-4 - Après la guerre, après quatre ans de diatribes et d'interdictions contre l'art dégénéré des nègres, il y a eu une folie de jazz, dans les caves. A ce moment-là, c'était tout nouveau, donc c'était au Vieux-Co. Et de temps en temps, Boris Vian venait y jouer de la trompette. En haut, le théâtre recevait toujours, avec des grands classiques revisités par de grands comédiens, dont Daniel Sorano.

QUESTION 5 - Comédien, "homme à tout faire" au Vieux-Colombier, il commence une grande carrière de metteur en scène, et directeur de troupe : Gaston Baty, Louis Jouvet, Jean Mercure.

QUESTION 6 - Il s'est battu pour sauvegarder les activités du Vieux-Colombier : Michel Piccoli, Laurent Terzieff, Guy Réoré.

RÉPONSES 5-6 - Acteur, régisseur, assistant, Louis Jouvet a tout fait dans ce théâtre, qui avait de prendre pour nom le Vieux-Colombier s'appelait l'Athénée Saint-Germain. Y aurait-il finalement un hasard ? A vrai dire, cette salle a toujours attiré les énergies. Plus tard, en 1969,

Laurent Terzieff a voulu maintenir sa vocation de découverte. Il y a créé des pièces de Saunders (les *Volsins*, le *Triangle*) d'Andréiev (la *Valse des chiens*).

QUESTION 7 - Devenu cinéma, le Vieux-Colombier accueille un grand homme de théâtre et sa troupe : Stanislavski, Pirov, Meyerhold.

QUESTION 8 - Directrice du Vieux-Colombier, elle se lance dans une rude bataille pour sauver le théâtre : Rosy Varte, Germaine Montero, Marthe Mercadier.

RÉPONSES 7-8 - La vie d'un théâtre, surtout s'il se veut novateur, est faite de quelques hauts et de pas mal de bas. Sur ce plan aussi, le Vieux-Colombier est exemplaire. En tout cas, il n'a jamais failli à sa mission avant-gardiste. Pendant que Jean Tedesco, le transformait en cinéma d'art et d'essai, Georges Pirov et montait *Schizophrénie*, Tchiklov, Mackensie et Copeau écrit : "la présence des Pirov coïncide avec le passé, tout naturellement, sans effort". En fait, cette salle légendaire a toujours attiré les gens les plus insolites : Marthe Mercadier (antichiste de boulevard), s'est mise en tête de sauver le théâtre, comme elle s'est mise en tête de défendre le droit des femmes dans le gouvernement Mauroy.

QUESTION 9 - Trois de ses pièces ont été jouées en alternance au Vieux-Colombier : Jean Giraudoux, Paul Claudel, Henri de Montherlant.

QUESTION 10 - Le Théâtre du Vieux-Colombier sert de studio pour tourner un film de : Jean Gréville, Julien Duvivier, Jean Renoir.

RÉPONSES 9-10 - C'est dans la saison 1962-1963 que se concrétise le projet jadis caressé par Jacques Copeau de monter la trilogie de Paul Claudel, *l'Otage*, *le Pain dur*, *le Père humilié*. Aujourd'hui, présenter une suite est presque une habitude. En ce temps-là, c'était une audace. Comme avait été audacieux de la part de Jean-Louis Barrault, de mettre en scène en pleine occupation le *Soulier de satin* à la Comédie-Française. ...Et toujours de l'audace, celle de transformer le théâtre du Vieux-Colombier en studio de cinéma. Ce qu'a permis Jean Tedesco. Il est vrai que le réalisateur était exceptionnel mais il n'était pas encore une star internationale : Jean Renoir. Il y a tourné la *Petite Marchande d'allumettes* avec sa femme, Catherine Hessling.

LES NOMS DES GAGNANTS SERONT PUBLIÉS
DANS LE MONDE DATÉ DU 29 AVRIL,
ET ANNONCÉS SUR FRANCE INTER PAR PATRICIA MARTIN,
LE 29 AVRIL, ENTRE 7 HEURES ET 9 HEURES.

France Inter

Le Monde

ARTS

Nouvelle exposition

Jean-Michel Alberola

Première exposition de l'ensemble des dessins et gravures réalisés par Alberola sur le thème de la crucifixion et plus généralement le cycle entier du Passant. Un thème pas tout à fait aussi ancien que l'art lui-même, par un des artistes les plus sensibles et les plus avancés de sa génération.

Centre Georges Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Paris

Aménophis III

Pacifique, et par là même conçoit que d'autres pharaons plus bellicieux, Aménophis III anima son règne par de grands travaux d'architecture, qui coïncident avec une période d'apogée de l'art égyptien. Une exposition soutenue par un catalogue remarquable rend hommage à un homme à qui l'art assure l'éternité.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Etienne, Paris 8. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 mai, 42 F.

Tadao Ando

Tout l'œuvre de l'un des plus grands architectes japonais contemporains, présentée en grande pompe par lui-même. L'ensemble est d'autant plus saisissant que, malgré d'abondantes publications, Tadao Ando reste un inconnu sur le territoire français. L'exposition constitue donc sa première œuvre hexagonale, et révèle l'étrange progression de l'artiste de l'échelle de la maison à celle des grands projets d'architecture.

Centre Georges Pompidou, galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 24 mai.

Lewis Baltz

Parfaitement mise en scène par l'équipe de Jean Nouvel, cette rétrospective permet de découvrir au grand public Lewis Baltz, un Californien de quarante-huit ans, travaillant dans le style documentaire tout en rompant radicalement avec tout les codes du paysage. Ses photos banales et dépourvues, en marge des villes, dressent un inépuisable portrait du monde post-industriel.

Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 mai, 35 F.

Bernard Bazile

Bazile est un artiste hors normes ; le seul à avoir réalisé le fantasme secret de tous les conservateurs de musées d'art contemporain : ouvrir une des 90 boîtes éditées par Piero Manzoni en 1962. Le seul aujourd'hui à poursuivre la logique du nu en art jusqu'à son aboutissement, en rendant un hommage vibrant, et vivant, à Mel Ramez. Le seul à pointer les rapports ambiguës entre enfants et adultes (il's O.K. to say no ! 1989) mais aussi ceux qui entraînent les hommes politiques avec leur image publique.

Centre Georges-Pompidou, galeries

DU 13 AVRIL AU 20 MAI 1993
SCHUBERT
LE VOYAGEUR
DE L'HIVER
CRÉATION AU THÉÂTRE TRIANON
THEATRE LE TRIANON
80, RD ROCHER-ROUOT - 75010 PARIS
LOG. 44.66.63.66 - FNAC - 3615 FNAC
PRODUCTION FNAC - SCENES MIXTES
AVEC LE SOUTIEN DE L'ANPE SPECTACLES

contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 mai.

Dessins français du XVIII^e

On ne le répète jamais assez : les expositions des dessins des collections publiques sont toutes, de par la fragilité des œuvres, des événements. Lorsque de surcroît les dessins rassemblés sont habituellement disséminés dans 36 musées de l'Hexagone, et qu'ils n'ont, pour beaucoup, jamais été montrés, on se doit de découvrir la vitalité de l'art produit en France entre les règnes du Vert Galant et du Roi Soleil.

Musée du Louvre, pavillon de Flora, porte Jaeger - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 19 heures. Nourture un lundi sur deux et le mercredi jusqu'à 21 h 15. Fermé samedi 1^{er} et dimanche 30 mai. Jusqu'au 26 avril. 35 F (prix d'entrée de musée).

Richard Long

Un beau et grand souffle d'air frais par un artiste aux semelles de vent : Richard Long a déposé aux murs des cercles de limon de l'Avon ou de boue d'Old Man River, au sol des alignements d'ardoises de Cornouailles, et dans la tête du spectateur des futures scènes de promenade. Du grand art né d'une grande simplicité.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

exposition autrement réservée aux seuls « aficionados ».

Musée Picasso, Hôtel Solé - 5, rue de Thorigny, Paris 3. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 30 à 12 heures (groupes, scol. et adult. sur réservation) et de 12 heures à 18 heures (indiv. et group. adult.), dimanche et vacances de 9 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 28 juin. 33 F, 24 F dim.

Paris à l'école

Splendide présentation, esprit pédagogique correct, excellente tenue générale des textes, des sons et des architectures présentés, sans de l'orientation : cette exposition sur le passé, le présent et l'avenir des écoles parisiennes (qui n'a dû coûter « bonbon » à la Ville de Paris) mérite mieux qu'un bon point, à savoir une visite en bonne et due forme.

Pavillon de l'Armenie, 21, boulevard Malesherbes, Paris 8. Tél. : 42-76-33-57. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 9 mai.

Raymond Voinequel

Ancien du Studio Harcourt, un des seuls à signer ses tirages, Raymond Voinequel est d'abord un photographe de cinéma qui a travaillé sur plus de cent cinquante films, d'Abel Gance à Bresson, de Wilder à Mankiewicz. Cette rétrospective a le mérite de faire découvrir les autres facettes de ce photographe de quatre-vingt ans : ses portraits, ses paysages, ses portraits.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Du 14 avril au 10 juin.

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Scarlatti
22 sonates
Pierre Hantzi (clavier)

L'intégrale des 555 sonates par Scott Ross, publiée par Erato, n'a pas découragé Pierre Hantzi d'en enregistrer quelques-unes parmi les plus belles. Et c'est tant mieux, car, contrairement à certains de ses confrères au jeu timoré, Pierre Hantzi fait crepiter son clavier, ose des tempos insensés, un jeu large à la rythmique très précise, un peu à la manière de son maître Gustav Leonhardt, dans un disque RCA à notre avis insurpassé.

Dans son texte de présentation, Hantzi écrit : « Ce sont paradoxalement les pianistes qui, de nos jours, débarrassent de tous les concepts régissant l'art baroque et des règles du jeu traditionnel du clavier, parviennent le mieux à faire entendre la vraie structure de cette musique, certainement plus proche du premier Beethoven que de Bach ou Couperin. » C'est vrai, même si la sonorité trop ronde du piano ne convient pas à cette musique, même si elle la dénature - pour en faire incidemment quelque chose de très beau comme l'ont fait Clara Haskil ou Marcelle Meyer, il y a près de quarante ans. Vladimir Horowitz et son piano émacié seraient l'exception qui confirme la règle. Le problème viendrait de ce que trop de clavicembalistes n'ont pas suffisamment de doigts pour venir à bout de cette musique diabolique quand les pianistes osent la grande virtuosité. Ce n'est ni le cas de Pierre Hantzi ni celui d'Andreas Stafer, signataire lui aussi d'un splendide disque Scarlatti, chez Deutsche Harmonia Mundi.

1 CD Astrée-Aurville E 9502.

Le Violon du diable

Ivry Gitlis joue Paganini
Orchestre de la Philharmonie nationale de Varsovie, Stanislaw Wislaski (direction)

Gitlis, c'est un son reconnaissable en quelques secondes, un son qui « parle », comme pouvait parler

celui de Fritz Kreisler. Gitlis, c'est aussi une personnalité musicale, un jeu généreux, débordant d'imagination. Cette réédition d'enregistrements des années 60 vient à point nommé nous rafraîchir la mémoire. Joués ainsi, les *Premier* et *Second Concertos* de Paganini sont plus émouvants qu'impeccables. Émouvants parce que l'on craint, sans cesse, que l'irréparable ne se produise, comme lorsque l'équilibriste reprend son équilibre. C'est justement ce que les contemporains de Paganini pressaient dans son jeu.

1 CD Philips 438 630-2.

Pierre Fournier

Dvorak : *Concerto pour violoncelle - Saint-Saëns : Concerto n° 1 pour violoncelle - Fauré : Élégie ; Serenade*
Orchestre Philharmonique, Fauré Kubelik et Walter Susskind (direction) ; Ernest Lash (ténor)

Pierre Fournier a enregistré au moins trois fois le *Concerto pour violoncelle* de Dvorak : deux fois avec Kubelik et une avec George Szell (cette dernière en stéréophonie pour Deutsche Grammophon). Testament réédité, en collaboration avec EMI, propriétaire des bandes, pour la première fois depuis sa première publication à la fin des années 40, la première version enregistrée à Londres avec l'Orchestre Philharmonique. Les différences sont minimes entre les trois interprétations du violoncelliste mort en 1986, à l'âge de quatre-vingts ans. Son jeu est, aussi élégant, aussi « propre » dans le meilleur sens du terme, aussi inspiré et attentif à instaurer un vrai dialogue avec l'orchestre dans chacune d'elles. Peut-être est-il plus libre dans son premier disque, plus concentré dans le dernier ? La surprise vient de la qualité sonore, assez stupéfiante pour un enregistrement de 1948. Au bout de quelques instants, on oublie le son mono, les timbres mats, tant l'équilibre qui régit entre les pupitres confine au miracle.

Sur ce même disque, Testament a aussi repiqué le *Premier Concerto* de Saint-Saëns, que l'on ne joue ni n'enregistre plus guère. Comme le disait Colette, Fournier y chante mieux que tout ce qui chante.

1 CD Testament SBT 1016. Distribué par Média 7.

A. L.

Jazz

Joëlle Léandre

Palimpseste
Il y a là des sons venus de partout, des grincements et des plaintes, des murmures et des accords, tout un monde d'images et de musiques qui viennent du ventre de la basse, et l'histoire d'une histoire : celle de Joëlle Léandre qui, depuis quinze ans, s'impose dans un monde d'hommes, avec sérieux, avec droiture, avec ténacité, mais cela ne constitue qu'une moitié de l'aventure. L'autre tient en peu de mots. Joëlle Léandre impose son histoire,



Ivry Gitlis joue Paganini.

passé encore, mais elle impose surtout sa singularité. Elle n'est pas une femme dans un monde d'hommes, elle est elle. Duo piano-basse dans *Palimpseste* avec Eric Watson, croisements avec Rüdiger Carl et Carlos Zingaro dans *Canas Trio*, une idée forte de la musique s'annonce et se défait sans ressemblance. C'est difficile de faire entendre sa voix, sa juste voix, à ce point.

2 CD Hat ART 6103 et 6122.

Charlie Haden

Hampton Hawes

As Long As There Is Music

Près d'un an plus tard, le 22 mai 1977, Hampton Hawes, pianiste, quarante-huit ans, disparaît. *As Long As There Is Music* est sa dernière incursion en studio. Le dialogue qu'il y noue avec Charlie Haden (contrebasse) est fondé sur le goût de la lenteur, la profondeur du blues et quelque secret partagé. Ce disque (trois prises inédites par rapport à la version de 1976) se signale à la fois par la science de l'improvisation (*He'lla Goodbye*) et le plaisir à l'harmonie. Il y a beaucoup de disques utiles, quelques disques nécessaires et des confidences, qui, à mots couverts, racontent en huit chansons l'histoire du jazz et un peu de celle des hommes. C'est le cas.

1 CD Verve 513 354. Distribué par Polygram.

F.M.

Rock

David Bowie

Black Tie White Noise

Les dernières incarnations de David Bowie n'étaient pas des plus réussies. Retourné à la base (étail,

comme on disait il y a vingt ans) en tant que chanteur d'un groupe de rock urbain (Tin Machine), il n'a convaincu personne de sa sincérité. C'est sans doute injuste, mais ce scepticisme tenait aussi à la qualité très inégale des disques et des spectacles du groupe. Puis, quand il s'est mis une première fois en congé de Tin Machine, Bowie a donné une tournée consacrée à ses plus grands succès, démarche d'un cynisme si franchement affiché que tout un chacun s'en est ému. Tel le berger qui criait au loup, Bowie ne déplace plus les fautes, qu'il dise la vérité ou qu'il mente.

Pour se sortir de ce mauvais pas, voici *Black Tie White Noise*, audacieuse manœuvre de dégagement, entreprise avec le concours du producteur Nile Rogers, c'est-à-dire l'incarnation de la *dance music* d'il y a quinze ans (*Le Freak* 1978) avec qui Bowie avait déjà réalisé *Let's Dance* (1983). Les deux hommes sont bien trop fûtes pour repasser les mêmes plats. Ce disque s'affiche comme un manifeste moderniste, absorbant et restituant les tendances les plus pointues de la musique contemporaine, côté piste de danse, entre *raves* et *ghettos*. Le geste ne manque pas de panache, dans son intention comme dans son exécution. Mais la consultation de l'état civil des deux hommes permet d'en établir les limites. Bowie a quarante-six ans, Rogers quarante. La musique qu'ils réalisent est une adaptation à l'usage des adultes. L'instrumental *Pallas Athena* en est l'exemple le plus extrême : un rythme *house* assez lent, des échantillons assez raffinés pour ne pas choquer.

Si les limites une fois posées, on trouve sur *Black Tie White Noise* les meilleurs moments de David Bowie depuis dix ans. Composés comme une ode à son unanimité récente avec le mannequin Iman, Bowie se fait élégamment sentimental (la belle ballade *Don't Let Me Down*), l'adaptation théâtrale de *I Know It's Gonna Happen Someday* composé par Morrissey) au franchement érotique, habillant de neuf de vieilles

idées qui ont fait leurs preuves (*Black Tie White Noise*, la chanson, doit beaucoup à *Fame*, titre que Bowie avait composé avec John Lennon en 1975). Il est entouré d'une distribution impressionnante, revenant de son passé (le guitariste Mick Ranson, le pianiste Mick Garson) et d'invités imprévus (le chanteur soul Al B. Sure, le trompettiste Lester Bowie, qui fait beaucoup pour la texture de l'album). Ces collages, ces collisions, font de *Black Tie White Noise* un album au style irréprochable. Manque le contenu, la bizarrerie authentique qui caractérisaient autrefois l'œuvre de David Bowie.

1 CD Savage DB002. Distribué par BMG.

T. S.

Chanson

CharlElle Couture

CharlElle and the Flying Wombats

Au cours de la longue tournée qui mène CharlElle Couture à travers la France en 1991-1992, le Nantais avait passé au crible son répertoire. Au bout du chemin, il y avait l'idée, lancinante, d'abandonner le rôle de chanteur au profit de celui d'artiste (plasticien, s'entend). Il y eut des luminosités soudaines (aux Francofolies de La Rochelle), de terribles coups de blues, où Couture s'acharnait dans la noirceur à grand renfort de rock and roll destructeur (au Printemps de Bourges). CharlElle Couture vient de publier un livre de photographies, *En tournée* (éditions Plume, 149 F, 40 photographies en couleurs). Voici l'album enregistré en public, de Noisel à Québec, avec ses cinq musiciens, australiens et sud-africains. Version minimaliste du *Menteur de métier*, agressivité veloutée de *Media Panic*, déclaration d'amour à Melbourne, et répétition cool de *Comme un avion sans aile* : Couture est un poète de la chanson, critique, ironique. Il ne lui manque qu'à s'y trouver bien, sans amertume.

1 CD EMI 781 483-2.

V. Mo.

Musiques du monde

Denez Prigent (1)

La Couture de cire

Voix de Bretagne (2)

Dan Ar Braz

Les Iles de la mémoire (3)

Fin 1992, on avait découvert Denez Prigent sur la scène du Quartz à Brest, puis sur celle du Théâtre de la Ville à Paris, aux côtés des plus grandes voix de Bretagne et au beau milieu des rockers, à l'occasion des Transmusicales de Rennes. Etonnement des amateurs du genre devant ce chanteur de gwern portant jeans et boots américaines, maniant l'humour et la timidité avec un art consommé. L'album *Voix de Bretagne* sortit dans la foulée. Prigent, natif de Santec, dans le Finistère, s'y trouvait enrobé dans un rond, une danse de la côte léonarde, avec le magnifique chanteur qu'est Arnaud Maisonneuve (de Quimper). A l'affiche des *Voix de Bretagne* également : Annie Ebrel, Erik Marchand, Patrick Molard, Mann Lann Huel, la harpiste Kristen Nogues, Jean Le Meur.

A vingt-six ans, Denez Prigent n'a pas envie de s'embarasser de carcans. Sa voix est libre, mais il a les pieds sur terre. Des airs traditionnels appris auprès de grand-maman aux compositions fraîchement imaginées, la *Couture de cire* dessine les contours d'une tradition où la vigueur du style et la distance intellectuelle permettent d'échapper un minimum au tragique du genre (les guerres, les naufrages, les suicides, les épidémies). Moderne, mais élevé dans le respect des vieilles traditions (et des sœurs Goadec), Prigent ne peut cependant pas s'empêcher de raconter d'horribles histoires, d'accidents de voitures par exemple.

Dan Ar Braz, chanteur-compositeur-auteur, dont le nom est lié à celui d'Alan Stivell, revient sur son histoire avec *Les Iles de la mémoire*. Une histoire plus électorale, davantage tournée vers une celtitude moderne, telle que l'avait imaginée le mouvement culturel breton des années 70, que Prigent, l'enfant du terroir. Avec sa guitare virtuose, sa voix douce, ses envies de perpétuer le style folk, Dan Ar Braz passe en revue ses premiers albums (*Douar Nevez* en 1976, *Acoustic*, sorti aux Etats-Unis, au début des années 80). Version soft, en anglais, avec une basse, un clavier, un tin whistle (un petit fifre) et les guitares du maître.

(1) 1 CD Silex Y 225022. Distribué par Aurville.

(2) 1 CD RS CD 205 Le Quartz/France 3. Distribué par Keltia Musique.

(3) 1 CD KMC02 32. Distribué par Keltia Musique.

V. Mo.

Hommage à Gilberto Gil

Souverain, africain, cinquantenaire

SES convictions politiques, son habileté primesautière et son rayonnement scénique ont fait de Gilberto Gil une figure de proue du Brésil moderne. Un Brésil où tout fonctionnerait avec intelligence et partage. Un Brésil convaincu des bienfaits du métissage. Gil-le-Bahianais est une tête chercheuse, directement branchée sur le monde. A commencer par l'Afrique, la matrice, et toutes ses ramifications américaines. Le chanteur, enfant terrible de la bossa-nova et de la samba, créateur du mouvement tropicaliste à la fin des années 60, avec Caetano Veloso, Gal Costa, Maria Bethânia, fut, au pays du racisme économique, un des premiers à revendiquer son appartenance à la communauté «nègre». Un temps conseiller municipal et démocrate, chargé de la culture à Salvador-de-Bahia, il n'eut de cesse d'établir des ponts entre les deux rives de l'Atlantique, insatiable voyageur des terres angolaises, béninoises, nigérianes...

La rue de Salvador appartient à Gilberto Gil. Il en est l'icône incontestée. Il lui fournit l'énergie, les vibrations optimistes et lucides. En ces temps chaotiques de déception démocratique et de danger inflationniste, Gil est un magicien populaire. Agile, sentimental, écologiste, digne. Le chanteur à la guitare vélocité à sa cinquantaine ans l'en passé. Les tempêtes grisonnent, le sourire éclate. Pour cet anniversaire annonciateur de la maturité, trente-neuf parmi les plus connus des chanteurs brésiliens ont rendu hommage à l'auteur-compositeur-proxime, précis, neur et mélodieux qu'est Gilberto Gil.

Ce *Songbook* en trois volumes permet donc une double incursion. L'une, via Gilberto Gil, dans la magie quotidienne du pays bahianais, dans ses fleurs éclatantes, ses verdure incontrolées, ses pluies bienfaitrices, ses

histoires de *candomblé*, d'amours soudaines, d'autobus bondés et de fêtes carnavalesques. L'autre via João Bosco, Chico Buarque, Paulinho da Viola, Nana Caymmi, Hermeto Pascoal, Rita Lee, Alceu Valença, Paralamas do Sucesso, ou Loban, etc., dans la riche galaxie de la chanson et du rock brésiliens. Les compositions de Gil passent du rock années 70 (*Expresso 2222*) à la souplesse antillaise (*La Lenda*) écoulée dans les années 80 et à la danse, façon *bal funk*, que les Noirs de Rio et de São-Paulo animaient alors à grande échelle.

Nulle part, dans ce *Cahier de chansons*, les interprètes, qui sont parfois aussi de grands compositeurs, n'ont renoncé à apposer leur griffe, malgré toute l'admiration qu'ils témoignent à Gilberto Gil. D'autres tentatives en forme d'hommage (des *Songbooks* dédiés à Noel Rosa et à Dorival Caymmi) prouvent qu'au Brésil la musique est une, la poésie indissociable du rythme, et l'éducation musicale sauvage, la bien le mieux partagé du pays. En France, la compilation réalisée l'an passé par Virgin au profit de la recherche sur le sida, puis celle, *Génération Brassens*, publiée en hommage à Georges Brassens, laissent entrevoir une nouvelle posture des chanteurs. Francis Cabrel en tête, capables de renoncer à leurs egos et de chanter des beautés qui ne leur appartiennent pas. Le volume 2 du *Songbook*, en particulier, montre l'élégance d'une jeune génération nourrie au rock anglo-saxon, et parfaitement capable de s'investir avec délice dans les chansons d'amour d'un Bahianais turbulent.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

* 3 CD Lumina Discos LD01-02-0392 vendus séparément. Distribué par DAM.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - \$... H. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE

ARTOIS ISIDORE F/S/m, midi et dîm.
13, rue d'Antioq, 7 42-25-01-10 - 43-63-51-30

J. 22 h 30. CUISINE TRADITIONNELLE : poissons, rognons de veau, coqfil, filez fins de canard. Gréier en saison. MENU LE SOIR 176 F, avec FOIE GRAS. Carte 300 F. SALONS.

TY COZ F/S/m, dîm. et lundi soir
35, rue Saint-Georges, 9 43-78-42-93/54-61

ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS. CRUSTACÉS. PLATEAU DE FRUITS DE MER. Carte 300 F. Menu de la mer, le soir, 178 F.T.C. Crêpes, Galettes.

RIVE GAUCHE

LE MAHARAJAH 43-54-26-07
Platz à emporter : moins 30 F.

L'INDE SUCULENTE au 72, bd St-Germain, 5, 18^e Maubert, T.L.I. de (2 h à 23 h 30, ven. soir, 42-00-11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2

DANSE/JAZZ

LA CINÉMATHEQUE DE LA DANSE PRÉSENTE LES ARCHIVES DE JO MILGRAM

LES PRINCES
DONT LE HIP-HOP
EST L'ENFANT

Jo Milgram fait partie des quatre ou cinq collectionneurs de films de jazz. Une passion viscérale, née d'une illumination : l'écoute, par hasard, d'un disque de Louis Armstrong à la Foire à la ferraille. La Cinémathèque de la danse, dirigée par Patrick Bensard, fête ses dix ans en présentant ses trésors. A la mémoire de Duke Ellington, de Bill Robinson. Aux rois du swing et de la tap dance. A une époque où le jazz était lié au plaisir de danser.



Les Berry Brothers.

«COMMENT devient-on collectionneur? Avec des sous! Et c'est cher! A moins d'être riche comme Daniel Filipacchi, qui possède lui aussi une très belle collection», dit Jo Milgram, qui vit retiré au Pecq, petite ville de la banlieue ouest de Paris. A soixante-dix-sept ans, il vient d'être opéré des yeux. Dur pour un homme qui ne conçoit pas la musique sans son aspect visuel, vivant. «Le jazz s'arrête le jour où le trompettiste, qui se lève pour jouer, ne souffle plus pour faire danser. Le jazz a suivi la même évolution que la musique contemporaine, il s'est intellectuelisé et a perdu son côté populaire, joyeux. Francis Ford Coppola peut toujours faire revivre le Cotton Club, c'est un décor vide. Les danseurs d'aujourd'hui n'arrivent pas à la moitié de la cheville de ceux des années 30. Le disque et l'amplification du son ont mis fin à cet esprit de fête. Le jazz que j'aime est celui du plaisir.» Tous les géants de la danse afro-américaine swingent sur les images de Jo Milgram.

Il faut voir Bill «Bojangles» Robinson, au mauvais caractère légendaire, n'hésitant pas à faire le coup de feu (1). Peut-être n'est-il pas le plus grand — certains lui préfèrent son contemporain King Rastus Brown, et pour d'autres il aimait trop la compagnie des Blancs — mais il fut le plus célèbre. C'est lui qui a peaufiné le grand style de la tap dance entre les deux guerres. Il le pratiquait tout en racontant des histoires. Il exigeait le silence dans

la salle pour ses exhibitions au Hot Mikado ou au Hoofers Club, réservé à l'élite des danseurs, qui venaient y faire enregistrer leurs inventions. Immortel pour avoir inventé le numéro intitulé *stair dance* («danse de l'escalier»), grimant, puis descendant des marches, léger comme Pégase. «Je rêvais que je montais en dansant jusqu'à mon trône, prenais ma couronne et redescendais dans la même foulée», expliquait-il à ses admirateurs, subjugués aussi par la musique percussive et suspensive qu'il créait avec ses pieds.

«J'ai été un pilier du Tabou, de la Rose rouge, du club du Vieux-Colombier, reprend Jo Milgram. J'ai connu Gréco, et tous les autres. Compagnon de Grappelli et de Django. Ensuite, j'ai entamé une carrière chez Barclay, puis dans la maison de disques d'Europe 1, au temps de Lucien Morice. Je suis un collectionneur altruiste, le seul à ouvrir ses trésors au public. A l'inverse des spécialistes, je ne pense pas que Jammin' the Blues sonne le glas du film de jazz.» Il défend toutes les images tournées jusque dans les années 50, les comédies musicales, et les courts-métrages réalisés par des anonymes : «Ils avaient souvent une caméra époustouflante parce qu'ils filmaient leur passion», dit Milgram, qui se rappelle les «cours» projetés en levée de rideau au Studio 28, à la Salle des Agriculteurs, aux Ursulines.

Admirez l'étonnante Velma Middleton dans *Swinging*

on *Nothing* (1944). Elle a été la partenaire pendant plus de vingt ans de Louis Armstrong. Cent cinquante kilos au bas mot. Une voix superbe. Elle danse comme une bulle de savon, en robe du soir, écharpe blanche à la main. La petite histoire raconte qu'une fois au sol, elle attendait l'extinction des lumières pour se relever, non sans mal, de son grand écart.

Les Three Browns Jacks, en habits blancs et petits gilets coupés au-dessus de la ceinture, «chaquetaient» sur un seul pied, avec des bras empruntés au charleston. Rois de la cascade acrobatique, ils firent leurs débuts, en 1923, au Plantation Club, à Chicago, avant de rejoindre Duke Ellington au Kentucky, à New-York. Dans l'extrait de *Barber Shop Blues*, les Four Step Brothers se livrent à un superbe numéro de petits ciréus s'occupant, d'un chiffon lisse, des chaussures de clients en train de se faire raser. Avec eux, l'acrobatie s'introduit dans la danse jazz, mais aussi les rythmes afro-cubains et les saynètes de comédie. Ils avaient conservé l'idée du défi, en cercle, comme les gamins des rues le pratiquent depuis toujours.

Jo Milgram n'est allé qu'une seule et unique fois aux Etats-Unis. A New-York, en 1963. Avec en souvenir, une soirée de gospels à l'Apollo : «C'était le paradis, le *Dahomey*. J'étais plongé dans un chaudron d'huile bouillante. Même les murs de la salle semblaient onduler.» Pas besoin d'être grand expert en coutumes chorégraphiques pour comprendre que la break dance, le hip-hop, vien-

nent droit de la danse vernaculaire des Noirs, de l'Afrique, mais aussi des folklores européens. Le fameux pas glissé de Michael Jackson est un peu pâlot comparé à la nonchalance de celui qu'écoute Bunny Briggs avec, il est vrai, au piano un Nat King Cole beau, jeune dandy sophistiqué, jouant légèrement détourné de son clavier. Beany Carter à la batterie.

Découvrir Duke Ellington dans *Hot Chocolate*, entouré, cette fois-ci, des Whitey's Lindy Hoppers. Ils dansent le lindy hop, l'ancêtre du be-bop. Les filles en jupes à bretelles, les garçons en imper, avec parfois un chapeau sur la tête, pantalon en jersey serré. Mauvais genre exquis. Ils passent pour une bande de chats sauvages. Ce qu'ils sont. Le Savoy de Harlem est leur repaire. Le lindy hop est la danse la plus rapide du monde. Avec l'énergie qui jette les corps en l'air. Des appuis au sol dignes de départ de 100 mètres. Avec beaucoup de style et de poses. Un chic fou.

Pour les prochaines séances à la Cinémathèque de la danse, Jo Milgram sort ses dios de choc. Paterson et Jackson, Buck et Bobbles. Et aussi les Berry Brothers — Ananias, Jimmy et Warren, — les grands rivaux des Nicholas Brothers. Du pur style goguenard, délié, ondulateur, celui du Sud, de La Nouvelle-Orléans. Signe particulier : ils arrivent en scène en sautant par-dessus les têtes des musiciens.

Et encore des images de Harlem des années 30, les rues bondées d'enfants qui courent, sautent, bondissent. La danse liée à la musique de jazz, d'une insolente santé, drôle, sans pour autant être coupée de la réalité sociale, de la pauvreté et de la ségrégation. Dans le film *Hoover for Love*, l'expulsion d'une jeune femme, chassée de son logement, provoque une succession de numéros désempaillés et tristes. La danse jazz n'est pas la cousine du bon Oncle Tom. Jo Milgram a arrêté sa collection il y a six ans.

DOMINIQUE FRÉTARD

(1) *Jazz Dance, The Story of American Vernacular Dance*, de Marshall et Jean Stearns, Schirmer Books (non traduit).

* Danse jazz, archives Jo Milgram, le mardi 20 avril, 20 h 30, avec le film, *Black and Tan Fantasy*, de Dudley Murphy, un show de Lionel Hampton avec de nombreux numéros de danse, les Berry Brothers, Buck and Bobbles, Paterson et Jackson. Autre séance, le 18 mai, 20 h 30, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Prix : 35 F. Tél. : 45-53-21-86.



Leon James danse le Lindy Hop.

Quand la musique
est devenue mouvement

Le jazz inspire la danse. A ses débuts, il la suscite. Elle l'habite. Les mazzurkas et quadrilles que les esclaves noirs écoutaient aux portes des maîtres et qu'ils imitaient en dansant, c'est la scène primitive qu'on raconte et qu'on explique tout.

Les musiciens de danses ordinairement répondent à une norme, à un maintien qui les fige. Avec le jazz, ce sont les musiciens qui se mettent à danser, la musique même. C'est ce qui se voit dans les premiers orchestres de jazz, dont on ne sait même pas encore et on les appelle ainsi. La voix outrépassée et le corps en transe, les blues et les tambours se cherchent de dire. Lors des premières manifestations en Europe, tous en témoignent, les surréalistes immédiatement amateurs, Cocteau qui s'essaye à la batterie, Georges-Henri Rivière au piano, Robert Goffin aidé par les balancements collants de Coleman Hawkins, Michel Lelès au spectacle d'Ellington, Soupault transféré après avoir vu de ses yeux Paul Whiteman.

La musique se voit. On l'écoute, on la traduit par le mouvement des pieds, des mains, du buste, mais elle se voit. Le Bal Nègre de la rue Blomet est ce rendez-vous du visible et du mouvement.

Bataille, en 1929, devant la revue nègre Lew Leslie's Blackbirds, au Moulin-Rouge : «Inutile de chercher plus longtemps une explication des colored people brisant soudain avec une folie incongrue un absurde silence de biquies : nous pourrions avec neurasthénie sous nos toits, cimetières et fosses communes de tant de pathétique fétres ; alors les Noirs qui se

sont civilisés avec nous (en Afrique ou ailleurs) et qui, aujourd'hui, dansent et créent, sont des émanations marquées de la décomposition, qui se sont enflammées au-dessus de cet immense cimetière : dans une nuit noire, vaguement lunaire, nous assistons donc à une dérance grise de faux follets louches et charnents, tordus et hurlants comme des éclats de rire. Cette définition évite toute discussion.»

Dans l'imaginaire actuel, le jazz reste lié à sa représentation dansée. Leur séparation est même assez mal vécue, comme un erreur, un regret, une fausse piste. Comme si la musique lui était montée à la tête. C'est le contraire évidemment, c'est la danse qui s'est faite pensée, mais la nostalgie est trop forte. Nostalgie des big bands qui donnaient une vision heureuse et acrobatique de la machine, tous pistons au vent, tous culvres dehors. Nostalgie des danseuses et des danseurs impudiques et souverains, le corps à la fois célébré, exhibé et détendu. Nostalgie de ces mouvements d'ensemble qui se apercevaient de loin, le batteur et ses piroquettes effrénées, le bassiste et ses piroquettes d'éléphant. Au cirque, dont les musiciens venaient du jazz, on s'en rendait encore compte, de visu, sous le pinceau des projecteurs.

Dans les documents miraculeux de Jo Milgram, on voit cela image par image, dans l'entrain. Devant la foule des danseurs, il y a sur scène des danseurs prodigieux et dentiers eux des danseurs équipés. A force de sauter, d'émotion vive, de galeté, c'est l'orchestre tout entier qu'on

perçoit dans sa danse, toujours impeccablement réglée dans un débridement de fête : Ellington et sa troupe, Benny Carter, impérieusement léger, Nat King Cole, superbe et carassant de biais le clavier comme pour poser, Armstrong, Cab Calloway, Fats Waller, tous à la limite de l'image du jazz qui sera tellement déformée et tous en plein dans son idée la plus juste. Acrobates cocasses ? Dizzy Gillespie donnait en scène un contrepoint dans un style Groucho à ses géniales inventions. Cette façon de traîner sur le plateau qu'avait Miles, c'était cela, d'une autre manière, comme refusé. La musique indique toutes les possibilités de se tenir, de s'oublier et de se magnifier.

En 1973, lors du premier Newport à New-York organisé par George Wein, il y eut tout à la fois, comme un bouquet : les derniers tap dancers, une après-midi à Central Park, eux qui s'efforçaient à prévenir des jambes et de l'équilibre la forme du rythme ; toutes les gloires vivantes d'une musique active ; un festival off pour casser l'avant-garde ; et, un soir d'indépendance Day au Roseland Ballroom, les trois orchestres de Duke Ellington, Count Basie et Woody Herman se relayant à l'ancienne comme à New-York naguère, à Kansas-City jadis ou à la Nouvelle-Orléans bien avant. On pensait leur musique un rien dépassée. Mais leurs gestes, leurs mises en scène, leurs déplacements avaient quelque chose d'éternel et de profane, comme un hommage de la musique à la musique et de la musique à la danse.

FRANCIS MARMANDE